

BIOGRAPHIES

- B.1743 LA SALLE, Robert Cavelier de
B.1747 LAURENDEAU, Aldéric
B.1748 LAURENDEAU, André
B.1751 SAINT-LAURENT, Louis (Premier Ministre du Canada)



archives
municipales

VOUS NOUS OBLIGERIEZ EN NOUS RETOURNANT
LE DOSSIER DANS LE PLUS BREF DÉLAI.

LASALLE, Robert Cavalier de B.1743

CE DOSSIER
CONTIENT
DES
DOCUMENTS ORIGINAUX.

ILS SONT CONSERVÉS DANS
LE FONDS DU SERVICE DU
GREFFE (VM6)

330

7

VEU PAR LE CONSEIL le proces pendant par apel en iceluy entre M^r Jean CAUELIER prestre docteur en theologie apellant de permissions de saysie accordées par le substitut du procureur fiscal du Bailliage de l'Isle de Montreal d'une part, Et M^r Jean Baptiste MIGEON juge bailly du dit Montreal, François HAZEUR, François CHARON, Estienne LANDERON, Jean GRIGNON, Estienne PELOQUIN, Guillaume CHANJON, faisant pour Jean Gitton, Creancier de Robert Cauelier, escuyer sieur de la Salle, gouverneur pour le Roy et propriétaire du fort de Frontenac intimez d'autre part. Requeste du dit sieur Migeon et de Jean Gitton marchand, au bas desquelles sont les ordonnances du dit substitut, atendu l'interest particulier du dit Migeon, en datte des premier et quatre septembre derniers, portant permission de faire saisir et arrester les effets et pelleteries appartenans au dit sieur de la Salle. Acte signé Mangue notaire au dit lieu du cinquiesme septembre dernier, portant la declaration de l'apel du dit sieur Cauelier des saysies faites en consequence sur les pelleterie enuoyées par le dit sieur de la Salle. Declaration de Charles de Monseignat du huitiesme du dit mois portant qu'aparauant son depart

1679

du dit fort le dit sieur de la Salle luy auoit ordonné verbalement de payer au dit apellant la somme de quatorze Mil neuf Cent quatre vingt dix neuf liures quelques sols; Et depuis par plusieurs lettres missiues pour luy remettre toutes les pelleteries sur son receu, a la reserue de quelques billets escheus qu'il luy auroit ordonné de payer ainsy qu'il auroit fait, Et que depuis il luy marque encor en ces termes par lettre, acheuez de payer mon frere de son billet de quatorze Mil tant de liures et en prenez vn receu. Sentence rendüe par le dit substitut entre le dit sieur Caelier d'une part, Migeon et Gitton d'autre, en datte du neuf du dit mois de septembre, portant que les partyes se pouruoiron en cette Cour, Et acte de l'interuention de François Pougnet et des dits Peloquin et Charron, Simonne Costé procuratrice du dit Hazeur comme oposant aux saysies faites sur les effets et pelleteries du dit sieur de la Salle, Et de la declaration du dit Monseignat sur les quittances qui luy auoient esté données par le dit sieur Caelier, Estat des pelleteries retenües par le dit sieur Caelier de luy signé, montant a la somme de vingt deux Mil deux Cent soixante dix neuf liures douze sols quatre deniers. Requeste présentée a Monsieur l'Intendant par le dit sieur Caelier au bas de laquelle est son ordonnance du vingtiesme du dit mois de septembre portant que les pelleteries saysies seront aportées en cette ville et déposées par les parties jusques a ce qu'il ayt esté ordonné en cette Cour pour la deliurance d'icelle, Et que les dits Creanciers seroient apellez en cette Cour a comparoir l'vnze du present mois Exploits d'assignation en cette dite Cour donnés aux dits intimés, a la requeste du dit apellant des trois et quatre du present mois signés Cabazie, et septiesme du mesme present mois signé Le Vasseur. Oposition du dit apellant faite ez mains de Charles Aubert sieur de la Chesnaye, sur les pelleteries et effets mis a sa garde appartenans au dit sieur de la Salle, pour estre payé de son deub, en date du mesme jour signée Le Vasseur. Autre requeste présentée par le dit apellant a Monsieur l'Intendant au bas de laquelle est son ordonnance du dix huit du present mois, portant communication aux dits intimés. Exploit de signification d'icelle signé Le Vasseur du mesme jour, declaration de la pluspart des dits intimés portant leur consentement que les appellations soient portées au bureau de la Recepte du domaine du Roy, en date du dit jour dix huit du present mois, Repliques du dit apellant de la derniere ordonnance de Mon dit

sieur Intendant du vingtiesme de ce dit mois, portant que les appellations seroient incessamment portées au dit bureau en presence des dits Creanciers ou deüement intimez, Et que du receu le dit sieur de la Chesnaye seroit tenu de donner son billet qui seroit mis ez mains d'un notable bourgeois qui seroit par eux choisy autre que le sieur Le VValon pour ensuite estre deliuré lettre de change du prix du castor, a qui il seroit ordonné en cette Cour, Exploit de signification de la dite ordonnance aux dits intimez en date du dit jour signé Genaple. Arrests rendus en cette Cour les vingt trois et vingt sixiesme du present mois. Copies collationnées de deux promesses et de quelques billets de change des sept mars et quatre may 1675, par où il apert que le dit sieur de la Salle est redeuable au dit sieur Caelier de la somme de dix Mil dix neuf liures seize sols, la dite copie collationnée dattée du troiziesme Mars 1676 signée Le Sançois et Lannon notaires a Rouën. Vne promesse du dit sieur de la Salle du dixiesme novembre 1678, par laquelle il reconnoit qu'encor qu'il ayt chargé et tiré en son nom des connoissemens de Mil cinquante loutres adressées au sieur Gilles de Vaurebert, Elles apartiennent au dit sieur Caelier prestre, les luy ayant données en payment de cinq Mil cinq Cent douze liures. Deux lettres missiues adressées au dit sieur Caelier l'une signée de Vaurebert Gilles en date du huitiesme May dernier, et l'autre signée Gitton, du huitiesme juillet aussi dernier, avec copie de procedures faites par deuant les juges Consuls de la Rochelle pour raison des dites loutres. Cedulle du dit sieur de la Salle du vingt sixiesme novembre 1678, par laquelle il reconnoit deuoir au dit sieur Caelier la somme de quatre Mil neuf Cent quatre vingt liures sans prejudice de dix Mil dix neuf liures seize sols; au bas de laquelle est autre cedulle de la somme de douze Mil trois Cent soixante et cinq liures au profit du dit sieur Caelier, le tout signé Caelier de la Salle, Deux copies d'escrpts du dit sieur de la Salle, signées de Monseignat, dattées des vingt quatre octobre 1677, et 23 octobre 1678, par le premier desquels il promet payer a la dame Caelier sa mere la somme de huit Mil Cent liures en deduction de ce qu'il deuoit au dit sieur Caelier, laquelle promesse il reitera par le second, de laquelle dite somme de huit Mil Cent liures il n'auroit esté payé que celle de quinze Cens liures, ainsy qu'il paroist parextrait de lettres de la dite dame Caelier en date du seize mars dernier. Memoire non signé de

ce que le dit sieur Caelier pretend auoirourny au dit sieur de la Salle depuis le vingt sixiesme Nouembre 1678 jusques au quatre juillet dernier montant a la somme de deux Mil quarante deux liures cinq sols. Lettres missiues du dit sieur de la Salle dattées du fort de frontenac le vingtiesme May dernier et adressées au dit sieur Caelier par laquelle il marque luy enuoyer des pelleteries en payement de ce qu'il luy doit, en fixe le prix et promet le contanter. Autre lettre Missiue du dit sieur de la Salle adressée au dit sieur Caelier et dattée du quinze juin dernier, par laquelle il luy reitere les mesmes choses Et luy declare qu'il donne ordre au dit Monseignat de luy liurer tout le Castor et menües pelleteries qu'il enuoye. Extrait de lettre Missiue escrite par le dit sieur de la Salle au dit Monseignat en datte des deux et trente Juin et dix huitiesme Juillet derniers, signée par Collation de Monseignat et Becquet, par laquelle apres qu'il luy ordonne entr'autres choses de remettre au dit sieur Caelier toutes les pelleteries, Et qu'il acheue de le payer du billet de quatorze Mil tant de liures, Et de prendre son receu, Estant non signé de ce qui est deub au dit sieur Caelier par le dit sieur de la Salle, sans preindice d'autre deub, Montant le dit estat a la somme de vingt neuf Mil Cent cinquante quatre liures vnze sols. Autre estat aussi nonsigné Montant a la somme de sept Mil quatre Cent quatre liures neuf sols trois deniers pour debtes du dit sieur de la Salle payées pour luy par le dit S^r Caelier, comme il apert par quittances, La premiere de la somme de six Cent liures qui estoit deüe a pierre Chartier, suiuant sa quittance du vingt sept Aoust dernier. La deuxiesme de René Cullerier de la somme de huit Cent cinquante deux liures qui luy estoit deüe, suiuant sa quittance du vingt huitiesme du dit mois, Les trois Et quatre du S^r Ranuye de la somme de neuf Cent soixante trois liures quatre sols trois deniers a luy deüe suiuant ses quittances du vingt neufiesme du dit mois. La cinquiesme du dit Pougnet de la somme trois Cent vingt deux liures dix sols suiuant sa quittance du trente du dit mois. La sixiesme de Jaques LeBer, de la somme de quatrevingt vnze liures vn sols six deniers, suiuant sa quittance du deuxiesme Septembre. La septiesme du dit S^r de la Chesnaye Aubert, de la somme de trois Mil neuf Cent soixante vne liures huit sols trois deniers suiuant son escrit estant au bas du compte du dit S^r de la Salle arresté le dix huitiesme Septembre der-

nier. La huitiesme du nommé Aubuchon dit Lesperance, de la somme de vingt cinq liures, Suiuuant le Certificat de René Cullerier du troisiemes du present mois. La neufiesme du Sieur de Comporté, de la somme de cinq Cent quatre vingt neuf liures cinq sols trois deniers, suiuant sa quittance du vingt huitiesme du dit mois d'Aoust dernier. Copies collationnées le dix huitiesme du present mois signées Rageot de quittances et receus de pelleteries du dit Monseignat par le dit Sieur Caelier pbre en deduction de ce qui luy est deub par le dit S^r de la Salle, en datte des huitiesme et quatorziesme Juillet, vingt cinq et vingt sixiesme Aoust derniers. Exploits de saisies faites a la requeste du dit Migeon ez mains de M^{re} Gilles Perrot pbre Curé de Montreal, Ranuye aeconome du Seminaire du dit lieu de Montreal, Philipes Gauthier Sieur de Comporté Préuost des Mareschaux de france, Jaques LeBer, françois Brunet, René Cullerier Et pierre Chartier en datte des quatre Et six Septembre derniers, signez Bailly, des pelleteries Et autres choses appartenant au dit S^r de la Salle. Oppositions aus dites saysies faites par les dits peloquin, Charron, Hazeur Et Pougnet, pour la conseruation de leur deub, en datte des cinq et six Septembre dernier. Declaration du dit S^r de Comporté du dit jour cinquiesme Septembre de la quantité des pelleteries qui luy auoient esté mises en main par le dit S^r Caelier. Interrogatoire faite au dit Monseignat sur faits Et articles en datte du vnze du dit mois, signées Maugue. Declaration de Mathurin Thibaudeau Chartier du vingt cinquiesme du dit mois de Septembre, signé Maugue. Sentence rendue en la preuosté de cette ville le quatorze du present mois Entre les dits Landeron et Monseignat. Copie non signée, de proposition faite au dit S^r Caelier par les dits Creanciers le dix septiesme de ce mois. Obligations, Cedulles et autres pieces produites par les dits intimez. Reponses Et repliques produites de part et d'autre. Serment pris du dit Sieur Caelier auquel le dit S^r Migeon s'est refferé. Lequel a affirmé que l'estat par luy produit contient tout ce qu'il a receu de pelleteries cette année du dit Sieur de la Salle, Et que les payemens qu'il a faits suiuant ses acquits ont esté faits en Castor ainsy qu'ils le denoient estre presque tous, Et sur la requeste du dit Migeon, par luy presentement mise sur le bureau, pris le serment du dit Monseignat, qui a déclaré n'auoir aucunes pelleteries en sa possession appartenant au dit S^r de la Salle, Et ne sçauoir pas où il y en peut auoir

d'autres que celles qui ont esté liurées au dit S^r Caelier contenües en l'estat qu'il a produit, Et Les partyes oüyes. Le raport du S^r de Vitre Conseiller, Tout consideré. LA COUR a mis Et met l'apel Et ce dont estoit appellé au neant, Et faisant droit au principal ordonne que sur les pelleteries contenües au dit Estat signé par le dit Sieur Caelier, partie desquelles auoient esté saysies a la requeste du dit Migeon et Consors, Le dit Sieur Caelier sera payé de la somme de quatorze Mil neuf Cent quatre vingt dix neuf liures a luy deües par le dit Sieur de la Salle son frere et qu'il auoit donné ordre au dit Monseignat son commis de luy payer, Et de celle de sept Mil quatre Cent quatre liures neuf sols trois deniers que le dit Sieur Caelier a payés ou repondu pour et en l'acquit du dit Sieur de la Salle, Sans preiudice au dit Sieur Caelier de ses autres pretensions ; Sauf au dit Migeon et Consors de prendre si bon leur semble les pelleteries qui sont en essence, contenües dans le dit Estat fourny par le dit Sieur Caelier, pour les faire valoir au profit du dit Sieur de la Salle, a l'interest commun de ses Creanciers, En fournissant lettre de change de la somme de vingt deux Mil deux Cent soixante dix neuf liures douze sols quatre deniers, Ce qu'ils seront tenus de faire dans trois jours, autrement et a faute de ce faire Et le dit temps passé, Les dittes pelleteries demeureront en propre au dit Sieur Caelier, sur et en deduction des dittes deux sommes cy dessus, quoy faisant le dit Sieur de la Chesnaye Et tous autres Entre les mains desquels les dittes pelleteries ont esté déposées, En seront bien et valablement deschargez, Et les intimez condamnez aux despens, Sauf leur recours contre qui ils auiseront bon estre %.

DUCHESNEAU

C DENYS DEUITRÉ

Du Mardy dernier jour d'Octobre 1679.

LE CONSEIL ASSEMBLÉ %.

ABSENS

Les sieurs detilly et Depeiras Conseillers, Et Dauteüil procureur general
VEU PAR LE CONSEIL L'Edit du Roy donné a S^t Germain en Laye au
mois de May dernier, portant entr'autres choses reiglemens pour les dixmes

3 ● CONTRAT DE VENTE PAR MONSR DE LA SALLE AU SIEUR JEAN MILOT DU
 27 fevrier 1669

Pardevant Benigne Basset, Notaire et tebellion de la terre et Seigneurie de l'isle de Montreal en le Nouvelle France et tesmoing soubzsignés, fut present Robert R. Cavelier, sieur de la Salle y demeurant, lequel a Reconnu et Confesse, avoir vendu, cedde, transporte et dellaisse du tout des maintenant a tousjours et promet garantin, de tous troubles et Empeschemens generalement quelconques a Maître Jean Milot habitant aussy y demeurant, et Mathurine Thibaut sa femme, Qu'il autorise pour l'effet des présentes, à ce présent asceptent pour aux Leurs hoys et ayans cause, la consistance de quatre cent vingt arpens de terre scis et scitue en la ditte Isle, au dessus du Sault St. Louis Commencant, sept arpens de large sur le bord de la grande Rivière et fleuve St. Laurent, sur soixante arpens de profondeur, tirant au Nord, tenant d'un coste celle de pierre Perrusseau, sur lesquelles terres il y'en a environ dix ou douse arpens ou environ de bois debite et emasse, et huit ou neuf arpens, partie debite et abbatu, et ensemble les commendemens de Bastimens et autres generalement les dependances de la ditte terre presentement vendue que led' ascheteura dit bien scavoir et connoître pour avoir le tout veu et visite, le tout en fief noble sans justice, avec droict de pesche et chasse dans led' fleuve St. Laurent et suivant la largeur des dittes terres, et estendue d'icelles droict de bastir et construire Moulin a vent sur les dittes terres pour l'usage seulement des dits ascheteurs pourvenu que led' Moulin soit prêt a faire farine au Mois d'aoüst de l'année prochaine que l'on compterra g b i c soixante & dix apres lequel temps espire le present droict deviendra nul aud' sieur vendeur appartenant, au moyen du contrat qui luy en a este fait, par Re. pretre pere en Dieu, Messire Gabriel de Queyluz, pretre abbe de Notre Dame de Locdiens Superieur des Ecclesiastiques, Establys en ladte Isle et l'un des anciens de Messieurs du Seminaire St. Sulpice Estably au Faubourg St. Germain Despres les Paris Seigneurs, de la ditte Isle et Envoye de leur part pour faire les affaires d'icelles, led' contract en datte du onzieme janvier dernier passe a chacune mutation de possesseurs suivant & conformement a la coustume de la Prevoste et Vicomte de Paris, suivie et gardée en ce pais, fors et accepte de la presente mutation, laquelle est exempte et deschargée de payer aucuns (?) droicts comme il est porte par led' contract cy dessus datte pour toute et sans autres charges ny hypothèques quelconques, aussy que led' sieur vendeur a dit est affirme quictes des dits droicts feodeaux ainsy que dit est pour des dittes terres presentement vendues et dependances d'icelles, jouyr et disposer par les dits arpenteurs ainsy que bon leur semblers au moyen les presentes, sauf mainmorte cette vente, faite aux charges et droicts sus esprimes & autres charges portees par le dit contract d'icelles, et autre moyennement la somme de deux mil huit cent livres, sur laquelle le dit sieur vendeur a Reconnu & confesse on (?) avoir eu et reçu des dites ascheteurs avant ce jour la somme de cent cinquante cinq livres, en argent, vivres et marchandise, dont quictance dit le restant montant a la somme de deux mil six cent quarante cinq livres tournois, que lesd' ascheteurs ont promis et se (?) sont obligez et s'obligent sollidairement aux Renonciations requises, payer au dit sieur Vendeurs ou au porteur &c au premier juillet prochain venant, et ce on (?) pelteries ou argent monnoye le tout bon et ayant cours en ce pais, au payement de laquelle somme de deux mil six cent quarante cinq livres, les dittes sus vendues, sont et deviennent par privilege special, affectees, obligees et hypothèques, avec tous et chacuns des autres biens presens et avenir generalement quelconques desd' ascheteurs sans que la generalite deroge a la specialite ny la specialite a la generalite ny au contraire, et en ce faisant, le dit sieur vendeur a mis et baille es mains des dits ascheteurs le dit contract cy dessus datte & mentionne concernant la proprieite d'icelles, mettant et subrogeant, par le dit sieur Vendeur, lesd' ascheteurs du tout en son lieu et droicts, noms, raisons et actions, transportant en outre, tous droicts, &c. dessaisisse. voulant &c procureur le porteur &c promettant &c obligeant chacun en droict soy, lesd' ascheteur sollidairement comme dessus &c sur lesquelles choses vendues le dit sieur Vendeur s'est reserve la jouissance des dits Bastimens, jusqu'a ce que bledz qu'il a requerris cette presente année sur les dittes terres soient entièrement battus, renonçant &c. fait et passe aud' Montreal, en la Maison des dits ascheteurs, l'an g b i c soixante et neuf, le troisieme jour de fevrier apres midy, en presence de Jean Gervaise et Francois Bailly, tesmoins y demeurant, qui ont signe la minutte des presentes avec led' er vendeur, et la ditte ascheterasse et non led' ascheteur presente (?) scavoir de ce faire enquis suivant L'ord' ce, signe Basset Nottaire avec parraphe et plus bas est escrit.

BASSET--CONTRAT DE VENTE PAR MONSR DE LA SALLE AU SIEUR JEAN MILOT DU /2
31 fevrier 1669 (Continue)

Je soubsigne, confesse avoir receu du Sr Jean Milot, la somme de deux mil six cent quarante cinq livres, qu'il me debitoit pour reste de le vente de mon habitation ainsy qu'il est porte en l'autre part du pnt (?) contract dont il (?) le tiens quict, fait a Montreal le 9 ' juillet 1669, Signé Robert René Cavelier sans parraphe:

Collationne a son original en parchemin et fait et a l'instant vendu aud' Sr. Milot par moy, No're Royal et de la terre et seigneurie dud' Montreal soubsigne, ce doucie, octobre g b i c quatre vingt huit.

BASSET,---Nre. Royal

Vraie copie de la minute trouve dans l'étude de No. Basset, en son vivant Notaire Roual, en la Nouvelle France, deposée dans les Archives de la cour Superieur, District de Montreal;

Transcription de Mlle Jeanne Hebert, Montreal, --5.6.23.
(Archeviste)

Collationee par la soussigne de culture de picche trois arpents.

ARPIERE FIEF CAVELIER DE LA SALLE 11 JANVIER 1669

Acte de concessions des Ecclesiastiques de St. Sulpice seigneurie de l'ile de Montreal a René Cavelier de la Salle, d'un arriere-fief. 3 fevrier 1669---Acte de vente de René Cavelier de la Salle a Maître Jean Milot et Mathurine Thibault sa femme, de la consistance de quatre cent vingt arpents de terre situe en l'ile de Montreal au-dessus du saut St. Louis, commençant sept arpents de large sur le bord de la Grande riviere et fleuve St. Laurent sur soixante arpents de profondeur, tirant au nord d'un côté la concession de Nicolas Moisan dit le Parisien et d'autre celle de Pierre Ferrusseau le tout en fief noble sans justice.

Greffe de Benigne de Basset, Notaire, a Montreal, 3 fevrier, 1669. Piece detachee aux Archives de la Province de Quebec.

Robert Cavelier de LA SALLE

L'OISEAU BLEU

Les précurseurs de la "Sauvegarde"¹⁸⁶¹⁻¹⁸⁷¹



Robert CAVELIER DE LA SALLE

Cavelier de la Salle, le "prince des explorateurs français".

Il était de Normandie; il vit le jour à Rouen le 21 novembre 1643.

A quinze ans, il entra chez les Jésuites à leur noviciat de Paris; il enseigna à Blois, puis à Tours. Le 28 mars 1667, il quitta la *Compagnie de Jésus* dans le dessein de se rendre au Canada.

Il se prépara à son rôle d'explorateur par de longues études.

Le comte de Frontenac l'avait recommandé à Colbert, ministre de Louis XIV, pour son intelligence, son habileté et sa parfaite connaissance de l'état de la Nouvelle-France. A Paris, il avait pour protecteur le prince de Conti.

Des rivalités puissantes, des haines suscitées par la jalousie, les poursuites de ses créanciers, la maladie, rien ne

put le détourner jamais de l'idée maîtresse qui l'obsédait: descendre le Mississipi jusqu'au golfe du Mexique. Ses voyages en France, à Québec, toutes ses démarches tendaient à la réalisation de ce rêve.

Au cours de ses découvertes, il fit ériger les forts Miami, Frontenac, Crèvecoeur, Prud'homme et Saint-Louis. Il fit construire le *Grillon*, le premier bateau qui sillonna les eaux des Grands Lacs.

Le 9 avril 1682, Cavelier de la Salle prit possession au nom de la France de l'immense vallée du Mississipi et la nomma Louisiane en l'honneur de Louis le Grand.

Son caractère irascible lui avait suscité des ennemis. Il fut lâchement assassiné, le 17 février 1687, en pleine forêt du Nouveau-Monde par Duhaut, l'un de ses subalternes.

Le Canada se doit de garder le souvenir de ce Français aventureux. Qu'il s'inspire de sa carrière pour accroître encore le patrimoine de gloire qu'il lui a légué. Que les Canadiens français, tous unis, travaillent à fortifier leurs institutions nationales, la *Sauvegarde* en particulier, la seule société d'assurance-vie canadienne-française. Une police de la *Sauvegarde* assure l'avenir de la famille après la disparition de son chef.

Pour tous renseignements s'adresser à

"LA SAUVEGARDE"

ASSURANCE-VIE

152, rue Notre-Dame Est

MONTREAL

THE CANADIAN HOME OF ROBERT DE LA SALLE. 1-9-1884

Sometime between the years 1609 and 1615, Champlain, then Governor of Canada, established three fur-trading posts, one at Tadousac, one at Three Rivers, the other at the head of the Rapids, at Lower Lachine, eight miles above Montreal. This was done thirty years before the foundation of Montreal in 1642, by Maisonneuve, and a dozen to fifteen years previous to the formation of the company of the "One Hundred Associates."

The post at Lachine, being just below the junction of the Ottawa with the St. Lawrence, became the most important trading post in the colony, and was periodically visited, spring and fall, by the various tribes of Indians living on the shores of the Upper Ottawa and the lakes emptying into the St. Lawrence, to sell or to exchange their furs.

About fifty years after the establishment of the post at Lachine, there landed, sometime during the year 1666, on the spot where the foundation of Montreal had been laid some twenty-five years previous, a youth from old France, in his 24th year, of manly form and noble bearing, whose palm exterior bespoke one who would shrink from no danger and who would cling with unflinching tenacity to any cause he might espouse. This youth was Robert de La Salle, who for twenty-one years acted a most conspicuous part in the early history of Canada.

La Salle, in quest of new discoveries and with the hope of finding a water-way through Canada to China, travelled and re-travelled over the then unbroken forests of the great West, and traversed and re-traversed—or rather coasted—in his frail Indian canoe all of our vast inland lakes, and westward and southward by the Ohio, the Mississippi, and the then other unknown rivers, in search of the great object of his ambition, until he met his death in March, 1687, somewhere, we believe, on the banks of the Missouri.

The present is not to deal with La Salle's discoveries or explorations—these are matters of history—but simply to point out a spot, an old landmark, nearer our own home, of which few, probably not one in a thousand of the inhabitants of Montreal, is aware. It is the Canadian home of Robert de La Salle—the home in which he lived for some four years of his early Canadian life, and in which he planned and matured the great schemes which engrossed the last sixteen years of his life.

Champlain died in 1635, and about the year 1644, the gentlemen of the Seminary of St. Sulpice acquired, or had granted to them, the island of Montreal as Seigneurs.

LaSalle, shortly after his arrival, acquired from the Seminary of St. Sulpice a grant of land at Lower Lachine, as seigneur, which included the trading post established by Champlain, which served him for the purpose of a Seignior house, a trading post and a fort.

On the Lower Lachine Road, two miles above the Lachine Rapids, just at the head of the "new inland cut" of the Montreal Water Works, on the "Fraser Homestead Farm," adjoining the old "English King's Posts" (which was also part of the La Salle estate), stands an old stone building, sixty feet fronting on the road, and some thirty feet deep, one story and a half high.

The inside has a cellar, two floors and a garret, the walls are pierced for over thirty gun or loop holes, which are quite perfect inside, but the outside of them (the gun holes) has, from time to time, been plastered over to keep out the cold, to protect it for the uses to which this old building has been turned in later years.

The first floor is a good deal broken up, having been used for many years as a cider house; the old mill and cider presses are still there. The outside walls still present a fair appearance, except the east gable end, which is a little separated at the top from the main building. The inside timbers are nearly as sound to-day as when built, except where rain has reached them.

This was the home of Robert de la Salle, a name dear to all Canadians. How few now know of its existence, and fewer still of its whereabouts! Its walls have withstood the rough blasts of nearly three centuries. The waters of the St. Lawrence still glide quietly by it as of old, but the rich fur-laden fleets of Indian canoes no longer visit that spot, nor is the merry song of the Canadian voyageur now heard there. Those days are gone!

This post at Lachine was the semi-annual resort of the Indian tribes from their far distant hunting grounds to exchange their furs with La Salle, and it is on record that a band of Seneca Indians, with their chief, spent a whole winter with him at his home.

The tread of passing armies, French or English, with their contingents of Indian warriors, "all painted and feathered," on their march westwards or homewards to Montreal was a familiar sound there, and of frequent occurrence in the olden time. This was the point of embarkation by bateaux or canoe westward, and resulted in the establishment of the English "Kings Posts" in later years.

Connected with his home La Salle reserved 420 acres as a "Homestead" for himself. This comprised the present "Fraser Homestead" and the two adjoining farms. He also reserved a common of 200 acres. This common remained intact until the year 1835, when it was divided among the neighboring farmers.

As a protection from the Indians La Salle built a stone wall 10 to 12 feet high, three acres in front and five acres on the east side of his home. The remains of this old wall may yet be seen. Within this enclosure there was planted an orchard of the choicest pears and other fruits from old France. This orchard only fell into decay within the past fifty years; its final destruction occurred in 1859 during the intense cold of that winter.

The foregoing is a short description of one of the most interesting old landmarks of Canada. It is the oldest building now standing in Canada. The writer's grandfather visited this old place over one hundred years ago, and some twenty-five years later became the purchaser of the "Fraser homestead farm," on which the old home of Robert de la Salle still stands and may be seen.

There are few now of the earlier landmarks of French Canada remaining. Those in the towns and cities are, one by one fast disappearing before the march of modern improvement. It appears to be the rage now-a-days to tear or slash down every relic that reminds us that Canada has a history and that she had pioneers centuries ago, outstrippers of all in tracing the outlines of trackless western wilds and the shores of then unknown rivers, to whose almost romantic exploits the historian, Parkman, has devoted nearly a lifetime, by writing volume after volume, to instruct the Canadian reader in the history and lives of our early explorers.

LaSalle needs no monument along our mountain slope. "No storied urn nor animated bust," to perpetuate or to transmit to future generations the great deeds of his purely unselfish life! This whole northern continent, boundless and vast, bears unmistakable traces of his footsteps.

His life was devoted to and finally sacrificed in the endeavor to extend the boundaries of his native land—Old France!

His discoveries and explorations were all made in the interest of the land of his birth, the country he loved; therefore, so long as the noble St. Lawrence winds its course seaward, and our vast inland lakes exist as feeders thereof, or the great and broad Mississippi rolls its mighty waters to the main, these river banks and these lake shores—if all else were mute—will ever silently testify to the memory of that youthful explorer, LaSalle, who first trod or traced their far western or southern shores.

Even over one hundred years ago, when these two cumbrous boats or rafts, as pictured by Longfellow, were floating upon the golden stream of the broad and swift Mississippi, laden with the wrecks of a nation—the Acadians—one bearing Evangeline with her guide, the Father Felician, in full pursuit of the fleeing and wandering Gabriel, even a full century before that time, the youthful La Salle had traced those shores and marked the course of that great river. Wonderful man! Truly, he has left his footprints on the sands of time!

Carriages full of American and other tourists every day during the summer travelling season roll along that splendid turpiket, the Lower Lachine Road, passing and admiring the grandeur of the Lachine Rapids—the old Sault St. Louis—and reaching the quiet waters above; then passing the unknown and almost forgotten and totally neglected home of the most remarkable explorer recorded in Canadian or American history—The Canadian home of Robert La Salle, which still stands at the foot of the "Fraser Hill," two miles above the Lachine Rapids.

Imagination carries me back through the dim mists of over two centuries. A scene is pictured before me. It is the primeval beauty of that now historic spot selected by La Salle for his home, which I fail in words to paint.

Take that part of the road from the foot of the Fraser Hill along the river bank westward two miles to the present Windmill Point. The river bank is over two hundred feet high between these two points. How often, methinks, perhaps thousand of times, had the young, the learned LaSalle—learned in all the deep and sacred learning of the Jesuit Fathers—walked or paced, companionless and alone, in deep meditation, over these two short miles of road during his year's sojourn there?

Directly opposite to the Windmill Point, on the south shore of the St. Lawrence, at the foot of Lake St. Louis, stands the old Indian Town of Caughnawaga, a relic of the past! This is truly "storied ground;" LaSalle lived there some twenty years before the "Massacre at Lachine," by the Iroquois Indians, on the night of the 4th August, 1689, when, within the space of one hour over two hundred persons were put to death in the neighborhood of Lachine.

To his home at the foot of the Fraser Hill, the first greeting borne on the early morning air would be to him the familiar sounds from the roar of the rapids two miles below. Then we might infer that his daily stroll would be westward to the Windmill Point. What a magnificent view there presents itself. It was there and there only where LaSalle could have had the first full view presented to him of the broad smooth surface of Lake St. Louis stretching far to the west, pointing the road for some daring spirit like himself to lead the way in search of a WATER CHANNEL to China through Canada—hence the name Lachine.

The question now is: What ought to be done with this historic old building? It has been in our family for four generations. It is the intention of the writer to set apart 3,500 square feet, say 70 feet fronting on the Lower Lachine Road and 50 feet in depth, to enclose the old building, as sacred to the memory of La Salle. Therefore, we may ask, is there not patriotism enough remaining in Canadians to come forward and assist in having this old building restored, and to preserve the home of Robert de la Salle from falling into decay or from being blotted out of existence?

It is due to La Salle's memory that something should be done, and that speedily, by his admiring thousands on this continent. They have now a fitting opportunity to show their respect by giving him a "local habitation," as well as a name, and where can be found a more suitable place than the home in which he had lived during the four years of his early Canadian life?

The place can never be disturbed, being eight miles above Montreal, on the banks of the St. Lawrence, and would be sacred for all time, free from the calls or the encroachments of modern improvements. Three of the Da Salle elm trees, venerable with years, still stand on the river-bank, at the head of the old stone wall, as silent sentinels of a bygone age!

This old building has a history stretching far into and over the by-gone centuries of early Canadian days. Long before the foundation stone was laid in the queenly city of Montreal, with its now noble structures and princely mansions basking under the shades of our stately Mount Royal long before a parish church bell was heard in the ancient town of Ville Marie, summoning the little bands of devout worshippers to their early matins—long before these early days of Canadian history, did this old building stand, as it now stands, on the banks of the St. Lawrence, two miles above the Lachine rapids.

Besides being the home of Robert de la Salle, we recall the long list of noble men—representatives of Old France—who, from time to time, had slept within its venerated—yes, sacred—walls! such as Champlain, Maisonneuve, Joliette, Marquette, Frontenac, and a host of others, who would, of necessity, have started from this place on their religious pilgrimages or warlike expeditions westward.

Just picture that it was in this old building where Frontenac and La Salle traced out the course of those explorations and discoveries to extend the boundaries of Old France, and to see that young man, LaSalle, starting from this place on his expedition westward and southward, in the springtime of 1672, never again, we believe, to return to it.

Now that we have discovered the place and what remains of his home, it is the bounden duty of the present generation of Canadians to pay a fitting tribute of respect to his memory.

Let us, then, join heart and hand and build Robert de la Salle a monument by restoring or rebuilding his old Canadian home.

JOHN FRASER,
64 Drummond street,
Montreal, 30th August, 1884.



René Robert Cavelier.
Sieur de La Salle 1669

WILL
STANDARD

TRAGIC END OF LA SALLE 20701
1933

BY I. E. S.

TO a knowledge of what is now southwestern Canada and to that of Central Western United States, the pioneers of France in the western world made great and permanent contributions.

The superficial history of our schools passes them over lightly, and those of the United States almost ignore them. So historians of deeper knowledge and broader views, one of the outstanding of whom is Francis Parkman, a citizen of Boston, Mass., but whose fame rests upon his works on intercolonial history. He saw in true perspective the lives of those early French explorers.

La Salle

An outstanding figure of those early days of discovery and colonization was Robert Cavalier de la Salle, whom our history commonly refers to as La Salle.

It will be remembered that after La Salle spent several years exploring the Central West, he established a fort, St. Louis, on the Illinois River, and that he returned to France, to lay before King Louis the plan of greater achievements—no less than the possession of the whole valley of the Mississippi River.

His appeal for royal assistance was in part heeded. He was fitted out with an expedition planned to take possession of the mouth of the Mississippi River, and there build a fort and establish a colony.

It was part of a far bigger plan, which had it succeeded, would have changed the whole history of this continent.

What is here related is a condensed account of the failure of that undertaking, which culminated in the murder of La Salle—one of the outstanding tragedies of the southwest of this Continent.

In France La Salle succeeded in organizing an expedition, it reached the Gulf of Mexico; but when searching for the mouth of the Mississippi River, it sailed 300 miles too far west along what is now the coast of Texas.

There a landing was made, a fort built, also called St. Louis, and efforts made to plant a colony.

To the success of the enterprise the discovery of the mouth of the Mississippi was essential, so that the colony could be removed there; and so, after a year of building, La Salle, accompanied by seventeen of his followers set out to find the Mississippi.

His plan was to proceed to Canada—thence the valley of the Lower St. Lawrence—cross to France, secure a second expedition and so succour the colony on the Gulf of Mexico, and establish it at the mouth of the Mississippi.

La Salle's Fate

And now follows the story of treachery, conspiracy, and murder—the murder of a great man; who, had he played his part on an ampler stage, would have occupied a larger place in history.

The climax of the tragedy can be soon told.

While journeying across the prairies of Texas towards the Mississippi, part of La Salle's company mutinied, murdering three of their companions while they slept, and on the following day shooting down La Salle as he came upon them

while looking for his missing followers.

The fate of the remainder of the party is a dark story—a story of more murders and of the massacre of the little garrison left at Fort St. Louis, but it is relieved by the final escape of a handful of the followers who remained loyal to La Salle. These men, performing one of the most adventurous journeys on record.

Chief among the mutineers and murderers were Duhaut, a man of good birth, who had invested his means in the enterprise to which failure and disaster had come; Liotot, the surgeon of the expedition; Hiens, a buccaneer; Tessier, a pilot, and a servant named l'Archeveque. The loyalists, as they may be called, were only six in all—Joutel, who may be regarded as their leader, the elder Cavalier, a brother of La Salle, his young nephew, the friar Douay, and two boys, Talon and Barthelomy.

After the murders on the prairie, where the party was hunting buffalo in order to camp, the murderer had obtained possession of all the arms, and the loyalists expected that at any moment they would share the fate of their leader and his three dead followers. At first the plan of the mutineers was to kill all who were not on their side, but after long consultations they decided otherwise.

One of the murderers made the others a short speech, of which, Joutel wrote a report in his Journal:—"We are told," he writes, "there was no use thinking about what had happened." Cavalier took up the word. When they had killed La Salle they had killed themselves, because only he could get them out of the southern wilderness.

This produced something of a calm. The mutineers began to realize the danger of their position.

Mutineers Fall Out

The party resumed its march, and after a few days came to a large village of the Cenis Indians, who received the travellers kindly and gave them a lodge for their own use. Here Joutel fell in with three Frenchmen, who months before had deserted from La Salle's force and had turned savages, being tattooed and dressed like Indians.

One of these was a man named Ruter, and to him Joutel disclosed the plan of the loyalists to escape to the Mississippi, follow it northward, and then cross over to the Great Lakes, and so reach Canada.

Now the mutineers fell out—usually the case. Some held for returning to Fort St. Louis; other held to sail to the West Indies.

After making several plans, Duhaut decided to adopt that of the loyal members of the party, which was to journey back to Canada.

Hiens, the buccaneer, and several others were in an adjacent Cenis village purchasing horses. There he heard of Duhaut's new plan of returning to Canada, and he declared to those with him that he would not consent.

On an early morning in May, 1687, Hiens appeared at Duhaut's camp accompanied by Ruter and another Frenchman, and about twenty Indians.

Duhaut and Liotot were practising with bows and arrows. Hiens then told Duhaut that he had no mind to go up the Mississippi with him, and determined to share his goods. Duhaut replied that the goods were his since La Salle owed him money.

"You are a wretch!" exclaimed Hiens. "You killed my master!"

Drawing a pistol from his belt, Hiens fired at Duhaut, who staggering three paces, fell dead. Almost at the same instant, Ruter fired his gun at Liotot, shot three balls into his body, and stretched him on the ground, mortally wounded.

Four of the loyalists stood by, and one of them, Joutel, snatched up his gun to defend himself, but Hiens called out to him to fear nothing, declaring that what he had done was only to avenge the death of La Salle, to which nevertheless, he had been privy, though not an active sharer in the crime. Liotot stretched on the ground mortally wounded, still lived and Ruter killed him by discharging a pistol loaded with a blank charge of powder against his head. And so the murderers were becoming their own executioners.

When Hiens heard of the plan of the loyalists to reach the Mississippi, and by ascending it to reach the region of the Great Lakes, he vigorously opposed it, but finally he gave his consent on condition that the elder Cavalier would give him a certificate of his entire innocence of the murder of La Salle. It was false, but the certificate was given as there was no other way. Then, with the generosity of a freebooter, Hiens gave the loyalists a share of the plunder he had won by his crime, supplying them with knives, hatchet blades, and other articles of trade, besides several horses.

Then the loyalists set out for the Mississippi, being accompanied by one of the mutineers, Tessier, who had also obtained a written pardon from the brother of La Salle. With this in his possession he felt safe in returning to civilization.

Then loyalists had six horses obtained from Hiens, and with the aid of the horses the party reached the Mississippi, after losing one of their number, De Marie, drowned while bathing. Canoes were obtained and the voyage made up stream into the Illinois River, and up the latter to the fort where they were welcomed by Couture and De Launay, two followers of Henri de Tonti, that brave, generous and loyal man, who commanded for La Salle in the country of the Illinois.

One September 14 they came to Fort St. Louis, of the Illinois. Tonti was away fighting the Iroquois, and the travellers attempted to push on. A storm on Lake Michigan forced them back, and returning to Fort St. Louis, they wintered there.

Tonti had returned from the Iroquois war, and he made them welcome. Cavalier knew Tonti—knew of his generous and disinterested nature, of his long and faithful attachment to La Salle, and of the invaluable services he had rendered him. Yet he did not hesitate to practice on him the greatest deceit. He told Tonti that his brother, La Salle, was in good health on the Gulf of Mexico, and he also drew upon Tonti, in La Salle's name, for an amount of about four thousand livres, in furs, besides a canoe and a quantity of provisions, all of which were delivered by the unsuspecting Tonti.

Off For Canada

With this outfit, Cavalier and his companions set out for Canada on the twenty-first of March. At Michilimackinac (now Makinaw) they came up with some traders, who purchased a quantity of their furs, giving them in payment a draft on Montreal.

Resuming their journey across the Georgian Bay, they came to the mouth of the French River; ascended it to Lake Nipissing, crossed to the Ottawa, and so came on to Montreal, where they arrived in safety on July seventeenth. Under the spur of dire necessity, they had achieved one of the most adventurous journeys on record.

Descending to Québec, they embarked at the end of August for France and early in October arrived at Rochelle, whence they had sailed with La Salle four years before. Then they disembarked themselves

of their gloomy secret, and told of all that had happened on the prairies of Texas. Orders were issued for the arrest of the murderers, should they appear in Canada, but the King refused to send a ship for the relief of the wretched band left at Fort St. Louis of Texas.

It will be remembered that when La Salle set out on his last journey from Fort St. Louis of Texas, he left there a small garrison and some settlers brought out from France.

Evidences of Massacre

Years passed before the fate of that was known. After long search, a party of Spaniards came upon the fort. It was a scene of desolation, and on the adjacent prairie were the bones of several of the garrison. Some Indians came up, and with them were l'Archeveque, the tool of La Salle's murderers, and the white savage, Ruter, who had killed Liotot. These men told the Spaniards that the place had been sacked by Indians.

The Spaniards made l'Archeveque prisoner and sent him to Spain. The other principal in the murders was Hiens, a party to the murder of La Salle and himself the murderer of Duhaud. The buccaneer is said to have been killed in a quarrel with his accomplice, Ruter, the white savage; "and thus ingnomy and darkness died the last member of the doomed colony of La Salle."

In darkness and ingnomy passed the colony of La Salle—not his name; not his achievements. Geography preserves his memory. In the Central West of the United States the name of the French-Canadian is preserved and honored—a street, an hotel, and in this Province, where it should be kept in mind there is the La Salle Road skirting the shores of the La-Chine Rapids, just west of Montreal.

La Salle Gazette 18 juillet 1936

The French Government has decided to send an official delegation to Canada next year for the celebrations of the 250th anniversary of the death of Robert Cavellier de La Salle, states the journal Quebec, of London.

Robert Cavellier de La Salle, who descended the Mississippi River to its mouth in the Gulf of Mexico, and who discovered Louisiana, was born in Rouen in 1643.

La Salle, who began his career as a teacher in a Jesuit School, was one of the greatest explorers of the North American continent. He lived at La Chine above the great rapids, near Montreal, where the house he built and occupied can still be seen, on a Seignury which was awarded him by the Sulpicians, and which he colonized.

From the shores of his domain he could gaze westward over the broad breadth of Lake St. Louis, but his thoughts flew far beyond, across the wild and lonely world that stretched towards the sunset; he had conceived the chimerical idea of reaching China across the American continent. Like Champlain, he dreamed of a passage to the South Sea and a new road for commerce to the riches of China and Japan. Seneca Indians had told him of a river called Ohio, which had its source in their country, and flowed into the sea, and which could be reached after a journey of seven to nine months. He estimated that this great river must needs flow into the Vermilion Sea (i.e., the Gulf of California). If so, it would give him what he sought: a western passage to China, and it might be a source of great commercial profit.

As he had mastered the language of the Iroquois and seven or eight other languages and dialects, his

imagination took fire. His resolution was soon formed and, after having consulted Governor Courcelle and the Intendant Talon, he organized his party and set out for the long voyage. For two years he travelled through forests and lakes, rivers and swamps; he crossed Lake Ontario, traversed Illinois, Ohio, Arkansas, Missouri, and founded Louisiana, of which he was appointed Governor.

He made several other voyages to the Mississippi, and returning from his last expedition he was treacherously assassinated by one of his companions, on March 19th, 1687. His death was a great loss for France, but his name will live throughout the ages as the father of civilization in the central valley of the American Union.

Like all the early French pioneers, he is a national hero in every part of Canada. His story is dramatized in every Canadian history book. It is by the French Canadians that La Salle's name is held in the highest honor.

The late Louis Fréchet, laureate and legislator, paid the following poetic tribute to the man who descended the Mississippi river to its mouth and founded Louisiana:

Son âme avait la soif des grandes aventures,
Il tenait par la race à ces hautes natures
Qui de l'humanité sont les porteflambeaux,
Mais dont, souvent aussi, la pierre des tombeaux
Marque lugubrement l'âpre route des âges.

Il se nommait Robert Cavellier de La Salle.

Déjà, l'esprit hanté par l'ombre colossale
De Cartier, jeune encore il fait le sol normand

Pour notre Canada, cher pays inclement

Qu' alors les plus hardis n'abordaient qu'avec crainte.

Il rêve d'embrasser le globe en son étreinte,
De consacrer sa vie à d'immortels travaux.

Et, ravissant aux mers des continents nouveaux
—Miracle de courage et de persévérance—

De donner à lui seul un empire à la France!

Louis Fréchet.

La mémoire d'un héros

La Presse 10 mars 1937

SERVICE SPECIAL A LA "PRESSE"

Québec, 10. — Le premier tiers du siècle présent aura été favorable à l'un des plus grands explorateurs du Nouveau-Monde, Robert Cavellier de La Salle. Tout d'abord, la littérature historique s'est emparé de lui, peut-on dire, et plusieurs ouvrages, tant en France qu'en Canada, ont été consacrés à sa vie et à son oeuvre. L'un des derniers de ces ouvrages concernant le "Père de la Louisiane" est celui de M. Charles de La Roncière qui a déjà, comme l'on sait si remarquablement fait briller quelques-uns des grandes figures du Canada primitif, notamment dans la grande aventure des mers australes. Maintenant, la Louisiane, le Texas, l'Alabama et le Canada se préparent à célébrer par de grandioses fêtes le 250e anniversaire de la mort de ce héros en même temps que la mémoire de LeMoine d'Iberville et du Père Marquette en leur élevant des monuments où leur grande vie a particulièrement rayonné.

La population du Canada Français s'est fort réjoui d'apprendre, ces jours derniers, que le gouvernement fédéral allait contribuer à la célébration de ces grands anniversaires, celui de Cavellier de La Salle en particulier, en élevant à la mémoire de ce dernier un monument à Lachine, endroit où, en 1667, Cavellier de La Salle arrivait, ayant décidé l'année précédente, après avoir démissionné de l'Ordre des Jésuites au Collège de La Flèche, de venir tenter fortune dans la Nouvelle France ne possédant alors que le modeste capital d'une rente de 400 livres héritage de son père qui venait de mourir.

Alors, comme on le sait, les Sulpiciens, qui avaient dans leur compagnie un frère de Cavellier de La Salle, possédait la Seigneurie de Montreal. Ils firent confiance au jeune arrivant en lui faisant octroyer un fief vis-à-vis de Caughnawaga et qui constituait un poste avancé pour une invasion au pays des Iroquois. L'atmosphère était alors aux découvertes et aux aventures. Un mirage s'était esquissé à l'horizon, le mirage de la mer du Sud que Samuel de Champlain avait entrevue dans l'Isthme de Panama quand en 1612 le vice-roi de la Nouvelle-France, Henri de Bourbon, l'avait engagé à rechercher un "chemin facile pour aller, par dedans ledit pays, au royaume de la Chine". Tous les grands aventuriers du temps étaient pleins de cette idée d'une "route pour gagner le Japon", comme l'indiquait, en 1634, le cartographe dieppois Guérard, inscrivant sur sa carte, ce passage par une échancre dans le prolongement des Grands Lacs.

Mais ce ne fut qu'en 1669 que ces grandes idées de découvertes prirent corps et l'intendant Talon annonça au Roi qu'on allait chercher "la route". Cavellier de La Salle fut l'un des premiers à se lancer dans l'aven-

ture. Pour se procurer des ressources, il engagea son fief noble et, fait remarquer M. Charles de La Roncière, "l'ironie qui, en Nouvelle-France comme en France, n'a jamais perdu ses droits, s'exerça sur lui en baptisant de LaChine le fief que lui avait donné la Compagnie de Saint-Sulpice, à trois lieues en amont de Montreal".

Et voilà du même coup l'origine de ce curieux nom de LaChine qui intrigue parfois certaines de nos gens et surtout les étrangers. C'est le 6 juillet 1669 que Cavellier de La Salle partit du village de LaChine pour sa grande course aux découvertes. Quelles passionnantes perpétues! Quelles merveilleuses aventures, partout, au Pays des Iroquois et dans toute cette partie de l'Amérique septentrionale, entre la Nouvelle-France, la Floride et le Mexique, sur ce légendaire "Griffon" sorte de fort ambulant qui fut la terreur des Indiens! Et cette descente du Mississippi aux "eaux limonettes" coupées par les castors d'une infinité de chaudières! Puis l'arrivée chez les Natchez, — chers à Chateaubriand, — ensuite, la prise de possession de la Louisiane, — 9 avril 1682, — par acte notarié en bonne et due forme par devant Maître Jacques de la Métairie. Alors, "les délices et le paradis de l'Amérique", selon l'expression du Père Hennepin, aumônier de l'expédition, devaient par devant notaire propriété de la France pendant qu'à Québec on regardait ce "paradis terrestre" que venait de découvrir Cavellier de LaSalle comme "royaume imaginaire". Frontenac, le protecteur de Cavellier, n'était plus là. Enfin, la mort, la triste mort du héros, — 19 mars 1687, — l'assassinat dans les hautes herbes de la Rivière-des-Malheurs, — Trinity, — Fin d'une vie d'aventures qui fut une épopée!

SAINTE-FOY.

(La Presse, 31 oct. 1936.)

Sur une initiative du comité France-Amérique. — L'Empire colonial français d'Amérique et son aire d'extension, de 1750 à 1760. — Le magnétisme de la forêt. — La colonisation et son essor vers le Sud. — Cavelier de La Salle, le grand réalisateur, sa vie, ses expéditions, sa ténacité, ses découvertes, ses angoisses, son assassinat. — Fin tragique du fondateur d'Empire.

Le 19 mars 1937 marquera le 250^e anniversaire de la mort de Cavelier de La Salle, assassiné sur les bords du Mississipi. A cet endroit le Comité France-Amérique a pris l'initiative d'organiser un Comité National français pour la célébration de cet anniversaire sur le même plan que celui qui a été organisé pour la célébration du IV^e centenaire de la découverte du Canada par Jacques Cartier et de constituer une Mission France-Amérique qui se rendra à Pâques 1937, en Louisiane, en Alabama, au Texas, où s'est exercée l'action de Cavelier de La Salle.

Pour rappeler à nos lecteurs toute la portée de cette commémoration, nous résumerons deux études parues dans la dernière livraison de France-Amérique, la première consacrée à l'Empire Colonial français de l'Amérique septentrionale, à l'extension et au territoire de cet empire et l'autre à Cavelier de La Salle et aux deux grandes figures qui dominent sa conquête: le Père Marquette et Le Moyne d'Iberville.

La première étude a pour auteur M. Gabriel Louis-Jaray et la seconde, M. E. Cartieron, ancien consul général de France au Canada, ministre de France à La Havane, délégué général de la Résidence Générale de France en Tunisie. Nous nous attacherons particulièrement dans cette seconde étude à de La Salle.

L'Empire colonial français

L'ère d'extension la plus importante de l'Empire colonial français d'Amérique se situe au cours des années 1750 à 1760. La zone d'influence anglaise était alors limitée à la bordure littorale atlantique depuis l'Extrême-Nord où elle se prolongeait vers la baie d'Hudson jusqu'à la Floride; cette zone côtière était limitée à l'ouest par des frontières incertaines, par des territoires de tribus soumises à l'action anglaise ou à la protection française. Dans ses grandes lignes, toutefois, on peut dire que la zone anglaise était bordée par les Apalaches, les Adirondacks, et la grande forêt qui aujourd'hui encore sépare la province de Québec des provinces maritimes.

Au sud-ouest de l'Amérique septentrionale, la zone espagnole s'étendait au delà du Mexique actuel et du Rio Grande; elle couvrait une large partie des Etats actuels du Texas, du New-Mexico et de l'Arizona; mais ces régions étaient plutôt le domaine des aventuriers que le siège d'autorités régulières.

Les Rocheuses n'étaient pas franchies et les territoires à l'ouest des Rocheuses restaient inconnus.

Le reste de l'immense Amérique septentrionale était zone d'influence française: les terres utiles du Canada actuel jusqu'aux Rocheuses, sauf l'Acadie déjà perdue en 1713 par la France; tout le territoire baigné par les grands lacs; l'immense bassin du Mississipi, des grands lacs au Golfe du Mexique, entre les Apalaches et les Rocheuses.

En un mot, la France avait découvert et avait encore sous son influence les quatre cinquièmes environ des territoires alors connus du Canada et des Etats-Unis actuels.

Après avoir expliqué la nature géographique de l'intérieur de ce continent qui explique le déroulement des explorations françaises et leur succès, malgré les moyens sommaires employés, l'auteur, M. Gabriel Louis-Jaray, en est à parler de ce qui frappa davantage les premiers explorateurs.

La forêt

Du Saint-Laurent jusqu'au milieu du continent, à l'ouest des grands lacs, règne la forêt laurentienne; ce royaume des tribus et des coureurs des bois oppose de grandes difficultés à la pénétration; il faut d'abord abattre la forêt; puis le sol est peu favorable aux cultures; celles-ci se limitent d'abord aux terrains d'alluvions, aux vallées des fleuves, aux pourtours des lacs; les richesses naturelles proviendront surtout de la forêt, de la chasse, de la fourrure; la culture se limitera aux abords des eaux.

Ce fut en effet ce qui frappa les premiers explorateurs et ce qui caractérisa la colonisation du Saint-Laurent.

Quand Cartier, lors de son second voyage, remonta le Saint-Laurent, c'était l'automne; au cours de septembre 1535, il alla de Québec à Montréal et voici la description qu'il donne des rives du fleuve: "Les plus beaux arbres du monde, savoir: chaldons, hourmes, noyers, pins, sédrez, pruches, fraunes, houx, saul-dres, oziers et force vignes. Il y avait pareillement force grues, singes, outardes, ouayes, cannes, allouettes faisans, perdrix, merles, mauviz, turtres, chardonnereaux, serins, lunottes, rossignolz comme en France et en grande abondance."

Le défrichement des bords du Saint-Laurent commence et voici la note qu'après trente années d'expériences au Canada, Champlain donne à Richelieu dans sa lettre du 13 août 1635 "La beauté de ces terres ne saurait être trop orisée, ni louée, tant pour la beauté des terres, prairies, diversité des bois comme nous avons en France, comme la chasse des animaux, gibier et poissons en abondance d'une monstrueuse grandeur: tout nous tend les bras."

Et maintenant écoutons Cavelier de La Salle et ses compagnons dans leurs récits de voyage de la grande découverte. C'est durant la seconde quinzaine de février, les mois de mars, d'avril et de mai 1682, que Ca-

veller de La Salle descendit le Mississipi de l'embouchure de l'Illinois à la mer, et le remonta.

Le printemps surtout, dans la partie sud, était délicieux. La vallée était partout fertile, plus vaste, riche et douce que la vallée du Saint-Laurent ou les abords des grands lacs. La terre, presque entièrement en jachère, produisait le tabac, le chanvre, etc.; les forêts réunissaient toutes les essences; des troupeaux de bisons, de chevreuils, de cerfs, de poules, d'outardes erraient.

Un oeil un peu expérimenté décelait le charbon, le cuivre, le fer, le plomb. Tardoise; à l'état naturel poussaient les pommiers, les pêchers, les pruniers, la vigne; des voles d'eau magnifiques permettaient une circulation facile. Quoi d'étonnant que Cavelier eut l'impression d'une sorte de paradis terrestre!

Touty, son second, remarque chez les Akansas, le nombre des poules et aux arbres les pêches déjà formées; il décrit la région des Taensas en ces termes: "touty la terre est garnie de pruniers, de mûriers, pêchers, palmiers, lauriers... et autres arbres que la saison nous a empêché de connaître... Nous fumes étonnés qu'en partant le jour de Pâques, 29 mars (1682), le blé, qui ne faisait que lever, fut bon le 1^{er} mai à faire du petit blé et d'autre levé de terre de quatre pouces."

Le contraste des climats et des végétations entre les régions au nord et au sud des grands lacs explique le glissement vers le sud des explorations, comme aussi le développement de la colonisation et de la vie économique dans l'intérieur du Canada et dans l'intérieur des Etats-Unis; aujourd'hui encore, pendant une journée entière, le chemin de fer traverse la forêt laurentienne pour aller de Québec, Montréal ou Toronto à Winnipeg; rien de pareil au sud des grands lacs; aussitôt les monts Apalaches franchis, on entre dans la zone des prairies et des latheries près des grands lacs, du maïs et des blés d'hiver plus au sud, enfin du coton depuis Memphis jusqu'au golfe du Mexique.

Toutefois aux bouches mêmes du Mississipi, là où le climat est subtropical, le sol est marécageux et cette double circonstance explique les difficultés que les premiers explorateurs et colons ont rencontrées en ce lieu. Plus loin, l'auteur écrit: "La géographie, comme on pourra le voir par la carte dans cette même page, montre clairement que cette zone est largement ouverte en tous ses points aux expéditions maritimes; toutes ces vallées noyées sont autant d'entrées et de ports naturels; la colonisation s'ouvrira facilement à ceux qui ont l'empire de la mer et elle se fera en ordre, dispersée de la Nouvelle-Angleterre à la Georgie, constituant ainsi partout par vocation géographique de petits groupes autonomes, qui plus tard se rejoindront et se grouperont, quand ils se mêleront dans l'arrière-pays commun."

Sur cette côte atlantique, deux régions ont une physionomie caractéristique: au nord, la Nouvelle-Angleterre, sans plaine côtière, sans plateau adjacent; c'est une partie intégrante de la rive droite du Saint-Laurent, à l'est des Adirondacks et de l'Hudson, suite de la région des Apalaches, fortement coupée du reste du continent par l'estuaire du Saint-Laurent; privée d'arrière-pays, l'expansion de la Nouvelle-Angleterre se heurte aux établissements qui peuvent se trouver soit au nord-ouest dans la vallée du Saint-Laurent, soit au nord-est en Acadie.

Ainsi la géographie aide à comprendre l'individualité de cette région et les conflits qui éclatèrent entre ses occupants et ses voisins.

La Floride

Au sud, la Floride a également une physionomie spéciale: ce n'est plus la plaine côtière d'alluvions marines, mais une table basse de calcaires poreux, au climat tropical ou semi-tropical, très arrosé, avec des pinèdes abondantes et variées, parsemées de "hammocks", îlots feuillus dus à l'humidité du sol; des marais littoraux étendus couverts d'une végétation herbacée; les uns d'eaux douces sont dits "les Everglades", les autres sales, avec des fourrés de mangroves aux racines enchevêtrées. Dans ces forêts de pins et ces fourrés habitent une faune naturelle, aujourd'hui détruite en partie, qui faisait la richesse du pays.

La région a enfin cette particularité de constituer une péninsule séparant la zone atlantique et la zone du golfe du Mexique; aussi, alors qu'aucune expédition française ne s'est rendue en un des points de la côte atlantique situés au sud de l'Acadie, ce sont des Normands qui ont créé les premiers établissements européens en Floride; ils ont éveillé aussitôt l'envie des Anglais et des Espagnols et en ont été chassés; mais le premier contact a rempli d'étonnement les compagnons de

Jean Ribault qui furent émerveillés, quand ils découvrirent en 1562 la terre de Floride; c'était le printemps, le 1er mai; les descriptions furent enthousiastes: climat exquis, paysage féerique, terre bنية, telle fut l'impression. Le sol fournissait

tout en abondance; les sauvages tuaient et préparaient avec art le gibier, les orcs, les élans, qui pullulaient; on y trouvait aussi quelques fauves et dans les Apalaches, les sauvages trouvaient de l'or et des pierres précieuses.

L'Acadie

Pour achever le tableau de ce milieu géographique, dont les caractéristiques dominantes expliquent l'histoire des établissements européens en Amérique septentrionale, il ne reste qu'à attirer l'attention sur une autre péninsule, dont le rôle de première importance dans l'histoire, découle de sa situation géographique: c'est l'Acadie.

Cette presqu'île est comme une main tendue vers l'Europe, s'avancant vers l'est si loin que tout navire venant du vieux continent est amené à y aborder. En second lieu, elle est la clef de la navigation vers le Saint-Laurent, c'est-à-dire vers tout l'intérieur de l'Amérique septentrionale, qui ne s'ouvre qu'à l'autre extrémité aux bouches du Mississippi sur un littoral marécageux; elle constitue doublement une porte d'entrée; en été, les navires ancrés en Acadie peuvent facilement couper le détroit de Cabot entre cette terre et Terre-Neuve; en hiver, la navigation n'est plus possible sur le Saint-Laurent gelé; il faut aborder soit sur la côte de l'Acadie, soit dans la baie de Fundy, sur la côte ouest.

L'occupant de l'Acadie détient donc une menace permanente sur les communications avec la Nouvelle-France, qu'il peut couper presque à sa guise. Enfin l'Acadie enferme dans ses côtes une baie magnifique, l'ancienne "baie française", la baie de Fundy, qui est la véritable "baie des chaleurs" du Nouveau-Monde; c'est là que Champlain, par un trait de génie, a installé le premier établissement français en Amérique du Nord; j'ai parcouru toutes les rives de cette baie magnifique; ouverte sur le sud, elle est abritée; ses eaux ne gèlent jamais; elle adoucit le climat de ses rives; des baies adjacentes s'ouvrent dans la baie centrale: celle d'Annapolis ou de Port-Royal où Champlain installa sa capitale, celle du Bassin des Mines qui étend sa pointe jusqu'à Truro, celle de Chignecto qui se prolonge jusqu'à Moncton, celle de Saint-Jean, où un grand port abrité en eau libre prospère, dix autres encore; c'est en ce lieu que se produisent les plus hautes marées du monde, qui s'élèvent jusqu'à 15 mètres, et qui ont permis à l'origine la fertilisation des rives par un procédé de barrages; il a enrichi le pays si rapidement que les premiers colons ont dénommé une des premières villes "Beaubassin".

Au sujet de la fertilité des terres de cette région, Lescarbot, l'ami de Champlain dit: "Le seigneur était aussi grand que le plus grand homme qui se puisse voir... le froment, sans aucun amendement, est venu en

aussi belle perfection que le plus beau de France. Mais, quant à la terre améliorée... Je ne croirais point, si je ne l'avais vu, l'orgueil excessif des plantes qu'elle a produit chacun en son espèce". Ce pourtour de la baie de Fundy, ces alluvions et ces "polders" endigués devenaient une mine de blé.

Et en terminant: L'Acadie, si actuellement elle est peu de chose en elle-même, a une valeur considérable par rapport à l'intérieur du continent, dont elle commande l'entrée; ne pas la détenir, c'est se mettre à la merci de qui la désire. Aussi, après qu'une première expérience eut démontré à Richelieu cette vérité, n'eut-il de cesse qu'il ne reprit l'Acadie; il en confia le commandement à son premier conseiller, l'amiral Restilly; ils comprirent très nettement que la position géographique de l'Acadie en faisait la possession-clé de tous les territoires. Cette grande leçon de la géographie sera oubliée après Colbert et cet oubli contribuera à la disparition de l'Empire français d'Amérique.

Cavelier de La Salle

L'Ouest a livré son secret. Le fleuve a fait aveu de son mystère. L'ère commence des enthousiasmes illuminés, des convoitises précises, des entreprises ordonnées.

De la troupe des réalisateurs tenace un nom émerge. Il prend figure, Cavelier de La Salle, en 1674, fixe son Destin.

Qui est-il? Un Normand qui a vu le jour à Rouen le 22 novembre 1643. Un Cid, qui à 24 ans déjà, ne tenant plus en place, fonce sur le Canada. Il est possédé par l'esprit des estuaires, celui qui souffre des riverains fatigués de voir large; ils tendent leurs mâchoires pour mordre l'horizon. La Salle, plus loin que le Canada veut trouver un passage pour gagner la Chine. Il a des capitaux personnels et ceux que le Gouverneur Frontenac lui confia, captivé par ce robuste garçon au profil fin, aux yeux de braise, qui projette de la grandeur sur ses plans audacieux.

La Salle se crée un comptoir de traite dans l'île de Montréal, à douze kilomètres de la ville. L'endroit on l'appela Lachine, par allusion au désir qu'il avait de découvrir un chemin vers l'Asie. On y voit encore de nos jours le réduit à moitié enterré où il conservait sa poudre.

La Salle explore le fond du lac Ontario. Par les rivières qui s'y déversent il gagne l'Alleghany, tombe chez les Onnontagués, découvre l'Ohio qu'il descend jusqu'au point où plus tard s'éleva Louisville (1679).

Le voilà hanté du désir des reconnaissances hardies; cette obsession bat la charge dans sa poitrine. Frontenac est gagné à son projet de descendre le Mississippi pour compléter la découverte de Louis Joliet. Une telle expédition se prépare, et l'on

veut qu'elle rapporte autre chose que la Gloire du moment.

A Versailles

Recommandé par Frontenac, La Salle va s'en expliquer à Versailles (1674). Colbert accorde tout ce qu'il demande. Louis XIV l'anoblit: il sera seigneur de la seigneurie Frontenac à l'entrée du lac Ontario, où s'élève aujourd'hui Kingston, avec droit de chasse et de pêche, le monopole du commerce en cette contrée de la Colonie, à charge pour lui de garder le fort qui s'y est construit et d'y entretenir la garnison convenable (13 mai 1675).

A Frontenac, on ne demeure pas inactif. La Salle est tout en action. La plus grande unité de la flotte s'achève, elle est baptisée "Griffon", pour faire voler ce griffon par-dessus les corbeaux (ses ennemis). Il est lancé au printemps de 1679. Ses sept canons tirent des salves d'allégresse. Les détachements se répètent au loin et les sauvages effarés murmurent: "les Othons". Pour eux les Français sont "des esprits".

En août le Griffon met à la voile. Il est bourré de marchandises. Il entre dans le lac Erié, parvient à un "détroit" qui donne accès à un petit lac que La Salle appelle "Sainte-Claire". Le voici dans le lac Huron bravant une tempête. Il touche à Michillimackinac. Couvert d'un manteau écarlate à bordure d'or, La Salle fait une descente spectaculaire, au bruit des canons, chez les Outaouas. Il arrive le 12 septembre à la baie Verte.

Les débâtres commencent. La Salle apprend que ses créanciers ont saisi sa seigneurie de Frontenac, ses propriétés de Québec, ses bases de ravitaillement. Il court au plus pressé qui est de lever la saisie en réglant les comptes. Il renvoie le "Griffon" à Niagara avec des pelletteries... de désintéressement. Mais il n'est plus sur le pont en manteau rouge. Les Outaouas s'emparent du bateau, le brûlent, massacrent l'équipage et emportent les pelletteries.

Chez les Miamis

Ignorant cette ruine, La Salle se rend chez les Miamis au fond du Michigan, et à l'entrée de la rivière Saint-Joseph où le "Griffon" a reçu l'ordre de le rejoindre, il bâtit un fort sur une falaise. Las d'attendre son bateau, La Salle poursuit son exploration méthodique; il passe l'hiver chez les Illinois (décembre 1679) avec trois Récollets, Tonty et ses hommes. A Peoria, sur la rivière, les Indigènes hauts de taille, adroits à l'arc, lui font accueil dans leurs cabanes de jonc. Suivant leur coutume hospitalière, ils frottent ses jambes rompues avec de la graisse de bison et de "l'huile d'ours".

La Salle s'en fait des alliés. Chez eux, sur une butte, il construit le fort "Crève-cœur" en souvenir de l'angoisse qu'il ressent de son isolement. Car sans nouvelles du "Griffon", le temps passant, ses hommes

murmurent ou désertent. Il pressent une catastrophe.

Il n'y tient plus. Laisant Tonty et 15 hommes à Crève-cœur, il emmène les quatre qui lui restent dans un assaut désespéré vers le Nord, vers Frontenac, pour savoir (mars 1680). Il y a bien 400 lieues à parcourir. Il les abat dans les conditions les plus pénibles qui aient jamais été, au milieu de la neige fondue, se coulant dans d'inextricables forêts gelées, n'ayant pour se nourrir à cinq que l'animal qu'on tue, par hasard. Indomptable, par Saint-Joseph, l'Erié, il arrive à Niagara (21 avril).

Les ouvriers ont déserté le fort. Il apprend coup sur coup et la perte du "Griffon" et le naufrage dans le Saint-Laurent du bateau "Saint-Pierre" qui lui apportait de France pour 20,000 francs de marchandises de troc.

Tout est-il fini? Que non pas. Se surpassant en énergie farouche, La Salle fait irruption à Frontenac, chez lui, pour commander aux événements et ne plus les subir (6 mai). Il éclaire sa situation, écarte les jaloux, reprend pied dans l'enthousiasme et le 10 août 1680 il repart pour le Sud, avec La Forest et 25 hommes, afin d'y poursuivre sa pénétration.

Mais à Crève-cœur, il ne rencontre que des ruines (décembre). Que s'est-il donc passé?

Le Père Hennequin

D'abord ceci. Le Père Hennequin et les deux autres Récollets, partis suivant l'ordre laissé par La Salle pour remonter le Mississippi jusqu'à sa source, ont été capturés à la hauteur du Wisconsin par les 120 Sioux qui chassaient en éventail, et entraînés vers le Nord à marches forcées (avril). Au Sault Saint-Antoine, en face duquel Minneapolis s'est construite, devant la tribu rassemblée, les saints hommes ont été condamnés à mort. Mais cinq traitants Français, Du Luth et ses trappeurs, se trouvaient au camp des sauvages, pour affaires. Ils sont intervenus. Les Sioux ont rendu leur liberté aux trois Récollets (juillet) en leur indiquant le chemin pour quitter le pays... et n'y plus revenir.

Du côté les avait ramenés à la baie Verte. Le Père Hennepin avait poursuivi sur Québec et la France. Il ne devait plus revenir au Canada.

Cependant qu'à Crèvecoeur, sans le chef, la situation de Tonty et de ses quinze hommes empirait, tous les ennemis de La Salle conspiraient pour lui barrer la route; et les traitants, mécontents de la concession de la "Seigneurie de Frontenac", des monopoles de chasse alentour, auxquels s'ajoutait depuis peu celui des peaux de bison du Mississippi; et les bailleurs de fonds qui ne participaient plus aux bénéfices; et les sauvages excités par les c'évillés haragieux, qui Iroquois et Miamis, se lançaient sur les "Illinois" alliés de La Salle; et les traitants anglais et hollandais qui faisaient chorus contre le Français maudit qui leur enlevait des pelleteries et qui lentement, à l'Ouest, coupait les possibilités d'expansion de la Nouvelle-Angleterre.

Sur Crèvecoeur, c'est une avalanche. Dix Français mécontents démouillent le fort et désertent. Tomby et cinq hommes fidèles défendent un fortin élevé à la hâte, Le Rocher, contre 500 Iroquois et 100 Miamis qui passent en trombe et incendient les villages des Illinois. Ceux-ci retraitent vers le Mississippi (septembre 1680). Abandonné aux seules forces de sa garnison de cinq hommes, Tonty renonce à la lutte et se replie sur Michilimackinac (juin 1681).

La Salle n'a donc trouvé que les ruines fumantes de son établissement de Crèvecoeur, en y parvenant plein d'espoir en décembre 1680.

Et les événements se précipitent. La Salle descend par l'Illinois jusqu'au Mississippi pour se mesurer du regard avec le fleuve Monstre qu'il a dessiné de domestiquer. Un simple salut (6 décembre). Une autre fois il reviendra en vainqueur.

A Montréal

Plus tard, La Salle court à Montréal; il s'entend en un tournemain avec ses créanciers qui vont jusqu'à lui consentir de nouvelles avances. Et fort de son indéfectible assurance, il organise l'Expédition de sa Vie.

En février 1682, avec 54 compagnons de fortune, dont 23 Français, La Salle est sur le Grand Fleuve: le Mississippi me revolta! Tout est beau, le climat, le pays, les frondaisons du printemps. La gloire en germant lui ouvre la Carrière. Les Arkansas, les

Natchez... des tribus! Le Missouri, l'Ohio... de vrais bras de mer! Le fort Prud'homme construit sur le Mississippi.

Enfin le 7 avril 1682, le golfe du Mexique. La Salle a loisir d'y tremper son étendard de bonne chance, tissé dans de l'invincible ténacité. Il a promis; il a tenu. Ces contrées illimitées, folles de fécondité entrevues. La Salle en prend possession au nom de la France. Et remontant à son Protecteur auguste mais lointain, le roi Louis XIV, il baptise "Louisiane" ce pays, presque un continent.

Appel entendu

Après un appel au Roi (décembre 1683), il emporte la décision du souverain. Le Roi-Soleil condamne les ragots du père La Barre et relevant La Salle dans son estime, mande que la Seigneurie de Frontenac et le fort Saint-Louis lui soient restitués incontinent. Il abonde dans les projets du Pionnier, et le commettant au soin de coloniser la Louisiane, il prend les fournitures sans compter à la charge de l'Etat.

La Salle demande deux bateaux. On lui en donne quatre, dont la "Belle" (6 canons), présent du Roi, le "Joly" (36 canons), l'Almable, de 300 tonneaux, le Saint-François qui est une barque. Son recrutement personnel se compose de 180 guerriers, colons et laboureurs, de Récollets, de son neveu Colin Cavalier (14 ans), de son neveu Moranget, et du Rouennais Joutel.

On met à la voile le 24 juillet 1684 de la Rochelle et dès l'abord se dresse contre le chef de l'expédition, chargé des espoirs de la Cour, le Chef de Marine, le Normand Beaujeu, un vaniteux sans vergogne, qui rejette le commandement d'un Coureur des bois courant l'aventure, parce que c'est lui qui sur mer sait seul utiliser les vents. Le brouillette accompagne la navigation et la lutte sourde entre personnes, plus déplorable que la rencontre des récifs.

La barque Saint-François chargée de vivres est enlevée par les Espagnols sous Saint-Domingue - pressentiment de famine.

Par suite de ses mauvais instruments de bord, des courants qui déportent et de son incompetence, Beaujeu "rate" les bouches du Mississippi où il devait aborder. La côte basse, sans arbres, derrière des "lèves" naturelles de terre, est trompeuse pour ce navigateur. Il est déjà à l'Ouest des bouches limoneuses qu'il se croit encore à l'Est. Son amour-propre chatouilleux écartant "a priori" toute erreur de sa part, lui fait refuser à La Salle qui soupçonne le pire, de retourner en arrière pour se justifier.

Le 14 février 1685, c'est la baie de Saint-Louis (aujourd'hui Matagorda) qu'on atteint... à 120 lieues du Mississippi!

La fureur est générale. La Salle débarque ses gens. Le capitaine Agron qui commande l'Almable, perd volontairement son bateau sur les écueils. Pour fuir les récriminations et ses responsabilités, le capitaine Beaujeu remet le Joly à la voile, "sa mission d'accompagnement étant terminée", abandonnant criminellement 180 Français à l'Inconnu (12 mars), avec la Belle, présent du Roi.

Le pays est magnifique, le climat est doux. Nos Français font bonne contenance à leur mésaventure. Deux forts sont construits à tout événement, sur la rivière Lavaca, et sur la baie: "Fort Saint-Louis".

La Salle angoissé

La Salle pourrait consoler, persuader, exhorter, ramener la paix dans les esprits angoissés. Il n'en a cure. Dur pour lui-même, atteint dans sa fougue par la disgrâce des événements, il demeure inflexible sur la discipline, dédaigneux des contingences, hautain parmi ceux qui souffrent; il se sépare moralement de ses compagnons, et son isolement prépare sa perte.

Trente Français meurent de consommation.

Il faut se donner de l'air. La Salle conduit une expédition de détente vers le Mississippi, la plus cruelle des eaux. Il ne réussit qu'à atteindre le Colorado. Sur 50 compagnons, quelques-uns sont massacrés par les indigènes qui traquent la petite troupe. Quand, au bout de cinq mois de marches, elle rentre au fort, en mars 1686, c'est pour voir la Belle, présent du Roi, se fracasser contre les rochers, coupant la possibilité d'un quelconque secours par mer.

Plus de bateau? Nouvelle poussée

à l'intérieur, et, tout de suite, La Salle la conduit avec 20 hommes, d'avril à octobre 1686. Il n'atteint que les Cénis, c'est-à-dire le fleuve Trinity, et perd 12 hommes en route.

Non, cette situation ne peut éternellement durer. On y périra tous à ne rien faire. Déjà, sur les 180 Français débarqués, il n'en reste plus que 37. Un sursaut, une sortie de désespoir... peut-être percera-t-on cette fois jusqu'aux Illinois.

Le 7 janvier 1687 La Salle maintient 20 hommes au fort Saint-Louis et s'élance avec les seize autres vers une issue. Mais dans les corps usés les énergies sont flasques. La marche est lente, pénible. En mars, l'on traîne encore sur un affluent du fleuve Trinity.

Et le drame se produit, rapide, implacable. Quelques hommes se sont éloignés de la troupe, Duhaut, Liotot, L'Archevêque avec Moranget, le neveu de La Salle. Que se passe-t-il? Les hommes exténués, "piqués", s'emballent à une observation de Moranget. Ce jeune homme, copiant son oncle, affiche une morgue exaspérante. On le tue. Et pour que l'affaire ne transpire pas, les assassins exterminent deux compagnons de Moranget pour leur fermer la bouche (17 mars). Puis ils s'affolent. La Salle découvre quand même leur forfait. Ils craignent sa rigueur. Un seul moyen d'y échapper: se défaire du chef, par surprise.

L'assassinat

Inquiet de l'absence prolongée de son neveu, La Salle s'est mis à sa recherche. Il l'appelle. Il fouille les taillis, au-dessus desquels plane un aigle. Il crie dans le désert. Alors, se levant d'entre les hautes herbes où il fait le guet, le conjuré L'Archevêque vire. La Salle et l'abat d'un coup de feu.

Le Père Douay accourt auprès du moribond qui agite doucement la main pendant une heure encore et brusquement ferme les yeux. Sur place le Récollet enterre La Salle, dans ce désert qui aura deux fois son tombeau.

Il est mort le fondateur d'Empire. A 43 ans. Lui, le marcheur intrépide qui mesurait l'immensité d'un continent à la grandeur de ses pas, lui, perpétuel mouvement en avant, il n'est plus qu'un souvenir imprécis, mêlé à de la terre ignorée, quelque part là-bas dans la nudité de la Nature.

Au moment de partager ses dépouilles les assassins se sont entrecouverts entre eux. Les non compromis qui n'étaient plus que sept, dans un effort surhumain s'arrachent à la gangue de désillusion, traversent mille dangers dans une marche forcée vers le Nord, et atterrissent, exténués, les Illinois le 14 septembre 1687, au bout d'un an et demi de volonté quotidienne.

Quant aux vingt hommes de la garnison de Port-Louis, les sauvages les massacrent à la longue, à l'exception de cinq qui, réfugiés chez les Espagnols à travers des périls insensés, sont jetés à la vie souterraine des mines du Nouveau Mexique. Mieux aurait-il valu mourir auparavant.

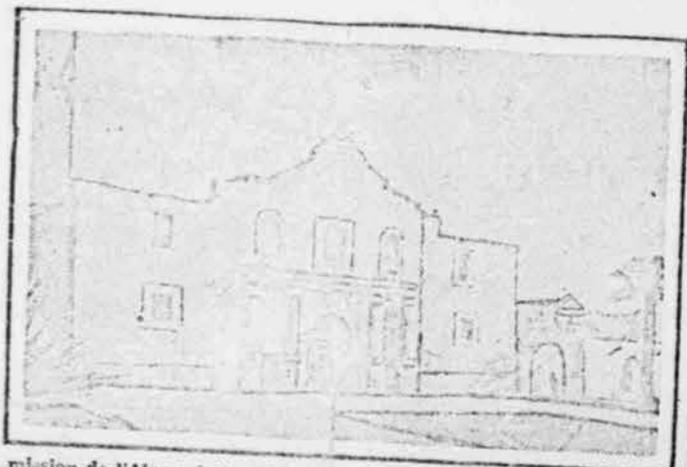
Plus rien dans le Texas ne rappelle le souvenir de l'expédition avortée. Le vent efface la trace des pas sur le sable.



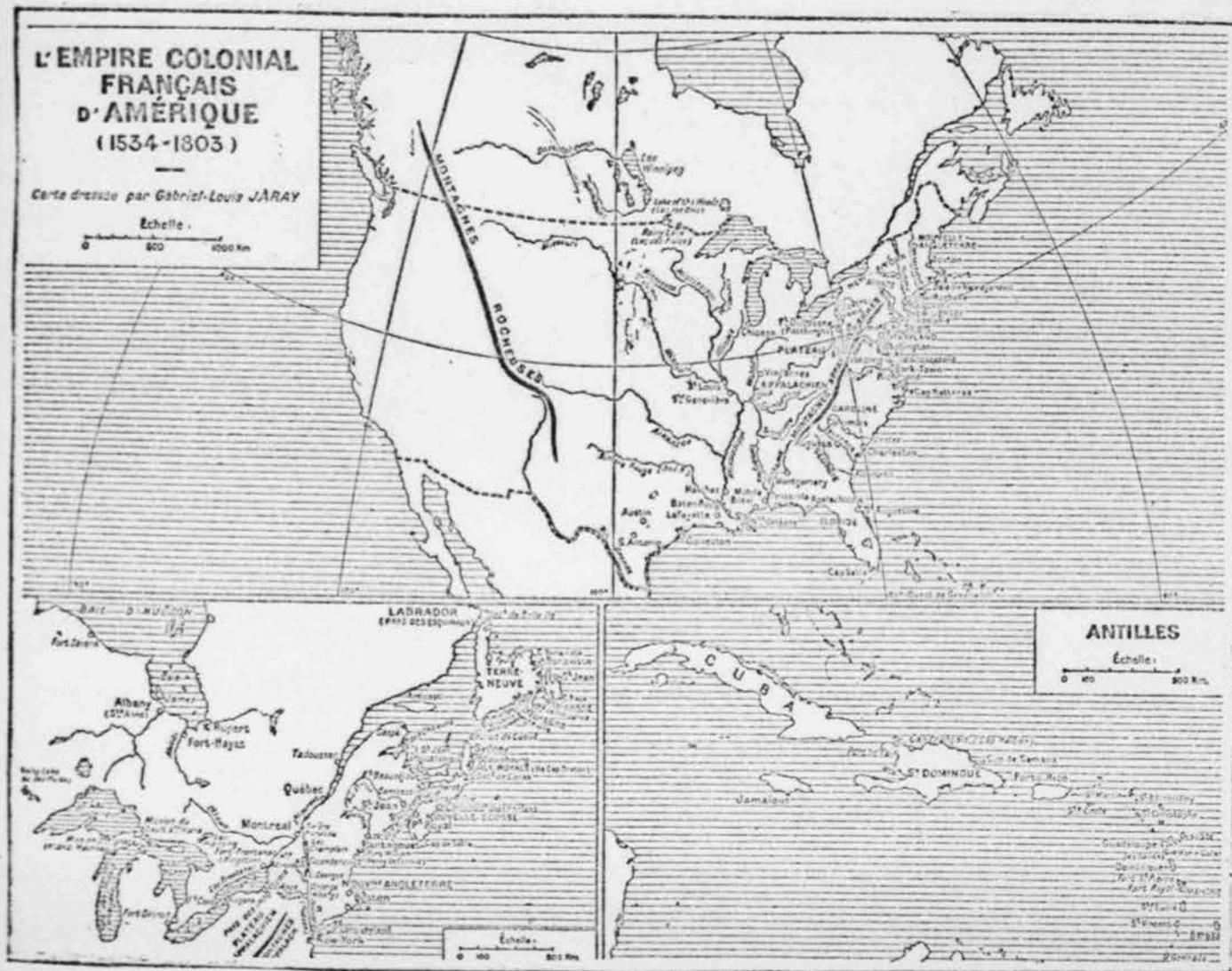
Cavalier de la Salle



M. E. Carteron, ancien consul général de France au Canada, ministre de France à La Havane, délégué général de la Résidence générale de France en Tunisie, l'auteur de l'étude sur Cavalier de La Salle dont nous donnons un résumé plus bas.



La mission de l'Alamo, à San Antonio, monument historique consacré par les luttes de l'indépendance du Texas, en mars 1836.





Il est tout naturel que la cuisine normande soit comprise et goûtée des Canadiens français, nos ancêtres venant en grande partie de la Normandie. Ci-dessus, la maison dite de Cavelier de la Salle, à Lachine, près Montréal. De tous les Normands qui vinrent au Canada, aux premiers temps de la colonie, Cavelier de la Salle, le grand explorateur, est certainement le plus célèbre.

Revue Populaire janv. 1937

Photo G.N.R.

C'est très douteux que la maison ci-dessus, ait été construite par de la Salle - (M. Campbell du Standard)

The Canadian Home of Robert de la Salle
Voir: "Canadian Pen and Ink Sketches"
par John Fraser, Montréal,
1890, pages 25, 185 et 347.
Volume dans la section: L-a. de la
Bibliothèque administrative.

Cavelier de La Salle

Canada

23 février 1937

Des fêtes vont commémorer au Canada et aux États-Unis le 250^e anniversaire de la mort de Cavelier de La Salle, et le 300^e de la naissance du Père Marquette. Un comté du Wisconsin, un autre comté du Manitoba, une ville du lac Supérieur portent le nom de Marquette, et le canal qui permettra qu'on aille en bateau des grands lacs jusqu'au golfe du Mexique le portera aussi. Celui de La Salle a été donné à un village du Niagara, à une ville de l'Illinois et à un comté du Texas. Ces deux Français, comme on voit, sont un peu plus célèbres en Amérique que chez nous. Aussi est-il particulièrement heureux que l'Académie ait choisi pour la représenter à ces fêtes, où il importe que la France figure hautement et dignement, l'un des hommes qui connaissent le mieux le monde anglo-saxon, l'un de nos meilleurs peintres en prose et essayistes aussi : j'ai nommé M. André Chevrillon.

Robert Cavelier de La Salle appartenait à cette race normande qui, sur mer et dans les contrées lointaines, a milité plus que toute autre pour la grandeur française. Fils d'un négociant de Rouen, il fut élève des Jésuites, puis novice, et pensa d'abord entrer dans la Compagnie de Jésus, comme le Père Marquette dont nous retracions naguère la vie dans ce journal. Mais il y renonça, et, ayant hérité de quatre cents livres de son père, il partit pour le Canada. Son propre oncle avait été l'un des cent associés qui avaient fondé la "Nouvelle France", et son frère Jean appartenait à la Compagnie de Saint-Sulpice, laquelle possédait la seigneurie de Montréal : voilà sans doute ce qui orienta son esprit vers l'Amérique du Nord.

C'était en 1667 : il avait vingt-quatre ans. Tout donne à penser qu'il était recommandé aux Sulpiciens, mais il faut qu'il leur ait inspiré confiance. L'emblée, puisqu'il en obtint presque tout de suite, semble-t-il, un fief noble et sis dans une position avancée, vis-à-vis de Cauwanagha, à trois lieues au delà de Montréal, avec charge de le fortifier et défendre en cas d'une nouvelle invasion des Iroquois. Depuis Jacques Cartier on n'avait pas cessé de rêver d'un passage à travers l'Amérique qui permit d'atteindre commodément les Indes, la Chine. Il est probable que Cavelier devait y songer plus que tout autre, et même en rebattre beaucoup les oreilles de ses amis et connaissances, puisque son domaine fut surnommé *la Chine*. Et quant à son goût pour les aventures, il suffira de dire qu'en janvier et février 1669 il engagea son fief pour 3,800 livres et partit à la découverte, renonçant ainsi à une vie cosue et relativement calme. Supposons qu'une livre d'alors eût le pouvoir d'achat que possède une livre sterling aujourd'hui (quoique cela ne soit pas conforme aux évaluations, d'ailleurs bien douteuses, de M. d'Avenel) : 3,800 livres, si l'on se rappelle qu'il en avait 400 en tout pour sa part d'héritage, c'était déjà une fortune ; évidemment son domaine était bon.

Le voilà parti sur le lac Ontario avec vingt-deux hommes, parmi lesquels deux Sulpiciens, un officier et un ingénieur. L'expédition s'embarque dans sept de ces canots canadiens, en écorce, où l'on pagaie à genoux, au moyen de courtes rames rondes : tout le monde aujourd'hui connaît ces canots. A l'extrémité sud du lac, on trouve le village des Tsonnontuans. Ces Iroquois sont sourdement excités contre les Français, et Louis Jolliet, le futur compagnon du Père Marquette, revenant d'une tournée de prospection, arrive sur ces entrefaites... Il faut savoir ici qu'il y avait grande rivalité, voire inimitié, dans la colonie, entre les Jésuites d'une part et les Récollets et Sulpiciens de l'autre, et se rangeant au parti des seconds Cavelier s'était fait beaucoup d'ennemis qui se firent sentir plus tard. Jolliet appartenait à la Compagnie de Jésus, qui ne tenait pas à encourager la concurrence des religieux de Saint-Sulpice : c'est vraisemblablement pour cela qu'il fit aux deux missionnaires qui accompagnaient Cavelier de La Salle un tableau si noir des périls qui les attendaient qu'ils préférèrent s'arrêter au bord du lac Érié.

Notre homme continua son chemin tout seul en compagnie d'un guide iroquois, et en un mois et demi il gagna le fleuve Ohio, paraît-il, et le descendit assez loin pour constater par lui-même, ou du moins pour apprendre des sauvages, que ce grand courant d'eau se jetait dans un autre fleuve plus

vaste encore que le Saint-Laurent (le Mississipi). Puis il mena longtemps la rude vie des coureurs des bois, vivant de sa chasse et de sa pêche et commerçant de pelleteries pour subsister. Mais Cavelier de La Salle n'était pas seulement un homme de main : c'était un homme d'action complet, et il avait aussi la chaleur de conviction, l'activité, l'entêtement dans les démarches d'affaires, nécessaires de tout temps à celui qui veut réussir. Par la suite, il fit plusieurs fois le voyage de Versailles et persuada toujours les ministres de lui accorder ce qu'il voulait : ce n'était pas commode quand ils s'appelaient Colbert et Seignelay. De même, lorsqu'un nouveau gouverneur, le comte de Frontenac, homme des plus énergiques, eut débarqué à Québec, Cavelier sut lui inspirer confiance, de telle sorte qu'avec son appui il obtint de la cour, où il s'était rendu, la concession du fort Frontenac et des terres environnantes, sans compter des lettres d'anoblissement. Enfin, deux ans plus tard il s'en retourna à Versailles de nouveau, convainquit Colbert non sans peine, trouva des prêteurs qui lui avancèrent jusqu'à 64,000 livres, et obtint le droit de "travailler à la découverte de la partie occidentale de la Nouvelle-France" pendant cinq ans et d'établir là les forts qu'ils voudrait, lesquels lui appartiendraient, à lui et à sa compagnie. Et c'est ainsi que commencèrent ses grandes expéditions.

Il n'est pas question d'en retracer ici l'histoire compliquée, et ce serait d'autant plus inutile que M. Charles de La Roncière vient de la conter dans un petit volume très accessible. Bornons-nous à rappeler que Cavelier de La Salle fut le premier à descendre le Mississipi jusqu'à son embouchure en 1682-1683, refaisant et achevant heureusement le périlleux voyage du Père Marquette et de Louis Jolliet, entrepris neuf ans plus tôt et marqué par la mort du jésuite. Ayant vérifié que le Mississipi se jetait dans le golfe du Mexique et pris possession au nom du roi de France de la future Louisiane, il régna le Canada. Son protecteur Frontenac était parti : il se trouva en butte aux persécutions de ses ennemis, parmi lesquels se trouvait le nouveau gouverneur. Mais il lutta avec son énergie habituelle, se rendit à la cour une fois de plus, établit son bon droit et fit donner sur les doigts à ses adversaires. Enfin il monta avec l'aide du roi une expédition pour la Louisiane, dont il fut nommé le vice-roi de fait, et il partit en 1684 avec trois petits navires : la *Belle*, une barque armée de six pièces, l'*Aimable*, une flûte de transport, et le *Saint-François*, une caïque pour les munitions, le tout sous l'escorte d'un vaisseau du roi, le *Joly*, de trente-six bouches à feu.

Par malheur, Cavelier joignait à sa merveilleuse intrépidité, à son habileté, à sa constance impossible à décourager, un caractère insupportable. "Défiant à faire enrager un autre qu'un Normand", il avait des manières méprisantes et des procédés exagérément autoritaires qui le faisaient souvent haïr ; et il semble que tout cela ait été en empirant à mesure qu'il vieillissait. A peine la flottille partie, il était au plus mal avec M. de Beaujeu, le capitaine du *Joly*. Puis, ayant refusé de subir et de laisser subir aux siens le ridicule et traditionnel baptême de la Ligne, au passage du Tropique, il s'attira la haine des équipages : "Ils nous auraient tués", dit un de ses compagnons. Joignez qu'il n'était pas en moins mauvais termes avec certains des siens qu'avec les marins, officiers ou matelots. Enfin quelqu'un ayant volé et porté au capitaine de Beaujeu un mémoire où le P. Zénobe Membre, qui lui était dévoué, notait avec un peu trop de soin les querelles qui s'étaient émues pendant la traversée, le capitaine se mit dans une colère épouvantable et menaça de mettre le religieux à la gamelle des simples matelots.

La difficulté était de retrouver les embouchures du Mississipi dans le golfe du Mexique. Cavelier en avait bien déterminé la latitude, mais non la longitude, pour laquelle on n'avait pas encore de chronomètres et dont Dieu n'a point permis l'usage aux navigateurs, comme disait Champlain. Cavelier savait que le fleuve se jetait "tout au fond de l'anne du golphe", et par 28°20' de latitude, voilà tout ce qu'il savait. Et il devait mourir avant d'avoir retrouvé son fleuve.

Longtemps il longea la côte ; enfin il crut reconnaître l'embouchure et prévint M. de Beaujeu qu'on était arrivé. Malheureusement l'ingénieur Millet, qui était le seul membre de l'expédition habitué à manier les instruments de précision, voulait rebattre sous prétexte que Cavelier l'avait tour-

né en ridicule ; or M. de Beaujeu déclarait "n'avoir aucun commandement sur lui" et ne pouvoir refuser de le recevoir à bord de son vaisseau, ajoutant avec ironie : "Vous y suppléerez aisément, en sachant plus que M. Minet dont vous m'avez dit plusieurs fois que vous seriez bien passé." Le marin refusait en outre de débarquer quatre pièces contestées. Là-dessus la flûte l'*Aimé* le fit naufrager par suite d'une fausse manœuvre, et la plupart des munitions, instruments, vivres, se trouvèrent perdus. La colonie commençait mal.

Le 12 mars 1685, le *Joly* appareilla pour la France, et Cavellier partit à la découverte dans les terres avec une petite troupe de ses gens. Il n'avait pas retrouvé sur la rivière à l'embouchure de laquelle il avait débarqué les repères qu'il avait pris en descendant la "rivière Colbert", comme il appelait le Mississippi. En réalité il se trouvait à l'ouest et non, comme il croyait, à l'est du delta, probablement au bayou Cédar. Plus tard il transporta son camp à la rivière aux Boeufs (Garcitas).

Infatigable, revenant, repartant, il passa des mois en explorations, cherchant toujours son grand fleuve. Cependant les morts étaient nombreuses parmi les colons. Quatre d'entre eux désertèrent pour aller vivre avec les sauvages. Puis en mars 1686 la *Belle*, mal commandée, fit encore plus sottement naufrage que l'*Aimable*...

Le 12 janvier 1687 Cavellier de La Salle, qui venait d'être malade, repartit une fois de plus avec seize hommes. Il ne restait plus qu'une vingtaine de personnes dans le fort de la rivière aux Boeufs, dont sept femmes et filles. En mars il parvenait auprès de la rivière des Malheurs (Trinity). C'est là que trois de ses compagnons l'assassinèrent de trois balles dans la tête. Il avait 44 ans. Il avait exploré les régions voisines des grands lacs, celles que baigne le Mississippi, celles que borde la côte occidentale du golfe du Mexique, bref l'axe des futurs Etats-Unis ; il avait fondé la Louisiane. Et M. de La Roncière constate qu'une quinzaine des Etats de l'Amérique du Nord pourront avec justice commémorer sa mort. C'était un rude homme, que ce Rouennais !

Jacques BOULENGER

(Le Temps)

Le monument Cavellier de La Salle

Le Service 1 avril 1937

Ottawa, 1er. (D.N.C.) — M. Wermeinger, conservateur de Verdun, inscrit diverses questions aux procès verbaux de la Chambre au sujet du monument Cavellier de La Salle :

Le gouvernement fédéral a-t-il décidé d'ériger un monument en pierre afin de commémorer le deux cent cinquantième anniversaire de la mort de René-Robert Cavellier de La Salle, explorateur français ? Si oui, où ?

Le ministre des Finances et des Ressources a-t-il reçu une requête des habitants de Ville La Salle située dans le comté fédéral de Verdun, pour protester contre l'érection dudit monument dans la ville de Lachine ? Si l'on érige ce monument, quel en sera le coût ?

A-t-on entrepris des travaux préliminaires relatifs à ce monument tels que dessins, ébauches, etc. ? Est-il exact que l'on posera la première pierre de ce monument vers la mi-avril ?

Lebanada LA FRANCE N'OUBLIE PAS 23 avril 1937



○ L'administration des monnaies et médailles de France a jugé opportun d'édition, au moment où l'Amérique fête leur tricentenaire, et à l'occasion de l'exposition de 1937, deux médailles commémoratives du Père Marquette et de Cavellier de La Salle. M. Gerald Priestley, du consulat général de France à Montréal, a bien voulu nous communiquer les vignettes de ces médailles, que nous publions ci-haut : (en haut) celle de Cavellier de La Salle et (en bas) celle du Père Marquette.

& l'autre de l'autre avec leurs fusils bandez, l'un des deux manqua son coup, le second tira en même temps & porta du même coup dans la teste de Monsieur de La Salle qui mourut une heure après, le dix-neuvième Mars 1687.

"Je m'attendois bien au même sort, mais ce danger ne m'occupoit point du tout, pénétré que je fus de douleur d'un spectacle si cruel, & je le vis tomber à un pas de moy la face pleine de sang que j'arrosay de mes larmes, en l'exhortant de mon mieux à faire une bonne mort, il s'estoit confessé & avait fait ses dévotions sur le point de nostre départ il eut encore le temps de me recapituler une partie de sa vie, & je luy donnay l'absolution. Il s'exerca en tous les actes d'un bon Chrestien durant les derniers moments me serrant la main à chaque parole que je luy disois, & sur tout au pardon de ses ennemis pendant que ses meurtriers autant effrayez que moy commençoient à se frapper la poitrine & à detester leur aveuglement, je ne voulus point sortir delà après qu'il eut expiré sans l'avoir enseveli & enterré le mieux possible avec une Croix que je placay sur sa sepulture.

"Ainsi mourut nostre sage conducteur constant dans les adversitez, intrepide, genereux, engageant, adroit, habile, & capable de tout, celui qui depuis 26 ans avoit adouci l'humeur farouche d'une infinité de Nations barbares fut massacré par les mains de ses propres domestiques qu'il avoit comblé de ses caresses, il mourut dans la force de l'age au milieu de sa course & de ses travaux sans en avoir vu le succès."

* * *

Il n'est pas hors de propos de rappeler ici en quelques lignes la participation des missionnaires récollets de la Nouvelle-France aux expéditions de La Salle.

A la demande même de ce dernier, les récollets furent les aumôniers de toutes ses expéditions, comme ils l'étaient du Fort Frontenac, où La Salle commandait. Avec lui ils en subirent les aléas, en partagèrent les triomphes et les malheurs. Avec lui ils atteignirent en 1682 les bouches du Mississippi, et c'est le P. Zénobe Membre qui bénit la croix fleurdelisée solennellement érigée face aux flots du golfe du Mexique, et qui entonna le *Te Deum* de reconnaissance envers Dieu pour le succès de la grande entreprise; au procès verbal de la prise de possession de la Louisiane au nom du roi de France, rédigé sur place par le notaire Jacques de la Métairie, le P. Membre signe immédiatement à la suite de La Salle. Et comme leur chef, trois récollets — trois sur cinq — laissèrent leur vie dans ces voyages, massacrés, eux, par les sauvages; le P. Gabriel de la Ribourde aux Illinois, en 1680, les pères Zénobe Membre et Maxime le Clercq (frère du P. Chrestien) au fort Saint-Louis (Texas) en 1689.

Ajoutons que les récollets, au cours de leurs explorations avec La Salle, rédigèrent des journaux ou prirent des notes. La plupart de ces précieux documents sont aujourd'hui perdus ou détruits. J'en ai naguère raconté le sort dans une étude que l'on pourra lire dans

l'Archivum Franciscanum Historicum (Quaracchi, Florence), en 1934, pp. 130 et suivantes.

Malgré ces pertes déplorables nous possédons encore quelques lettres et relations des récollets, certaines comptent parmi les plus importantes pour l'histoire des expéditions de La Salle. Pour la reconstitution même de quelques phases des voyages de La Salle, certains documents de ses compagnons récollets sont même l'unique source que nous possédions.

Cependant, le succès de la deuxième expédition avait été si encourageant, que la troisième fut organisée en vue de l'établissement d'une colonie. Du côté des récollets, cette troisième expédition si prometteuse avait pour objet d'établir des missions en Louisiane. Celles-ci étaient même, dès le 8 janvier 1685, constituées en préfecture apostolique par un décret de la S. Congrégation de la Propagande. Le P. Hyacinthe Lefebvre, ministre provincial des récollets de Saint-Denis ou de Paris, de qui relevaient les missions des récollets dans la Nouvelle-France, en était nommé préfet. Toutes les facultés ordinaires, en 26 articles, lui étaient en outre concédées par un Bref du pape Innocent XI, en même temps que tous les pouvoirs nécessaires étaient accordés à chacun des récollets aumôniers de La Salle.

Cette dernière expédition se fit par voie de la mer, et l'on sait que La Salle, non seulement ne put retrouver les bouches du Mississippi, qu'il dépassa de beaucoup, et qu'il débarqua sur les côtes du Texas, mais bien plus que, après deux ans de marches et de contremarches sur terre, il ne réussit, ni lui, ni aucun membre de l'expédition, à atteindre le grand fleuve. C'est après la mort de La Salle seulement qu'une partie des survivants — dont le P. Anastase Douay et l'abbé Cavalier — atteignirent les rives du Mississippi, dans leur remontée, à cheval ou à pied, vers le pays des Illinois, d'où ils se rendirent à Québec.

Le désastre de cette expédition eut une telle répercussion en France, que la cour détourna ses pensées de la Louisiane, et naturellement le plan des missions, et d'une préfecture apostolique dans ces contrées, essentiellement subordonné à l'établissement de postes militaires, n'eut aucune suite.

Ce ne sera qu'en 1698 que Louis XIV, sous la pression des préparatifs entrepris ouvertement en Angleterre et en Hollande pour la colonisation du bas Mississippi, se décida enfin à charger notre Lemoyne d'Iberville des soins d'un établissement en Louisiane. Le Père Anastase Douay accompagna encore cette expédition en qualité d'aumônier. Cette entreprise réussit non seulement à damer le pion aux Anglais, mais à jeter les bases solides d'une colonie française en Louisiane.

Il ne semble pourtant pas que la province des récollets de Saint-Denis y ait jamais eu de missions, de missions établies du moins dans le cadre d'une préfecture apostolique. Durant de longues années l'évêque de Québec s'opposera en effet à ce que les ordres religieux se taillent des territoires missionnai-

res en Louisiane.

Mais ceci est une autre histoire.

* * *

On ne peut guère parler de la découverte ou de l'exploration du Mississippi sans songer au fameux récollet Louis Hennepin et sans se rappeler ses trois livres, dont les deux derniers sont toujours si discutés: *Description de la Louisiane* (Paris 1683), *Nouvelle découverte d'un très grand pays situé dans l'Amérique, entre le Nouveau Mexique et la Mer Glaciale* (Utrecht 1697), *Nouveau Voyage d'un pays plus grand que l'Europe* (Utrecht 1698). Le P. Hennepin, compagnon et aumônier de La Salle lors de son premier voyage, fut par lui dépêché en éclaireur, au début de 1680, pour remonter le Mississippi, avec deux guides. Le récollet affirmera, dans ses deux derniers ouvrages, que non seulement il remonta le Mississippi — ce que nous savons — mais qu'il le descendit aussi jusqu'à son embouchure, et il raconte ce voyage — descente et remontée — dans les plus grands détails. *Donc, ainsi qu'il le dit, deux ans avant La Salle*. Sans toucher autrement cette question, je dirai simplement qu'elle n'est pas vidée. Je veux plutôt attirer l'attention de ceux de mes lecteurs qui y sont intéressés à des découvertes faites en 1935, en Europe, et particulièrement en Hollande, de nombreux documents sur les incidents jusqu'ici inconnus, du séjour du P. Hennepin à Utrecht, de 1696 à 1698. La mise en oeuvre de ces pièces se poursuit, depuis 1936, dans la revue *Nos Cahiers*, que publie le Studium franciscain, Montréal, boulevard Rosemont. La question de la descente du Mississippi par le P. Hennepin sera aussi, le moment venu, franchement abordée.

P. Hugolin LEMAY, O.F.M., M.S.R.C.



L'estampe de Cavelier de la Salle remise à la Ville de Montréal par M. Baumal, directeur d'Havas le dimanche 11 avril 1937 lors de la visite à Montréal des membres de la Mission française ayant pris part aux fêtes du 250^e anniversaire de la mort de Cavelier de la Salle, en Louisiane.

PLAQUE COMMEMORATIVE

à la mémoire de Cavelier de La Salle dévoilée à Lachine.

Dévoilement à Lachine, par les membres de la mission française venue en Amérique pour assister aux fêtes du 250^e anniversaire de la mort de Cavelier de la Salle, d'une plaque commémorative, le dimanche 11 avril 1937

Voir la section:

PLAQUES COMMEMORATIVES

Archives municipales
Statistique administrative.

En ce qui a trait à la visite à Montréal des membres de la Mission française ayant pris part à la célébration du 250^e anniversaire de la mort de Cavelier de la Salle, en Louisiane, (membres qui sont venus à Montréal le dimanche 11 avril 1937) on voudra bien se reporter au dossier ci-après:

Réceptions -
ARCHIVES MUNICIPALES
Statistique administrative.

La mission Cavelier
de La Salle

Publication de l'Institut des études américaines *Le Devoir* 28 février 1938

Paris, 28 (P.C.) — L'Institut des Etudes américaines vient de publier, sous la forme d'un livre luxueusement édité, avec de nombreuses photos et reproductions de documents, la relation du voyage de la Mission "Cavelier de La Salle", organisée par le Comité France-Amérique.

Cette mission traversa les Etats-Unis pour unir deux antiques foyers de la culture française: la Louisiane et le Canada. Pour cette raison elle s'était placée sous le vocable de Cavelier de La Salle qui périt tragiquement il y a 250 ans près de cet estuaire du Mississippi dont il avait découvert le chemin depuis le Canada au prix d'un effort infatigable. La mission composée de la fine fleur des intellectuels français étudia les régions traversées, puis vint assister aux cérémonies commémoratives organisées au Canada pour le 250^e anniversaire de la mort de Cavelier de La Salle. Ce sont ces impressions de voyage et les discours prononcés par les membres de la mission qui sont réunis maintenant. L'ouvrage est préfacé par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Gabriel Hanotaux, de l'Académie française.

Il retrace dans son ensemble l'histoire de la pénétration française sur le continent américain. Le premier chapitre est écrit par André Chevrillon de l'Académie française, Mgr Olivier Maurault, recteur de l'Université de Montréal, étudie ensuite les compagnons de Cavelier de La Salle. Puis le juge de la Cour supérieure de Montréal M. Edouard Fabre-Surveyer examine remarquablement les situations respectives de la France, du Canada, de la Louisiane, et M. Antoine Bernard, professeur à l'Université de Montréal, analyse les relations récentes du Canada avec la Louisiane. D'autres chapitres sont signés par M. Fortunat Strowsky, de l'Institut, la princesse Aehille Murat, l'écrivain Marcelle Tynaire. Une part importante de l'ouvrage est consacrée à la mission canadienne et même aux cérémonies. Ainsi le livre publié aujourd'hui montre quelle action heureuse et féconde aura eue sur les rapports franco-canadiens la mission Cavelier de La Salle dont faisaient encore partie M. Francis Baumal, directeur de l'agence Havas, M. Gabriel de Joubert et le marquis de Crequi-Montfort.

LA VILLE DE LACHINE
fondée par le Sieur
de la SALLE

Historique par
M.A. Carignan

lors de la réception
faite par la Ville de
Lachine aux membres de
la mission française
aux fêtes organisées
en Louisiane.

Mlle Fortier accepte le don
de Lachine, au nom de
la ville de Rouen
Sabana 12 avril 1937
M. Robert Dorion

La mission française a été reçue hier après-midi à Lachine et à Ville-Lasalle. A Lachine, S. H. le maire, M. Anatole Carignan, a prononcé un discours, de même que M. Raymond Laurent, président du conseil municipal de Paris. Mgr Courchesne a aussi dit quelques mots. Le maire a présenté une plaque à Mlle Fortier, représentante de la place natale de Cavalier de Lasalle, la ville de Rouen. M. Bauml, de l'agence Havas, a remis au premier magistrat de Lachine une autre plaque. La plaque de Lachine sera apposée à l'hôtel de ville de Rouen, tandis que celle offerte par M. Bauml sera scellée au monument que la Commission des sites historiques du Canada érigea sous peu à Lachine.

Lachine a été fondée par le sieur de Lasalle en 1666. Dans son discours, le maire de Lachine a évoqué le souvenir de la fondation de la Chine.

M. Anatole Carignan

"Si votre visite, dit-il, rend hommage à la mémoire de Robert Cavalier de Lasalle, elle honore infiniment la petite population de Lachine, où de Rouen, Cavalier de Lasalle avait élu domicile sur ce vaste continent.

"Arrivé en Nouvelle-France vers la fin de l'année 1667, de Lasalle vint s'établir à Lachine qu'on nommait alors "Côte Saint-Sulpice". S'il est vrai que quelques colons que je me plais à nommer: Louis Homo, Jean Chevalier, Georges Allain, Nicolas Moisan, Louis Fortier, avaient déjà depuis au moins un an "leurs cabanes de bois équarri", nous reconnaissons Cavalier de Lasalle comme le fondateur de Lachine, puisque c'est lui qui lui donna son essor, de 1667 à 1669.

"Selon l'historien de Lachine, M. Girouard, le terrier 463, propriété actuelle de la Succession Currie jusqu'à la rue Saint-Joseph, lui fut donné à titre de concession "en censive". A cette première concession vient s'ajouter son fief qui devait s'étendre à l'est, jusqu'chez les PP. Oblats, sinon jusqu'à la commune.

"Et Girouard nous dit que de La Salle commença son établissement, partie sur la terre "en censive", aujourd'hui Lachine, et partie dans son fief, aujourd'hui Ville La Salle.

"L'année suivante, 1668, une mission est ouverte aux Iles de Courcelles, qui est dédiée à la Présentation de Marie, aujourd'hui Dorval, démembrement de Lachine, Salignac de Fénelon, frère consanguin de l'archevêque de Cambrai; Saturnin Lacarrière d'Urfé, issu d'une illustre famille

de l'empire grec, originaire de Foréz; Jean Frémont, Claude Trouvé, Michel Barthelemy et M. Bailly, missionnaires héroïques, se succèdent à la mission jusqu'en 1676.

"Sur le terrier 463, dont je parlais il y a un instant, on peut voir encore la vieille maison de pierre, une des plus vieilles de l'Amérique, construite par Charles Lemoyne de Longueuil, père des "Macchabés" de la Nouvelle-France, c' Philippe Le Ber, père de la vertueuse recluse Jeanne Le Ber, maison qu'habitaient les capitaines de milice du Port Rémy, avant la cession.

"Le 6 juillet 1669 De La Salle et 21 français laissent la Côte de Saint-Sulpice dans sept canots d'écorce équipés par lui et le Séminaire, et deux canots conduits par des guides iroquois, à la recherche d'un passage vers la grande Chine. A noter que deux colons de la Côte Saint-Sulpice, Thoulonnier et Brunet dit le Bourbonnais, font partie de l'expédition. La randonnée s'achève au village indien de Tenaoutoua, aux chutes Niagara. A l'automne, une partie des voyageurs sont de retour à la Côte Saint-Sulpice. Déjà on les qualifie, par ironie, de "Chinois" ou "d'habitants de la petite Chine". Le ridicule ne tue pas toujours, puisque notre patrie de "la petite Chine" a une histoire aussi précieuse et aussi riche

que celle de Québec, des Trois-Rivières et de Montréal!

"Le fondateur de Lachine cesse ses activités sur notre territoire avec cette expédition. Mais Lachine reste pour les colonisateurs français un poste important à développer. C'est ainsi qu'en 1671, s'érige ici le premier fort de Jean Milot, marchand et meunier, fort qui prendra, en 1680, le nom du premier curé de Lachine, M. Rémy. A ce moment-là, le service religieux se fait dans la cabane d'un pieux colon nommé Jean Fournier, située sur la terre voisine du fort.

"Cette même année, 1671, Jean Chevalier, originaire de Dieppe, "donne un quart de ses biens pour la construction d'une chapelle, à condition, dit-il, de prier pour lui après son décès".

"Les missionnaires résident toujours à la Présentation. C'est de là qu'ils descendent en canot desservir les colons dans la cabane de Jean Fournier. A la suite d'un accident qui causa la noyade de Georges Allain, compagnon du missionnaire M. Bailly en 1675, les MM. de Saint-Sulpice décidèrent de construire la chapelle et d'y faire résider les missionnaires. Cette chapelle fut ouverte au culte le Jeudi Saint, 2 avril 1676, par M. Etienne Guyotte, premier missionnaire résident.

"C'est à sa grande dévotion aux saints anges que l'on doit le choix des Saints-Anges comme titulaires de la paroisse de Lachine.

Le maire fait ensuite le récit du massacre de Lachine qu'il puise dans de vieux manuscrits écrits par le premier curé de Lachine M. Pierre Rémy, et il termine:

*Residence, Cavalier de
Lasalle
Voie = montrealien
Hali Zone
en 1905
page 66*

Cavelier de La Salle

Le Devoir
L'oeuvre "Lake St. Louis & Cavelier de La Salle", par le juge Girouard — On veut renflouer le Griffon

28 juillet 1937
Les bibliophiles et amateurs d'histoire apprendront avec plaisir la mise sur le marché d'un certain nombre d'exemplaires de l'ouvrage Lake St. Louis & Cavelier de La Salle, du juge Désiré Girouard.

D'après l'historien-libraire, M. Gonzague Ducharme, l'ouvrage de M. Girouard est le dernier mot sur la partie occidentale de l'île de Montréal. Il n'y a rien à glaner où est passé le savant et consciencieux juge. L'historien de Lachine a rédigé ses études historiques en français et les brochures françaises en magasin chez M. Ducharme ne se donnent pas. M. Désiré-H. Girouard, qui a occupé un très haut poste dans l'industrie ferroviaire, a fait la traduction en anglais des oeuvres historiques lachinoises de son père. De son côté, M. Ernest-C. Girouard, autre fils du défunt juge, nous apprend aujourd'hui qu'il a décidé de disposer de plusieurs dizaines d'exemplaires de l'édition anglaise, publiée en deux tomes, de l'ouvrage Lake St. Louis & Cavelier de La Salle de son père.

Après la mort du juge Girouard, M. Ducharme a acheté les Canadiens de sa bibliothèque. Mais il était resté dans la cave à l'insu de tous à ce moment-là une grande caisse contenant des exemplaires de l'édition anglaise. C'est cette édition que M. Ernest-C. Girouard décide de vendre aujourd'hui.

Avocat à 24 ans (1860), M. Désiré Girouard attira dès cette année l'attention des magistrats montrealais par la publication d'un ouvrage de droit. Les années suivantes, il devait publier d'autres ouvrages de droit. Il se fit élire député et siégea à la Chambre des Communes pendant plusieurs années. Mais toujours, il eut un culte pour l'histoire et la petite histoire. Il a laissé une oeuvre assez abondante: généalogie des familles Girouard en France et au Canada, généalogie de la famille Cousineau, ouvrages de droit et ouvrages d'histoire.

L'édition anglaise se compose, entre autres études, des brochures françaises: les Anciens forts de Lachine et Cavelier de La Salle, le Vieux Lachine et le Massacre du 5 août 1689, etc.

Le "Griffon" de La Salle renaviguerait

Relativement à Cavelier de La Salle, une dépêche de l'Associated Press nous apprend précisément ce matin qu'un yachtman de Chicago arme un yacht pour une croisière à l'île Manitoulin où coula le Griffon, navire construit par Cavelier de La Salle et le chevalier de Tontu, au printemps de 1679. C'était une barque de 45 tonnes, la première de cette taille à naviguer sur les Grands-Lacs. Au milieu des canots des sauvages, le Griffon avait l'air d'un vaisseau amiral. Si l'expédition réussit, on croit que le Griffon naviguera de nouveau sur les Grands-Lacs.

A. A.

Epave d'un navire dont on ne peut pas établir l'identité

Le Canadien 1937
La légende veut cependant que ce soit la carcasse du "Griffon"

Cavelier de LaSalle

Little Current, Ontario, 5. (P.C.). — On n'a pas encore réussi à découvrir des indices pouvant certifier que la carcasse du navire qui gît à fleur d'eau près du phare Mississauga sur la côte ouest de l'île Manitoulin dans le lac Huron, près de l'embouchure de la Baie Georgienne, est le squelette du navire du cavalier de La Salle, "Le Griffon", comme le veut une légende.

Une expédition dirigée par le commandant E. F. McDonald, de Chicago, a tenté de nouveau cette semaine de recueillir des preuves irréfutables que cette épave est la carcasse du "Griffon". L'on a encore examiné les cavernes souterraines des environs où l'on a déjà découvert des débris de naufrage.

Les scaphandriers ont pénétré dans la carcasse elle-même mais l'on n'a trouvé aucune trace certaine.

Le commandant McDonald croit toujours que la carcasse est celle du navire du célèbre explorateur et il fera de nouvelles tentatives pour en avoir la certitude.

Dans les dernières six années l'épave s'est enfoncée plus avant dans l'eau de sorte qu'il ne reste plus rien au-dessus. L'analyse des morceaux de fer a révélé que la structure est analogue à celle des navires que l'on construisait au temps du cavalier de La Salle.

WRECK OF 'GRIFFON' RETAINS ITS SECRET

Gazette
Exploration of Supposed Hulk of LaSalle's Ship in Lake Huron Fruitless
6 août 1937

Little Current, Ont., August 5.—The partly-exposed hulk which legend says is that of La Salle's exploring vessel the Griffon still held its secret tonight. It lies near Mississauga lighthouse on the west coast of Manitoulin Island in Lake Huron at the entrance to Georgian Bay.

An expedition headed by Commander E. F. McDonald of Chicago this week made further efforts to gather conclusive proof that the ancient wreck is that of the Griffon. Nearby caves where bits of wreckage have been picked up in the past were again examined.

Divers went down to the wreck itself but nothing of importance was found, Commander McDonald said. He still believes the hulk to be that of the 17th century exploring vessel and expects to renew his efforts to find proof.

In the past six years the wreck has settled farther into the water until now little remains above the surface. Analysis of pieces of iron indicates they were similar in

manufacture to the kind processed at the time the famed French explorer built the Griffon. The Griffon's hull was calked with lead and her timbers were of solid oak like those in the Mississauga hulk.

La Salle was born at Rouen, France, November 22, 1643, and in 1666 came to Canada. Stern and resourceful, he was one of the greatest explorers in North America. Besides discovering the Ohio, he was the first to follow the Mississippi River from its upper reaches to its mouth.

Late in 1678, preparing for a vast exploration trip to the west for which he was to get the Buffalo-hide monopoly, he built the Griffon at a post he established above Niagara Falls. In it he sailed up the Great Lakes to Green Bay (Lake Michigan) where he arrived in September, 1679.

Sending back the Griffon freighted with furs, he proceeded to the Illinois River and did not learn that it was lost, possibly off Manitoulin Island, until he returned to Canada to obtain supplies. La Salle was assassinated March 19, 1687, by several of his followers near the Trinity River in what is now Texas.

Un riche industriel de Chicago croit avoir découvert l'épave du "Griffon"

22 sept 1937

Buffalo, 21. (P.A.) — Un plongeur a rapporté ici aujourd'hui qu'il avait découvert, dans le lac Huron, près de l'île Manitoulin, une vieille épave qu'il croit être les restes du "Griffon", le malheureux navire de Cavalier de La Salle.
Le "Griffon" disparut au cours d'un voyage sur les Grands-Lacs, vers la fin du 17e siècle. Depuis, jamais on n'a retrouvé la moindre trace de ce navire. C'est l'un des mystères les plus passionnants de l'histoire de la navigation côtière. Cette épave a été découverte par Eugène Kinney, âgé de seize ans seulement. Il faut dire qu'il travaillait pour le compte de son oncle, Eugene F. McDonald, riche industriel de Chicago, qui depuis six ans, recherche partout les restes du "Griffon". C'est la première fois que cet homme, passionné de la petite histoire, met la main sur une pièce de bois qui peut provenir du "Griffon". Tout indique, en tout cas, que l'épave est très, très vieille. On poursuivra les recherches.

PORTRAITS HISTORIQUES



Robert CAVALIER de LA SALLE. — Médaille en bronze qui se trouve à la base de la tour Saint-Romain de la cathédrale de Rouen, France, faisant partie d'une plaque décorative, oeuvre de A. Guilloux, professeur à l'École des Beaux-Arts de Rouen. — Né le 22 novembre 1643, à Rouen, Robert Cavalier, sieur de La Salle, partit en 1659 pour la Nouvelle-France, se rendit dans l'île de Montréal, où il obtint de M. de Queylus, supérieur du Séminaire de Villeneuve, une grande seigneurie à La Chine. S'étant abouché avec les Sauvages, ayant appris leurs dialectes, il fit avec eux quelques excursions dans les forêts et sur les grands lacs, se préparant ainsi aux explorations qu'il méditait. — En 1669, il entreprend son premier voyage, découvre la rivière Ohio, qu'il descend jusqu'au Mississippi; revenu à Montréal après de multiples péripéties et après avoir échappé à mille dangers, il repart en 1670, rejoint le Mississippi, découvre la rivière des Illinois, à l'ouest des grands lacs, et revient à Montréal, n'ayant pu, faute de vivres et d'hommes, descendre le fleuve jusqu'à la mer. Cavalier de La Salle partit pour la France en 1674, et vint solliciter la protection de Colbert, qui, s'intéressant à ses efforts, lui fit octroyer des Lettres de noblesse par Louis XIV et lui fit don du fort Frontenac. Ayant obtenu en 1677 les autorisations nécessaires pour faire l'exploration du Mississippi, il partit avec Henri de Tonty, établit le fort de Conti, au nord du lac Érié, traversa avec son navire "le Griffon", le lac Érié, le canal de Détroit, les lacs Hurons et Michigan. Ayant construit un fort à l'embouchure de la rivière Miami, il descendit la rivière des Illinois, construisit le fort "Crèvecoeur". En 1682 il partit du sud-ouest du lac Michigan, regagna Crèvecoeur, remonta les affluents du Mississippi, dépassa l'Ohio, construisit le fort Prodhomme, arriva chez les Arkansas le 3 mars 1682, prit possession du pays auquel il donna le nom de Louisiane, atteignit le 6 avril la pointe du delta du Mississippi, et le 9 avril 1682 prit solennellement possession de tous les pays qu'arrosent le fleuve "Colbert" (Mississippi) et ses affluents. En 1683, malgré le gouverneur de la barre, il put obtenir de Louis XIV le titre de vice-roi du Sud de l'Amérique septentrionale avec la mission de fonder un établissement en la Louisiane. — Parti de la Rochelle, le 24 juillet 1684, avec une flottille de quatre bâtiments, il débarqua par suite d'une erreur de Beaujeu, commandant de La Bottille, à la fin de janvier 1685, dans la baie de Saint-Bernard, au Texas. Abandonné, trahi par de Beaujeu, il subit quantité de tracasseries, de déboires, de douloureuses épreuves, revint à Saint-Louis au Texas. En 1687, poursuivant, malgré tout, son espoir, il repartit le 12 janvier, et au cours d'une querelle imprudente de son neveu, la révolte éclata parmi ses hommes. Le 19 mars 1687 il fut assassiné, âgé de quarante-trois ans, au Texas, chez les Cenis et son corps abandonné, livré aux fauves.

Lachine honore

son fondateur

La Presse 6 sept 1938
Le courage et l'énergie de
Cavelier de La Salle cités
en exemple.

(Du correspondant de la PRESSE)

Lachine, 6. — Le dévoilement d'un monument à Cavelier de La Salle a eu lieu dimanche soir. Le maire A. Carignan, M.P.P., présidait.

Le monument a été érigé sur la promenade du Père Marquette, grâce à un octroi de la Commission des sites et monuments du Canada et aux démarches de MM. J.-L.-V. Mallette et A. Carignan, députés du comté de Jacques-Cartier.

Parmi les personnes présentes, on remarquait, outre les deux représentants du comté, le curé Aimé Boileau, les échevins Art. Ouellette, A. Fournier et T. Massie, les abbés W. Martineau, A. Patrot, L. Desjardins, Guy Schotagne, les RR. PP. E. Martineau, c.s.s., et Cabana, o.p., le révérend Keith, Mme T. Larivière, membre de la Commission des sites et monuments du Canada; les ex-maires W. E. Ranger et J.-H. Fyon, MM. J.-E. Wilfrid Bélanger, grand chevalier du conseil des Chevaliers de Colomb, du Conseil de Lachine, Jos. Dubois, Jos. Théoret, J.-E. Daoust, les frères Gabriel et Joseph, de l'Académie Piché, etc.

M. Aegidius Fauteux

Après avoir fait une description du monument, le maire Carignan présenta M. Aegidius Fauteux. Ce dernier brossa un tableau de la vie de Cavelier de La Salle, montra les prouesses de l'explorateur, ses actes de courage, ses exploits à travers les différentes régions qu'il a visitées. L'orateur nota que Cavelier de La Salle fut le premier fondateur de Lachine, qui a comme devise: "Je me souviens".

L'ambition de l'explorateur, selon le conférencier, était de conquérir l'Ouest, pour la France. Cavelier de La Salle naquit à Rouen, le 22 novembre 1643, et vint au Canada, à l'âge de 24 ans, en 1667. Louis Préchette a dit de lui:

"L'esprit hanté par l'ombre colossale
De Cartier, jeune encore, il fuit le sol
normand
"Pour notre Canada, cher pays inclément,
"Qu' alors les plus hardis n'abordèrent
qu'avec crainte".

M. Fauteux a cité comme exemple, la vie de Cavelier de La Salle, pour le courage et l'énergie dont il a fait preuve dans ses différentes randonnées à travers les Etats-Unis et l'Ouest.

Le conférencier dit que la mémoire de Cavelier de La Salle est encore vivace dans certains Etats de l'Amérique, notamment: en Louisiane, au Texas et dans l'Illinois, qui ont élevé un monument à l'explorateur français qui fut assassiné par ses compatriotes en mars 1687.

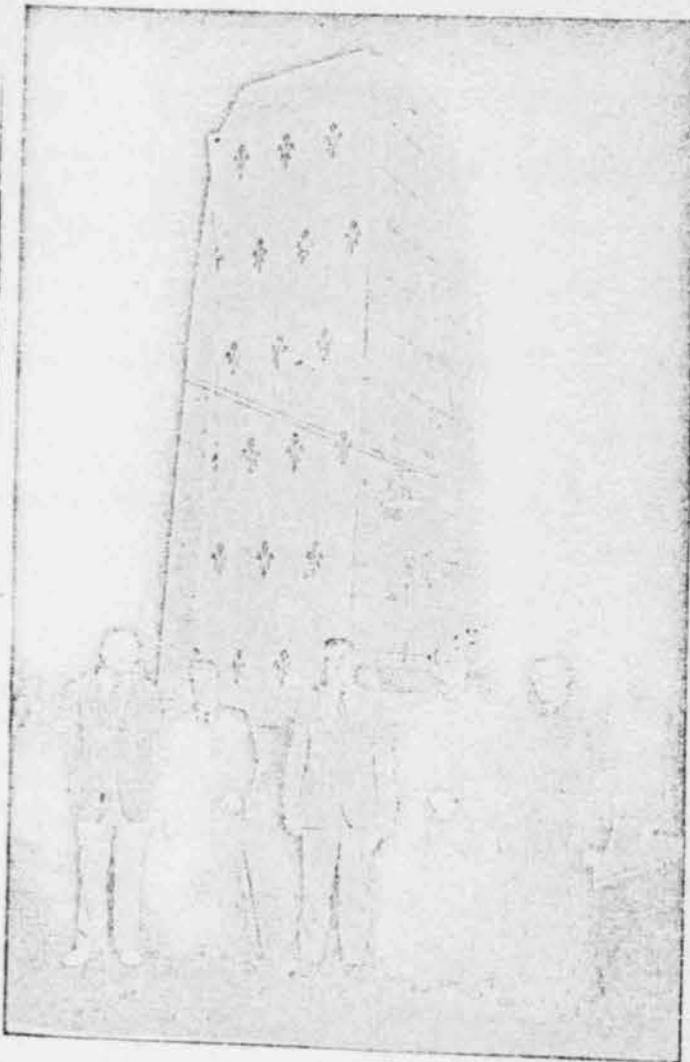
M. J.-L.-V. Mallette

M. J.-L.-V. Mallette qui représentait le gouvernement fédéral, s'est dit heureux d'avoir contribué à l'obtention d'un octroi pour l'érection de ce monument à Cavelier de La Salle, qu'il considère comme un patriote qui devrait inspirer à la jeunesse d'aujourd'hui de suivre les traces de l'intrepide explorateur.

Le maire Carignan a lu ensuite la version anglaise, qui devait être donnée par l'hon. juge Ed. Fabre-Surveys, retenu ailleurs.

Après la fête patriotique, il y eut concert par l'Harmonie de l'Académie Piché et feu d'artifice.

EVENEMENT MEMORABLE A LACHINE



Le monument érigé à la mémoire de CAVELIER DE LA SALLE sur la promenade PÈRE MARQUETTE. On remarque, en face du monument, de gauche à droite, MM. J.-L.-V. MALLETTE, député de Jacques-Cartier aux Communes; Aegidius FAUTEUX; le maire A. CARIGNAN, député de Jacques-Cartier à l'Assemblée législative, le curé A. BOILEAU, V.F., curé de la paroisse des Saints-Anges; le R. P. E. MARTINEAU, c.s.v., photographiés avant la cérémonie du dévoilement qui a eu lieu, hier, et qui a été l'occasion d'une impressionnante manifestation.

La Presse 6 sept 1938

Le monument à Cavelier de la Salle

Le Devoir 6 sept 1938

Lo ville de Lachine en a fait le dévoilement dimanche soir — Discours de MM. Aegidius Fauteux, Anatole Carignan et Vital Mallette

La ville de Lachine a dévoilé dimanche soir sous la présidence du maire, M. Anatole Carignan, un monument à Cavelier de La Salle, l'un des principaux découvreurs du Mississippi. M. Aegidius Fauteux, écrivain et historien, conservateur de la bibliothèque municipale et membre de la Société royale, a prononcé le discours de circonstance. Avec verve et chaleur, le panégyriste a tracé le portrait du héros et décrit ses voyages, ses espoirs et ses tribulations. Le député fédéral du comté de Jacques-Cartier, M. Vital Mallette, a représenté à cette cérémonie le gouvernement fédéral. Il a fait observer que la commission fédérale des sites et monuments historiques pourrait élever des monuments à Cavelier de La Salle en plusieurs endroits du Canada, mais que c'est Lachine qui a eu l'honneur d'être choisie

pour cela. C'est Lachine qui aura la garde de ce monument.

La stèle Cavelier de La Salle se fresse au pied de la 17e avenue de Lachine, sur la magnifique promenade Père-Marquette, construite sous l'initiative du maire Carignan. A la cérémonie de dimanche soir, malgré le temps frais, la foule était considérable entre le pont de l'ancien canal et le monument. Des haut-parleurs amplifiaient la parole des orateurs. Sur l'eau calme quelques embarcations glissaient lentement. Plus loin, dans le canal proprement dit de Lachine des cargos passaient, feux verts et rouges sur tous les côtés.

A la suite d'une pièce musicale, interprétée par l'harmonie de l'Académie Piché, sous la direction de M. Benoit Verdiel, M. Anatole Carignan, qui joint le goût de la petite histoire à ses soucis d'admini-

Administration municipale, a résumé l'histoire de Lachine, en ce qui se rapporte à Cavalier de La Salle, l'illustre fondateur de cette ville. Voici comment il s'est exprimé :

M. Anatole Corignan

Samuel de Champlain a été le premier blanc à franchir entièrement les rives de Lachine au mois de mai 1611.

A son retour d'une exploration jusqu'à un grand lac qu'il nomma "lac des Deux-Montagnes", on lui apprit que le jeune Louis, secrétaire de M. Monts qu'il avait délégué, quelques jours avant chez les Iroquois de la rive sud, s'était noyé au retour, en chassant "quantité de hérons dans une île sise aux pieds du grand Sault les rapides). En mémoire de cet événement tragique, il nomme ces deux endroits, le Sault Saint-Louis et l'île aux Hérons, familiers à tous ses habitants depuis la fondation de Lachine. De Champlain à l'arrivée des premiers colons, rien à signaler particulièrement sur notre territoire alors, emplacement appelé le Haut de l'île, si ce n'est le passage des grands voyageurs français dont Louis Jolliet et le Père Marquette, à qui Lachine a dédié il y a 25 ans cette promenade, et que nos rives ont dû saluer silencieusement les braves de Dollard des Ormeaux en route pour le Long-Sault, victimes volontaires des Iroquois, triste présage du massacre horrible qui trente ans plus tard devait lui arracher ses premiers enfants. En 1661 Mgr de Laval, dans un mémoire à Rome demande des missionnaires pour le haut de l'île dont les limites cependant ne paraissent pas être situées plus à l'ouest que la plaine située entre la rivière Saint-Pierre, Verdun et le bas du grand Coleau, probablement vers la Côte Saint-Paul et dont le défrichement pouvait remonter à Jacques Cartier selon l'abbé Groulx.

Aucun colon ne paraît avoir occupé la côte de Lachine avant 1665, et qui s'étend alors du présent canal au fief de Verdun.

Dans un acte d'échange en date du 11 mai 1670, entre Louis Homo et René Guillerier, notre premier marguillier, ce dernier déclare que sa terre échangée avait été concédée le 11 avril 1666.

Étant donné que l'aliénation par le colon n'était guère possible avant qu'il eût défriché au moins quatre arpents de terre en état de culture on peut raisonnablement conclure que cette concession en date du 11 avril 1666 suppose une prise de possession ou billet de location en 1665.

Il est établi que La Salle n'a pu laisser la France avant mai 1667, et conséquemment n'a pu difficilement arriver en Canada avant le mois de septembre.

Sa signature est signalée une première fois à Montréal au mariage de Sidrac Dugré, le 7 novembre 1667.

Déjà avant son arrivée en Canada, la petite colonie de Lachine était fondée. Au moins neuf colons avaient eu leurs titres ou billets de location au cours de 1666 et de 1667.

Au cours de l'automne 1667, et l'hiver 1668, LaSalle reçut une importante concession du Séminaire, dont le front sur le Saint-Laurent s'étend des écluses actuelles du canal jusqu'au noviciat des RR. PP. Oblats. Il la nomme Côte Saint-Sulpice.

Au cours de 1668 et des premiers mois de 1669, grâce à son initiative, des billets de location sont émis à au moins 14 nouveaux colons.

A ces 23 courageux défricheurs de la première époque, la Côte St-Sulpice, Lachine, a dédié la Maison du Colon, érigée au parc LaSalle. Les noms suivants seront gravés sur le bronze: René Guillerier dit Léveillé, Louis Homo, Georges Allets, Jean Brillon dit Labonté, Jean Chevalier, Claude Césire, Mathias Châteaudeau dit Massias, Jean Fournier, Louis Fortier dit Lagrandeur, Pierre Gauthier, Jean Milot, Jean Michel dit Michaud, Jacques Morin, Nicolas Moisan dit le Parisien, André Merlo dit Laranée, Pierre Perusse dit Tapias, Charles Thouloumie, Jean Guenneville, André Rapui dit la Musette, Jean Roy dit Lapensée, Gabriel Sel dit Duclou, Pierre Fabault dit Léveillé, Mathurin Thibaudeau.

Au printemps de 1669, LaSalle dispose de la dernière partie de son domaine et laisse la Côte le 6 juillet pour le grand voyage qui nous a laissé le nom de Lachine.

Ici, mesdames et messieurs, s'annonce l'époque des exploits de l'intrepide héros à la mémoire de qui la Commission des sites et des monuments historiques du Canada a élevé le monument que nous devons aujourd'hui.

Pour la décrire, il n'y a point d'homme mieux qualifié que le conférencier érudit, l'historien consciencieux, qui malgré son état de santé et ses occupations a bien voulu nous honorer de son précieux concours: M. Aegidius Fautoux.

A la suite de la fête du Travail, la matière est ce matin abondante. Il nous faut forcément reporter à un autre jour le compte rendu du discours de M. Fautoux.

Parmi les personnes présentes, on remarquait, outre celles qui ont déjà été nommées: M. l'abbé Georges Boileau, curé de la paroisse des Saints-Anges; l'abbé Aurèle Parrot, vicaire; l'abbé Guy Schetagne, le père André Cabana, O.P., le Frère Marius, des Frères des Ecoles chrétiennes; M. J.-B. Prud'homme, Mme M.-T. Larivière; les conseillers municipaux Arthur Ouellette, Thomas Massie; MM. Jack McNichol et J.-V. Bélanger, F. Clément, J. Deslauriers, l'ancien maire J.-Wilfrid Ranger, Emile Daoust, greffier de la ville, et M. G.-O. Gagnon, journaliste.

Après la cérémonie, il y a eu réception au presbytère des Saints-Anges et à l'hôtel de ville.

Cavelier de La Salle et son oeuvre

Texte de la conférence de M. Aegidius Fauteux, conservateur de la Bibliothèque municipale — "Après Québec et Ville-Marie..., il n'est pas de sol dans tout l'immense territoire canadien qui soit plus pétri d'histoire que celui de Lachine" — L'oeuvre de Cavelier de La Salle à Lachine — C'est là qu'après avoir fondé une première colonie, il forma son prodigieux rêve d'Empire

Les origines et la vie du grand explorateur — Ce qu'en pensent les Américains — Une extraordinaire carrière

Le Devoir 10 sept. 1938

Ainsi que nous l'avions laissé entendre, nous donnons aujourd'hui le texte de la conférence prononcée à Lachine, dimanche soir, par M. Aegidius Fauteux. Modestement, son auteur s'excusait du caractère d'improvisation de ce discours, qui n'est, disait-il, qu'un premier jet. On verra que ce premier jet est, tout de même, rondement bien venu. Il va de soi que les sous-titres dont est coupé ce texte sont du "Devoir".

Mesdames, messieurs,

Après Québec et Ville-Marie, les deux assises principales de la Nouvelle-France, il n'est pas de sol dans tout l'immense territoire canadien, qui soit plus pétri d'histoire que celui de Lachine. Parmi les pierres qui le couvrent, il n'y en a presque pas à laquelle ne soit encore attaché quelque lambeau d'épopée glorieuse et sur les routes qui le sillonnent, le voyageur ne peut pour ainsi dire pas s'aventurer sans qu'au seul bruit de ses pas par le fronton des églises ou du faite des vieux ormes comme un bruissement d'ailes qui n'est autre que l'envol émouvant des souvenirs. S'il fallait dresser des statues à tous les morts qui ont illustré ce seul coin de terre, qui y ont versé leur sang pour la colonisation ou qui en ont seulement fait le tremplin de leurs héroïques entreprises, l'espace ferait vite défaut et il n'y aurait bientôt plus de place pour les vivants. De ces morts qui l'ont faite ce qu'elle est aujourd'hui, Lachine a voulu honorer par le bronze au moins quelques-uns de ceux qui avaient à sa reconnaissance les titres les plus élevés. Il y a trois ans, dans une cérémonie imposante à laquelle on m'avait fait le très grand honneur de m'associer, c'était aux dolentes victimes du massacre de 1689 qu'elle consacrait un premier monument destiné à éterniser leur mémoire vénérée.

Aujourd'hui, avec le même enthousiasme pieux, elle nous convoque pour rendre hommage à son illustre fondateur, Robert Cavelier de La Salle.

J'oserais dire que l'accomplissement de ce dernier devoir auquel nous participons en ce moment n'était pas moins impérieux que le premier pour les citoyens de Lachine. L'occasion en est enfin fournie par le deux cent cinquantième anniversaire du drame terrible qui mit fin à la glorieuse mais tragique destinée du héros.

Sans doute la tragédie ainsi évoquée s'est déroulée sous un ciel lointain, à mille lieues de distance,

mais elle n'en est pas moins le dénouement d'une longue odyssee dont Lachine a été le point de départ déterminant. Lachine ne pouvait pas oublier qu'elle doit à La Salle sa première existence, qu'elle lui doit, au moins indirectement, un nom dont l'éclat a fait depuis longtemps oublier la moquerie initiale, qu'elle lui doit enfin le rayon le plus éclatant de sa propre gloire. Après deux siècles et demi, toutes ses annales pourtant si remplies continuent d'être dominées de très haut par la grande figure du paladin normand, quoiqu'il n'ait paru qu'un instant à leur toute première page.

C'est à Lachine que naquit le rêve de La Salle

Non seulement La Salle appartient à Lachine, malgré que ses aventures l'aient porté par la suite si loin d'elle, mais, je ne crains pas de l'ajouter, il appartient surtout à Lachine. C'est ici en effet qu'après avoir entendu, dans l'hiver de 1668, les récits des Indiens qu'il avait hébergés, est apparue pour la première fois à ses yeux émerveillés la perspective de ses prodigieuses découvertes; c'est ici que s'est installée, du premier coup et pour toujours, dans son âme généreuse le profil grandiose d'un Empire nouveau à fonder dans l'immensité d'Amérique; c'est ici, enfin, qu'au fond de sa modeste habitation, dans la féconde solitude de ses veilles, il a mûri un à un les détails de son audacieuse entreprise. Si un monument à La Salle est partout à sa place sur cette terre d'Amérique qu'il a sillonnée en tous sens, il n'y a pas d'endroit où il le soit autant qu'ici même où a d'abord éclos son génie.

Robert Cavelier, qui devait immortaliser le surnom de La Salle, est né à Rouen en 1643 à peu près au moment où s'allumaient les premiers feux de la colonisation sur cette même île de Montréal qui, un quart de siècle plus tard, devait l'attirer lui-même. Jeune encore il se crut une vocation religieuse et se fit novice chez les Jésuites, mais à mesure que se développaient les germes de passions violentes qu'avait déposés en lui la nature et qui devaient le faire si grand dans une sphère différente, il trouvait de plus en plus pesant le joug de la règle et après neuf ans d'incertitudes douloureuses, n'en pouvant plus, il demande et obtient d'être relevé de ses vœux. Sans avoir encore conscience du rôle que la Providence lui avait réservé, peut-être gémissait-il dès lors au besoin d'une

vie plus mouvementée en même temps que plus libre. On en peut voir un indice dans le désir ardent qu'il manifeste plus d'une fois d'aller prêcher l'Évangile dans les missions éloignées. D'ailleurs, que dès avant sa sécularisation, il ait été au moins sourdement travaillé par le goût de l'aventure, rien ne le montre mieux, il me semble, que l'extraordinaire promptitude avec laquelle il s'embarque pour le Canada. Sorti du noviciat, le 28 mars 1667, on le trouve déjà à Dieppe moins de deux mois plus tard embauchant des engagés et préparant son départ. Une pareille hâte ne

s'explique pas, en ces temps surtout, par le seul désir de cacher au plus tôt la déconvenue d'une vocation manquée, tandis qu'elle s'explique parfaitement par l'irrésistible impulsion d'une volonté soudainement libérée après avoir été longtemps contenue. Cependant tout ce qu'il cherchait encore à ce moment, c'était un air plus large qui gonflerait plus à l'aise ses larges poumons et si, pour ainsi aérer son âme, il choisit le Canada de préférence à tout autre, il faut principalement l'attribuer à l'influence accidentelle d'un de ses frères, qui résidait déjà à Ville-Marie. Il n'avait pas d'autre objet plus précis, l'idée même de courir le continent n'était pas encore née dans son cerveau. Bien au contraire, le même jeune homme fougueux qui seulement deux ans plus tard allait commencer à travers les immenses plaines de l'Amérique du Nord une course folle qui durerait quinze ans et que la mort seule arrêterait, venait au Canada avec l'intention très sage d'y fonder un établissement, c'est-à-dire d'y prendre racine. Et en effet, à peine est-il arrivé à Montréal à la fin de l'été de 1667 qu'il se fait délivrer par les Sulpiciens à qui appartenait son frère l'abbé Cavelier, la concession de cette seigneurie dite de Saint-Sulpice qui a été le noyau de l'actuelle ville de Lachine.

Avec son ordinaire sincérité, il se met à l'oeuvre sans retard, bâtit des habitations et entraîne avec lui des colons, comme s'il ne devait jamais plus faire autre chose que de défricher le sol et peut-être aussi de trafiquer des pelleteries dans ce lieu particulièrement favorable. Mais il avait compté sans le démon de l'aventure qui, après s'être d'abord contenté de le pousser insidieusement sur le théâtre où il le voulait mener, allait bientôt l'envelopper tout entier et le mordre en plein coeur d'une inguérissable morsure,

La crise fatidique

Ce fut dans l'hiver de 1668-69 qu'éclata avec une soudaineté fulgurante cette crise fatidique. Des courriers indiens auxquels j'ai déjà fait allusion étaient à ce moment hébergés par LaSalle. Un jour ils parlèrent d'un grand fleuve qui coulait vers le sud et qui, avant de se jeter dans une mer si lointaine qu'il fallait huit ou neuf mois pour l'atteindre, traversait une plaine merveilleusement féconde. Après être resté de longues heures suspendu à leurs lèvres, buvant avidement leurs paroles, LaSalle congédia les fils des bois et voulut rester seul afin de mieux prolonger le rêve féerique qui venait de s'offrir à son imagination enflammée. Une exaltation subite s'était emparée de lui, qui n'empêchait cependant pas le calcul raisonné. Pourquoi n'irait-il pas lui-même découvrir ces vastes plaines encore inconnues? Y avait-il à un cœur courageux occasion plus belle de se créer un nom immortel? Il lui semblait que des bords lointains de la mer Vermeille, où se jetait le grand fleuve dont les Indiens lui avaient parlé dans leur langage imagé, la Gloire, cette sirène ensorceleuse, lui tendait amoureusement les bras et l'attirait vers elle invinciblement. Et dès l'instant même son parti fut pris. Ce qui n'aurait peut-être été chez un autre que la velléité d'un moment devint du premier coup une volonté si ferme que rien ne pourrait plus l'arrêter. C'est que, à un amour effréné de la gloire qui venait enfin de trouver son aliment, se joignait chez cet arrière-petit-fils des anciens Vikings une soif atavique des vastes espaces qui, une fois réveillée, devait nécessairement s'assouvir.

LaSalle, qui était de ceux dont la pensée se traduit immédiatement en action, ne voulut pas perdre un moment avant de s'atteler à la tâche qu'il venait de se donner. La Providence voulut heureusement qu'il y eût alors pour gouverneur à Québec un autre grand cœur capable de le comprendre. Après une seule rencontre, Frontenac, vaincu par la tranquille assurance de ce jeune homme de 24 ans, n'hésita pas à sanctionner son projet.

Mais LaSalle n'a pas d'argent et son exploration n'est autorisée que s'il la fait à ses frais. Ce n'est qu'un premier obstacle, qu'il brisera comme il brisera tous les autres. Il vend aux Sulpiciens sa seigneurie, où il avait d'abord naïvement pensé s'établir, il emprunte audacieusement autour de lui quelques autres milliers de livres, et au bout de quelques mois il est prêt à partir. Et il part en effet, le 6 juillet 1669, avec M. Dollier de Casson et M. de Galinée, pour une première plongée dans l'inconnu, pour un premier assaut de la gloire. Il dut se reprendre vingt fois et marcher inlassablement pendant quinze ans avant d'atteindre le but rêvé, et encore périt-il au seuil même du triomphe, brutalement couché dans la brousse par la main d'un assassin.

La découverte du Mississippi

Je n'entreprendrai pas de suivre LaSalle dans ces prodigieuses randonnées, qui des bords du Saint-Laurent le menèrent tant de fois dans les plaines illinoises et finalement jusqu'au golfe du Mexique. Cela demanderait plus de temps que je n'en ai à ma disposition, car il faudrait plusieurs heures pour détailler seulement les péripéties principales d'une pareille odyssée. Je ne m'arrêterai même pas à discuter le problème si longtemps débattu de la découverte du Mississippi. LaSalle est assez riche de gloire pour qu'on ne dépouille pas injustement à son profit Louis Jolliet. D'ailleurs on ne voit nulle part dans ses écrits qu'il ait réclamé

pour lui-même le mérite qu'il savait appartenir à son illustre rival. De l'aveu de tous les historiens que n'a pas égarés un culte mal raisonné pour la grande figure de LaSalle, c'est bien à Louis Jolliet et au Révérend Père Marquette que revient l'honneur immortel d'avoir découvert avant tous les autres le Père des fleuves. Une des grandes dates de l'histoire de l'Amérique restera celle de ce 13 juin 1673, où les deux hardis voyageurs, récompensés soudain des fatigues du plus rude et du plus hasardeux des voyages, débouchèrent face à la Grande Rivière et, pour la première fois, contemplèrent de leurs yeux ravis son majestueux cours. Le sphinx des fleuves avait enfin livré son premier secret et l'inébranlable volonté de deux hommes, en perçant son mystère, venait d'ouvrir la route aux États-Unis futurs.

Cependant Jolliet et Marquette, dans leur longue course de près de 2000 milles, n'avaient encore fait que reconnaître le Mississippi; ne possédant encore qu'une partie de son secret, ils ne l'avaient pas maîtrisé. Pour compléter l'oeuvre si heureusement commencée, il restait à déterminer son cours et à situer son embouchure. Et c'est ce qu'il était réservé d'accomplir à un autre explorateur, et le plus grand de tous, Robert Cavelier de LaSalle.

Le témoignage de Bancroft et d'Hosmer

Entre tous les découvreurs qui ont rivalisé d'énergie, et même de génie, pour édifier pied à pied ce grand pays où nous vivons et qui y ont gagné l'admiration de l'univers, le plus glorieux est sans contredit LaSalle et il n'y a personne tant soit peu au courant de sa prodigieuse existence qui ne soit prêt à souscrire au jugement si plein d'autorité que le grand historien Georges Bancroft a porté sur lui en ces termes:

"Pour la force du vouloir, pour l'étendue des conceptions, pour la variété des connaissances et la rapide adaptation à l'imprévu, pour la grandeur de l'âme qui se résigne à la volonté de Dieu et pourtant fait face à tous les obstacles, pour l'ampleur de la résolution et la foi qui maintient toujours, malgré tout, l'espérance, aucun de ses compatriotes ne l'a surpassé."

Si la véritable grandeur consiste, comme nous le croyons, à penser hautement, à vouloir fortement et à agir fermement, Henry de Tonty, dit Bras de fer, n'a certes pas exagéré lorsqu'il a écrit de Cavelier de LaSalle, son chef respecté, qu'il était un des plus grands hommes de son âge. Nous ne connaissons pas d'homme, en effet, qui, ayant conçu une grande idée, s'y soit voué avec une détermination plus obstinée et ait dépensé autant d'intelligence et de courage pour en assurer coûte que coûte la réalisation. Un autre historien américain, James Hosmer, n'a pas hésité à le reconnaître après Bancroft en écrivant à son tour: "Il n'est pas de plus grand exemple de rude virilité, d'invincible constance dans le dessein, de mépris de la souffrance et du danger."

Dans son admiration pour un héros qu'il se plaisait à appeler surhumain, Francis Parkman est allé plus loin encore: "Assailli d'ennemis, il les dépassait, dit-il, comme le roi d'Israël, de la tête et des épaules. Jamais sous la cotte de maille du paladin ou du croisé n'a battu un cœur plus intrépide. C'était une tour dont ni la sape des hommes et des éléments, ni la fatigue, ni la maladie, ni la souffrance de la faim, ni le désappointement et le malheur n'ont jamais entamé l'imprenable muraille."

La vision qui animait LaSalle

Pour n'avoir jamais reculé devant les invraisemblables obstacles qu'une constante infortune accumulait sur sa route, pour ne s'être jamais laissé abattre par le découragement, alors même que son oeuvre eût apparu à tout autre irrémédiablement compromise, pour n'avoir jamais désespéré de lui-même un seul instant au milieu des pires déboires et presque de la trahison, il ne fallait pas seulement que LaSalle fût doué d'une volonté de fer et d'un cœur de lion, il fallait encore qu'il eût une vision bien nette et bien haute de la tâche qui lui était dévolue. Cette vision supérieure, on le sait, était la fondation d'un grand empire de la France dans le cœur même de l'Amérique. Son génie le lui a fait entrevoir dès les premiers mois après son arrivée sur le sol du nouveau monde. Et, à partir du moment où elle fut entrée dans son cœur en même temps que dans son cerveau, elle n'en sortit jamais plus. Si l'on examine les actes de la vie de LaSalle depuis son établissement à Lachine, l'on verra que tous les procédés de cette unique pensée, que tous ils tendent vers cet unique objet: la prise de possession de l'ouest au nom de la France. Si, en 1669, il remet déjà aux Sulpiciens de Montréal son fief de Lachine où il s'est un instant attardé, c'est qu'il vient d'avoir l'illumination soudaine d'un autre horizon plus large encore qui le sollicite, qui l'appelle et qu'il est impatient de se délivrer de cette entrave. Si, en octobre de la même année, il se sépare des Sulpiciens Galinée et Dollier de Casson, et, après avoir feint de retourner à Montréal, s'engage seul dans une première expédition de reconnaissance du côté de l'Ohio, c'est parce qu'il n'entend pas dévier du seul rêve qui l'occupe et, aussi, parce qu'il ne souffrirait pas que personne touchât, avant lui, au but convoité. Si, en 1674, il affirme le fort Frontenac, ce n'est pas, comme ses enne-

mis le croient ou le disent, dans le but immédiat de s'y enrichir par le moyen de la traite, mais afin d'y asseoir la base des grandes opérations qu'il projette et d'y assembler les ressources nécessaires à sa coûteuse entreprise. Si, en 1679, enfin, avec cette superbe audace qui en fait le plus pittoresque, en même temps que le plus génial de nos grands aventuriers, il lance sur les eaux du lac Érie le *Griffon*, ce navire qui se profile sur l'écran de l'histoire avec le même éclat prestigieux que la nef légendaire des Argonautes, ce n'est pas, principalement, comme on l'a dit, parce que, dans une sorte de vision prophétique, il a entrevu le formidable avenir de la navigation des grands lacs et y veut prélever; c'est que, comptant sans la tempête qui va bientôt ruiner son espoir, il rêve d'apporter plus aisément jusqu'aux portes mêmes de l'ouest, à force de voiles, les marchandises et les provisions nécessaires à la seule oeuvre qui occupe sa pensée.

Cavelier de la Salle et son oeuvre - suite----

Le Devoir, 10 sept. 1935

La découverte de l'Empire

Enfin, un jour d'avril de 1682, l'obstiné Normand qui, plus que tout autre, semble avoir mérité l'appellation du poète: *Vir proposito tenax*, croit avoir touché à la réalisation de son rêve. Après le plus long et le plus difficile des voyages, semé de dangers de toutes sortes et retardé à tout instant par la désertion ou par la tricherie de ses hommes, il a atteint les bouches du Mississippi et il a la sensation suprême de sentir son visage fouetté par l'air salin de cette immense mer du Mexique qui devait seule borner son empire. Et, presque seul, dans une cérémonie qui n'a pour témoins en ce désert qu'une poignée de coureurs de bois illettrés, mais qui n'en revêt que plus de solennité et n'en est que plus auguste aux yeux de l'histoire, il prend possession de ce nouveau pays qu'il vient de conquérir pacifiquement, mais au prix de tant de labeurs et que, du nom du roi, son maître, il appelle la Louisiane.

Mais, si l'empire attendu est enfin découvert, il n'est pas encore établi et c'est à quoi La Salle se doit d'employer le reste de ses forces. La fortune, malheureusement, ne lui réservait pas cette joie. L'on sait à quelles difficultés sans cesse renaissantes il se heurte encore pendant longtemps avant d'obtenir du roi Louis XIV un assentiment définitif à ses projets ambitieux, et l'on sait surtout comment, égaré dans les savanes du Texas par une malveillance jalouse, il y périt, le 19 mars 1687, traitreusement assassiné par quelques-uns des sinistres compagnons que la nécessité l'obligeait de traîner à sa suite. Quelqu'un a dit qu'il manquera toujours quelque chose à la plus belle vie qui ne finit pas sur l'échafaud pour la cause de la liberté, ou sur un champ de bataille pour celle de la patrie. Cette consécration suprême La Salle l'aura obtenue. Il est véritablement mort sur un champ de bataille, le champ de bataille à jamais glorieux où la civilisation a finalement conquis la barbarie.

Une extraordinaire carrière

Comment dire ce qu'a été pendant quinze ans l'existence de cet homme étonnant, comment dire les labeurs qu'il a supportés et les souffrances mêmes qu'il a endurées? Nous qui mollement assis sur les coussins d'une confortable limousine roulons si à l'aise sur des routes superbes aussi unies que des miroirs et pouvons en quelques jours couvrir sans la moindre fatigue la distance pourtant énorme qui sépare par exemple Montréal de la Nouvelle-Orléans, comment pouvons-nous réaliser sans quelque effort ce qu'était le même voyage au temps de La Salle, il y a 250 ans? Ce n'était pas quelques jours, ni même une semaine qu'il fallait alors, mais six et quelquefois sept mois. Et l'on devait avancer pendant tout ce temps dans un pays sans routes, à travers la brousse ou la prairie, tantôt sous la morsure d'un froid vif, tantôt sous la chaleur accablante d'un soleil torride. Raquette aux pieds et bagage au dos comme ses hommes, La Salle n'a pas couru ainsi moins de 10,000 lieues au cours de ses diverses campagnes. Il rapporte lui-même avoir

avancé dans l'eau jusqu'aux genoux pendant toute une semaine alors que les vastes marais qui barraient sa route s'étaient soudainement dégelés au soleil de mars. Et là où il avait monter en canots combien de fois dut-il s'ouvrir un chenal à coups de hache dans le bloc solide des glaces.

En 1670, s'étant aventuré jusque dans les parages du Kentucky actuel, alors qu'il n'avait encore que 27 ans et en était presque à sa première expérience des voyages en pays lointains, il fut abandonné dans la nuit par les 23 hommes qui l'avaient suivi jusque là, mais que l'aventure avait apparemment fatigués. Resté seul, absolument seul, dans un pays inconnu à 400 lieues de chez lui, il ne sentit pas pour cela son courage faiblir.

Au bout de cinq à six semaines pendant lesquelles il avait vécu tant bien que mal de chasse, d'herbes et de ce que les sauvages lui donnaient au passage, il rentrait quand même à Montréal, tout prêt à recommencer le lendemain.

La personnalité de La Salle

Nous n'avons de La Salle aucun portrait dont l'authenticité nous satisfasse, et nous ne saurions trop le regretter. Ses contemporains nous affirment cependant qu'il avait les traits énergiques, était de grande taille et jouissait d'une constitution extrêmement robuste. Qu'il ait été robuste et fort, il faut bien le croire lorsqu'on songe aux fatigues presque invraisemblables qu'il a supportées sans fléchir, aux fièvres malignes dont il fut si souvent assailli et dont il triompha toujours. Il n'y eut pour avoir enfin raison de lui, à 44 ans, dans la force de son âge, que la balle d'un fusil lancée par un traître.

Mais plus encore que son extraordinaire résistance à la fatigue corporelle, il faut admirer la force d'âme de La Salle qui lui permit de rester inébranlable au milieu de la pire adversité.

Ce contemporain et ce concitoyen de Corneille était vraiment un héros cornélien, c'est-à-dire généreux, vaillant, haut de tête et noble de cœur.

Que son *Griffon* sombre dans la tempête, qu'en rentrant à l'un de ses forts, il le trouve pillé, que ses créanciers, lassés de l'attendre, lui refusent toute avance nouvelle et saisissent même ses marchandises; qu'il soit déserté par ses hommes, trop souvent des gens sans aveu que recommande seule leur téméraire audace; rien ne l'émeut, ou, s'il est ému, il a le don de ne pas le laisser paraître. Même au pire moment peut-être de son existence, lorsque, après avoir manqué les bouches du Mississippi par la faute de Beaujeu qui l'a maladroitement jeté dans la baie de Matagorda, il se trouve apparemment perdu dans les plaines du Texas, il ne s'avoue pas vaincu. Au moment même où il fut assassiné, il partait pour la Nouvelle-France y chercher un secours nouveau. Telle la fourmi reconstruit inlassablement sa maison à mesure qu'elle a été piétinée.

Son génie

Le grand explorateur ne fut pas moins riche en ressources intellectuelles qu'en ressources physiques ou morales. Son génie était à la hauteur de son courage.

Quoique ses plans aient été souvent déjoués ou entravés, ce ne fut dans tous les cas que par le jeu de la mauvaise fortune, car ils étaient tous conçus avec une rare intelligence. Et que dire de sa puissance de persuasion qui fut incontestablement sans égale! Un de ses fidèles a dit de lui qu'il était le "plus grand orateur de l'Amérique septentrionale". Personne en effet ne fut plus que lui maître en ces "belles paroles", dont M. de Galinée parle à propos de lui précisément, en ces paroles qui anéantissent n'importe quelle objection, qui vainquent n'importe quelle hostilité, qui font taire n'importe quelle hésitation. Ce fut grâce à ce talent précieux entre tous qu'il en imposa à toutes les tribus sauvages dont il traversait la contrée et qu'il se concilia leur amitié, c'est grâce à lui encore qu'en dépit des premières protestations véhémentes de ses créanciers à qui il devait déjà des sommes énormes, sans espoir apparent de retour, il finissait infailliblement par en tirer toujours des avances nouvelles, après leur avoir insufflé sa propre confiance en l'avenir. En 1683, il y eut un moment où il parut définitivement vaincu. L'inepte M. de la Barre, qui ne croit pas ou ne veut pas croire à sa prétendue découverte, lui a retiré sa commission et l'a fait remplacer au fort St-Louis qu'il a d'abord saisi. Bien plus, il a réussi à faire partager sa conviction par le Roi lui-même qui convient qu'en effet la découverte de M. de La Salle est inutile, sinon même nuisible. La Salle part pour la France, voit le roi, et, renouvelant un tour de force qu'il a maintes fois déjà accompli, il le retourne entièrement par sa seule éloquence.

Les défauts de La Salle

Sans doute l'on a dit et l'on dit encore que La Salle était hautain, altier, violent, en un mot mauvais coucheur, qu'il ne savait pas se faire aimer et qu'il dut à la dureté de son caractère d'être à la fin assassiné. C'est possible, mais quel est l'homme, quel est surtout l'homme de génie, dont l'élevation intellectuelle ne se compense pas par des bassesses pires encore?

D'ailleurs, il faut dire, à la décharge du grand découvreur, qu'une main impérieuse s'imposait pour conduire une troupe comme la sienne faite de mauvais sujets capables à l'occasion de traits d'héroïsme mais le plus souvent mutins et peu sûrs. Quant au don de se faire aimer, il n'est pas tout à fait vrai qu'il en fut dépourvu. Le dévouement inaltérable que lui voua jusqu'à la fin son fidèle Tonty en est une preuve suffisante.

Avec mes faibles moyens, je n'ai pu, et je m'en excuse, que vous présenter un portrait bien pâle de celui qui, en même temps que fondateur de Lachine, fut le découvreur de la Louisiane. Il me semble cependant en avoir dit assez pour montrer combien grand a été ce héros entre les plus grands. Du service qu'il a rendu à notre race et de la gloire qu'il a fait jaillir sur elle, croyons-nous vraiment l'avoir assez payé? Hélas! non.

L'an dernier, à la Nouvelle-Orléans, j'entendais M. André Chevillon, de l'Académie française, célébrer magnifiquement Cavelier de La Salle à l'occasion de ce même 250^e anniversaire de sa fin tragique. Après avoir dit que La Salle aurait dû en son temps figurer parmi les membres de l'Académie

française, au même titre qu'un Joffre et un Foch y ont figuré dans ces temps derniers, c'est-à-dire comme les plus nobles illustrations du pays français, l'éminent écrivain ajoutait que, malheureusement, ce n'est qu'au XIXe siècle que la France a commencé de comprendre toute la grandeur de son oeuvre, et cela grâce aux historiens américains. Or, il n'est pas exact de dire que les historiens américains ont été les premiers à réapprendre à la France la gloire oubliée de Cavalier de La Salle. Non pas au XIXe siècle, mais cent ans plus tôt, dès le milieu du XVIIIe siècle, une voix française s'est fait entendre pour reprocher à la France elle-même son ingratitude envers un de ses plus nobles enfants. Cette voix n'est autre que celle du marquis de Mirabeau, le père du fameux tribun de la Révolution, et quoiqu'elle fût, du moins à ce moment, retentissante, elle ne fut pas cependant entendue.

Que l'on me permette de citer ici ces quelques lignes peu connues aujourd'hui du célèbre traité *L'Art des Hommes*, écrites en 1755:

"Je doute que l'histoire ancienne ni moderne fasse mention d'aucun exemple d'opiniâtreté, d'audace et de constance qu'on puisse mettre à côté de la découverte et traversée de cet univers du Nord au Sud, de l'embouchure du fleuve Saint-Laurent à celle du Mississippi par l'intérieur des terres... Si l'engourdissement des arts va chez nous au point que la patrie refuse un Canadien au célèbre Cavalier de La Salle, du moins l'histoire doit-elle transmettre son nom à la postérité comme celui d'un des plus renommés bienfaiteurs de l'humanité".

Mais la France n'est pas la seule à devoir s'accuser d'avoir oublié trop longtemps la mémoire de La Salle. Le Canada lui-même a paru l'oublier plus longtemps encore.

L'hommage des Américains

Quel contraste, en effet, entre le culte intense que l'on voue à La Salle dans cent endroits des États-Unis, et le silence dont il est d'autre part enveloppé dans le Canada, qui fut pourtant la Nouvelle-France! L'an dernier j'avais, avec mon ami l'hon. juge Surveyer et quelques autres Canadiens, l'avantage de faire partie de la croisière La Salle en Louisiane et au Texas. Le héros du Mississippi n'ayant pas de tombeau où pencher notre respect, et le lieu même où il est tombé n'ayant jamais été reconnu avec exactitude, nous n'avons pu que suivre pas à pas les traces de sa prodigieuse exploration. Et c'est avec une émotion profonde que nous avons en particulier foulé, aux bords de la Rivière Garcita, le sol du camp Saint-Louis où La Salle vécut ses derniers jours dans la pire détresse et d'où il est parti en mai 1687 pour courir aveuglément au devant de la mort. Mais ce qui m'a peut-être le plus frappé quant à moi, c'a été de voir de quel culte pieux La Salle reste aujourd'hui encore entouré, non seulement en Louisiane, mais peut-être plus encore au Texas. Sa mémoire y est restée vivante. Non content des monuments qui se dressent déjà un peu partout en son honneur, on se prépare à en élever bientôt un autre d'une magnificence inaccoutumée. Devant ce spectacle, je n'ai pu m'empêcher de me demander comment La Salle restait si manifestement vénéré par des gens d'un autre pays, alors que ses propres frères, les Canadiens, paraissent, au contraire, si indifférents à sa mémoire.

re. A-t-on réfléchi que pendant qu'une multitude d'historiens américains a déjà consacré et continue de consacrer à La Salle des livres qui tous l'honorent, il n'y a pas un seul historien canadien qui ait encore pensé à glorifier particulièrement la même figure, qui est pourtant l'une des plus belles de notre propre histoire? Tout n'a pas été dit encore sur le prince des explorateurs, et je suis de ceux qui pensent que seul un Canadien français, pourvu qu'il soit en même temps doué du talent nécessaire, pourra écrire le livre toujours attendu, qui sera son vrai monument, celui qui, selon le mot d'Horace, vivra plus longtemps que le bronze lui-même.

Heureusement, il y a Lachine...

Heureusement, il y a Lachine où, mieux que partout ailleurs, l'on

sait rester fidèle à notre belle devise: Je me souviens. Grâce à elle, un commencement de réparation, et un commencement vraiment glorieux, vient d'être donné à Cavalier de La Salle. Le beau monument que nous inaugurons aujourd'hui, nous le devons sans doute à la munificence de la Commission Canadienne des Sites historiques, et il faut l'en remercier sincèrement, mais ne le devons-nous pas encore davantage à l'insistance des citoyens de Lachine qui se sont montrés légitimement impatients de donner cette marque de respect à leur illustre fondateur? Avec tous ceux qui ont à coeur la salutaire et réconfortante religion du passé, je ne peux que les féliciter hautement de ce geste qui les honore, comme il honore Cavalier de La Salle lui-même.



Robert Cavalier de La Salle

Voici un autre personnage électrisant, coureur de bois, explorateur aventureux, d'une qualité dont l'histoire mondiale offre peu d'exemples. Après D'Iberville, marin d'origine canadienne dont la réputation atteint à la célébrité mondiale, c'est Cavalier de La Salle qui est le héros du mois d'août. D'Iberville a couru les mers dans tous les sens; La Salle a parcouru la forêt américaine avec une audace et une avidité qui touchent à la grandeur épique. Deux modèles à placer devant l'imagination enflammée des jeunes pour leur donner le goût des grandes tâches!

Les armoiries de Cavalier de La Salle résument bien sa vie: un levrier courant surmonté d'une étoile à huit rais d'or. La course à l'étoile, la poursuite enflammée d'un idéal très haut, très dur à atteindre, c'est à peu près ce qu'a été l'existence de Cavalier de La Salle au Canada. Il se soule peu du nom ironique de Lachine qu'on a donné à son fief pour marquer le peu de foi qu'on accorda à ses projets de découverte. Il se met à la recherche du Mississippi. Ses compagnons, dans un accès de rage et de désespoir, l'abattent d'un coup de pistolet au front.

Mot d'ordre du mois: "Redécouvrir le pays, la terre, les eaux, les paysages, les monuments d'histoire qui nous entourent. Ne pas se contenter de vivre ses vacances comme des petits animaux qui ne songent qu'à jouer et à manger! Profiter des vacances pour s'attacher avec sa tête et son âme aux mille choses qui forment la patrie vivante d'aujourd'hui. Et partout se montrer fier, propre, distingué, curieux d'apprendre, de savoir..."

*Diré de la
Calendrier de la
Survivance française
en Amérique
année 1942*

La Presse 21 fév. 1942

Cette épave
serait celle
du "Griffon"

La Presse 5 mai 1939

On croit pouvoir éclaircir un
mystère vieux de
260 ans.

(Du correspondant de la PRESSE)

Ottawa, 5. — L'épave d'un bateau à voiles à demi submergé qui gît dans le détroit de Missisquoi, dans le lac Huron, à l'extrémité ouest

des Îles Manitoulines, éclaircira peut-être un mystère datant de 260 ans. Il s'agit du navire du sieur de La Salle, le "Griffon". On sait que Robert Cavalier de La Salle, l'explorateur du Mississippi, partit des lacs pour se rendre au golfe du Mexique. Le "Griffon", chargé de fourrures, ne fut jamais revu, et plusieurs historiens sont d'avis que cette épave serait ce navire qui eut une fin si tragique.

M. R.-F. Fleming, d'Ottawa, historien et autorité sur l'expédition de La Salle, vient de demander au gouvernement fédéral de renflouer cette épave, cet été. Le département du transport a en effet \$25,000 à sa disposition pour des fins de ce genre.

Cette épave a déjà attiré l'attention des historiens. Un morceau de bois pris de la coque du navire fut envoyé à l'université de Chicago, pour bien déterminer si ce bois est le même que celui qui existe dans la péninsule du Niagara, car le "Grif-

fon" fut construit là, en 1679. Un boulon fut envoyé à Paris pour examen, et on nous dit que ce boulon est de fabrication française du 17^e siècle. Une ancre qui repose sur le fond du détroit est peut-être le cadeau personnel que Louis XIV fit à de La Salle. On ne le saura définitivement que lorsque le "Griffon" sera renfloué.

Acte de vente par Cavalier de la Salle au supérieur de Saint-Sulpice
de sa Seigneurie de Saint-Sulpice (appelée plus tard Lachine)
9 janvier 1669*

Pardevant Benigne Basset Nottaire et Tabellion de la terre et Seigneurie de l'Isle de Montreal en la Nouvelle France et Tesmoings Soubzsignez, fut present le Sieur René de la Salle y demeurant, Lequel a Reconnu et confessé, avoir cédé, transporté et délaissé, du tout des Maintenant a tousjours, sans aucune garentye que de ses faits et promesses a Messieurs du Seminaire Saint Sulpice Estably au fauxbourg Saint Germain Desprez Lez Paris Seigneurs propriétaires de lad^e Isle a ce present et acceptant pour Eux, Reverend Père en Dieu, Messire Gabriel de Queyluz, Prestre Abbé de N^{re} Dame de Locdieu, Superieur de Messieurs les Ecclesiastiques Establys en lad^e Isle, L'un des Anciens des dits Sieurs du Seminaire et Envoyé de Leur part pour faire les affaires d'Icelle Isle La Seigneurie appellée de Saint Sulpice, scituée en laditte Isle au dessus de Sault S^t Louis, avec tous ses droicts, Rentes, Corvées et autres generalement quelconques, que led^t Sieur Ceddant a, peut avoir et prendre en Icelle, a la Reservacion qu'il se fait, de sept Arpens de terre de Largeur sur soixante de profondeur pour son domaine Au Lieu ou Il a desja fait faire quelques desfrichemens de terre et Bastimens, Commençant sur le Bord de la grande Rivière Fleuve Saint Laurent, tirant dans la profondeur de l'Isle au Nord, tenant d'un Costé à la terre de Nicolas Moysan dit Le Parisien et d'au^e Celle de approuvé Un mot en rature

[paraphe]

Pierre Perrusseau, avec les terres qui se trouveront Entre les habitaoñs de Raimond Boisneau dit La Chaume, et Celle de Pierre Gaultier, dit Sagouin-goara, et de la Jouissance, pendant les années presente et suivante seulement de Cinquante Arpens de terre dans Les prairies et lacs Nommez de S^t Pierre, desquelles terres Reservées en propriété, Il en sera délivré tiltres particuliers Audit sieur Ceddant, par led^t Sieur Abbé de Queyluz au nom des Seigneurs de la ditte Isle, Le tout aud^t Sieur Ceddant Appartenant au moyen de l'octroy qui luy en avoit esté fait par M^{re} Dominique Galinier Prestre cy devant Superieur desd^s Sieurs Ecclesiastiques Establys aud^t Montreal, par un Contract q^e ledit S^r Ceddant a dit et déclaré deva^t Ledit Nottaire, S'estre trouvé Adhéré, Lequel au moyen des presentes, demeure de nul esfet et Valleur et com^e. non advenu, Consentant et accordant, Ledit S^r Ceddant, que les Contracts de Concession, qu'il auroit cy devant délivrez en son nom aux particuliers habitans de laditte Seigneurie S^t. Sulpice, demeurant pareillement de nul esfet et Valleur, et que led^t Sieur acceptant Leur en délivre des Nouveaux au nom des Seigneurs dud^t Montreal, Relevant Lad^e Seigneurie Saint Sulpice desd^s Seigneurs de Montreal, a la foi et hommage, et pour droict de Rachapt, d'une medaille, d'argent fin du poids d'un Marc, a chacune Mutation de possesseur; pour toutes et sans autres Charges, debtes ny hypotheques quelquonques, ainsy que led^t Sieur Ceddant a dit et a affirmé, pour de laditte Seigneurie S^t Sulpice et droicts qui en despendent, jouir et disposer par lesd^s Sieurs du Seminaire et Seigneurie de laditte Isle ainsy q^e bon leur semblera au moyen

* Archives du Canada. Cavalier de la Salle, 9 janvier, 1669.

RAPPORT
SUR LES
ARCHIVES PUBLIQUES
POUR L'ANNÉE
1939

des pntes., Ces Cession et transport, faits aux Charges et clauses cy dessus exprimées, et outre moyenna^t la somme de Mil livres tournoys, payable a L'arrivée des vaisseaux de France L'année presente a Quebec ce en bonne Marchandise sur le pied dud^t Quebec, et celle de quatre Vingt Livres tournois, que led^t s^t acceptant aud^t nom, a promis et s'est obligé payer, a Jacques Thuillier dit Desvignets han^t de ce lieu pour et a l'acquit dud^t Sieur Ceddant, a L'en indemniser et desgaiger a tousjours, et Encor pour demeurer par led^t Sieur Ceddant, quictes Envers la Maison desd^s Sieurs Ecclesiastiques de Montreal de la Som^e de Sept Cens livres tournois qui luy doit par Un compte dud^t Sieur Galinier, pour ce p[resent] et acceptant; au Payement desquelles Sommes, est et de[vient] Laditte Seigneurie presentement Ceddée par privilege Spe[cial] affectée, obligée et hypotecquée, a tous et chacun lesd. avoires Biens, Meubles et Immeubles presens et advenir generalement quelconques dud^t Seminaire S^t Sulpice sans que la generalité desroge a la specialité ny au contraire, Mettant et subrogeant par led^t Sieur Ceddant, Led^t Seminaire en son lieu et droicts, Noms, raisons et actions, transportant en outre tous droicts &ca Dessaisissant &ca Voulant &ca procurant Le porteur &ca Donnant pouvoir &ca Promettant &ca obligeant chacun en droict Soy &ca Scavoir ledit Sieur acceptant aud^t Nom et qualité qu'il procede &ca Renonçant &ca faict et passé aud^t Montreal, L'an gbi^c Soixante et Neuf, Le Neufieme jour de Janvier apres midy Scavoir pour lesd. Sieurs acceptant* au chasteau dud. lieu, et pour led Sieur Ceddant en La Maison ou Il est presentement demeurant, present Jean Gervaise et François Bailly tesmoins y demeurant soubzsignez avec Les^{ds} Sieurs Ceddant acceptant et Galinier

A esté promis, aud. sieur Ceddant pour post de vin La moitié d'un porc gras, qui Luy sera dellivré par Ledit sieur Galinier. approuvé cedant en interligne et un mot en rature**

R. DE LA SALLE

LABbe De Queyluz
Basset
No^{rs}

Aujourd'huy Est Comparu pardevant Le Nottaire susdit et present les tesmoins desnommez et Soubz^{ns} René Cavelier Sieur de la Salle, Ceddant desnommé au contract de Cession sur Escrit, Lequel a reconnu Et confessé, Avoir cydevant eu et receu de M^{re} Dominique Galinier Prestre et Oeconome de la Maison des Messieurs Les Ecclesiastiques de lad^{te} Isle et seigneurie D'Ycelle La somme de quatre cens livres tournois en bonne Marchandise et Vivres, et presentement de M^{re} Mathieu Ranuyer L'Un desdits S^{rs} Ecclesiastiques, et Oeconome de leur Maison, La Somme de Six Cent Livres, en Marchandise, y compris La Som^e de Deux Cent livres que led. S^r Ranuyer a payé au Sieur Jean Milot taillandier en ce lieu a L'acquit dud. Sieur de la Salle, et la somme de Cent Soixante et six livres Six soles

* Et Galinier.

** Les neuf derniers mots sont de la main de La Salle.

RAPPORT
SUR LES
ARCHIVES PUBLIQUES

POUR L'ANNÉE

1939

que led. Sieur Ranuyer a pareillement payée au Nommé René Culierier dit Leveillé aussy hañt de ce lieu, po^t et a l'acquit dud Sieur de la Salle, Rame-
nant les dittes deux sommes de quatre Cent livres et six Cent livres a Celle
de Mil livres que Messieurs du seminaire S^t Sulpice du fauxbourg S^t Ger-
main desprez Lez Paris, seigneurs de laditte Isle estoient tenus et obligez
payer aud. Sieur de la Salle pour parfait payem^t dud pñt transport, et
encore led. sieur de la Salle reconnoit avoir eu et receu cy devant dud^s
sieur Galinier La Valle^r d'Un demy porc gras porté par led^s transport,
donc^q quittan^t, prometta^t obligeant Renoncant fait et passe aud Montreal
en la maison desd sieurs Ecclesiastiq^s Lan gbi^c soixante et onze le premier
May après midy en pres^t de Jean Gervaise et Pierre Caillé tesmoigns y
demeurant et Soubz^s avec led^s S^r de la Sallé

ROBERT R.....*

RAPPORT
SUR LES
ARCHIVES PUBLIQUES
POUR L'ANNÉE
1939

Portrait du héros le plus tourmenté de notre histoire

Le Canada 25 nov. 1943

M. Jean Bruchési parle
de Cavelier de La Salle
à la Société historique.
Un tricentenaire

A l'occasion du tricentenaire de la naissance de Cavelier de La Salle, la Société historique de Montréal avait prié M. Jean Bruchési, historien, membre de la Société royale, de la Société historique, et sous-secrétaire de la province, de donner une conférence, hier soir, à la Bibliothèque municipale, sur le grand découvreur du Mississippi.

M. Bruchési a broché une fresque détaillée des aventures et découvertes de Cavelier de La Salle. Il s'est particulièrement efforcé de mesurer exactement l'importance que tient ce personnage méconnu et mal défini de l'histoire du Canada et de lui accorder un rang conforme à son envergure et à ses œuvres.

Le conférencier signale tout d'abord le grand nombre des héros profanes dans l'histoire du Canada et rappelle que le souci d'évangéliser les Indiens n'est pas le seul qui compte dans la vie des héros. Au reste, dit-il, les rois de France avaient souvent d'autres desseins, en plus de celui-là, qui ne sont pas nécessairement méprisables. "La tâche de l'historien, au surplus, ajoute-t-il, ne consiste pas à rendre des décrets de sainteté, ni à décerner des brevets d'héroïsme".

Ceci posé, M. Bruchési affirme que Robert Cavelier de La Salle, fils d'un riche mercier de Rouen et neveu de l'un des Cent Associés, s'il n'est pas la figure la plus attachante de notre histoire, est assurément la plus tourmentée, avec Pierre Le Moyne d'Iberville. Bien peu le dépassent en valeurs strictement humaines, et suivant le mot d'André Chevillon, "aucun n'a mieux montré ce que peut l'énergie française".

Le conférencier rappelle brièvement les controverses, polémiques, contradictions et erreurs qui ont longtemps entouré d'ombres la figure de Cavelier de La Salle, dont personne n'a encore tracé un portrait définitif.

Adolescent, il entre chez les Jésuites. Sept ans plus tard, il obtient la permission d'être relevé de ses vœux et quitte l'ordre pour gagner aussitôt la Nouvelle-France. Incapable d'y mener une existence de colon, tenaillé par l'aventure, il se demande s'il ne pourrait satisfaire son désir d'aller en Chine par la voie de l'ouest plutôt que par celle de l'est. Les Indiens lui parlent d'un grand fleuve par delà la "mer douce". Il fait ses premières explorations en compagnie de Dollé de Casson, mais comme il n'a rien d'un mystique, ni d'un apôtre, la compagnie des Sulpiciens le gêne bientôt. Il veut être seul maître de son entreprise, et pour obtenir les fonds nécessaires se livre à la traite des pelleteries de 1663 à 1670.

Le gouverneur de la Nouvelle-France lui donne l'autorisation d'explorer alors les terres lointaines. Au retour d'une première expédition, il acquiert la conviction que le Mississippi se jette dans le golfe du Mexique. Frontenac, dont il a toute la confiance, le dépêche auprès du roi pour obtenir la permission de construire un fort. Il compte à ce moment déjà de nombreux ennemis, mais réussit à vaincre tous les obstacles.

Il revient porteur de lettres de noblesse pour la construction du fort Frontenac, qu'il élève tout en apaisant les tribus. Mais sa marche vers le sud sentée d'obstacles, est toujours à recommencer.

Enfin, en avril 1682, après huit ans d'efforts, il arrive à l'embouchure du Mississippi et prend possession de la Louisiane au nom du roi de France. A son retour en Nouvelle-France, porteur de cette bonne nouvelle, La Salle a succédé à Frontenac. Le nouveau gouverneur tient de La Salle pour un fou et autorise ses créanciers — car il avait assumé son entreprise

A ses frais — à confisquer sa seigneurie. Plus tard, le roi de France oblige La Salle à remettre les biens confisqués.

C'est alors que le grand explorateur songe à établir une colonie en Louisiane. Après bien des démarches, il réussit à rassembler quatre navires et le 24 juillet 1684 largue les amarres. Un long voyage et trois navires disparaissent.

La mésentente règne parmi les membres de l'expédition, entre de La Salle notamment, agri par ses déboires et l'incompréhension, et le capitaine de Beaujeu. A la fin de 1684, il ne lui reste que 26 compagnons et il est vice-roi de la Louisiane. Il décide trois ans plus tard de retourner en Nouvelle-France et sur la voie du retour, le 15 mars 1687, il meurt assassiné par un groupe de mécontents.

Mgr Olivier Maurault, recteur de l'Université de Montréal et président de la Société historique, présidait la réunion et a remercié le conférencier en rappelant le séjour qu'un groupe de Canadiens firent en Louisiane, en 1937, et au cours duquel ils eurent l'occasion de constater que la mémoire de Cavelier de La Salle était toujours vivace dans les territoires mêmes qu'il a découverts.

Au début de la réunion, l'abbé Elie Auclair a tenu à donner la réplique à une causerie antérieure du R. P. Simard sur l'enseignement secondaire dans la province de Québec.

Conférence sur ROBERT CAVELIER DE LA SALLE

En Normandie
et à Rouen.

Le Devoir
5 avril 1948

Rouen qui s'enorgueillit d'avoir vu naître des hommes célèbres, s'honore également de compter, au nombre de nos contemporains, des écrivains de talent. C'est ainsi qu'en février dernier, une conférence était faite à l'hôtel de ville de Rouen par M. René Herval, historien rouennais, sur "Une Normandie nouvelle: le Canada".

Le 24 mars, un autre écrivain rouennais, journaliste notoire et grand voyageur: R.-G. Nobécourt, donnait, en cette même salle, devant un public nombreux et de qualité, une conférence sur Robert Cavelier de La Salle.

Après que M. Jacques Toutain, vice-président du groupement "Normandie-Canada", eut présenté M. R.-G. Nobécourt, celui-ci décrivit, avec de pittoresques détails, le voyage qu'il fit, en 1934, au Canada où l'on retrouve, dans diverses villes, la statue de Robert Cavelier de La Salle. Il résuma la vie de ce grand navigateur qui fut baptisé le 22 novembre 1643 en l'église Saint-Herbland de Rouen, voisine du magasin de mercerie qu'exploitait son père.

Notre héros se destinait aux Ordres. Il fit ses études à la Confrérie des Jésuites, devint novice en 1653, et prononça ses vœux temporaires le 10 octobre 1660.

A la mort de son père, il quitta les Ordres et prit la mer. De l'estuaire du Saint-Laurent aux bords du Mississippi une grande oeuvre commençait.

Puis ruiné, il revint en France, vit le roi Louis XIV, le ministre Colbert, réunit des capitaux et regagna Québec. Après maintes péripéties, il acheva à Montréal l'une de ses plus superbes randonnées.

De nombreux déboires s'accumulèrent ensuite, tels que la destruction de son navire, ce qui l'obligea à poursuivre sa route sur un frêle canot.

Robert Cavelier de La Salle, indomptable voyageur, put enfin déclarer propriétaire de la France le pays conquis au nom de Louis XIV, roi de France.

Le 19 mars 1687, notre héros était assassiné par des membres de son expédition qui insultèrent son cadavre, l'abandonnant aux vautours et aux loups.

Le conférencier rappela que la France perdit le Canada, en 1715, par le traité d'Utrecht.

M. R.-G. Nobécourt recueillit d'enthousiastes applaudissements en achevant sa conférence. Il reprit ensuite la parole pour commenter les projections des photographies qu'il prit lors de son voyage au Canada en 1934. Ce sont d'admirables paysages qui se déroulèrent sous les yeux d'un public charmé.

Maître Denesle, avocat, président de "Normandie-Canada", remercia M. R.-G. Nobécourt d'avoir rappelé que l'oeuvre de Robert Cavelier de La Salle n'avait pas cessé avec lui, que l'empreinte qu'il avait laissée dans ce pays existe encore, qu'avec Robert Cavelier de La Salle c'était toute l'oeuvre de la France, la civilisation de la France qu'il avait emportée avec lui.

Deux documentaires cinématographiques permirent aux spectateurs de connaître les procédés de fabrication du ski et d'admirer les performances des skieurs sur les pentes neigeuses de ce merveilleux pays: le Canada.



CAVELIER DE LA SALLE,

gentilhomme explorateur

selection - Reader's Digest. Oct. 1947

par Donald Culross Peattie

RENÉ-ROBERT CAVELIER, Sieur de La Salle, avait 23 ans quand il vit surgir pour la première fois, de l'océan écumeux, les rivages déserts de la Nouvelle-France. A défaut d'autres biens, son excellente famille lui avait légué cette distinction naturelle, cette séduction et cette belle santé qui, avec la lame mince et luisante de son épée, constituaient tout son apanage. Nanti de ces seuls atouts, il affronta, sans fortune et sans appui, les vastes solitudes américaines. L'impénétrable forêt dans laquelle son bras vaillant devait ouvrir un chemin n'était autre que celle où, deux siècles plus tard, les pionniers américains allaient se tailler un chemin à coups de hache, à même la masse d'un continent vierge.



CAVELIER DE LA SALLE,
pionnier du Nouveau Monde

En 1670, la France avait un pied sur le continent nord-américain. Ses missionnaires et ses trappeurs s'enfonçaient de plus en plus loin dans l'Ouest et dans le Sud, le long des Grands Lacs. Mais il fallait consolider l'empire du Nouveau Monde et la France avait besoin de soldats pour l'explorer et le défendre. Les Anglais, en effet, rêvaient eux aussi de conquêtes par delà les Alleghanies, et déjà l'Espagne étendait avec convoitise sa main redoutable sur les territoires situés au nord et à l'est du Mexique.

Courcelle, alors gouverneur de la Nouvelle-France, dépêcha le jeune et aventureux La Salle et un petit groupe de prêtres et de coureurs de bois, avec mission d'enfoncer le sabre et la croix, comme un coin,

entre les Anglais et les Espagnols. L'expédition se heurta en chemin à Louis Joliet, qui revenait de la brousse, tenant dans sa main bronzée la première carte des Grands Lacs. Cette rencontre devait faire date dans la vie de La Salle et dans l'histoire de l'Amérique, car elle décida le jeune homme et ses compagnons à se séparer : les missionnaires, enflammés de zèle apostolique, choisirent de se diriger vers les régions connues de Mackinac ; La Salle, que le mystère fascinait, plongea vers le Sud dans la profondeur des forêts de bois durs, à travers cette région que nous appelons aujourd'hui l'Ohio. Il ne visait rien moins qu'à reconnaître le cours du Mississippi, le légendaire Père des Eaux, et qu'à détruire les fragiles prétentions de l'Espagne à son endroit.

Pendant deux années de vie errante, La Salle lui-même ne sut jamais très bien où il se trouvait ; ses descriptions paraissent évoquer les savanes de l'Illinois. Quoi qu'il en fût, les solitudes sauvages lui forgèrent une âme d'une trempe exceptionnelle, à laquelle il ne manquait que la sage direction d'un homme d'Etat pour devenir un merveilleux outil de conquête impériale.

Cette direction, le nouveau gouverneur de la Nouvelle-France, Frontenac, allait la lui donner. La Salle lui raconta ce qu'il avait vu au cœur du continent : des forêts où l'on eût trouvé de quoi recons-

truire toutes les cités et toutes les flottes de l'Europe ; une abondance de fourrures, propre à détruire l'hégémonie de la Russie dans ce domaine ; des terres grasses, noires et profondes ; des tribus belliqueuses qu'on pourrait dresser, telles un rempart, contre les Anglais . . . Et, quelque part, par delà l'horizon de la prairie, un fleuve puissant que la Providence semblait avoir créé tout exprès pour faciliter l'accès de ces immensités. La Salle entrevoyait un empire regorgeant de blé, de bois de construction, de fourrures, et peuplé d'opulentes métropoles. Pour juger du caractère prophétique de ses conceptions, il suffit d'énumérer la floraison de grandes villes épanouies sur un sol qu'il a été le premier à fouler : Buffalo, Louisville, Détroit, Milwaukee, Chicago, La Nouvelle-Orléans, Galveston et Houston . . .

Sans divulguer ses intentions secrètes, il s'embarqua pour la France, se plia aux servitudes du métier de courtisan et parvint à obtenir une audience de Louis XIV. Le Grand Roi ne manquait pas de clairvoyance et de décision ; La Salle quitta Versailles ayant, en poche, des lettres de noblesse et le brevet de commandant du Fort Frontenac, sur le Lac Ontario. Il s'était en outre assuré le monopole du commerce des fourrures pour toutes les régions qu'il explorerait.

Les grands marchands de fourrures de Québec accueillirent assez mal la nouvelle. En effet, si La Salle retournait sur les terrains de chasse

des tribus de l'Illinois, le monopole qu'ils détenaient s'en trouverait détruit et les prix s'effondreraient bientôt. Peu leur importait que Louis le Grand gagnât un empire, s'ils devaient, eux, en perdre un. Ils tentèrent, en conséquence, d'empêcher par tous les moyens le départ de l'expédition et décidèrent les créanciers de La Salle à faire saisir ses biens. On ne tarda pas à découvrir du poison dans ses aliments. Puis, le navire qu'il faisait construire à proximité de l'actuel emplacement de Buffalo fut incendié par des Iroquois, soudoyés à cette fin. Parmi les membres de la petite troupe qui devait l'accompagner se glissèrent des hommes payés pour ruiner ses projets, entre autres le pilote du bâtiment. En 1679 cependant, après l'échec de tant de manoeuvres criminelles, le *Griffon* finit par mettre à la voile sur le lac Erié, dont aucun bateau de guerre européen n'avait encore fendu les flots. Avec La Salle, s'était embarqué son vieil ami et compagnon d'armes, l'Italien Henri de Tonti, qui avait jadis perdu un bras au combat.

De Mackinac, dernier avant-poste de la civilisation, l'explorateur renvoya le *Griffon* avec un chargement de fourrures destinées à payer ses dettes. Comme toutes ses autres expéditions, celle-ci avait été financée par des parents, par des amis et par des commerçants canadiens. Hélas ! à l'instar de Christophe Colomb, La Salle ne devait jamais réussir à faire,

d'aucun de ses voyages, un succès commercial. Il ne pouvait aller nulle part sans qu'une meute de créanciers ne vissent le relancer.

L'automne avait déjà revêtu son manteau d'or et de pourpre lorsque La Salle se mit à descendre la rive orientale du lac Michigan vers le Sud, avec quatre canots lourdement chargés. Parallèlement à lui, Tonti dirigeait une expédition terrestre à travers les forêts vierges entrecoupées de marécages. En attendant d'être rejoint par son ami et par le *Griffon*, La Salle procéda à l'établissement du Fort Miami, à l'embouchure de la rivière Saint-Joseph. Tonti finit par y parvenir, mais non le *Griffon*, car la glace avait commencé de prendre sur les cours d'eau. Les vivres et les renforts sur lesquels comptait l'expédition n'arrivaient toujours pas. Ce fut donc à peu près démunis de provisions que La Salle et ses hommes partirent en direction de la rivière Illinois. Au loin brillaient les feux de brousse allumés par les Indiens qui rabattaient le gibier dans les cercles de flammes. L'expédition allait de marécage en marécage, épuisée par le froid et la faim et par les interminables portages auxquels les hommes étaient contraints. La moindre maladresse pouvait à tout moment transformer la fragile hospitalité des Indiens en une hostilité féroce. Les rivaux de La Salle, à Québec, avaient dépêché des émissaires de la tribu des Miamis à leurs

cousins de l'Illinois, pour les inciter secrètement à massacrer les Français dans leur sommeil. Mais le jeune aventurier avait l'art d'amadouer les indigènes. Il les séduisait autant par son mépris de la douleur et de la fatigue que par l'éloquence et les cadeaux qu'il prodiguait libéralement. A force d'habileté et d'énergie, il réussit à gagner à la cause de la France l'ensemble des tribus de l'Illinois.

Sur les bords de la rivière qui porte ce nom, La Salle fonda le Fort Crèvecoeur, le deuxième maillon de la chaîne de postes avancés qu'il projetait d'établir. Malheureusement, les fonds vinrent à lui manquer. Laisant le fort à la garde de Tonti, il rentra au Canada, pour apprendre qu'on n'y avait pas de nouvelles du *Griffon* ni des peaux laissées à son bord et que son dépôt de fourrures, à Fort Frontenac, venait d'être saisi par ses créanciers. Peu après, arriva un messenger envoyé par Tonti : le personnel de Fort Crèvecoeur avait déserté. Un second courrier vint bientôt préciser que les mutins s'étaient emparés du Fort Miami, y avaient mis le feu et avaient fait main basse sur les fourrures de La Salle. Dans une riposte brutale, celui-ci tendit une embuscade aux gredins qui se disposaient à attaquer le Fort Frontenac. Il les abandonna ensuite à la justice sévère du gouverneur.

Après quoi notre homme indomptable regagna l'Illinois, grâce à de

l'argent frais provenant d'aumônes, de prêts et de subventions arrachés au Gouvernement et aux notables de Québec. Mais le Fort Crèvecoeur lui réservait un spectacle d'épouvante : partout, des cadavres taillés et à demi carbonisés, témoignaient de la victoire que les Iroquois venaient de remporter. Tonti lui-même avait disparu. Eperdu de fureur et de chagrin, La Salle fouilla chaque recoin de la forêt à la recherche de son ami, jurant de le retrouver, dût-il pour cela brûler jusqu'au dernier des villages iroquois du continent. Finalement, alors que tout espoir semblait perdu, La Salle et Tonti tombèrent dans les bras l'un de l'autre, à Mackinac.

Leur prodigieux magnétisme parvint à ressusciter, dans le coeur des Indiens de l'Illinois vaincus, le loyalisme d'antan. L'épopée renaissait de ses cendres. En décembre 1681, accompagné de ses deux fidèles lieutenants, Tonti et La Forreste, de 23 Français, d'une horde de Peaux-Rouges bigarrés, du sympathique Père Zénobius Membre et de Nika, son guide indien au dévouement si souvent éprouvé, La Salle s'enfonça à nouveau dans l'inconnu. Les canots, les outils, les vivres, les munitions, tout était monté sur des traîneaux. La caravane descendit le cours gelé de l'Illinois, dont la surface s'étirait comme une piste de cristal, entre ses deux rives sauvages couvertes de frimas. Au dégel, on mit les canots à l'eau et, le 6 février 1682

enfin, aspirés par les flots jaunâtres du Mississipi, ils furent entraînés rapidement vers le Sud, au gré du courant.

L'expédition dériva longtemps de la sorte. Elle dépassa le confluent du Missouri, puis celui de l'Arkansas, au point le plus méridional qu'eussent atteint Marquette et Joliet. Le fleuve majestueux s'étalait toujours plus largement, et ses berges étaient maintenant ombragées d'une bordure mélancolique de cyprès. Le 9 avril, les explorateurs atteignirent les eaux riantes de la mer et comprirent qu'ils étaient parvenus au terme de leur voyage. Le Père Membre entonna un *Te Deum*, les canons tonnèrent, et les Indiens poussèrent des clameurs de triomphe. La Salle érigea sur les lieux une colonne de bois sculpté, et baptisa du nom de Louisiane tout le bassin du Père des Eaux, dont il revendiquait la possession pour Louis le Grand, Roi de France.

Puis il repartit pour Québec, avec l'intention d'en ramener les hommes, les matériaux et l'artillerie nécessaires à l'établissement d'une colonie, sans laquelle ses prétentions n'auraient guère eu de chance d'être respectées. Quelle ne fut pas sa consternation en apprenant que son ami Frontenac avait été disgracié. Le nouveau gouverneur s'était déjà efforcé de le desservir auprès de Louis XIV par correspondance et, suprême insulte, il avait confisqué tous ses biens au Canada.

Ruiné, La Salle fit voile vers la France. A son tour, il reconquit la faveur du roi et assura la perte de ses ennemis. A force de résolution farouche et d'obstination, il réussit à financer une nouvelle expédition vers le delta du Mississipi. Le Grand Roi, gagné par son ardeur invincible, lui confia le soin de fonder une colonie française à l'embouchure du fleuve, de percer une voie d'échanges commerciaux entre les Grands Lacs et le golfe du Mexique, de faire alliance avec toutes les tribus indiennes ou, à défaut, de les subjuguier. De plus, il lui donna tous les pouvoirs pour tenter la conquête du Nouveau-Mexique sur les Espagnols, à l'Ouest. L'ampleur colossale de semblables projets était bien de nature à déconcerter même un La Salle. En fait, à partir de ce moment-là, il perdit la sûreté de jugement qui le caractérisait. Doutant de lui-même et plus encore des autres, il hésita, atermoya et devint de jour en jour plus dur et plus inaccessible.

La « grande » expédition colonisatrice et militaire qui lui était confiée se composait de quatre vaisseaux transportant une centaine de « soldats » (pour la plupart mendiants de profession), quelques misérables artisans et ouvriers agricoles, des « gentilshommes » qui n'avaient d'autre ressource que leur épée, le fidèle Père Membre et d'autres missionnaires, un certain nombre de petits orphelins et un groupe de

jeunes filles en quête de maris.

L'étoile de La Salle pâlisait. Une erreur de calcul lui fit manquer de 400 milles l'embouchure du Mississipi ; car, circonstance désastreuse, il avait bien relevé la latitude exacte de l'embouchure, mais n'était pas parvenu à en déterminer la longitude. Désespérément égarée, la petite flotte erra donc le long des dunes et des lagunes du Texas. Enfin, par une fâcheuse inspiration, La Salle prit la baie de Galveston pour le bras ouest du delta du Mississipi. Il y fit débarquer son expédition. L'un des bâtiments heurta un banc de sable et sombra. L'officier qui commandait les équipages, un certain Beaujeu, que l'aspect sauvage de cette côte effrayait, leva l'ancre à la dérobée, ne laissant à La Salle pour tout lien avec le monde civilisé qu'un navire minuscule : *La Belle*.

La Salle n'en dressa pas moins sur ces rivages désolés les vaillants symboles de son rêve ambitieux : un fort, une chapelle et une enceinte de palissades avec des ouvertures pour huit canons (lesquels n'avaient comme munitions que des balles de mousquet). Minée par les maladies contractées dans les Antilles, la colonie dépérit. Une trentaine de ses membres moururent. Au cours de la première absence de La Salle, parti à la recherche du Mississipi, *La Belle* fit naufrage. Presque toutes les réserves de vivres, de vêtements et de munitions restées à son bord

furent perdues. Après plusieurs mois de marches forcées et de combats avec les Indiens qui décimèrent sa petite troupe, La Salle revint sans avoir réussi à retrouver le grand fleuve qui roulait toujours là-bas, quelque part derrière l'horizon illimité. La nouvelle de la catastrophe le terrassa. Il fut pris d'un accès de fièvre cérébrale.

Mais il fut bientôt à nouveau sur pied et repartit chercher du secours au Canada par voie de terre. Les mécontents qu'il laissait derrière lui occupèrent leurs loisirs à fomenter des troubles et à attiser la rébellion. Le profond découragement des colons et l'hostilité des Indiens favorisaient les incidents.

De longs mois plus tard, une sentinelle entendit enfin la voix de La Salle . . . mais où étaient les renforts attendus du Canada ? De toute son escorte, le chef de l'expédition ne ramenait que 8 survivants épuisés. Ce fut un lugubre toast, des verres d'eau claire, que les malheureux portèrent à un avenir bien sombre, ce soir de Noël 1686.

Les plus vaillants eux-mêmes durent convenir que La Salle était bel et bien perdu dans cet immense continent vierge et que, si ses sorties étaient aussi hasardeuses que vaines, il leur était intolérable de rester au fort à attendre la mort.

Il n'y avait pourtant pas d'autre solution que d'essayer, d'essayer encore. Cette fois, La Salle décida d'entraîner avec lui les plus mécontents

et les pires scélérats de la colonie.

En pleine brousse, les révoltés tuèrent les neveux de La Salle et le guide indien Nika pendant leur sommeil. Puis, ils s'embusquèrent pour assassiner La Salle lui-même. Cachés dans les hautes herbes du Texas, ils l'abattirent à coups de mousquet. Le plus endurci se drapa par dérision dans sa merveilleuse cape écarlate à parements dorés, les autres dépouillèrent le cadavre de tous ses vêtements et le dissimulèrent dans des buissons. La dépouille de celui qui fut le plus grand explorateur de l'Amérique du Nord n'eut même pas pour sépulture le sol de cette savane où il avait déployé tant d'héroïsme.

La petite colonie du Texas, son

rêve le plus ambitieux et son plus noble échec, fut abandonnée à son tragique destin. Les Espagnols, venus pour la détruire, n'y trouvèrent que cadavres mutilés et ruines calcinées, témoins éloquents du passage des Indiens qui les avaient précédés. Quatorze ans plus tard, lorsque d'Iberville fit son entrée dans l'estuaire du Mississipi à la tête d'une flotte imposante, pour y fonder la Nouvelle-Orléans, un chef indien demeuré fidèle à la France lui remit une lettre jaunie. Elle était adressée à Robert Cavelier, Sieur de La Salle, et relatait les circonstances du prodigieux voyage qui avait conduit jusqu'au delta funeste du grand fleuve, Henri de Tonti, en quête de son ami perdu . . .

DANS LE CORTEGE DE DEMAIN

Aux résultats se juge un chef

R. Cavellier, commandant hardi et dur, offrit un monde immense à son roi.

La Presse 27 juin 1921

ROBERT Cavellier, sieur de La Salle (titre de noblesse du nom d'un domaine familial) est le type même de l'explorateur. Talent et esprit d'initiative, fermeté et courage et une grande connaissance des arts et des sciences en plus d'une puissance de travail quasi surhumaine, ont permis à cet homme hardi de découvrir le Mississippi, de le suivre jusqu'en Louisiane, de visiter tout le pays jusqu'au Mexique et, bref, de donner à la France l'une des plus riches contrées du monde. A toutes les tribus indiennes répandues entre la Nouvelle-France, la Floride et le Mexique, de 1675 à 1687, ce découvreur apporte le salut de la France. Il est donc un ambassadeur à sa manière et il mérite d'être honoré dans le cortège de demain à l'occasion de la fête nationale.

A notre époque de vitesse supersonique, de wagons de luxe et d'autos rapides, il nous est impossible d'imaginer de telles expéditions en canots avec un minimum de vivres, des fusils de chasse et le flair pour guide. Pourtant Robert Cavellier a réussi de pareils exploits: il a vu Niagara, Chicago, Illinois, qui n'étaient alors que des bourgades indiennes. Il a construit des forts, colonisé des régions, fait la guerre comme la paix et planté partout des croix au nom du roi de France.

Vraie vie de roman

Né à Rouen, il s'intéresse d'abord au commerce de sa famille, merciers en gros. Très à bonne heure le goût de l'aventure se manifeste chez ce jeune homme, grand de taille, fier, indépendant, dur pour lui-même et les autres. C'est à l'été de 1667 qu'il arrive à Québec et bientôt à Ville-Marie. On lui concède des terres sur le bord du Saut et comme il ne rêve que de découvrir le fameux

passage par l'ouest vers la Chine, il donne à son domaine le nom de Lachine qui lui est resté. Robert Cavellier n'avait alors que 24 ans et l'aventure lui plaisait trop pour s'attarder longtemps à son domaine. En janvier 1669, il décide de tout abandonner: il vend tout, remet sa seigneurie aux Sulpiciens, sauf un domaine de 420 arpents qu'il vent à Jean Milot.

C'est parce que la seigneurie de Cavellier se trouvait dans les limites actuelles de Ville La Salle que cette jolie localité de l'île de Montréal a pris ce nom éminent dans les fastes de notre histoire.

De 1669 à sa mort en 1687, Cavellier occupera son existence à l'exploration. Sa vie est un roman et le célèbre ouvrage de Le Jeune a bien raison de lui consacrer de longues colonnes que le lecteur doit avec voracité.

Avant tout: du courage

Si Robert Cavellier eut bien des ennemis qui finalement le tuèrent d'une balle au front, son amitié pour Henri de Tonti, fidèle et brave compagnon d'exploration demeure un rare exemple de ce que peuvent accomplir des êtres courageux imbus d'idéal. Robert Cavellier n'était pas un soldat: en fait, il fit ses humanités, sa théologie, prononça ses premiers vœux pour finalement retourner à la vie séculière avant de partir pour le Canada dont le nom exerçait sur lui une fascination incroyable. Mais du soldat il avait le courage, la force, la ténacité.

Ces trois vertus lui ont permis d'explorer tous les Grands Lacs, de signer des traités avec les tribus et d'acquiescer à la France des amitiés précieuses. Chaudement recommandé par le gouverneur de la Nouvelle-France à nul autre que Colbert, le grand ministre de Louis XIV, Cavellier obtint des hommes et des ressources pour ses diverses expéditions. Il les mena toutes à bonnes fins malgré des difficultés sans nombre et dont il est difficile de se faire idée aujourd'hui.

Les multiples rapports qu'il a soumis au Roi de France sont une mine inépuisable de renseignements pour les historiens qui oublient vite les défauts de cet homme hautain pour ne voir que l'immensité de ses réalisations.

C'est Cavellier qui le premier com-

prit l'importance d'un fort (Frontenac en amont des Mille-Iles pour commander la tête des Grands Lacs; c'est Cavellier qui découvrit les anses et les baies de ces lacs au fond desquelles se dressent aujourd'hui les plus florissantes villes du Middle-West américain; c'est Cavellier qui le premier parcourut tous les affluents du Mississippi et traça les routes des explorations futures.

Son œuvre est immense: elle est aujourd'hui passée à l'histoire. Quand on se penche sur les cartes modernes et que l'on suit le tracé des explorations de ce chef intrépide on ne peut que s'incliner devant la hardiesse de ce marin qui sachant calculer les longitudes n'hésitait pas à s'engager sur des mers inconnues. Cavellier savait obéir à ses chefs et exigeait pareille soumission de ses hommes. Que des querelles intestines chez ceux-ci provoquèrent sa fin tragique cela ne change en rien l'envergure de sa vision. Sa vie fut une aventure dangereuse: elle se termina par une tragédie... tant il est vrai que l'homme est l'artisan de sa propre fin.



Robert Cavellier de La Salle
(D'après un dessin du temps)

Un anniversaire

(Service spécial à la PRESSE)

17200000 1757
Québec, 19. — Le 19 mars marque le 265e anniversaire de la mort tragique de l'un de nos plus grandes gloires nationales: Cavalier de La Salle. On sait que le grand explorateur, découvreur des bouches du Mississippi, fut assassiné par quelques-uns de ses gens sur les bords du "Père des Eaux". A cet endroit, en 1937, le Comité France-Amérique a pris l'initiative d'organiser le Comité National pour la célébration du 250e anniversaire sur le même plan que celui qui a été organisé pour le quatrième centenaire de la découverte du Canada par Jacques Cartier, et de constituer une Mission France-Amérique qui s'est rendue à Pâques 1937, en Louisiane, en Alabama et au Texas où s'est surtout exercée l'action de Cavalier de La Salle.

Vers cette époque, dans le but de réveiller le souvenir du héros, deux magnifiques études parurent dans un numéro de "France-Amérique", la première consacrée à l'empire colonial de la France en Amérique Septentrionale, à l'extension du territoire de cet empire, et l'autre à Cavalier de La Salle et aux deux grandes figures qui dominent la conquête: D'Iberville et le Père Marquette. La première étude avait pour auteur Gabriel-Louis Jarry, et la seconde, M. E. Carteron, ancien consul général de France au Canada, ministre de France à La Havane.

L'Histoire rappelle qu'en janvier 1687, la situation du malheureux La Salle, aux bouches du Mississippi, était désespérée. Le 7 de ce mois, il tenait vingt hommes au Fort Saint-Louis et s'élançait avec seize autres vers l'intérieur. Mais dans les corps usés de ces hommes, les énergies sont fléchies. La marche est lente, pénible. En mars, on traîne encore sur un affluent du fleuve Trinity.

Et le drame se produit, rapide, foudroyant, implacable. Quelques hommes se sont éloignés de la troupe: Duhaut, Liotot, L'Archevêque et Moranget, le neveu de La Salle. Que se passe-t-il? Les hommes, exténués, "piqués", s'emballent à une observation de Moranget. Celui-ci, copiant un peu son oncle, adopte une morgue exaspérante. On le tue. Et pour que l'affaire ne transpire pas, les assassins exterminent deux compagnons de Moranget, pour leur fermer la bouche. On est au 17 mars. Puis, les hommes du groupe qui restent s'affolent. La Salle découvre quand même leur forfait. Ils craignent sa rigueur. Un seul moyen d'y échapper: se débarrasser du chef, par surprise.

Inquiet de l'absence prolongée de son neveu, La Salle se met à sa recherche. Il l'appelle: il fouille les taillis au-dessus desquels plane sinistrement un aigle. Il crie dans le désert. Alors, se levant d'entre les hautes herbes dans lesquelles il se cachait, L'Archevêque vise La Salle et l'abat d'un coup de feu. Le Père Douay accourt auprès du moribond qui agite doucement la main durant une heure et brusquement ferme les yeux pour toujours. Sur place, le Récollet enterre le chef dans le sol qui aura deux fois son tombeau. Il est mort, ce fondateur d'empire, à 43 ans. Lui, le marcheur intrépide qui mesurait l'immensité d'un continent à la longueur de ses pas, lui, perpétuel mouvement en avant. Il n'était plus qu'un souvenir imprécis mêlé à la terre ignorée, quelque part, là-bas, dans la nudité de la Nature vierge.

SAINTE-FOY.

La Salle and His Times

Gazette *10 Nov 1952*
TOUCHED WITH FIRE. By John Tebbel. Doubleday and Bonellie, 447 pages, \$4.50.

John Tebbel has drawn material liberally from both authentic history and legendary folklore in his writing of the exploratory journeys of Robert Cavalier, the man we know as the Sieur de la Salle.

La Salle, first white man to explore the mighty Mississippi to its mouth, is presented as a visionary with a fanatic's faith, devoted to an unswerving ambition which plays a major role in the shaping of the destiny of early Canada.

Touched With Fire, while based on the true story of La Salle's life, his incredible journeys and his vic-



JOHN TEBBEL

torious over virtually insurmountable difficulties, is essentially a historical novel.

For when history and legend waver in the telling, Mr. Tebbel calls upon a bright imagination to round this romance of the building of a great country from the wilderness of colonial times.

The author blends a host of colorful characters living in an adventurous era with a wealth of descriptive narrative of the mysterious wonders of the St. Lawrence villages of Quebec and Montreal, the weary, dangerous miles of wilderness travel through the Great Lakes, down the Mississippi to the Gulf.

La Salle's constant companion from his first voyage from France is Philippe Brisson, whom the author has chosen to narrate the story.

La Salle, Brisson and lovely, wilful Madeleine Lamoreaux, who pits her desires against La Salle's ambition to seize half a continent for the King of France, become enmeshed in a web of intrigue.

La Salle's enemies, the ruling government at Quebec and the Jesuits, covet his authority and plot his downfall.

Dominating the story are the constant hardships and perils which beset the explorer and his

band at every turn of their travels through thousands of miles of virgin lands, where death is an expected lurker in the shadows around every campfire.

As Brisson, in the epilogue, notes: "If the love Madeleine and I have shared in these twilight years of our lives is not the natural result of boyhood ardor, if it appears strange to those accustomed to the grand passions of the romantics, I can say only that we are closer still in the knowledge that we gave the best part of our lives and of our selves to a man who deserved so much more than we or anyone could give him."

"In our time we shall die and be forgotten, but the name of La Salle will live forever. Of that I am certain."

It is dated Montreal, Canada, November 16, 1720, and thus ends an eventful recreation of 16th century life of the first French settlers on these shores.

BRUCE CROLL

A Lachine, près de
Montréal, la vieille
maison dite de Cavel-
lier de La Salle,
maintenant musée
municipal.



At Lachine, near
Montréal, the so-called
Cavelier de La Salle
old house, now
municipal museum.



EXT.: THE MONTREAL BOARD OF TRADE
1958-1959 ANNUAL REPORT

B—VOYAGES DE DÉCOUVERTE

6. **Champlain, Samuel de, 1610, 1617. 5 pages.**

Contrat de mariage, 27 décembre 1610 (1 page). Photostat. L'original est aux Archives nationales, Paris, Minutier central des Notaires de Paris et du Département de la Seine, Étude Thibierge.

Engagement d'Isabelle Terrier, servante, par Champlain et sa femme, Hélène Boullé, pour une période de quatre ans, 22 juillet 1617 (1 page). Photostat de l'original, obtenu de David Parker.
7. **Buckingham, George Villiers, premier duc de, 1625. 1 page.**

Don, par Charles 1^{er}, d'un navire destiné à prendre part à la découverte du passage du Nord-Ouest. Copie authentique sur parchemin, sans sceau.
8. **La Salle, Robert Cavalier, sieur de, 1669. 14 pages.**

Acte de vente de son domaine situé à Lachine, dont il a disposé pour se procurer les fonds nécessaires à son voyage de découverte, 9 janvier 1669 (1 page); rapport du directeur du laboratoire expérimental de l'Académie nationale des Arts et Métiers, Paris, 1931, au sujet d'un boulon qui provient peut-être du navire de La Salle, *Le Griffon* (10 pages).
9. **Cavelier, Jean, 1684-1687. 43 pages.**

Récit du voyage de La Salle à l'embouchure du Mississippi, de juillet 1684 à février 1687, par Cavelier, sulpicien, frère de La Salle. Transcrit de l'original acquis par Francis Parkman en 1854. En préparant le texte de ce journal de voyage en vue de sa publication, le révérend père John Gilmary Shea a fait une erreur dans ses notes marginales où 1688 apparaît au lieu de 1686. Voir *Early Voyages up and down the Mississippi* (Albany, 1861) pp. 15-42.
10. **Perrot, Nicolas, 1685-1690. 9 pages.**

Marché entre Nicolas Perrot et Louis Chambalon par lequel ce dernier s'engage à servir de commis-procureur à Perrot au cours d'un futur voyage de traite au pays des Outaouais, 2 octobre 1689; approbation mutuelle de ce contrat auquel on a ajouté quelques clauses supplémentaires, 13 mars 1690 (5 pages).

Nomination de Pierre Le Sueur à la conduite des affaires de Perrot, 14 mai 1690 (2 pages). Photostat tiré de l'original qui était en la possession de feu W. Inglis Morse.

Traduction anglaise d'un contrat d'association en vue d'un voyage à la baie des Puants, 4 avril 1685 (2 pages). Photostat d'une copie dactylographiée.
11. **Du Lhut, Daniel Greysolon, 1691-1710. 32 pages.**

Acte d'achat d'un terrain à Montréal de Charles d'Ailleboust et de Catherine Le Gardeur, 29 novembre 1691 (2 pages). Photocopie. L'original se trouve aux archives du Palais de Justice, à Montréal.

Procuration de son frère, 25 février 1695. Endossée par Du Lhut en 1704 (4 pages). Photostat.

Acte d'achat d'un terrain à Montréal, 29 novembre 1691; bail à loyer de maison, 1709; testament, 1709; codicille au même testament, 1710 (26 pages). Transcription. Les originaux se trouvent aux archives du Palais de Justice, Montréal.
12. **La Vérendrye, Pierre Gaultier de Varennes, sieur de, 1731-1748. 33 pages.**

Contrat d'association entre Jean-Baptiste Gaultier, Eustache Gamelin Châteaueuvieux et Nicolas Sarrasin, 28 avril 1731 (3 pages). Dans cette entente, il était stipulé que la moitié des recettes devait être appliquée au voyage de découverte de La Vérendrye vers l'Ouest. Acquis en 1928.

Journal de voyage, sous forme de lettre, adressé au marquis de Beauharnois, 20 juillet 1738-mai 1739 (22 pages). Don reçu en 1889 des exécuteurs testamentaires de William Badgley, juge de Montréal.

Collections de la Minnesota Historical Society: lettre de La Vérendrye à Hamelin, commerçant, 23 février 1735; contrat entre La Vérendrye, Dominique Godé et Alexis Le Moine Monière au sujet du commerce de l'Ouest, 22 octobre 1748 (5 pages). Photostat. Don de J. L. Johnston, bibliothécaire provincial du Manitoba, 1938.

Lettre adressée au ministre au sujet de ses projets de découverte, 6 mai 1742 (3 pages). Photostat. L'original est aux Archives des Colonies, C¹E, vol. 16, folios 253-254, Paris.

ARCHIVES PUBLIQUES
DU
CANADA
DIVISION DES MANUSCRITS
INVENTAIRE PROVISOIRE

FONDS DES MANUSCRITS N^o 18
DOCUMENTS ANTERIEURS
A LA CESSION
1966

Fevrier 1967

Bulletin de la Soc.
Historique de Montréal

ROBERT CAVELIER DE LA SALLE, EN 1667

NOUVEL ARRIVE, PLACERA MONTREAL AU

COEUR DE L'AMERIQUE FRANCAISE

par ARMOUR LANDRY

Montréal, métropole du monde. Voilà un titre plutôt ambitieux et, pourtant, c'est bien à Montréal qu'une grande partie des nations de "La Terre des Hommes" se donne rendez-vous pour l'Exposition Universelle '67. Le nom de Montréal est actuellement d'usage courant dans les officines du monde diplomatique et chaque pays participant à l'heure même, travaille avec ardeur pour y faire valoir ses oeuvres humanitaires. Si le nom de Montréal fait actuellement le tour du monde, un autre événement, datant du 16e siècle, l'avait déjà fait connaître auprès des grands de la Cour des puissantes nations de l'époque qui s'intéressaient au Nouveau-Monde.

Gian Ramusio, de Venise, géographe réputé de son temps, vers 1550 traduisait en italien les narrations de voyages de 1534, 1535 et de 1541 de Jacques Cartier au Canada et pour illustrer le chapitre de la visite du navigateur de Saint-Malo à Hochelaga (Montréal d'aujourd'hui), le Vénitien dessine une carte indiquant au coeur de ce village une montagne que Cartier nomma: Mont-Royal. L'indication apparaît dans sa traduction italienne: MONTE REAL. Les récits de Ramusio eurent une telle vogue que nous retrouvons la première édition encore aujourd'hui dans plusieurs des grandes bibliothèques nationales du monde. La collection Gagnon de la Bibliothèque Municipale de Montréal en possède les deux tomes reliés en un seul volume. L'unique exemplaire subsistant du "Brief récit & succincte narration..." écrit par Jacques Cartier et publié à Paris en 1545 est précieusement conservé au British Museum de Londres.

En 1639 le nom de Montréal devient courant avec la fondation, à La Flèche, en France, de la Société Notre-Dame-du-Montréal, par Jérôme LeRoyer de La Dauversière qui, en 1642, s'occupe de la fondation de la modeste colonie insulaire avec une cinquantaine de recrues dirigées par Paul Chomedey de Maisonneuve. A ce moment que lque 40,000 colons anglais sont déjà établis du long des côtes de l'Atlantique, partant de la Virginie allant jusqu'au Commonwealth du Massachusetts. Cependant de la petite bourgade sise au pied du Mont-Royal, partiront les missionnaires, les explorateurs et les colons vers ces régions du nord-ouest et du centre de l'Amérique du Nord, prenant possession de plus de la moitié du territoire occupé par les Etats-Unis.

De LaFlèche, la première équipe établie à Montréal reçoit ses provisions, ses nouvelles recrues et ses directives. Petite ville d'Anjou, riche d'histoire, en 1603 elle attire l'attention par son nouveau collège des Jésuites, fondé par Henri IV, collège qui devait laisser

...suite page suivante

une marque profonde dans l'histoire de l'Amérique française. De cette institution partent les missionnaires très connus, les PP. Massé, Jogues, Brébeuf, Lallemand, et que d'autres. Mgr de Montmorency-Laval, premier évêque du Canada, est un ancien élève de cet établissement devenu un centre bourdonnant de propagande pour les colonies de la Nouvelle-France. En 1667, parmi les jeunes novices nourris à la lecture des "Relations des Jésuites" un étudiant en théologie, le Frère Ignace, nom en religion, Robert Cavelier de la Salle, originaire de Rouen, sent l'appel irresistible du Nouveau-Monde et, le 28 mars de cette année, il rentre dans la vie séculière et part pour Québec, se dirigeant presque aussitôt vers Montréal, afin d'y rejoindre son frère, l'abbé Jean Cavelier, de la Société des Messieurs de Saint-Sulpice, seigneurs de l'Île de Montréal. Dès son arrivée, de la Salle reçoit des Sulpiciens une concession des terres en bordure du Sault Saint-Louis. Il a aussitôt feu et lieu parmi cette population qui ne rêve que d'élargir les frontières de la Nouvelle-France et d'aller évangéliser les indigènes des régions inconnues du Couchant. Pendant deux années, il se prépara à la grande aventure qui devait marquer le destin de Montréal et laisser des traces indélébiles dans l'histoire de notre continent.

En arrivant en 1667, Cavelier de LaSalle a sans doute logé chez les Sulpiciens avec son frère, l'abbé Jean, et nous pouvons bien l'imaginer en train de causer avec lui dans les jardins du Séminaire, qui existent encore aujourd'hui, près de la Place d'Armes, accompagné de M. Dollier de Casson, ce prêtre aux talents multiples, qui fut son premier compagnon dans son expédition vers les Grands Lacs. Mais le 11 novembre 1668, par un acte passé devant le notaire Basset, il loue une maison située du côté nord-ouest de la rue St-Paul, près de St-Pierre, propriété de Claude Robutel de St-André, au moment où il faisait construire une "habitation" et une grange avec écurie sur son domaine de "Lachine", propriété qu'il vendra à Jean Milot, afin de financer son premier voyage "...pour trouver la Mer de Vermeille où il croyait que l'Ohio tombait..."

Dès sa première randonnée d'exploration en juin 1669, voyageant sans cesse jusqu'au moment où il fut assassiné le 19 mars 1687, dans une mutinerie parmi les membres de son équipage, Robert Cavelier de La Salle fait de Montréal son pied-à-terre et y provoque une activité intense due aux entreprises audacieuses qu'il établira du long de son parcours. A Montréal, il recevra la collaboration des missionnaires Sulpiciens et Récollets. Avec l'aide de ses adjoints, Tonti et LaForest, il y embauchera des hommes d'équipes: Fontaine, pilote, Quesnel, armurier, Dubois, charpentier, Larose, maçon, et des centaines d'autres, qu'il distribuera dans les postes et les forts qu'il construira jusqu'aux bouches du Mississippi. En 1676, il fait du fort Frontenac, un ouvrage considérable coûtant plus de 40,000 livres, somme recueillie chez des commanditaires de Montréal. Un nombre incalculable de contrats par M. de La Salle, Tonti et de La Forest, se rapportant aux forts Frontenac, Crèvecoeur, Michilimakinac, St-Louis, etc., signés par devers le notaire Adhémar de Montréal, sont conservés et classés ici sous les soins de l'archiviste, M. Jean-Jacques Lefebvre du Greffe de la Justice.

... suite page suivante

Jusqu'à date aucun auteur n'a épuisé le récit de la vie de Robert Cavelier de La Salle, explorateur intrépide, esprit entreprenant et courageux. Il réussit un fait historique sans précédent, en reliant à la cause française, sans trop férir plusieurs tribus ennemies et ce tout le long de son périple. Sa maîtrise des langues indiennes et son éloquence ont fait plus que tous les soldats les mieux équipés pour amener mêmes leurs sous le drapeau fleurdéliné.

Plusieurs des postes qu'il a établis ont continué de grandir et sont devenus quelques grandes villes des Etats-Unis, telles que Détroit, Michigan, Chicago et Péoria, Illinois, St-Louis, Missouri, Memphis, Tennessee, etc. Il serait difficile d'établir un inventaire de tous les monuments, plaques commémoratives, noms de villes, de comté, et même de maisons de commerce, qui rappellent le souvenir de Cavelier de La Salle sur notre sol d'Amérique. Sans compter qu'en plusieurs endroits ses compagnons montréalais ont laissé de nombreux descendants et nous retraçons tout le long de la vallée du Mississippi des noms qui nous sont familiers.

Dans l'histoire d'Amérique, le nom de Montréal reste étroitement lié à l'oeuvre phénoménale de Robert Cavelier de La Salle, précurseur des frères Le Moyne d'Iberville et de Bienville, des La Vérendrue et de toute la pléiade de voyageurs montréalais, valeureux hérauts de la civilisation française sur notre continent.

Fin

NOUVELLES DU MUSEE MILITAIRE ET MARITIME DE MONTREAL

LA COMPAGNIE FRANCHE DE LA MARINE ET LES FRASER HIGHLANDERS

A compter du 28 avril, on pourra voir les deux escadrons au vieux Fort où ils paraderont sur les terrains de l'Expo 67. Les cadets de la Compagnie Franche de la Marine feront des manoeuvres dans "Le Village" et les Fraser Highlanders paraderont dans "The Pioneer Land" - situé sur l'île de la Ronde.

Malgré l'inauguration de l'Expo 67, la Compagnie Franche de la Marine fera une tournée aux Etats-Unis, parcourant Albany, N.Y., New-Haven, Conn., ainsi que la ville de New-York. Les Fraser Highlanders les y rejoindront le 5 mars pour assister au Bal du Jour du Canada, qui aura lieu au Waldorf Astoria, sur invitation spéciale du consul du Canada.

La Société Historique du Lac Saint-Louis

6 juillet 1669

Première expédition de La Salle

On a beaucoup écrit sur Robert Cavalier de La Salle. On a dit de lui qu'il avait des manières hautes et insupportables, qu'il était dur envers ses subordonnés. C'est fort possible, mais il n'en reste pas moins que son courage, sa fermeté et ses connaissances en ont fait l'un des plus remarquables explorateurs de l'Amérique du Nord au XVIII^e siècle. Ses états de service laissent deviner combien glorieuse aurait été sa carrière s'il n'avait péri sous la main d'un assassin alors qu'il ne comptait pas encore 44 ans.

Né à Rouen, en 1643, Robert Cavalier sollicita son admission, à l'âge de 15 ans, au noviciat des Jésuites de Paris. Il avait terminé son cours classique au collège de cet or-

dre dans sa ville natale. Après plus de huit ans d'étude et de professorat, cependant, il quitta la communauté et revint à la vie séculière. A ce moment-là, son frère, Jean, qui est entré à Saint-Sulpice, est en Nouvelle-France depuis six mois et il décide de l'y rejoindre, à la recherche d'une vie aventureuse.

En atteignant Ville-Marie, il reçoit du supérieur du séminaire une concession située sur les bords du saut Saint-Louis. C'est là que s'éleve au-

A Ville-Marie se trouvait alors un homme qui avait connu un début de carrière en sens inverse : François Dollier de Casson. Il était doué d'une force physique remarquable et aurait pu, dit-on, porter un homme assis dans chacune de ses mains. Il avait servi comme capitaine de cavalerie sous le grand Turenne, puis était entré à Saint-Sulpice. Il était arrivé au Canada en même temps que son collègue, Jean Cavalier, et son désir d'apprendre

La Salle accueillit les visiteurs avec chaleur et les garda auprès de lui assez longtemps pour apprendre les rudiments de leur langue. Ces Indiens lui parlèrent également du mystérieux cours d'eau et il vint à la conclusion que celui-ci se jetait dans le golfe de Vermeil. Il n'eut plus qu'un seul désir : s'y faire conduire, puis le descendre jusqu'à son embouchure afin de trouver ainsi la route de la Chine.

Le gouverneur de Courcelle lui donna des lettres de présentation aux gouverneurs anglais ou espagnols des colonies qu'il pourrait rencontrer, puis il se mit en route pour sa première expédition, le 6 juillet 1669, à Montréal. Dollier de Casson et un autre sulpicien, Bréhan de Galinée, l'accompagnaient, de même qu'une vingtaine d'hommes. Le groupe passa près des chutes Niagara (on les entendit sans les voir) puis atteignit la rive nord du lac Érié. Les missionnaires poursuivaient un but : celui d'évangéliser les naturels. Un autre idéal, on le sait, animait Cavalier de La Salle, et comme il différait d'opinion avec eux sur l'itinéraire à suivre, il les quitta à ce point pour se diriger vers l'Ohio. Il paraît que ses guides l'abandonnèrent bientôt et qu'il se retrouva seul en pleine brousse.

Cavalier de La Salle parvint à rentrer à Ville-Marie, mais il y mit beaucoup de temps car au début de novembre 1671, l'intendant Talon écrivait qu'il était encore sans nouvelles de lui. En 1673, le gouverneur de Frontenac lui confiait une mission auprès des Iroquois en vue de la construction du fort Cataracoui. Ainsi débuta sa carrière.

Le calendrier des pionniers

aujourd'hui la ville de Lachine, en banlieue de Montréal. Pourquoi "Lachine"? Certains disent que Cavalier de La Salle donna ce nom à l'endroit parce qu'il espérait trouver la route du grand Cathay ; d'autres assurent que ce sont ses contemporains qui en décidèrent ainsi afin de tourner l'explorateur en dérision.

les langues indigènes devait le conduire chez les Nipissings. Il y rencontra un Indien appartenant à la tribu qui vivait sur les bords de l'Ohio et apprit l'essentiel de son idiome. Rentré à Montréal, il descendit à Québec afin de s'y approvisionner en vue d'un voyage jusqu'au confluent de l'Ohio et du Mississippi.

Robert Cavalier de La Salle, lui, avait eu l'occasion de rencontrer à Lachine beaucoup d'Outaouais et d'Iroquois qui devaient y débarquer, à la tête du saut Saint-Louis, en route pour Montréal. Il avait appris l'existence d'une grande rivière située au sud-ouest. Conduisait-elle au golfe de Vermeil (de la Californie) ou au golfe du Mexique ? Personne ne le savait. A l'automne de 1668, deux canots montés par des Sénèques arrivaient à Lachine. Cavalier de



Robert Cavalier de La Salle, d'après un dessin de 1688.

EXPLORER LA SALLE

mixed-up man of iron

□ A tourist around the Great Lakes or American midwest today can't go far without seeing the name of La Salle, the explorer who, between 1678 and 1682, took an expedition from the Great Lakes to the Gulf of Mexico and later made a disastrous attempt to colonize the mouth of the Mississippi by sea. His name appears on motels, parks, monuments and in tarnished gold leaf on pool rooms and insurance-agency windows from Montreal to Matagorda, Texas. A car was named after him in the 1920's. He has been dramatized in dozens of historical novels and textbooks. School kids, with a bit of prodding, remember that his seigneurie above Montreal was nicknamed La Chine because La Salle, as a young man, was always talking about the route to China.

Yet La Salle explored very little, his projects were failures, and he was hopeless as a leader of men. Modern scholars debunk him as a discoverer and depict him as the promotion of a trio of political intriguers. Prof. W.J. Eccles of the department of history, University of Toronto, wrote recently "The most obvious things about La Salle were that he was a rogue and mentally deranged . . ." La Salle certainly spent less time cruising serenely down wilderness streams, the way explorers are supposed to do, than in promoting funds. His life wasn't a cruise; it was a rat race. He financed his expeditions the way a man today would finance a new toothpaste. He was broke and just a jump ahead of his creditors all his life.

One time at Niagara, headed for the Gulf of Mexico, he'd just got his men started on thawing the frozen ground with hot water to build a fort, with 1,500 miles to go, when he got word that his creditors in Montreal had seized everything he owned, including his secretary's bed, and he walked 250 miles back to the present site of Kingston in dead of winter to straighten things out.

La Salle owed a known minimum of \$144,000 and his family claimed he

owed them an additional amount of over three times that. He spread money around the Great Lakes area the way, today, we're spreading detergents, and he dismissed an epic tangle of debts with one of the great understatements of history: "I have neither the habit nor the inclination to keep books."

The story of this neurotic, humorless Canadian hero, who was born Robert Cavalier but who gave himself the title De La Salle, has become something of a 300-year-old mystery and it isn't solved yet. He came to Canada in 1667, a young man of 24 in girlish curls and wavy shoulder-length locks, with a bit of money from the estate of a wealthy Rouen wholesaler. He spent the money and borrowed more to develop and lease out part of an isolated tract of wilderness nine miles above the village of Ville Marie (now Montreal) leased to him by the Sulpicians, who owned Montreal island. But his real interest was in exploring the commercial possibilities of a great river, the Mississippi, rumored by the Indians to lie to the west, and which La Salle thought might provide a route to China. This wasn't as unreasonable as it now sounds. Nobody knew how the continent was shaped, how far west or south the lakes extended or how close they came to the Pacific.

Before long La Salle sold his concession back to the Sulpicians and three businessmen of Montreal, hired four canoes and 14 tough, long-haired professional canoeemen, and on July 9, 1669, after spending a few days in Montreal looking after his already complicated finances, he headed up the St. Lawrence, at the age of 26, to join forces with a party of two Sulpician priests, Dollier de Casson and Rene Francois Brehand de Galinee, who had set out to reconnoitre the lakes as missionaries. The party came out of the Thousand Islands at the head of the St. Lawrence river into Lake Ontario and followed the south

shore until they reached the narrows of Hamilton bay at the extreme west end. There, at a place probably near Dundas, Ont., La Salle made the strange pronouncement that he didn't feel well and was going back to Montreal.

Nobody knows where La Salle went. He reappeared around Montreal the following spring, when a fur trader, Nicholas Perrot, reported seeing him fishing in the Ottawa river. La Salle is mentioned twice in documents during the next three years, both times in connection with negotiating personal loans. But it was not until 1673 that he appears in continuous records. By this time, at the age of 30, he had become active in the political affairs of Governor Frontenac, and had helped establish the combined fort and trading post, Fort Frontenac, at the east end of Lake Ontario on the present site of Kingston. In the fall of 1674 he sailed on the annual ship to France and raised enough money from his family to take over Fort Frontenac himself, and at the age of 31 was established there, doing a brisk fur-trading business with a couple of small lake boats and a company of men who delivered hardware, pots, axes and probably brandy to the Iroquois around Lake Ontario.

It was from this base at Fort Frontenac that La Salle made the expedition for which he became known.

By this time the Mississippi had been explored part way by the Jesuit Father Marquette and the fur trader Joliet. La Salle's plan was to follow it to its mouth, constructing a fur-trading empire on the way, with forts and vessels to transport furs on the lakes and Mississippi system.

In 1677 he went to France again, paid off the director of trade for lobbying him at court, got approval of his plans, raised more money from his family and friends: \$4,000 from a Sieur Simounet; \$6,000 from M. Dumont; \$24,000 from M. Raoul; \$16,000 from his cousin Piet; and by July, 1678, was back in Canada.

He began in the fall of 1678 with the construction of a ship at Niagara, upriver from the unnavigable rapids

The leader of the expedition to the Gulf of Mexico was a rat-racing rogue, just a step ahead of his creditors until he died from a bullet in his brain

by ROBERT THOMAS ALLEN



Robert Cavalier, Sieur de la Salle

and falls. The ship, the Griffin, was worked up the Niagara river and into Lake Erie and Lake Huron, through the straits of Mackinac at the north, and into Lake Michigan. Part way down the west shore the Griffin was loaded with furs to be relayed at Niagara to Montreal to help out with finances, and was either wrecked or scuttled, as La Salle never saw her again. What is believed to be part of her hull was discovered a few years ago in Lake Huron. La Salle and the rest of the party continued in autumn storms and heavy seas down Lake Michigan in birch-bark canoes that carried, among other things, a forge for the construction of another vessel. At the foot of Lake Michigan, he portaged to a tributary of the Mississippi called the Kankakee, which at that point was the size of a creek, and followed it along the desolate edge of the prairies to the Illinois river. He established himself near the present town of Peoria, built a fort, named Fort Crevecoeur and began plans for another fort upriver on a cliff known as Starved Rock.

Between here and Fort Frontenac was the scene of La Salle's activities for the next two years. His project was spread out over about 1,500



ROUTE taken by La Salle, who canoed 3,000 miles on his journey from Montreal to Mississippi delta.

miles, and there was considerable going back and forth between key points. La Salle travelled through the wilderness as if he owned it. Like all European travellers in the North American forests, he was usually watched by Indians, but he gave any he met high-handed treatment. Once, while beached for the night on the shore of Lake Michigan, he discovered that a party of Outagamies had stolen his valet's coat. He went into the woods, collared

an Indian, walked in among a camp of Outagamies and told the chief that he'd kill the prisoner if he didn't get his coat back. The only reason he didn't get it was that they'd already cut it up, but he got its value.

There was never a time when La Salle's men weren't deserting him. He had a never-failing talent for enraging people and he regarded his men as a thieving, blasphemous lot and had no use for them. His men detested him. Once on a portage one of his men, apparently on a sudden inspiration, raised his gun to shoot him in the back but was blocked by a companion. Today a state park near Starved Rock commemorates his exploits, but according to the report of a member of the party, when La Salle reached there, one of his men tried to poison him.

La Salle was cold mannered, a wet blanket on any canoeman's high jinks and condemned ribaldry with the fervor of a parson, yet when the chips were down, he had the endurance of a man of iron, and outlasted, outwalked and outfought the men around him. Once, worried about the fact that his party was running out of food and supplies, he walked back to Fort Frontenac in late winter, a distance of 800 miles by modern jet and 1,000 miles the way La Salle travelled. It took two months. Half way, at Niagara, the four men he took with him, including an Indian, were so beat and sick they couldn't continue, and he took three fresh men and finished the trip.

In the summer of 1680, while at Fort Frontenac, he got word, through two voyageurs, that all but four of his men on the Illinois had deserted, wrecked his fort and thrown all his arms, goods and stores into the river, and that some of them were on their way to Fort Frontenac to kill him. He took nine men, went out onto Lake Ontario in canoes, met the men, killed two in a running fight, captured seven at gunpoint and took them into custody. He went back to the Illinois and found nothing but scenes of desolation. The abandoned group on the Illinois, made up of a tough, one-handed Italian war veteran named Henri de Tonty, another man and two priests, had got out of the Illinois valley in the thick of an Iroquois-Illinois war that had broken out in the area. They'd barely saved their scalps and headed north in a leaky canoe to Lake Michigan. One of the priests was killed on the way by Indians. The remaining three were rescued in a state of exhaustion by a band of Ottawa Indians, and finally made it to the straits of Mackinac, at the head of Lake Michigan.

Canoes on sleighs

It was in the fall of 1681 that La Salle managed to get the final group together that reached the mouth of the Mississippi. There was some re-grouping of canoemen around the lakes, but considering it was an uninterrupted trip, and using the names of today's cities for reference, he started in Montreal and went up the St. Lawrence to Kingston, a long and arduous trip in itself, along the shore to Toronto, up the Humber river, or "carry" as it is properly called, as it's unlikely that there was much canoeing up the Humber river. He portaged to the Holland river, went down this to Lake Simcoe, up to Lake Couchiching, down the Severn river to Georgian Bay and into Lake Huron, up through the islands and past Manitoulin and through the straits of Mackinac, down Lake Michigan to Benton harbor. He still had men deserting him at this stage, but by the time the final group had gathered on the west side of Lake Michigan across from Benton harbor, he had with him 23 Frenchmen, 18 New England Indians, 10 Indian women and 3 children, a company of 54. This time to reach the south-running streams, they travelled up the Chicago river and portaged across the low divide to the Des Plaines river. They followed this to the Illinois. Down as far as Peoria they travelled frozen rivers, dragging their canoes on sleighs constructed on the spot, but below the lake they struck open water to where the Illinois joins the Mississippi. They were held up by floating ice where the Missouri comes into the Mississippi from the west, but were soon cruising through southern climate. They hunted and fished on the way and stopped to visit Indian villages. Sometime they dealt with the Indians in a way that would be hard to beat for sheer crust. Tonty, the Italian veteran who had remained loyal to La Salle, wrote in his memoirs, of his visit with one chief: "I saw that one of his wives wore a pearl necklace. I presented her with 10 yards of blue glass beads in exchange for it. She made some difficulty, but the chief having told her to let me have it, she did so."

Four months later, at the beginning of April, they reached the mouth of the Mississippi. La Salle had travelled 3,000 miles by canoe. Some of the men climbed trees and saw the blue Gulf of Mexico in the distance. The party split up to follow the three, narrow, deep mouths through the Mississippi delta. They met again in the evening, and camped for several days. La Salle took his bearings but kept them a secret, as a navigation point in those days was comparable to a patented formula today.

On April 9, 1682, they erected a pole, nailed to it the king's arms cast from a copper kettle, buried a

lead tablet, and with nobody to challenge their rights but the pelicans and fiddler crabs, claimed the Mississippi valley and all the surrounding land as far west as the Rockies for France.

The debunking of La Salle today is due partly to the original claims of historians that during his first trip to Lake Ontario with Father Galinee, as a young man of 24, he went on to discover the Ohio and the Mississippi. But the claim was based on French documents now believed to have been rigged years later in La Salle's life by two abbés who knew him in France. One was interested in discrediting the Jesuit Marquette by putting La Salle on the Mississippi before him. The other was bucking for a bishopric in the new world and a job as La Salle's agent. The result was a doctored map showing La Salle's name on a river he hadn't reached.

But the chief reason for the current attack on La Salle is that in the latter part of his life, when back in France, he became involved in a project so mismanaged from the outset that even the Harvard historian, Francis Parkman, who today is accused of being so prejudiced in favor of La Salle that he distorted a good deal of North American history, could only explain La Salle's actions by saying that La Salle was having a nervous breakdown. It ended in La Salle's murder. His plan was to reach the mouth of the Mississippi by sea and establish a colony there. By July 1684, he sailed from France with a 36-gun naval ship, a 6-gun vessel, a supply ship and a ketch, 100 soldiers, a huge group of colonists including tradesmen, laborers, business men, families, girls and children. The expedition was a disaster. La Salle couldn't find the point on the gulf that he had reached before. When he did land, it was 400 miles west of the Mississippi. More than 30 people died before the end

of the first summer. Men wandered off and never came back. During two years La Salle made exploratory trips trying to find the Mississippi, without success. Finally, on Jan. 7, 1687, he decided to take part of the company and head north for the Illinois and the Great Lakes. He set out with 16 men. On March 15, at the Trinity river in Texas, he sent a group to look for some food. The men on this scouting party quarrelled and three men, including La Salle's servant, were murdered. On March 19, La Salle set out with an Indian guide and a Franciscan friar, to see what had happened to the party. He saw them on the bank of the stream, and as he came up to them, one of them shot him through the head. The men stripped his body and left him where he'd dropped in the sawgrass of a lonely savannah.

Wiped out by Indians

The men involved in La Salle's assassination either murdered one another or left the party to live with Indians. The remainder found the Mississippi and got back to the Illinois and Montreal. The colony on the gulf was wiped out by Indians, although a few members, including some children, were adopted by the tribe and later turned over to the Spanish.

La Salle's project ended in ruin, as did most of the things he'd attempted, yet, ironically, his ideas were basically sound. He took on more than he could handle and was temperamentally incapable of carrying out his schemes. On his last expedition he started with too scanty a knowledge of navigation and of the geography of the Gulf of Mexico. He let himself become involved in unfeasible French plans to form a colony at a site from which they could launch military attacks against the Spanish in Mexico. He tried to do too many things and satisfy too many people at once. But

the idea of a colony near the mouth of the Mississippi was essentially a valid one. The location became the site of New Orleans, and the southern pivot of French power in North America. His idea of a trade route from the Great Lakes down the Mississippi to the Gulf of Mexico came true beyond his dreams. It's now the scene of brash industrial cities, speedways, grimy old ship's canals the color of eggplant, with depressing names like the Sag Sanitary Ship canal. The Chicago river carries the sewage of a city of 9,000,000 down the Mississippi. The Illinois in front of Starved Rock is so thick with detergent that sometimes on windy days the suds blow up into the nearby trees like snowballs. Starved Rock itself is in a state park, and when I was there a harassed teacher was yelling at a group of school kids, "Now what happened here?" There was a red car parked beside Fort Crevecoeur and a sign advertising choice ravine lots. The junction of the Kankakee and Des Plaines rivers that forms the Illinois is in a beautiful wooded valley. In Chicago, at the mouth of the Chicago river, where La Salle started his final stage of his expedition to the mouth of the Mississippi, Marina City, "the world's tallest resident towers," looms rather frighteningly over the scene. I spoke to a lonely, stunned-looking man standing on a concrete dock beside a below-street level parking lot, and he said, "Yeh, that's right. That's where La Salle and—what was that other monkey's name—Joliet—that's where they camped."

The west end of the portage is right in Chicago, amid Standard Oil tanks near a traffic sign that says "Use headlights through smoke," but it's surrounded surprisingly by a beautiful little wooded park.

I found it one sunny morning, followed a trail down to a pond. The sound of traffic disappeared. The woods became silent. I skirted the pond, came to another trail and began a gradual ascent past a concrete culvert, and I knew exactly what I would see the moment I reached the top. The Des Plaines gurgled along peacefully in front of me, on its way to the Gulf of Mexico.

On the way back to my car I passed a big rock that had obviously had a plaque inserted in its face. I counted 33 beer tins but no plaque. When I got back to the highway, I went to a phone booth at a filling station and called the Chicago Historical society. Amid the roar of passing trucks, I spoke to a cultured far-off voice which, after excusing itself a couple of times to look something up, finally told me that I was indeed standing at the west end of the Chicago portage and that there had been a plaque on the rock, giving this information, but that it had been stolen during World War II and replaced in 1947. I was the first one to break the news that it had been stolen again. □



THE PUBLIC ARCHIVES OF CANADA

THE GRIFFIN, La Salle's ship, was built in 1678 near Niagara. It was lost in a storm soon afterward, while returning from the Upper Lakes with a cargo of furs.



LASALLE marches beside his canoe as it is portaged up the Humber river at Toronto in 1681. He reached the Mississippi valley in April, 1682 and claimed it for his native France.

C. W. HERRICKS FROM NIAGARA ON COLLECTION



Of Many Things...

The man who was

by Edgar Andrew Collard

going to China

Today John Collins has sketched the waterfront at Lachine. There stands the monument to René Robert Cavelier, Sieur de La Salle.

Looking out from the shore at that bay, Lake St. Louis stretches as an enticing "pathway to the sun." From here La Salle set out on his journeys. He hoped at first that this waterway, connected by rivers and lakes far into the unknown interior, would somewhere lead him to a new route to the Far East. This new, shorter route would bring in the riches of China — riches so great as to be "beyond the dreams of avarice."

La Salle came back frustrated. No new way to the Orient had been found. He was laughed at. They called him a mad dreamer and a poor fool. And then Lachine got its derisive name — the French name for China. The name Lachine appears in a notarial document for the first time in 1670. It has remained ever since the name of the region — this "China" on the St. Lawrence, some nine miles above Montreal.

Resolute dreamer

But La Salle's vain search from this shore for a new route to China was not just a fool's dream, nor was it merely a search after riches. La Salle was a dreamer in a larger, nobler mould. To him it was achievement that mattered — not a mean achievement, circumscribed and calculating, but something even awesome in scope and grandeur. He aimed not only for a place in history, but to set a high-level mark in human struggle and aspiration.

This sort of endeavor, larger than life, needed a supreme tragedy for its dramatic climax. Nor was it lacking. He was murdered as he was trying to find his way, lost in an unknown land. He had in the end taken on the obligations of his dreams. They were too great for him to fulfil, but he perished while still struggling to fulfil them.

Though his reach had exceeded his grasp, yet his achievement was massive. His name is known all down the midlands of the continent, even down to the Gulf of Mexico. The names he gave to the territories he explored, to the forts he built, recall the range of his journeying.

Jesuit novice

On the Island of Montreal the name La Salle seems everywhere. Not only does the ironic name "China" recall his first aims, but there is a municipality named after him, and a boulevard, and institutions, and businesses. In Montreal, Sieur de La Salle rivals the city's own founder, Sieur de Maisonneuve, in the number of places that bear his name, nearly 300 years after his death.

As a young man La Salle was a novice in the Jesuit order in France. His studies were in logic and physics, followed by mathematics. He became a teacher in Jesuit schools at Alençon, Tours and Blois.

The Jesuits were ready to welcome talented novices of unusual ambition and zeal. Their aim was to discipline their restlessness, to

bring the zeal under control, to regulate their impulses. For nine years La Salle struggled to submit himself to the firm system of an almost military religious society. He begged several times to be sent as a missionary to foreign lands.

But his superiors realized that he was as yet insufficiently trained. And they may have wondered whether these bursts of missionary zeal might not be primarily a desire to escape from the irksomeness of daily submission.

As the years of the novitiate passed, LaSalle and his superiors came alike to doubt his suitability. Even if the restiveness could be subdued, other traits raised questions as to a true vocation. They saw in him, at an early age, many of the psychological peculiarities that others were to see, criticize and resent in New France in years to come. His judgment seemed unstable; he was indiscreet and quarrelsome; he was arrogant, unsociable, fiery, moody, taciturn.

Hopes in New France

No amount of patient discipline seemed likely to bring so many irregularities of temperament under regulation. On March 28, 1667 La Salle (then Brother Cavelier) left the Jesuit order. The parting appears to have been with good will on both sides. It was the outcome of a temperamental unsuitability, mutually acknowledged.

La Salle was then a young man in his 24th year. He had spent nine years training for a vocation he had abandoned. He had no training

for any other. Nor did he have more than a little money.

His father had been a well-to-do wholesale haberdasher in Rouen. He had left a sizable estate at his recent death. But La Salle had taken the vow of poverty when he entered the Jesuit order as a novice. It still bound him. He could inherit nothing from his father's estate.

In his difficult, perplexing situation La Salle appears to have put his trust in his own aspirations for vast achievements. They were unlikely to be won in the complex, stratified structure of France. But New France offered adventures into the illimitable.

Granted a seignury

As a native of Rouen he turned naturally to New France. Normandy had supplied the colony with many of its settlers. The church of New France was a dependency of the archdiocese of Rouen.

La Salle also has family connections. An uncle was in the Company of One Hundred Associates, the company of rich men established by Cardinal Richelieu to promote trade and settlement in New France. And his brother was a Sulpician priest in Montreal.

La Salle came to Montreal in 1667. The Sulpicians granted him a seignury. It was a large property facing the waterfront, where the Lower Lachine Road now runs. He received the land for nothing, on the understanding that he would encourage settlers and carry out

the customary seigneur's obligations.

It was no ordinary grant. It was a daring undertaking. Montreal itself was exposed to attacks from the Iroquois. La Salle's seignury would be an outpost in the path of the Indian advances. The risks were terribly real. The settlers were later to be massacred by the Iroquois.

On his seignury, named by him "St. Sulpice", he built himself a homestead. Probably it was nothing more than a large wooden cabin, serving as a dwelling and a post for trading in furs with the Indians. It stood on land on the Lower Lachine Road now occupied by the Novitiate of the Oblate Fathers. Today it is part of Ville La Salle.

La Salle made some improvements to his seignury. A number of settlers were established. He commenced a farm of his own. He built roads and bridges. These improvements, though limited, made him the founder of Lachine.



Restless again

But living the life of a seigneur, fixed in one spot and supervising the details of a community, soon proved to be as incompatible with La Salle's temperament as his noviciate with the Jesuits in France. His restlessness was heightened, even tormented, by living always in sight of the river — the river whose mysterious connections inland might lead on to fantastic discoveries.

Nor was he prompted by his own imagination only. He was always hearing tales and rumors from the interior. As early as the autumn of 1668 some Indians, come to trade furs, lived for a long time with him, "narrating so much that was marvellous of the Ohio River, that they more than ever fanned his wish to see it."

La Salle did not wait long to dispose of his seigneurie at Lachine. If he was ever to begin his explorations he would need money. And if he was to raise money, it would have to be by selling the seigneurie.

Though the Sulpicians had granted him the land for nothing, he was able to sell the greater part of it to them, for the improvements he had made. Another portion went to Jean Milot, an iron-monger, who was to build Lachine's first windmill.

In addition to his seigneurie of several thousand arpents, the Sulpicians had made another grant of five arpents "en roture." This land was a little higher up the river, near to where the Lachine locks were to be built. This land La Salle sold to Jacques Le Ber and Charles Le Moyne. On this land now stands the ancient stone house that today is the Manoir Lachine, the museum of the City of Lachine.

He was a visionary

La Salle was now to devote himself to exploration, to trying to satisfy his urge to reach farther and farther into the continent.

But the story of what La Salle achieved in his voyages from Montreal, the voyages that have bound the history of Montreal with the history of the United States, is a topic for next Saturday's article.

Of Many Things...

The explorer who

by Edgar Andrew Collard

was murdered

Louisiana on the Gulf of Mexico may seem a long way from Montreal on the St. Lawrence. And it was a desperately long way in the Seventeenth Century. But it was the explorer from Montreal René Robert Cavelier, Sieur de La Salle, who in 1682 first descended the Mississippi to its mouth. It was he who gave Louisiana its name, when he claimed it for King Louis XIV.

The Louisiana claimed by La Salle for King Louis XIV on that April day in 1682 was vastly more than the state as it is today. It comprised the centre of the North American continent, from the Gulf of Mexico northward to the Great Lakes, and from the Alleghenies in the east to the Rockies in the west.

The range of La Salle's explorations spreads the history of Montreal into the history of the continent. For La Salle was definitely a Montrealer. He had a house in town, at the corner of St. Paul and St. Peter streets. He had also the seigneurie of Lachine. There he cleared the land, established settlers, built himself a homestead and made himself Lachine's founder.

John Collins today has sketched the site of La Salle's seigneurial homestead. The site is easily found. It is on La Salle Boulevard (the old Lower Lachine Road), just to the east of the high embankment of the bridge. There a cairn and a metal standard both mark the spot with their inscriptions. The Oblate Fathers built their Noviciate (a large limestone building) on this land in 1863. On revisiting the site I find that the building has been demolished, though the old driveway that once led to the Noviciate may still be seen, running through the vacant fields.

The visionary

La Salle sold his Lachine seigneurie to raise money for his first voyage of exploration. He then erected a fort in the wilderness, where Kingston now stands on the shore of Lake Ontario. He built the ship Griffon, and sailed it on the lakes, as a trade-ship. Had he wished nothing more than to make money, he could have grown rich. The fur trade was bringing him 25,000 livres a year. But he was growing as restless as a fur trader on Lake Ontario as he had grown restless as a seigneur at Lachine. He wanted to be off on voyages into the unknown.

All his life he was to be accused of some sort of madness. His detractors spread rumors that he was "fit and ready for the madhouse." Near the very end of his career another of his critics encouraged this belief. "There are very few," he said, "who do not believe he is crazy. I have spoken of it to people who have known him for 20 years. Everyone says that he has always been something of a visionary."

The key to these attacks on La Salle lies in that word "visionary." He was a man looking into distances, gazing beyond appearances, concerned more with what lay on the far side of the horizon than for what lay at hand. To many men of more limited vision

he was not in their world but in one of his own.

Nothing might have come of all La Salle's aspirations if the governor of New France had not been the Comte de Frontenac.

So long as he had Frontenac supporting him, La Salle could press onwards into the interior of North America; for the governor shared his conviction that the valley of the St. Lawrence was only a small part of the vast realm that ought to be claimed for King Louis XIV.

In the sultry air

At first La Salle was almost overwhelmed by a series of disasters. He persisted. On February 6, 1682 he led an expedition to the shore of the Mississippi. About a week later the river was free of ice. He and his men put out in their canoes.

The climate grew steadily warmer. They had started in the chilling cold. Soon they found themselves in a sort of premature springtime. The sun became sultry; the air balmy; the foliage rich; the flowers brilliant. They came into crocodile country; La Salle and his men lived largely off crocodile meat.

Near the end of their journey the Mississippi divided itself into three channels. La Salle chose one; he sent some of his men down each of the others. The smell of brine was in the air; they knew they were drawing close to the sea.

All three branches emptied into the Gulf of Mexico. The parties reunited. The ceremony of claiming Louisiana for Louis XIV was performed.

When La Salle, delayed by illness, at last made his way upstream, back to Lake Ontario, he returned not to be acclaimed but persecuted. His friend Frontenac had been recalled. A new governor was in his place. The nests of enemies — enemies of La Salle and Frontenac alike — had been let loose.

La Salle had only one hope: he would go directly to France; he would lay his case before the king himself. He saw Louis XIV, in his gilded armchair. He unfolded his new plan. An expedition should go by sea to the mouth of the Mississippi. There a fort and colony should be established. This would secure for the King not only the Gulf of Mexico but the whole interior of the continent above it.

The King and his advisors were impressed. A flotilla of ships (one a battleship of 36 guns) was equipped. It sailed for the Gulf of Mexico, where La Salle was commissioned to carry out his grand designs.

La Salle loses his way

The ships reached the Gulf of Mexico. But they could not find the Mississippi. La Salle, who guided the course, had gone 400 miles beyond the Mississippi's entrance.

He reached the entrance to Matagorda Bay. Here, he was convinced, was the way to the Mississippi. Capt. Beaujeu offered to help in any way he could. He suggested that he might go to Martinique for provisions and reinforcements. But La Salle, confident he had reached his destination, dismissed him and he sailed.

Soon afterwards La Salle realized his mistake. He was not at the mouth of the Mississippi. He did not know where he was, or where he ought to go. Capt. Beaujeu had gone; no help would be coming. The whole party was in appalling isolation, in the midst of the unknown.

There was only one hope: he would have to make his way northwards towards the Great Lakes, to find help from the French settlements there. But he would have to go up the Mississippi. And first he would have to find in which direction the Mississippi lay.



He set out with a few of his men; the rest were left to guard a fort. Despair and hate gripped the little group as it struggled farther into the unknown. Grievances festered. La Salle's leadership, though resolute, was harsh. And his nephew, a youth named Moranget, was given to bullying and browbeating the men. A man named Duhaut was plotting a mutiny.

Death on the prairie

La Salle had sent a party on ahead to uncover food he had left in a cache. Moranget was one of them; so was Duhaut. The day when they were to return came and passed. La Salle had "a presentiment" of evil. He set out with an Indian guide and a friar named Douay. The friar said that La Salle talked all the way about faith and the providence of God. "Suddenly," he went on, "I saw him overwhelmed with a profound sadness for which he himself could not account. He was so much moved that I scarcely knew him."

They reached the encampment of the men he had sent on ahead. La Salle saw two eagles circling in the air. He knew what it meant: there must be dead flesh at hand. He fired his gun and pistol to summon anyone around.

One of the men appeared. La Salle demanded what had happened to his nephew, Moranget. The man was insolent. La Salle went at him, to teach him more respect. A shot rang out from the tall grass. La Salle staggered and fell, shot dead through the brain by Duhaut, who had been crouching hidden, like an Indian.

The mutineers rejoiced. They insulted La Salle's body. They stripped it of its clothes, dragged it among some bushes. There they left to the wolves and vultures.

It was the death of the visionary. "He always wanted to do everything on a grand scale." So said one of his followers. He attempted things so grand that in the end they got beyond him. His glory became his doom.

But, as a visionary, he had done great things. He had realized the immensity of North America; he had followed the Mississippi, "the Father of Waters," to the Gulf; he had claimed this immense empire for his king. And he had done it all before his death in the prairie grass, when still only 43 years old.

Of Many Things . . .

by Edgar Andrew Collard

The Man With the Iron Hand

They called him "the Man With the Iron Hand." And he did have a metal hand. Some said it was copper, some brass, some silver. Others insisted it really was iron. Whatever it was, he concealed his metal hand inside a glove.

It was a handicap, undoubtedly. But it was an asset, too. When he brought his hand down upon an opponent's skull, it fell with stunning weight. The Indians came to respect him. They had no knowledge of artificial hands. They only knew that inside that glove he had terrible striking power.

Henri de Tonty was "the Man With the Iron Hand." He had lost his right hand while serving in one of the campaigns of King Louis XIV of France against the King of Spain. It happened in the battle of Libisso. The hand was shattered when a grenade exploded. Tonty did not wait for a surgeon. He himself cut off the remains of his right hand with his left.

Unshakable nerve

Of all the fur traders, explorers, empire builders who set out from Montreal into the wilderness in the 17th century, none surpassed in dependable courage "the Man With the Iron Hand." Yet he seems to have been no giant of a man. He was described as small and slight. Only his will was towering. It raised him above those about him. He won trust; he could also intimidate.

"The Man With the Iron Hand" was part of the Montreal scene. The town was the starting-point of his journeys. Montreal was thrust out towards the wilderness, connected by a network of rivers, lakes and portages with the west, and with the Mississippi valley, far down to the Gulf of Mexico. The waterfront at Lachine, the sketch for today by John Collins, was where these tremendous adventures into the interior usually had their beginning.

For Henri de Tonty, Montreal was where he acquired his trade goods and equipment; where he engaged his voyageurs; where he carried out negotiations and signed legal documents; where he consulted with the Governor about the Indian wars. To Montreal he shipped his furs. In Montreal a brother, Alphonse, had settled. Here Tonty himself lived for the winter of 1684-5.

Henri de Tonty was not a Frenchman but an Italian. His name was actually "Tonti." His father had been a Neapolitan banker. In 1647 he took part in a popular revolt against the tyranny of the Spanish viceroy.

La Salle's lieutenant

After the uprising failed, the Tontys escaped to France. When

old enough, Henri had gone into the French army. When the war of King Louis XIV against Spain ended, Henri de Tonty found himself discharged, poor, maimed. La Salle, the founder of Lachine, was then at the court of Louis XIV seeking support for his grand project. He proposed to set up a chain of posts in the Mississippi valley, "in the direction of Mexico." By this means, he argued, French power could be extended into the heart of the continent; the English and Dutch colonists along the Atlantic seaboard could be prevented from advancing inland.

The appeal of La Salle's plan was not only its imperial scope; it was also a plan, La Salle claimed, that could be financed, if he were to be granted fur trading rights in the interior.

The plan was approved by the King. But La Salle was aware that he would need a loyal, extremely competent and intrepid lieutenant.

While La Salle was looking for the right man, Henri de Tonty was recommended to him, by Abbé Renaudot. La Salle may have had

doubts about a man with one hand. But in later years he was to write to Abbé Renaudot:

Always dependable

"M. de Tonty has always been so absolutely dependable in his dealings with me, that I cannot overstate my joy in having him with me. . . . He has surpassed my highest hopes . . . but perhaps you would not have believed him capable of doing things for which a strong constitution, a knowledge of the country, and the free use of two arms seem absolutely necessary. Nevertheless, his energy and ability make him capable of anything."



Tonty proved invaluable to La Salle in every way. He established fur posts, organized trading, hunted down deserters. And in 1682 La Salle took him with him, practically as his second-in-command, when he made his journey down the Mississippi to the Gulf of Mexico.

At the mouth of the Mississippi, La Salle conducted the ceremony, claiming the land for Louis XIV and naming it Louisiana. Tonty signed the procès-verbal — the official report of the proceedings. On the journey back La Salle took ill. He sent Tonty ahead to carry the news that they had explored the Mississippi to its mouth.

Tonty also proved to be a powerful negotiator among the Indians. La Salle needed such a man in establishing the fur trade. A post was built on the summit of a tall cliff of yellow sandstone on the Illinois River, named Starved Rock. It was a natural fortress, at the height of navigation.

The role assigned Henri Tonty called for intricate diplomacy. The Iroquois were trading actively with the English and the Dutch. Tonty set out to establish firm contacts with the Illinois and other tribes of the interior, as a counterbalance to the Iroquois. He united the different western tribes into an alliance. He induced them to abandon their scattered villages and settle in the shadow of Starved Rock. A great Indian federation was created. In the rock's shadow were some 300 cabins, sheltering perhaps 20,000.

The Iroquois attack

One day in 1680 Tonty, in charge of Starved Rock, saw an Indian running into the settlement. He screamed a warning. The Iroquois were closing in to attack them.

When they moved out to fight, the Iroquois had already emerged from the woods and were coming across open prairie. Well armed, they opened fire with their guns. Tonty saw at once he must prevent a battle; his Indians would be massacred. He threw aside his gun. He went forward, in the wild hope that he might parley with the Iroquois and somehow persuade them to draw back.

Two Frenchmen and an Illinois Indian were willing to go forward with him. But he commanded them to fall back. He went on alone, unarmed, holding a wampum belt.

The Iroquois closed around him. His swarthy Italian complexion, and his wilderness dress, made him seem at first like an Indian. A young Iroquois warrior stabbed at his heart. The blade struck a rib. It glanced aside. Blood gushed

from the gash. A chief noticed his ears. He could not be an Indian. The chief called out; the ears had not been pierced.

Tonty thought he was done for. "I was never," he said, "in such perplexity; for at that moment there was an Iroquois behind me, with a knife in his hand, lifting my hair as if to scalp me. I thought it was all over with me, and that my best hope was that they would knock me on the head instead of burning me, as I believed they would do."

About to be scalped

It seemed a time to stretch the truth. Tonty told the Iroquois that the Illinois were 1200 strong. Sixty Frenchmen were in reserve at their village, ready to join the battle.

This story had a surprising effect. Tonty was released, with a wampum belt of peace. He came out from among the Iroquois, back toward the Illinois, holding it up in the air. The sounds of battle died away. Bleeding and shaken, he staggered among his allies.

The Iroquois had made truce with Tonty only to plan an attack later. But Tonty had not failed. He gave most of his Indian allies the chance to escape.

In the years that followed Tonty became a redoubtable fighter against the Iroquois. Governor Denonville summoned him to Montreal to plan a campaign into the Iroquois country.

During this campaign a party of 30 Englishmen was captured. They were traders, trying to penetrate into Illinois country. Sent as prisoners to Montreal, they were placed on farms and forced to work. Some later escaped.

La Salle is murdered

Meanwhile La Salle was to carry out a new venture for the King. He was placed in charge of an expedition from France, to sail to the Gulf of Mexico and found a post at the mouth of the Mississippi. Had Tonty gone on this expedition he might have saved La Salle's life. But he was left in charge of La Salle's fur trade.

The expedition failed. La Salle could not find the Mississippi; he landed on the coast of Texas. Battered by disasters, he tried to set out with a small party to head north overland. He quarrelled with some of his men. They murdered him on the prairie.

When Tonty heard that La Salle was in trouble, he set out at once to come to his help. He descended the Mississippi to the gulf. He explored the shoreline, east and west. Nothing was found but emptiness and silence.

It is an irony of history that Henri de Tonty, one of the masters of the wilderness (the man of canoes, trade and Indian wars) should have been a man who had lost one of his hands. Yet he was described by one of the missionaries as "the man who best knows the country . . . he is loved and feared everywhere." Governor Denonville's tribute was the most characterful of all: "He is a lad of great enterprise and boldness . . ."

They were not only paying tribute to "the Man With the Iron Hand." They were honoring the man with the iron will — in some ways the most remarkable of the explorers, traders and warriors who set out from Montreal three centuries ago to conquer the unknown.

**CE DOSSIER CONTIENT
PLUSIEURS DOCUMENTS
ILLISIBLES**

Three strange tales

It was the morning of December 11, 1887. Joseph Doutre, Q.C., was at work in his law office. His watch "beared the hour of eleven." He threw down his legal papers and stood up from his desk. A sensation of horrible foreboding had swept over him. He felt "a strong presentiment that something terrible was about to occur."

His fear was for his friend, Adolfe Hawley. This strange emotion was so strong it drove him from his office. He hurried to the Notre Dame Hospital. There his friend was a patient.

Adolfe Hawley was one of Doutre's closest friends. They were almost the same age, and had known each other since childhood. They had been called to the Bar in the same year — 1847.

Hawley practised for about six years. Then he went into partnership with his uncle in the flour business. He prospered so well that he was able to retire about 1862. He spent years in France, or travelling in Europe. In July, 1887 he returned to Montreal.

His health was poor. He complained of vague ailments. At first his friends did not take his symptoms seriously. They suspected that he was a "malade imaginaire" — a hypochondriac. But by November he became obviously ill. His symptoms appeared to indicate softening of the brain.

He went to Notre Dame Hospital. On Monday, December 7, he grew worse. Delirium plagued his confused mind. He believed the attendants were about to throw him out into the street. He packed and unpacked his trunks; he called on his friends to protect him.

Weird Foreboding

Joseph Doutre did his best to stand by Hawley in his misery. On the evening of December 10th he called to visit him. Hawley was disturbed; he needed someone to talk to. Doutre stayed with him till nine o'clock the next morning. They shook hands. Doutre left.

Two hours later, at work in his office, Doutre was seized by apprehension. Though he had left his friend only two hours before, a weird compulsion pushed him into the street and drove him on to Notre Dame Hospital on Notre Dame St.

Doutre arrived in full view of the hospital. He saw something falling from the second storey. To him it looked like a bundle of clothes. It landed heavily on the granite steps.

He went forward. Then the gloom of his presentiment brought sudden realization of what had happened before his eyes. "My God, that's Hawley!" he cried to himself. He rushed to pick him up.

Hawley lay on the steps, as if dead. The attendant had noticed that he was not in his room. They ran out of the front door. Doutre helped them to carry him inside.

JOHN SKETCHBOOK
COLLINS



No Explanation

Hawley had fallen on the back of his head. Spinal cord and neck were injured. Electricity was applied with other treatment. Hawley showed signs of life. But by four o'clock in the afternoon he was sinking. Death came two hours later.

Doutre could not explain what had driven him to drop his work in his office and hurry to the hospital at 11 o'clock. His friend was ill. But he had seemed rather better when he left him at nine o'clock in the morning. And he was in good luck. A nun, Sister Hawley, had brought him his breakfast. She had only stepped from the room "for a second or two."

Hawley had sprung up. He could not get out through the window. But he had opened a ventilator in the window and jammed himself through it, head first. The ventilator was a pane of movable glass, only about 16 inches square. No

one could understand how he could have forced his body "through such a narrow aperture." Not a window pane had been broken; not even a scratch could be found upon the window sill.

Those in charge at the hospital had no reason to believe Hawley could have escaped. Much less did Joseph Doutre, in his law office in town, have any reason to believe that his friend could be in danger and at that precise hour. The presentiment was beyond explanation.

"In The Noon Of My Day"

Yet the case of Joseph Doutre was not the only example of the mysteries of presentiment. Another Montrealer, Thomas D'Arcy McGee, had, since boyhood, a strange feeling that he would die "in the noon of my day." Even in his metric hours the shadow would fall upon him. The presentiment, felt through life, came to fulfilment.

In the early moonlit morning of April 7, 1634 D'Arcy McGee, eloquent of the Fathers of Confederation, was coming back to his boarding house on Sparks Street in Ottawa, after speaking at a late sitting of the House of Commons. He was putting his key into the lock when an assassin crept up behind him. A revolver was fired close to his head — so close that the flash of the flame singed his hair.

His landlady, Mrs. Trotter, heard someone fumbling at the door. She pushed the door open a little, saw a flash, smelt gunpowder. She thought it a fire-cracker, shut the door, slipped back into the hall.

She went on to say: "In a moment or so I again opened the door. I saw a man leaning against the right hand side of the door way. He looked like a man who had had a stroke, and was leaning against the wall to recover himself.

"I closed the door and returned to the dining room. I took a light with me — saw blood in the hall. I went to the door, saw the man leaning against the door-jamb, a little more stooped. The figure then fell back on the sidewalk straight from the door." She recognized that it was her boarder, Thomas D'Arcy McGee.

Such was the death of this member for Montreal, who was brought back to his home near the corner of St. Catherine and Drummond. The great funeral took place, first at Notre Dame, then at St. Patrick's. He was buried in Côte des Neiges Cemetery, in the vault John Collins has sketched for today. McGee was the first victim of political assassination in Canada.

McGee's death, at 47 years of age — the noon of his day — had been accurately foretold in a poem he had written. He had called his poem "Forewarned":

Prophetic Poem

In the haze of my boyhood I
had a strange feeling,
That I was to die in the noon of
my day,
Not quietly into the silent grave
stealing,
But torn, like a blasted oak,
suddenly away.

That even in the hour when
enjoyment was keenest,
My lamp should quench
suddenly, hissing in gloom.
That e'en when my hours were
freshest and greenest,
A blight should rush over
and scatter their bloom.

It might be a fancy — it might
be the ghosting
Of dark visions of the
semblance of truth,
And might be the shades of the
storm that is coming,
Cast thus in a' morn through
the sunshine of youth.

Be it a dream or mystic
revealing,
The besetment has haunted me
year after year,
And who never may be on with
rapture was I then,
I pined for the twilight of
late in my ear . . .

O friends, of my youth I had
dreams should befall on me,
And should live on to
remember my love, —
Come off to the tomb where the
turf lies open me,
And list to the even wind
mourning above . . .

La Salle's End

Another remarkable presentiment may be found by going back to the 17th Century. It was felt by René-Robert Cavelier, Sieur de La Salle.

La Salle, the seigneur and founder of Laclune, had disposed of his seignenry to raise funds to explore the unknown interior of the continent. Adventure followed adventure. He explored the Great Lakes and launched a sailing ship there. He went down the Mississippi to its mouth, and claimed the vast land for King Louis XIV, naming it Louisiana.

He had been in every sort of hardship and danger, had risked his life again and again in search and exploit. But at last, one day when he was almost the same age as D'Arcy McGee, he was murdered.

Having explored the Mississippi to its mouth in 1682, La Salle had gone to the court of France. His plan was to head an expedition from France by sea to found a settlement at the mouth of the Mississippi — a settlement that could secure the whole Mississippi valley for King Louis. His proposal was accepted. He set sail with a flotilla for the Gulf of Mexico.

Though the ships reached the Gulf, the entrance to the Mississippi could not be found. La Salle guided the expedition 300 miles to the west. He landed at Matagorda Bay, convinced that this was the way to the Mississippi. The ships sailed back to France. La Salle and his men were left in awful isolation.

When he realized his mistake, and that he was lost, he had only one hope: he would try to make his way by land, with a few of his men, to reach one of the French settlements on the Great Lakes. Despair gripped the little group as it struggled northward. Grievances festered. La Salle's leadership, though resolute, was harsh.

When La Salle set out on March 19, 1687 to join some of the men he had sent on ahead, he had a presentiment of evil. He was shot through the back of the head (as McGee was to be shot) by one of his men, who had crouched hidden in the tall prairie grass, like an Indian. La Salle's body was stripped of its clothes, dragged among some bushes, and left for wolves and vultures.

Though La Salle had been ambushed, yet he had not been taken by surprise. He had felt his end was approaching. He had been walking on the prairie with Father Hengi Joutel, a Récollet friar (a French Franciscan), who had come with him on his expedition to the Gulf of Mexico.

Profound Sadness

Father Joutel later wrote of La Salle's last moments: "All the way he spoke to me of nothing but matters of piety, grace, and predestination; enlarging on the debt he owed God, who had saved him from so many perils during more than twenty years of travel in America. Suddenly, I saw him overwhelmed with a profound sadness, for which he could not account. He was so much moved that I scarcely knew him."

La Salle soon recovered his customary calmness. And they walked on through the prairie grass where the assassin was crouching with his musket.

Montreal in the history of the U.S.A.

This seems a singularly appropriate time to recall the role Montreal has played in the history of the United States. Montreal is crowded by Americans here for the Olympic Games. Many are here from cities Montrealers founded.

Americans who may have come here from as far away as New Orleans or Mobile, are actually coming back to the city of their origin. And Louisiana itself was named by a Montrealer. He was claiming that territory for King Louis XIV of France.

The whole length of the Mississippi is bound closely to the history of Montreal. Montrealers explored it; they gave French names to geographical features along its shores; and they founded two of the great cities of the southern states.

In no man's land

The Mississippi River — "the Father of Waters" — was the key to the interior of North America. It lay in a vast vacuum — in a tremendous "no man's land."

The English settlements were along the Atlantic seaboard, divided from the Mississippi by the Allegheny Mountains. The French settlements were far to the northeast, along the valley of the St. Lawrence. Nobody owned the gigantic territory through which the Mississippi flowed. It was there to be taken.

This empire of the American interior seemed overwhelming in its sheer immensity. The English settlers along the Atlantic had all they could do to consolidate their communities. They were not as yet looking for new worlds to conquer.

The empire of the Mississippi beckoned to the French on the St. Lawrence. But for many years King Louis XIV's policy discouraged attempts to stretch limited resources to the breaking point. The development of settlements in the St. Lawrence Valley seemed more than enough for many years to come.

But it was impossible to restrain the French from adventurous expeditions into the interior of the continent. Montreal, thrust inland a thousand miles from the sea, was the natural starting point for those eager to probe the unknown.

The governor of New France, Comte de Frontenac, was himself resolute and audacious. Temperamentally, he favored adventurers rather than the cautious and sedate. He was also aware of the illimitable possibilities of the fur trade in the interior, and hoped to benefit from it himself.

Those who set out from Montreal into the wilderness of the west and the southwest often had Governor Frontenac's urging and his blessing, even if both had, at times, to be unofficial.

River of mystery

The key to the interior was the Mississippi. Frontenac was determined to have the river explored and mapped. At that time the Mississippi, so far as New France was concerned, was a legend and a mystery. Its whereabouts was only vaguely known.

It had been discovered by the Spaniard, Hernando de Soto, in the 16th century. But little had ever been done about it since then. Frontenac wanted to turn the mystery into reality.

In 1672 he practically commissioned Louis Jolliet to find where the Mississippi flowed. The Jesuit missionary, Father Jacques Marquette, was also commissioned for the journey, as he had knowledge of the interior and the Indian tribes.

Jolliet and Father Marquette, with five other men, descended the Wisconsin River. At its mouth they came into the Mississippi on June 17, 1673.

They turned southward. In a month they had reached the point where the Arkansas River enters the Mississippi.

There they learned that white men, evidently Spaniards, were on the Mississippi to the south. As Spain was the enemy of France, they decided to turn back.

Then came the explorers' ultimate tragedy — the loss of all the papers and maps that recorded their discoveries.

It was then the spring of 1674. Louis Jolliet had left Father Marquette at Green Bay and was on his way back to Montreal. Returning explorers regularly shot the Lachine Rapids, about eight miles above Montreal itself. An unexpected squall capsized his canoe.

Louis Jolliet's heartbreak is in the letter he wrote to Governor Frontenac: "I had escaped every danger. I had suffered no harm from Indians. I had passed many rapids. I was nearing home, full of joy at the success of a long and difficult voyage. There seemed nothing more to fear when a sudden gale capsized my canoe. I lost two men and my box of papers when I was within sight of Montreal, which I had left two years before."

Though history lost Jolliet's full records in the Lachine Rapids, Jolliet has his place in American history nonetheless. He, with Father Marquette, had opened up the interior of North America to all who came after them. And the Illinois city of Joliet preserves his name (though with altered spelling) on a site he and Father Marquette visited in 1673.

LaSalle's expedition

This expedition from Montreal had discovered the upper Mississippi. It remained for another Montrealer, René-Robert Cavelier, Sieur de La Salle, to descend the Mississippi to its mouth.

La Salle came to Montreal in 1667, a young man in his twenties.

La Salle's brother was already in Montreal — a priest in the religious society, the Gentlemen of St. Sulpice, owners of the Island. The Sulpicians granted La Salle a large property, or seigneurie, facing the waterfront where La Salle Boulevard (the old Lower Lachine Road) now runs. Here he built himself a homestead.

The site of La Salle's homestead is easily found today. It is on La Salle Boulevard, just to the east of the high embankment of the bridge. There a cairn and a metal standard both mark the spot with their inscriptions.

La Salle became the real founder of what is now the City of Lachine. And it was named Lachine (the French for "China") because La Salle was dreaming of discovering a new route to the east, by a route somewhere in the mysterious interior of the continent.

La Salle soon grew restless. He sold his land back to the Sulpicians. His first explorations were in the region of the Great Lakes. Then, in 1682, he prepared at Montreal for an expedition to descend the Mississippi to its mouth.

In February, 1682, as soon as the upper Mississippi was free of ice, he and his men put out in their canoes. The climate grew steadily warmer. They had started in wintry chill. Soon they found themselves in a sort of premature springtime.

The sun became sultry; the air balmy; the foliage rich; the flowers brilliant. La Salle and his men lived largely off crocodile meat. The smell of brine was in the air. They knew they were drawing close to the sea.

Louisiana named

When he reached the mouth of the Mississippi, La Salle set up a column and a cross. In a loud voice he proclaimed: "I . . . do now take, in the name of His Majesty, and his successors to the crown, possession of the country of Louisiana."

With these explorations of the Mississippi from Montreal, the attitude of King Louis XIV had changed. No longer was he concerned only with developing settlements in the valley of the St. Lawrence. He had come to hold vaster plans for expanding his power deep into the continent.

In 1684 the king equipped an expedition by sea, headed by La Salle. La Salle was to sail from France to establish settlements at the Mississippi's mouth. La Salle, however, lost direction. He entered the Gulf of Mexico but could not find the Mississippi. He landed 400 miles away, in Texas.

He realized he was lost. He moved northwards, hoping to find aid in the northern Canadian posts. But he quarrelled with some of his men. They murdered him on the prairie. His body was stripped, and left to the vultures.

This explorer from Montreal was only 43 when he died a failure in his last enterprise. But he had seen the greatness that lay in the future for the American interior. "America owes him an enduring memory," wrote the American historian, Francis Parkman. "for in this masculine figure she sees the pioneer who guided her to the possession of her richest heritage."

Founders of Louisiana

Louis XIV did not allow plans for a settlement at the mouth of the Mississippi to die with La Salle. In 1698 he sent two brothers to carry out the plan. These two brothers were Montrealers. John Collins has sketched for this page the site of the house where they were born, on the west corner of St. Paul and St. Sulpice streets.

Here once stood the house of Charles Le Moyne de Longueuil, the only native Canadian to be made a baron of New France. And in this house were born these two sons — the founders of Louisiana. The elder was Pierre Le Moyne, Sieur d'Iberville; the younger, John-Baptiste Le Moyne, Sieur de Bienville.

Iberville's reputation for daring and resolution had led to his selection by the king to head the new expedition to Louisiana. He had commanded expeditions against the English in Hudson Bay and in Acadia. His brother Bienville had served under him.

In 1698 the brothers sailed from France to the Gulf of Mexico. They cruised the northern shore of the gulf and came upon a river. They sailed up it. But they could not be certain it was the Mississippi, until they met Indians who recalled La Salle's expedition.

Iberville built Fort Maurepas on Biloxi Bay, where the town of Ocean Springs stands today, and he did his best to turn Mobile Bay into a sea base.

Too many other assignments and too few resources prevented Iberville from developing Louisiana as he had hoped. But this Montreal-born Commander has been called "the Father of Louisiana." He directed the first settlement; Louisiana's history really begins with him.

Bienville's role

His brother, Sieur de Bien'ille, succeeded him as governor of Louisiana. He may be reckoned as one of the greatest Montrealers in the history of the United States. Mobile and New Orleans both owe their origin to him.

In 1711 Bienville established a permanent settlement on the present site of Mobile, after having worked with his brother in construction elsewhere on Mobile Bay. He called his settlement Fort Louis de la Mobile. The first part of the name honored King Louis XIV; the second part was derived from a tribe of Indians living in the neighborhood. Mobile was well chosen. It remains Alabama's only seaport. In 1718 Bienville founded New Orleans on the Mississippi, because he saw the need for an inland water route to Biloxi on the Gulf coast.

Montreal is not only the Olympic City. It is also, in a very real sense, "the Mother City of the United States."

Stories about Montreal's place in American history, and many more stories about life in Montreal in years gone by, are in the new book by Edgar Andrew Colard, based on the 32 years this column has been appearing in The Gazette. The book's title is, "Montreal: the Days That Are No More." It is available at book stores and departments.)

**JOURNAL INÉDIT RELATANT LES
EXPÉDITIONS DE
CAVELIER DE LA SALLE**

Les Archives publiques du Canada ont récemment acquis, aux États-Unis, un document d'une très grande importance concernant la période de la Nouvelle-France. Il s'agit du journal de l'ingénieur et cartographe

Minet, écrit en 1684 et 1685. L'auteur raconte, avec deux cartes et deux dessins à l'appui, les explorations de René-Robert Cavelier de La Salle au Mississipi et dans le golfe du Mexique. Ce document entièrement inédit semble n'avoir jamais été consulté par les historiens. Les nombreux détails qu'il contient nous permettent de préciser certains points nébuleux des aventures de Cavelier de La Salle.

Dans la première partie, Minet raconte la descente du Mississipi par Cavelier de La Salle et ses

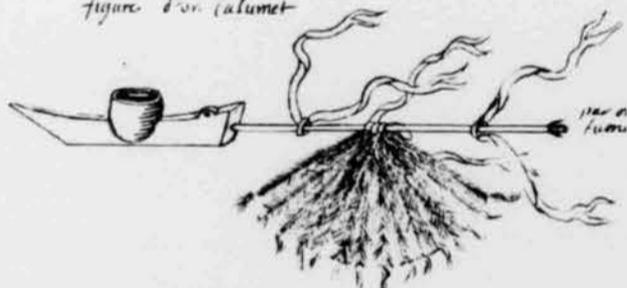
compagnons, au cours des années 1678 à 1682. Minet n'a pas participé à ces voyages, il relate ce qui lui a été rapporté par deux des compagnons de voyage de La Salle : Barbier et Nicolas de La Salle. Ce récit nous donne de nombreux détails sur la vie quotidienne des membres de l'expédition et nous communique plusieurs observations sur les mœurs des tribus amérindiennes que les explorateurs rencontrèrent en chemin.

La deuxième partie concerne la dernière expédition de La Salle de 1684 à 1687, soit la tentative d'attein-



Lac de Frontenac (Ontario) et source du fleuve Saint-Laurent.
(C 116608)

parles
plus cour et cher leurs allies. N'oublie a dire que firent ²⁹
prestem a m^r de la Salle deux petites Esclaves d'une nation
nommée mosopelea et d'une femme Chicacha
figure d'un calumet

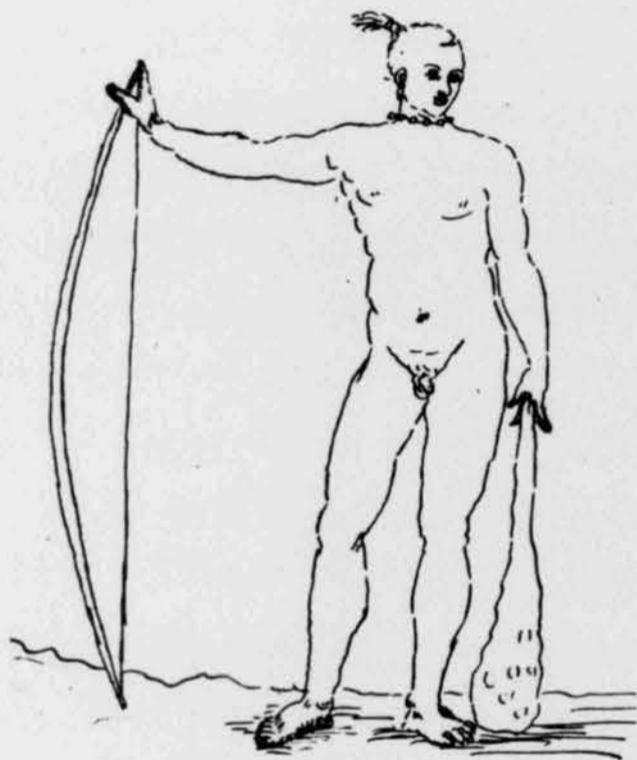


On party a 8 h du matin apres avoir fait ses lieues nous
passas par deuant un de leurs villages mais ils estoient tous
allés a la chasser. on fit encore 4 lieues et on arriva
encore a un de leur village ou on toucha qui en sur le
bord d'une grand riviere qui se nomme de leur nom qui
viens de l'ouest elle nous parait belle et chair et venir de
loing. Le lendemain on party il nous prievem d'attendre
pour donner le Calumet mais on ne vint pas, les deux
amancees s'embarquerem l'un et l'autre en chemin qu'il
y avoit guerre contre les Chicachas en parlant de cela qui
estut avec m^r de la Salle. La pluie prit le fort avec
m

Calumet. (C 116612)



Embouchure du Mississipi appelé alors «fleuve Colbert». (C 116611)



Amérindien de la vallée du Mississipi. (C 116610)

dre le Mississipi en passant par le golfe du Mexique. Minet relate minutieusement les événements qui s'y déroulèrent jusqu'à son retour en France, en 1685, abandonnant La Salle et une partie de son équipage à leur cruel destin. Emprisonné pendant plus d'un mois à cause de sa désertion et plein de rancune envers La Salle, Minet termine son journal par une série de questions accusatrices dirigées contre l'explorateur.

Afin d'assurer la conservation du manuscrit original, le journal a été microfilmé. On peut consulter le microfilm (bobine H-1022) à la

Division des manuscrits des Archives publiques ou l'emprunter par le système de prêt entre bibliothèques.

Présentement, on connaît peu de chose de la carrière du cartographe Minet. En plus de son journal personnel décrit ci-haut, il a rédigé un compte rendu de son voyage au golfe du Mexique qu'il a adressé au marquis de Seignelay, ministre de la Marine, en 1685. L'original de ce rapport est conservé dans la série Marine 4JJ aux Archives nationales en France. Il a été publié par Pierre Margry dans le tome deux, pp. 591-604, de son ouvrage, intitulé *Décou-*

vertes et établissements des Français dans l'Ouest et dans le Sud de l'Amérique septentrionale, 1614-1698. Minet a également dessiné un certain nombre de cartes de l'embouchure du Mississipi. Après son aventure avec Cavalier de La Salle, on sait qu'il a travaillé sous la direction de Vauban, commissaire des fortifications en France, mais nous ignorons ce qu'il est devenu par la suite. Peut-être qu'un jour nous découvrirons plus de renseignements sur ce personnage.

Victorin Chabot
Division des manuscrits

LAURENDEAU, Aldéric B.1747

Document(s) illisible(s)

lors du

microfilmage

Décès à l'âge de 62 ans de
Me Aldéric Laurendeau

In Memoriam - 20 Nov 1957
Me Aldéric Laurendeau, C.R.,
est décédé à l'hôpital Notre-Dame, mardi, le 19 novembre, après quelques mois de maladie, à l'âge de 62 ans.

Né à Montréal le 11 février 1895, il avait fait ses études au Collège Ste-Marie, avant d'entrer à la faculté de droit de l'Université Laval de Montréal. Reçu avocat en 1920, il pratiqua sa profession avec son père, le juge Charles Laurendeau, revint à la pratique et plus tard, avec son frère Godfroy. Son fils, Maurice, reçu avocat, en 1955, s'est depuis lors joint à leur étude.

Il épousa Françoise Panet-Raymond. Ils eurent six enfants: Suzanne (Mme Roger Langlois), Philippe et Louis, jésuites, Maurice, avocat, Raymond, comptable et Thérèse. Me Laurendeau était avantageusement connu dans le monde du sport. Ancienne étoile de crosse et de hockey au collège, à l'université et plus tard, pour le National, il continua de s'intéresser au sport; il jouait encore régulièrement au golf au Club Laval-sur-le-Lac dont il était membre.

Avocat au bar, il était depuis mai devenu trésorier du Barreau de Montréal. Il était vice-président de la Compagnie d'assurance "La Sécurité" et directeur de plusieurs entreprises dont la compagnie de papier Rolland, le Trust général du Canada, la Société nationale de fiduciaire, Lido-biscuit, l'hôpital Notre-Dame, la Société Coopérative des frais funéraires et plusieurs autres. Il était également membre du Montreal Club.

Lui survivent, outre son épouse et ses enfants, son père, Me Charles Laurendeau, C.R.; ses frères, Camille I.P., Godfroy, avocat; sa sœur Cécile; son gendre, Roger

Langlois, I.P.; cinq petits-enfants; six beaux-frères et belles-sœurs, Me et Mme Rosdora Panet-Raymond, C.R., M. et Mme Paul Panet-Raymond, M. et Mme D'Extremal Panet-Raymond, le Dr et Mme Jean Panet-Raymond, M. et Mme Paul Verdoncourt, Mlles Suzette et Marie Panet-Raymond, Mmes Camille et Godfroy Laurendeau ainsi que de nombreux neveux et nièces.

Le défunt est exposé au salon Deslauriers, 2550, Chemin de la Côte des Neiges. Le service sera chanté vendredi, à 9 heures, en l'église Ste-Madeleine d'Outremont.

La Patrie 24 nov. 1951

Me Aldéric Laurendeau

C'est avec larmes de chagrin que nous avons appris le décès prématuré d'un avocat éminent de Montréal, Me Aldéric Laurendeau. Nous le savions déjà atteint d'un mal qui ne pardonne pas, mais nous voulions croire, contre toute espérance raisonnable, que sa robuste constitution d'athlète parviendrait à reculer l'échéance. Le regretté défunt a consacré toute sa vie à l'exercice du droit; sans doute l'atavisme a-t-il eu sa part d'influence, puisqu'il était le fils du juge Charles Laurendeau qui, dépassant aujourd'hui les 90 ans, continue de s'intéresser aux problèmes juridiques. L'un de ses fils continue la tradition professionnelle. Me Laurendeau était reconnu pour la sagacité de ses conseils et une compétence exceptionnelle qu'il n'affichait jamais. Cet homme qui aurait pu aspirer à différents honneurs est toujours demeuré un humble, peut-être même un timide, préférant l'effort laborieux et tenace au tapage de la popularité. Ceux qui le connaissaient bien appréciaient son esprit caustique et ses réparties spirituelles, dénuées de toute malice, qu'il lançait comme en s'excusant. Excellent citoyen, imbu de ses responsabilités, Me Laurendeau laisse à sa famille un exemple de probité et de droiture. Ce sera pour elle une consolation dans le deuil qui la frappe et auquel nous tenons à nous associer.

R. D.

LAURENDEAU, André B.1748

André LAURENDEAU



Le prix de l'éditorial à M. André Laurendeau

TORONTO (PC) — Sept journalistes canadiens ont décroché les prix offerts à l'occasion du huitième concours annuel de journalisme, pour leurs travaux en 1956.

Tous les journalistes, hommes et femmes, employés de journaux quotidiens du Canada ou d'associations de presse, peuvent participer à ce concours. Les gagnants reçoivent \$100 chacun et un certificat de mérite.

Les prix

Article éditorial — André Laurendeau, journal Le Devoir de Montréal.

Reportage d'actualité — Bruce Larsen, du journal Vancouver Province.

Reportage documentaire — Ralph Nicklin, du journal "News" de Chatham, Ontario.

Reportage à l'étranger — Ken MacTaggart, du Toronto Telegram.

Photographie d'actualité — Ted Jolly, du journal "News" d'Amherst, Nouvelle-Écosse.

Photographie documentaire — Gordon Sedawie, du Vancouver Province.

Caricature — James G. Reidford, du Toronto Globe and Mail.

Les citations

Quatre citations ont également été décernées:

Reportage d'actualité — Roger Champoux, du journal "La Presse" de Montréal.

Reportage documentaire — Fred Poland, du "Star" de Montréal.

Reportage à l'étranger — Amédée Gaudreault, du journal "La Presse" de Montréal.

Caricature — Charles E. Bell, du Regina Leader-Post.

Les prix et citations seront remis aux récipiendaires le 27 avril prochain, à Toronto, lors d'un dîner offert par le Cercle des Journalistes de la Ville-Reine. Le conférencier invité sera le ministre des affaires extérieures du Canada, l'honorable L.-B. Pearson.

Ces prix de journalisme, créés dans le but de récompenser et de favoriser l'essor du travail journalistique au Canada, furent institués par le Cercle des Journalistes de Toronto en 1949 avec l'appui financier de feu George McCullagh qui souscrivit tous les prix durant une période de cinq ans.

Depuis, ces récompenses monétaires sont défrayées par divers journaux et groupes dont voici la liste: les journaux de la chaîne Southam, les journaux de la chaîne Thomson, les quotidiens français du Canada, le Halifax Chronicle-Herald, le Montreal Gazette, le Montreal Star, l'Ottawa Journal, le Toronto Globe and Mail, le Toronto Star, le Toronto Telegram, le London Free Press, le Windsor Star, le Winnipeg Free Press, le Regina Leader-Post, le Saskatoon

Star-Phoenix, le Vancouver Sun, le Victoria Times et le Victoria Colonist.

Les quotidiens français qui souscrivent à ces prix de journalisme sont Le Devoir de Montréal, le Montréal-Matin, La Patrie de Montréal, La Presse de Montréal, l'Action Catholique de Québec, Le Soleil et l'Événement-Journal de Québec, La Tribune de Sherbrooke, La Voix de l'Est de Granby, Le Progrès du Saguenay de Chicoutimi, Le Droit d'Ottawa et l'Évangéline de Moncton.

Montréalais honorés

L'inscription du vainqueur André Laurendeau comporte une série d'articles signés de son nom ou du pseudonyme "Candido". Ces articles représentaient des commentaires variés, embrassant la scène politique du Québec, la réclame commerciale à la télévision, le plan de Colombie et des impressions de conversation avec un chauffeur de taxi.

M. Laurendeau, âgé de 44 ans, jouit présentement d'un congé d'un an comme rédacteur en chef adjoint du journal Le Devoir auquel il collabore depuis neuf ans. De 1944 à 1948, il fut député du Bloc Populaire à l'Assemblée législative du Québec.

M. Roger Champoux, du journal La Presse a gagné une citation pour un reportage publié le 27 octobre dernier dans lequel il révélait en détail les dessous d'un vaste mouvement spéculatif de plusieurs millions de dollars autour de la vaste expansion domiciliaire dans la région de Montréal. Agé de 51 ans, M. Champoux est reporter à La Presse depuis 27 ans. Il est le principal reporter documentaire de ce journal.

M. Amédée Gaudreault, également du journal La Presse, a gagné aussi une citation pour une série de reportages sur l'Allemagne.

Mutinerie

Le prix du reportage d'actualité, mérité par M. Bruce Larsen du Vancouver Province, lui a été décerné pour le reportage qu'il fit le 7 mai 1956 de la mutinerie qui avait éclaté à la prison d'Oakalla en Colombie-Britannique. Son reportage contribua largement à la répression des désordres et à l'obtention de la liberté d'un garde de la prison détenu comme otage. M. Larsen, âgé de 29 ans, est le plus jeune chef des nouvelles attaché à un grand journal canadien.

Le commentaire général des juges de ce huitième concours annuel a été le suivant: "Les inscriptions de 1956 sont dignes, et en quelques cas significatifs, dépassent le niveau des inscriptions des années précédentes."

MAR 21 1957 André Laurendeau

Concours annuel de journalisme

L'attentat contre M. Laurendeau!

"Est-ce vrai que M. André Laurendeau a été victime d'un attentat?" C'est par dizaines que des braves gens ont téléphoné au Devoir, hier soir, s'inquiétant de l'état de santé de notre rédacteur en chef, que la radio venait de désigner comme la victime d'un attentat audacieux, commis dans son bureau, en plein jour.

M. Laurendeau est très bien portant. En fait les seuls fiers-à-bras qui l'ont visité sont quatre policiers, mais eux ont mis leurs bras au service des citoyens, et ils en sont fiers. Que le lecteur se rassure, et que l'Union nationale ravale sa joie: il n'y a eu aucun attentat. Simplement une farce d'un mauvais plaisant qui a simultanément alerté la police et la radio au sujet d'un attentat qui n'a eu lieu que dans son

imagination. L'actualité aidant, sans doute.

L'incident ne nous a pas valu que des appels inquiets. D'autres malins ont cru bon d'en profiter pour bouleverser les journalistes, et troubler leur sommeil. Un individu, en particulier, nous a servi tous les blasphèmes pour nous apprendre qu'il ne donnait pas cher de notre peau.

"Et le prochain, disait-il, c'est Gérard Filion. Vendredi... une balle dans la tête"

On n'avait même pas le temps de lui répondre qu'il choisissait mal son jour. Notre directeur est en vacances jusqu'à lundi. Et aux dernières nouvelles, il était lui aussi en pleine forme. Il se repose... en attendant les poursuites judiciaires....

Journalistes
avant 1954.

ANDRÉ LAURENDEAU GAGNE LE GRAND PRIX DE JOURNALISME

TORONTO. — Pour la deuxième fois dans sa carrière journalistique, M. André Laurendeau, rédacteur en chef du quotidien "Le Devoir", de Montréal, a décroché le Grand Prix de journalisme décerné pour la 14^e année consécutive par le National Newspapers Award.

Les noms des lauréats pour l'année 1962 ont été annoncés aujourd'hui. Ce sont:

Editoriaux: M. André Laurendeau, du "DEVOIR", de Montréal. C'est la deuxième fois que M. Laurendeau décroche cet honneur.

Reportages sur le vif: M. Tom Hazlitt, du "Vancouver Province", pour un article publié en septembre au sujet de la marche des Doukhobors vers Agassiz, C.B.

Documentaires: Pete Worthington, du "Toronto Telegram", pour une série d'articles au sujet d'une femme médecin canadienne qui se dévoue en Iran.

Correspondant particulier: M. Michael Barkway, de l'agence Southam, pour une série d'articles publiés le printemps dernier et traitant de la crise

financière au Canada. M. Barkway est maintenant rédacteur au "Financial Times", à Montréal.

Photo d'actualité: M. Dan Scott, du "Sun" de Vancouver, pour la photo d'un marin secouru par hélicoptère en janvier 1962 quand le cargo dont il faisait partie s'est échoué près de Ucluelet, C.B.

Photos documentaires: M. Boris Spremo, du "Globe and Mail" de Toronto, pour une séquence de photos amusantes illustrant les différentes expressions d'un colonel au cours d'une cérémonie de changement de commandement qui s'était déroulée à Toronto, en octobre.

Caricatures: M. Duncan Macpherson, du "Star" de Toronto, pour sa caricature du 20 août illustrant l'attitude intransigente du général de Gaulle au sujet de l'entrée de la G.B. dans la CEE. C'est la troisième fois en quatre ans que M. Macpherson remporte le prix de journalisme dans cette catégorie.

Rédacteur sportif: M. Mike Gramond, du "Province de Vancouver", pour un article traitant de la marche.

Le jury a également accordé deux mentions honorables, une première à Mlle Jean Howarth, pour la catégorie des editoriaux, et la seconde est allée à M. Ken MacTaggart, du "Telegram" de Toronto, pour le récit de la naissance du premier bébé victime de la thalidomide au Canada.

Editoriaux

André Laurendeau, 51 ans, apporte au Devoir le cinquième

me trophée dans cette catégorie. C'est lui qui obtint le prix en 1956 et M. Gérard Fillion, ancien directeur du quotidien, à présent président de la Société générale de financement, a mérité le titre en 1951, 1958 et 1960.

M. Laurendeau, natif de Montréal, est entré au Devoir en 1947. Il a représenté le Bloc populaire à la Législature de Québec de 1944 à 1948. Auteur de deux livres et de plusieurs textes dramatiques pour la télévision et la scène, il gagna notamment le concours des auteurs dramatiques du TNM avec "Deux femmes terribles".

On sait que les editoriaux d'André Laurendeau puisent leur inspiration dans tous les domaines mais qu'il s'est particulièrement consacré à définir et à défendre le rôle du Canada français dans un Canada biculturel. De son oeuvre journalistique, le jury a dit qu'elle est un "bon exemple de ce que doivent être les editoriaux: directs, provocants, constructifs et bien écrits".

En accordant une mention à Miss Howarth, les juges ont déclaré: "Elle présente ses arguments avec force et esprit de persuasion; elle écrit très bien et fait montre d'une solide possession de la langue et du bon sens."

La présentation des prix aura lieu à Toronto le samedi 20 avril lors d'un dîner organisé par le Cercle des journalistes de Toronto. Les lauréats de chaque catégorie recevront un cheque de \$400 ainsi qu'un parchemin.

M. Max Freedman, chroniqueur politique du Daily News et ex-correspondant du Guardian de Manchester et du Free Press, de Winnipeg, sera alors le conférencier.

Les prix du journalisme ont été institués par le Cercle des journalistes de Toronto pour encourager et récompenser les journalistes canadiens. Tous les hommes et femmes employés par les journaux ou agences de nouvelles canadiennes sont admissibles à ces prix.

Les journaux et les organismes suivants contribuent au fonds constitué en 1949 pour offrir des prix en argent:

Le groupe de journaux Southam le groupe de journaux Thompson; l'Association des quotidiens de langue française du Canada; le Chronicle-Herald, de Halifax; le Journal, d'Ottawa; le Globe and Mail, le Telegram et le Star de Toronto; le Free Press, de London; le Star, de Windsor; le Free Press, de Winnipeg; le Leader-Post, de Regina; le Star-Phoenix, de Saskatoon; le Sun, de Vancouver; le Times et le Colonist, de Victoria.

Prix national de l'éditorial à M. André Laurendeau

TORONTO. (PC) — Pour la deuxième fois dans sa carrière journalistique, M. André Laurendeau, rédacteur en chef du *Devoir*, de Montréal, a décroché le grand prix de journalisme, décerné pour la 14e année consécutive par le National Newspapers Award.

Les noms des lauréats pour l'année 1962 ont été annoncés aujourd'hui. Ce sont :

Editoriaux : M. André Laurendeau.

Reportages sur le vif : M. Tom Hazlitt, du *Vancouver Province*, pour un article publié en septembre au sujet de la marche des Doukhobors vers Agassiz, C.-B.

Documentaires : Pete Worthington, du *Toronto Telegram*, pour une série d'articles au sujet d'une femme médecin canadienne qui se dévoue en Iran.

Correspondant particulier : M. Michael Barkway, de l'agence Southam, pour une série d'articles publiés le printemps dernier et traitant de la crise financière au Canada. B. Barkway est maintenant rédacteur

Photos documentaires : M. Boris Spremo, du *Globe and Mail* de Toronto, pour une séquence de photos amusantes illustrant les différentes expressions d'un colonel au cours d'une cérémonie de changement de commandement qui s'était déroulée à Toronto, en octobre.

Caricatures : M. Duncan MacPherson, du *Toronto Star* pour sa caricature du 20 août illustrant l'attitude intransigente du général de Gaulle au sujet de l'entrée de la G.-B. dans la CEE. C'est la troisième fois en quatre ans que M. MacPherson remporte le prix de journalisme dans cette catégorie.

Rédacteur sportif : M. Mike Gramond, du *Vancouver Province*, pour un article traitant de la marche.

Le jury a également accordé deux mentions honorables, une première à Mlle Jean Howarth, pour la catégorie des éditoriaux, et la seconde à M. Ken MacTaggart, du *Toronto Telegram* pour le récit de la naissance du premier bébé victime de la thalidomide au Canada.

Dans la catégorie des articles documentaires, une mention est allée à Bill Bantey de *The Gazette*, de Montréal, pour un article qu'il consacra, en avril dernier, au problème de l'adoption des enfants métis.

Présentation

La présentation des prix aura lieu à Toronto le samedi 20 avril, lors d'un dîner organisé par le Cercle des journalistes de Toronto. Les lauréats de chaque catégorie recevront un chèque de \$400 ainsi qu'un parchemin.

M. André Laurendeau

André Laurendeau, 51 ans, apporte au *Devoir* le cinquième

trophée dans cette catégorie. C'est lui qui obtint le prix en 1956 et M. Gérard Fillon, ancien directeur du quotidien, à présent président de la Société générale de financement, s'est mérité la même distinction en 1951, 1958 et 1960.

M. Laurendeau, natif de Montréal, est entré au *Devoir* en 1947. Il a déjà fait de la politique et fut chef provincial du Bloc populaire, et député à l'Assemblée législative de Québec, de 1944 à 1948. Auteur de deux livres et de plusieurs textes dramatiques pour la télévision et la scène, il gagna notamment le concours des auteurs dramatiques du TNM avec *"Deux femmes terribles"*.

On sait que les éditoriaux d'André Laurendeau puisent leur inspiration dans tous les domaines mais qu'il s'est particulièrement consacré à définir et à défendre le rôle du Canada français dans un Canada biculturel. De ses articles, le jury a dit qu'ils constituent un "bon exemple de ce que doivent être les éditoriaux : directs, provoquants, constructifs et bien écrits".

Caricature

M. MacPherson, 39 ans, est originaire de Toronto. Il vint au *Star* en 1958. LA PRESSE reproduit régulièrement ses caricatures.)

La caricature gagnante montre le premier ministre britannique Harold Macmillan en compagnie de sa progéniture, en l'occurrence un petit monsieur Diefenbaker de même que MM. Menzies et Holyoake de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, qui se présente au guichet d'une salle de théâtre qui met à l'affiche un film sur le Marché commun.

Inflexible et hautain, le préposé au guichet, de Gaulle, dit : "A prendre ou à laisser : pas de tarif spécial pour les enfants."



M. André LAURENDEAU

au *Financial Times*, à Montréal.

Photo d'actualité : M. Dan Scott, du *Vancouver Sun* pour la photo d'un marin secouru par hélicoptère en janvier 1962 quand le cargo à bord duquel il se trouvait s'est échoué près de Ucluelet, C.-B.

Journalistes
Rassemblement

Two City Journalists Win National Awards

United Press International

TORONTO, March 30 — The role of French Canada, the trekking sons of Freedom Doughbors, the dollar crisis, the common market, walking and a Canadian woman doctor were among the stories that provide the material for the 1962 annual national newspaper awards announced yesterday.

Andre Laurendeau of Montreal's *Le Devoir* won his second award for editorial writing since 1956 for his "good examples of what editorials should be — direct, provocative and constructive and well-written." The judges said they were impressed mostly with his editorials dealing with the place of French Canada on the federal scene.

Tom Hazlitt, of The Vancouver Province, won the spot news reporting prize for his story last September on the Freedomites march toward Agassiz, B.C. The judges called the 39-year-old Hazlitt's entry a "distinguished example of spot news reporting, written to the pressures of a deadline, complete in its detail and comprehensiveness and with it all, distinguished by graceful writing."

Peter Worthington's five-part story on the work of Toronto doctor Gloria Pierce Bakthiar in a poverty-stricken and disease-ridden remote area of Iran won him the feature writing award. Of his work the



ANDRE LAURENDEAU
editorial prize winner

judges said he showed "initiative, courage and enterprise in going after a story which was many hundreds of miles removed from his assignment and was unknown to his editors."

British-born Michael Barkway, 51-year old editor of The Financial Times in Montreal, won the staff corresponding award for a series written last spring for the Southam News Services on Canada's dollar crisis. His six-story series accurately forecast Canada's financial crisis and the judges said he deserved first place by "a clear margin for the determination with which he stayed with his thesis when government officials and others were trying so hard to assure everyone that everything was coming up roses."

Mike Cramond, 49-year old outdoors editor of The Vancouver Province was cited for his three-part series on walking and won the sports writing prize.

Dan Scott, 33, Vancouver Sun, won the spot news photography award for his aerial shot he took showing a crewmember of the stricken freighter *Glaikos* dangling in air from a rescue rope lowered by an air force helicopter.

Doris Spreno of The Toronto Globe and Mail, was the feature photography winner for an amusing sequence showing the changing facial expressions of a colonel at a change-of-command parade in Toronto.

Another multi winner was Duncan MacPherson of The Toronto Star who won his third cartooning prize in four years. His winning cartoon depicted Prime Minister MacMillan with his progeny—Canada's Diefenbaker Australia's Robert Menzies and New Zealand's Holyoake—at the box office of a theatre playing a common market movie. Cashier de Gaulle is saying: "Take it or leave it, no special rates for the kiddies."

The judges also awarded two citations to Jean Howarth of the Globe and Mail in the editorial writing category and Ken W. MacTaggart of The Toronto Telegram on a story of the first recorded birth of a thalidomide baby in Canada.

**CE DOSSIER CONTIENT
PLUSIEURS DOCUMENTS
ILLISIBLES**

André Laurendeau

POURQUOI ANDRÉ LAURENDEAU INSISTE-T-IL UNIQUEMENT SUR CETTE ENQUÊTE PUBLIQUE?

Surtout, quand on voulait apeurer les enfants, il suffisait de mentionner devant eux le nom du bonhomme Sept heures. Cette espèce de fantoche-évoquait pour eux un personnage détestable, mesquin, aux grands yeux décavés dans une tête qui avait l'air d'avoir poussé dans un caveau humide. Les enfants le craignaient non pas pour sa brutalité mais pour la sornioiserie de ses longs doigts qui pincèrent les petits quand il n'y a personne pour les défendre.

IL MORD AUSSI

André Laurendeau représente d'assez près le type d'un bonhomme Sept heures. Personne n'en a peur cependant. Seulement, attention! Cette espèce de Sept heures 1964 a la mâchoire longue et ses morsures sont drôlement mauvaises.

TRIBUNAL DU PEUPLE

Dès qu'André Laurendeau s'est accroché aux mamelles de la Commission d'enquête sur le bilinguisme, il en a lâché quelques-unes à Radio-Canada. Les citoyens du Québec ont alors pris un bon moment de détente en ne voyant plus apparaître régulièrement ce déprimant personnage à la télévision d'Etat. Or voilà qu'hier matin, ce corps en déséquilibre est sorti brusquement de sa boîte de Pandore pour réclamer "une enquête objective et complète sur les événements de Québec".

Et il a déclaré, menaçant et chanteur: "S'ils (le Procureur général intérimaire et le gouvernement) refusaient l'enquête officielle, alors, c'est la presse qui, par le truchement d'un organisme professionnel, devrait prendre l'initiative de provoquer une sérieuse enquête".

LES SANS-CULOTTES

A-t-on vu ça! Un fonctionnaire fédéral qui, sous d'obscurs prétextes de justice, rentre dans l'arène provinciale et menace de nous retourner aux jours obscurs de la révolution française où des sans-culottes prenaient la justice dans leurs mains souillées et à leur propre profit.

Il est clair que certains bonshommes dans l'entourage de Laurendeau espèrent se tailler une publicité facile autour de ce tribunal arbitraire qui soulèvera des passions et activera la haine.

À QUÉBEC

À Québec, la direction sérieuse des journaux "Le Soleil" et "l'Événement", deux quotidiens respectés dans la région, ont donné des instructions à leurs journalistes pour qu'ils ne fatiguent plus le public avec les histoires de la matraque qu'elle considère chose du passé.

Un autre quotidien québécois, "L'Action catholique" dont le rédacteur-en-chef est un homme de jugement, trouve sage de ne pas commentar les choses et de clore le débat. André Laurendeau, lui, n'est pas satisfait. Il a relancé sur un grand plateau.

FINES

Dans deux colonnes de prétentieuses sottises publiées lundi dans le journal de la rue Notre-Dame, il a tenté de confondre Me Wagner. Au fond, il veut à tout prix reprendre le débat, l'activer, l'envenimer et lui donner des proportions qui, tout en étant pénibles, nuiront à beaucoup de jeunes gens.

Par des raisonnements sophistiqués et alambiqués dont il a, hélas, le secret, il a tenté de faire gober aux gens sérieux qu'il est incroyable que cinq à six jeunes reporters aient brouillé le paysage au point que 1000 journalistes du monde entier, se basant sur le oui-dire de ces jeunes, ont reproduit une distorsion des faits déroulés à Québec.

Faut-il être méchant ou détraqué pour poser toute la question sur une base aussi pourrie?

C'est clair et évident que des centaines de journalistes étrangers n'ont pas basé toutes leurs nouvelles sur les informations de quelques jeunes reporters québécois.

La preuve en est que des milliers de journaux n'ont attaché aux événements de Québec que la stricte importance qu'ils avaient. Si la police a été rude, elle n'a tué ni blessé sérieusement personne. Par ailleurs, il est certain qu'un nombre important de journalistes étrangers, même des journalistes de Montréal, ont été, pendant un certain temps, influencés par les racontars échevelés d'un Albert Noël, par exemple, qui, pendant des heures et des heures s'est agité, a dérangé tout le monde dans la salle de presse du Château, faisant courir des nouvelles sinistres et finissant par créer une atmosphère de confusion sur ce qui se passait dans plusieurs coins de la ville.

Le même Noël et un autre journaliste ont continué leur campagne de récriminations jusque dans le hall du Château Frontenac où ils ont invectivé sans raison Me Guy Lechasseur, député de Verchères, qui venait d'assister au dîner d'Etat.

LOIN DE QUÉBEC

André Laurendeau, de son propre aveu, était loin de Québec. Il n'a rien vu de ce qui s'est passé mais il n'a pas manqué, par exemple, de citer le nom d'Albert Noël dans son éditorial de lundi. Il a cité précisément le citoyen qui a gueulé partout pendant près de deux jours et qui a largement contribué à envenimer les choses.

MANQUE DE JUGEMENT

André Laurendeau, ex-député, membre de la Commission fédérale d'enquête sur le bilinguisme, commentateur à Radio-Canada et éditorialiste, homme dans la cinquantaine, donc chargé de responsabilités, fait preuve d'un manque de jugement incroyable en cette période troublée.

À la place de l'eau, il braque un jet de gazoline sur un feu qui peut dégénérer en conflagration. À la jeunesse qui cherche des chefs respectables, il donne l'exemple d'un agité qui ne mûrira jamais. Pauvre Sept heures!

SERGE ROY

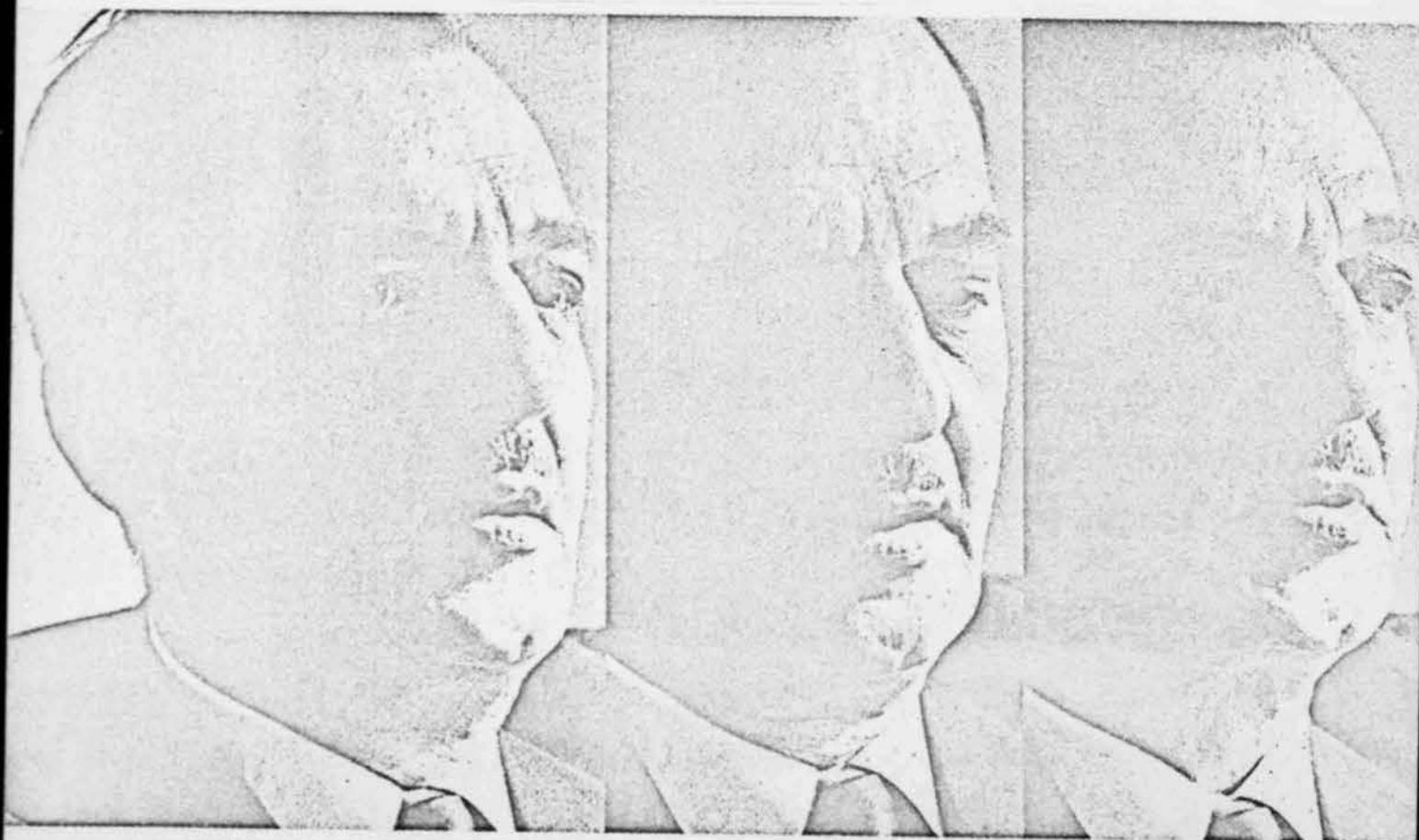
L'histoire d'un nationaliste

ANDRÉ LAURENDEAU



1942: non à la conscription!

Au moment où paraît le premier volume du rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, JACQUES GUAY fait le portrait du jeune Laurendeau, celui de 1932 et des Jeune Canada, celui de 1942 et du Bloc Populaire, celui de 1948 et du "Devoir". →





*Carillon, monument de Dollard, mai 1933: Lucien L'Allier,
André Laurendeau, Pierre Dansereau, Claude Robillard.*



Automne 1933: le départ pour l'Europe



*1944, au Marché Jean-Talon, à Montréal: 30,000 personnes
acclament Maxime Raymond, Laurendeau et Bourassa.*

ANDRÉ LAURENDEAU

(suite)

"NOTRE PATRIE réelle, c'est le Canada français qu'après d'autres nous nommons Laurentie."

Cette phrase fut écrite en 1935 par André Laurendeau, présentement coprésident de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Cet homme, qui sera toujours un nationaliste sincère et convaincu, est séparatiste l'espace d'un été et rédige le cinquième tract du mouvement Jeune Canada, *Notre nationalisme*.

En septembre 1935, André Laurendeau a 23 ans. Il milite activement au sein d'un groupe de jeunes patriotes. Dans quelques semaines, il partira pour Paris et y passera deux ans, qui transformeront sa façon d'envisager choses et gens.

Notre nationalisme, c'est la somme, l'aboutissement de deux ans d'action nationaliste dans un Québec aux prises avec la crise, refermé sur lui-même, fortement dominé par une élite bourgeoise et cléricale où un groupe d'étudiants cherchent avec les moyens du bord, qui ne sont ni nombreux, ni très diversifiés, à trouver une solution au marasme collectif.

**"Il faut que la nation
soit belle, soit pure,
soit forte."**

(Juin 1935)

Ils sont très nationalistes et très mystiques. Le Canada français vit du retour à la terre, de la mission providentielle en Amérique et de la chasse aux ennemis de la langue et de la Foi.

Commentant dans *L'Action nationale*, en juin 1935, la mort d'Armand LaVergne, qui avait été un grand nationaliste aux couleurs de l'époque, Laurendeau s'exclame: "Savez-vous pourquoi j'ai confiance, indéfectiblement confiance? Je me dis que Dieu ne peut pas abandonner la seule nation catholique du continent américain. J'ai confiance parce que c'est en catholiques intégraux que nous entendons envisager la Patrie. Armand LaVergne mourant nous indiquait la voie. Proclamons, après lui, le sens de nos vies. Il faut lutter. Il faut vaincre. Il faut que la nation soit belle, soit pure, soit forte. Si nous la voulons ainsi, c'est pour la donner plus digne de Lui au Christ-Roi."

La prise du pouvoir en 1936 par Maurice Duplessis, et sa mise au rancart des éléments réformistes; les luttes anticonscriptionnistes de 1939 à 1945; et finalement, l'échec du Bloc populaire et les seize ans de duplessisme feront perdre à cette génération beaucoup d'illusions. Le duplessisme surtout qui les écartera, à toutes fins pratiques, de la vie publique québécoise.

Plusieurs préféreront abandonner la lutte, se réfugier dans l'exercice de leur profession, épouser la cause de l'Union nationale ou se tourner vers Ottawa. Laurendeau sera de ceux qui continueront le combat pour un nationalisme vivant, ouvert, progressif. Quitte, à son corps défendant, à appuyer les prises de position autonomistes de

**A la campagne, il avait
l'impression d'être
le suzerain de l'endroit.**

Maurice Duplessis.

Refaire (à l'aide de textes, puisque cet homme du dialogue est actuellement muet de par ses fonctions) le chemin qu'il a parcouru de 1932 à 1963, alors qu'il était nommé à la Commission, ce n'est pas seulement écrire l'histoire d'un nationaliste, c'est, en quelque sorte, écrire celle du nationalisme canadien-français.

Né dans une famille de musiciens, dès son jeune âge il est porté vers la musique et la littérature. Il raconte dans *Le Magazine Maclean*, en août 1965: "Si je cherche la racine de mon amour pour le théâtre, c'est dans l'atmosphère des coulisses, respiré à 5 ou 6 ans, que je la trouve — antérieure donc aux premiers chocs, aux grandes découvertes, à l'amour... Un petit théâtre lyrique de l'est de Montréal qu'on allait bientôt transformer en cinéma... Je puis bien sourire de loin et démystifier rétrospectivement le spectacle. Mais sur le moment c'est une magie. Mon père, chef d'orchestre, dirige de la fosse obscure où je reconnais sa silhouette. Quelque part dans l'obscurité ma mère est au piano, mon grand-père maternel joue de la contre-basse." (Son fils Jean, musicien, a renoué avec cette tradition familiale.)

A 13 ans, André Laurendeau veut abandonner les études et devenir musicien. L'année suivante il fait partie d'un cercle littéraire au collège Sainte-Marie. Ces cercles étaient alors nombreux au collège des Jésuites que fréquentait, entre autres, Saint-Denys Garneau.

L'été, il va fréquemment à Saint-Gabriel de Brandon où son grand-père paternel, médecin, avait eu une petite ferme. "Quand j'étais jeune, j'avais l'impression, oh bien superficielle, d'être le suzerain de l'endroit", confiait-il au cours, d'un *Entretien d'été*, à Radio-Canada.

**Au terme de
ses études, la maladie
le rend inactif.**

A la fin de son cours classique, il tombe malade. Une dépression le réduit à l'inactivité durant deux ans.

Nous sommes en 1931. Bennett, conservateur, est au pouvoir à Ottawa et Alexandre Taschereau, au faite de la puissance, à Québec. Camilien Houde, chef des conservateurs québécois, battu lors des législatives, a vainement tenté de contester l'élection des libéraux. Le printemps suivant il sera même défait à la mairie de Montréal par Fernand Rinfret.

Hitler se hisse au pouvoir. Gandhi lutte pacifiquement pour l'indépendance de l'Inde, passe des mois en prison, jeûne et se présente chez le roi d'Angleterre, "vêtu comme un pauvre Hindou".

L'abbé Groulx donne des cours d'histoire sur "la fin de l'Union des deux Canadas". Ses cours, ouverts au grand public, sont abondamment reproduits dans les journaux.

L'Etat libre d'Irlande a la faveur du *Devoir* et De Valera, son président, est un héros.

A Québec, le député libéral Gaspard Fauteux ne préconise rien de moins que l'étatisation de la "gazoline".

Été 1932. La conférence impériale qui groupe des représentants des pays membres de l'Empire britannique, Angleterre, Rhodésie, Afrique du Sud, Australie, Irlande, Nouvelle-Zélande, Inde et Canada, doit se réunir, en juillet, à Ottawa.

C'est un grand événement. Le Canada français apprend, brutalement, qu'il en est pratiquement exclu. Sur 64 hauts fonctionnaires fédé-

raux qui y participent, on n'a nommé aucun Canadien francophone.

Le 20 juillet, le courriériste du *Devoir*, à Ottawa, Emile Benoist, s'indigne: "Faudra-t-il que des Irlandais de l'Etat libre et des journalistes de Londres rappellent à M. Bennett que le Canada est un pays bilingue?"

Une campagne s'amorce. Le 22 juillet, Georges Pelletier reconnaît amèrement dans un premier Montréal du *Devoir*: "A la toute dernière heure on a adjoint un fonctionnaire français de troisième ou de quatrième rang aux 64 autres unilingues anglais."

Le 8 août, *Le Devoir* annonce qu'Ottawa a

**"Laing est nommé . . .
Pays français, visage
anglais."**

(Le Devoir, 1932)

L'intention de nommer un fonctionnaire unilingue anglais percepteur des douanes à Montréal, en remplacement d'un Canadien français, un M. Magnan, décadé.

A la suite du "scandale" de la conférence impériale, c'est la goutte d'eau plus que suffisante. Tout ce que le Québec renferme de patriotes entre dans la bagarre.

Le 2 décembre, *Le Devoir* n'en titre pas moins: "Arthur Laing est nommé . . . Pays français, visage anglais." C'est une autre bataille perdue.

Quelques jours plus tard, *Le Devoir* annonce la tenue, au Gesù, d'une assemblée présidée par le professeur Esdras Minville, dont l'hôte d'honneur sera Armand LaVergne et où on présentera un "manifeste de la jeune génération".

C'est André Laurendeau qui lira le manifeste.

Après des mois d'inaction, de plus en plus choqué par les rebuffades faites aux Canadiens français, il sent le besoin d'agir. Il s'explique à un ami, Pierre Dansereau (aujourd'hui directeur du Jardin botanique de New York, après avoir été doyen de la faculté des Sciences de l'Université de Montréal).

Dansereau lui annonce qu'il vient de former un groupe de jeunes nationalistes et l'invite à s'y joindre. C'est là que naît le manifeste.

Le 17 décembre 1932, *Le Devoir* le publie.

**"Les Canadiens français
sont en train de devenir
chez eux un vaste peuple
de prolétaires."**

(Le Manifeste de 1932)

"Quelques événements de notre vie nationale, tels que la composition du personnel des techniciens à la conférence impériale et quelques nominations du fonctionnarisme au ministère du Revenu national et au service des douanes à Montréal ont ému l'opinion canadienne-française. Elle attend à bon droit une réaction énergique et immédiate. Nous voici, au moins, quelques-uns de la jeune génération pour répondre à cet appel . . . C'est un régime trop prolongé, un malheureux état de choses trop ancien qu'il faut redresser."

Le manifeste ouvre cependant le dialogue.

"Nous n'entendons pas rallumer de vieilles animosités. Nous croyons, au contraire, que le seul moyen de ne pas exacerber un nationalisme légitime chez des Canadiens français, c'est de s'appliquer de part et d'autre au respect scrupuleux des droits de chacune des deux races et de leurs raisonnables susceptibilités. Le français est langue officielle du Canada autant que l'anglais . . ."

**"Souvenons-nous que
nous ne serons maîtres
chez nous que si nous
devenons dignes de
l'être."**

(Le Manifeste)

Le manifeste est aussi ferme: "Nous demandons aujourd'hui ce que nous exigerons demain."

Il aborde même une avenue encore inconnue à l'époque, l'économique: "Les Canadiens français sont en train de devenir chez eux un vaste peuple de prolétaires. Nous demandons à nos politiques et à nos économistes de redresser la situation. Nous n'entendons point que l'on se serve des richesses naturelles de notre province pour compromettre ou nous ravir notre patrimoine moral et nous imposer la pire des dictatures . . ."

La jeune génération se veut réaliste: "La lutte que nous entreprenons sera longue et elle n'aura chance d'aboutir que si elle sait être persévérante . . . C'est à un vaste labeur intellectuel, artistique, scientifique, économique, national que nous, les jeunes, sommes conviés par les exigences de notre temps. Souvenons-nous que nous ne serons maîtres chez nous (*la formule, on le voit, n'est pas de 1960*) que si nous devenons dignes de l'être."

"Bravo jeunes gens", s'écrie Omer Héroux, rédacteur en chef du *Devoir*. "Continuez", lance-t-il après l'assemblée tenue le 19 décembre.

L'assemblée est d'ailleurs un succès. Une foule d'associations ont endossé le manifeste, les sociétés Saint-Jean-Baptiste, les mouvements d'action catholique, l'U.C.C. . .

Deux périls paraissent alors menaçants au Canada français: le fascisme, surtout sinon uniquement celui de Hitler, et le communisme. Ce dernier tout particulièrement qu'on a l'impression de voir ronger une démocratie incapable de parer aux malaises économiques et sociaux.

Comme on est mal informé des événements d'Espagne où les Républicains essaient d'arracher le pouvoir aux nobles et au haut clergé, on y voit un terrible exemple des menées révolution-

**Contre le "trust" du
charbon, Le Devoir
propose le chauffage
au "bois de corde".**

naires des "rouges qui tuent les curés et pillent les couvents".

On a une certaine estime, sinon une estime certaine pour Mussolini. Des fédérations de clubs d'ouvriers, dont quelques-unes imposent à leurs membres le port de chemises brunes, se forment autour de tribuns comme Camillien Houde.

Adrien Arcand a commencé à former des sections nazies à l'antisémitisme virulent.

Aux Communes, le fondateur du socialisme canadien, Woodsworth, tente de changer la constitution canadienne en un Commonwealth coopératif, la doctrine de son parti, la C.C.F. Bourassa appuie sa dénonciation des abus du capitalisme, condamne les trusts du tramway, du papier, de l'électricité, la *Sun Life* et la *Montreal Trust*, mais refuse qu'on touche à la constitution.

Il n'y a guère de semaine que n'éclate un nouveau scandale causé par les monopoles, et les monopoles sont partout, partout où l'argent semble être recelé par un petit groupe. Caoutchouc, électricité, gaz, essence, mines, les enquêtes et les demandes d'enquête se multiplient.

Pour lutter plus efficacement contre le "trust du charbon", *Le Devoir* fait campagne pour le chauffage au bois de corde, "qui aidera nos habitants à vivre". On suggère aussi, en éditorial, de filer la laine de nos moutons.

C'est dans cette atmosphère que naît le "Manifeste de la jeune génération", atmosphère que seule cette autre crise, la guerre, viendra quelque peu dissiper et qu'ont fait durer jusqu'à nos jours le Crédit social et les Bédets Blancs de Mme Gilberte Côté-Mercier.

André Laurendeau est inscrit à la faculté des Lettres de l'Université de Montréal où il a comme professeur l'abbé Groulx, qu'il vénère. Mais les autres ne valent pas cher. Il décide d'étudier chez lui. En deux ans, il repasse ainsi, à la maison, tous les auteurs français jusqu'aux contemporains.

Il est très influencé par Charles Péguy et il s'intéresse aux travaux des philosophes Gilson et Maritain qui donnent, d'ailleurs, des causeries à Montréal.

En février 1933, le groupe de la "jeune génération" décide de lancer un

mouvement, les Jeune Canada. Ceux dont les noms reviennent le plus souvent, outre Pierre Dansereau et Laurendeau, sont Dollard Dansereau, Pierre Dagenais, René Monette, Gilbert Manseau, Jacques Vadbonœur, Bernard Hogue, Paul Simard, Lucien L'Allier, Claude Robillard, Gérard Filion.

Les Jeune Canada ne furent jamais très nombreux mais leur influence fut grande. Elle s'exerça par les lettres aux journaux, les causeries radiophoniques et les assemblées.

Ainsi *Le Devoir* du 14 février 1934 publie le texte d'une lettre d'André Laurendeau au premier ministre du Canada, dénonçant son retard à renouveler un traité de commerce avec la France, retard préjudiciable aux intérêts culturels du Québec. Laurendeau rappelle: "La fédération politique au milieu de laquelle nous sommes fiers de vivre n'est pas seulement une fédération de provinces, mais une alliance de deux races."

C'est à une assemblée des Jeune Canada, par exemple, qu'Esdras Minville lance son programme de restauration économique. Il y prône le retour à la terre et le renoncement des Canadiens français à la grande industrie, "parce qu'ils n'ont ni les capitaux, ni les hommes nécessaires et qu'ils sont noyés dans les grandes concentrations urbaines qui naissent autour de ces complexes industriels". Minville propose le développement de la petite et de la moyenne industrie. "Travailler à devenir patrons", donne-t-il comme mot d'ordre.

En avril 1933, les Jeune Canada organisent une assemblée dont le souvenir va, plus tard, hanter amèrement la mémoire de ceux qui y ont participé. Le thème: politiciens et juifs.

Quelques jours plus tôt, à l'aréna Mont-Royal, la colonie juive a tenu une assemblée de protestations contre le nazisme à laquelle avaient pris la parole le maire de Montréal, Fernand Rinfret, le sénateur Raoul Dandurand, ancien président de la Société des nations, et plusieurs autres personnalités canadiennes-françaises.

On ne croit pas aux persécutions hitlériennes contre les Juifs qu'on n'aime d'ailleurs pas beaucoup parce que plusieurs d'entre eux sont dans le commerce et la finance, deux domaines honnis durant la crise.

Les Jeune Canada reprochent surtout aux politiciens canadiens-français de s'être mêlés des affaires juives alors qu'ils n'ont rien fait pour dénoncer les "persécutions religieuses au Mexique, en Espagne et en Russie", ou pour protester contre le sort fait au français dans leur propre pays.

Le sénateur Dandurand écrit au *Devoir*: "Convoquer une assemblée pour protester contre des sympathies exprimées à des opprimés, c'était commettre l'acte le plus cruel dont j'aie entendu parler."

Au nom des Jeune Canada, André Laurendeau lui répond: "Pour nous le problème était clair." Et il énonce ces quatre points: les Juifs ont reçu un traitement de faveur; ils ont été attirés au Canada à prix d'argent et y ont apporté un danger social, l'internationalisme, et la folie communiste; le commerce et la finance sont entre leurs mains; finalement s'ils ont eu un traitement de faveur, c'est une fois de plus la manifestation de cette lèpre, l'esprit de parti.

Réagissant ainsi, les Jeune Canada réagissent comme la grande majorité du Québec. Ils ont l'appui des élites et évidemment celui du *Devoir*.

En février 1963, dans sa chronique du *Magazine Maclean*, Laurendeau se penche sur cette assemblée: "Je me demande encore qui nous l'a inspirée. Mais nous l'avons tenue sans doute à cause d'un vague antisémitisme qui imprégnait l'atmosphère. C'était la crise; chacun se cherchait un bouc émissaire... Je me revois et m'entends gueulant de mon mieux, à cette assemblée, tandis qu'un Juif allemand (rencontré depuis) arrache par l'exil sa famille à la mort. Qu'y a-t-il aujourd'hui que nous refusons de croire et qui est vrai?"

À l'automne 1935, André Laurendeau, qui vient de se marier, s'embarque pour Paris où il compte parfaire ses études à la Sorbonne, au Collège de France et à l'Institut catholique. (Sa fille aînée, Francine, naîtra durant ce séjour en Europe).

Il part, selon son expression, en "pèlerinage en vraie France". C'est sous ce titre qu'il enverra durant deux ans des lettres au *Devoir* et à *L'Action nationale*, dirigée par son père, Arthur Laurendeau. La vraie France c'est évidemment celle qui a bonne presse au Québec, la France conservatrice et catholique, pas celle qui se prépare à porter au pouvoir le Front Populaire.

Et voilà qu'en mars 1936, il consacre sa chronique dans *L'Action nationale* à une manifestation communiste en hommage à Romain Rolland.

Il souligne même: "Je n'ai pas changé mon titre. En vraie France, oui infiniment plus en vraie France qu'en milieu bourgeois. Si des cœurs aussi désintéressés voguent à plein dans l'erreur et, tout à côté de la haine, trouvent tant de grandeur et d'amour sans reconnaître l'Eglise, c'est que l'Eglise et le catholicisme ont été trahis et continuent d'être trahis par ceux qui de-

vraient être leurs témoins dans le monde..."

Il ajoute à l'intention du Québec: "Chez nous le communisme est encore une influence moscovite: des avocats à gages, des illuminés, des dupés. Mais demain, un jour arrivera-t-il où des aspirations généreuses prendront corps hors de la vérité? C'est une affreuse tristesse de songer qu'en pays catholique, la vie soit parfois plus médiocre qu'en milieu marxiste..."

Le "pèlerinage en vraie France" se poursuit dans *L'Action nationale* avec le philosophe Nicolas Berdiaeff; avec un jeune intellectuel chassé d'Allemagne par le nazisme, avec Daniel-Rops; avec un représentant de la jeune droite, Thierry Maulnier.

En janvier 1937, Laurendeau présente à ses lecteurs Emmanuel Mounier, fondateur de la revue catholique de gauche, *Esprit*, à laquelle il les invite à s'abonner. Il reconnaît: "Certains catholiques condamneront jusqu'à son attitude centrale... Ils ne comprendront rien au courage dont *Esprit* vient de faire la preuve en refusant de confondre la cause du catholicisme en Espagne avec cette révolution de droite (*Franco*)..."

Et dans une note, en bas de page, il écrit ces lignes très dures dans le contexte québécois de ce temps: "On éprouve quelque peine à constater que sur cette question (*la guerre d'Espagne*) les meilleurs quotidiens canadiens-français n'ont fourni à leurs lecteurs qu'une documentation unilatérale. Ils ont confondu la cause du catholicisme avec celle de certains catholiques, sans se demander si les catholiques d'Espagne ne portaient point la responsabilité profonde du drame qui se joue aujourd'hui..."

Il va jusqu'à ajouter, et on devine que les mots ont été bien pesés. "On ne confond pas en vain pendant des décades la vie éternelle avec un régime social périmé. Dieu n'est pas une police bourgeoise chargée de défendre les grandes propriétés des nobles et de certaines communautés religieuses et l'exploitation éhontée du pauvre par le grand capitalisme..."

Le choc terrible du retour au pays

On peut constater jusqu'à quel point Laurendeau s'est alors éloigné de ses amis des Jeune Canada. A la même époque, dans *L'Action nationale*, Pierre Dansereau exprime ce regret: "Notre vie nationale d'astheur est organisée au petit bonheur. Jusqu'ici pas de Mussolini pour réunir en faiscieux les forces nationales..."

Et *L'Action nationale* salue la création d'*Ordre nouveau*, un bulletin bimensuel édité par les Semaines sociales du Canada et l'École sociale populaire, dans le but de "démasquer, entre autres, le communisme."

En octobre 1964, près de trente ans plus tard, Laurendeau constate dans *Le Magazine Maclean*: "En 1937, au Canada français, il n'y avait pas moyen de croire ou du moins d'affirmer publiquement que Franco ne menait pas en Espagne une croisade contre les communistes."

Aussi lorsqu'il revient au Québec, à l'automne 1937, le choc est-il terrible. Certains sujets sont tabous. Il ne peut les aborder. Comme il le raconte dans *l'Entretien d'été* à Radio-Canada, non seulement il ne pouvait pas dialoguer, mais ses interlocuteurs ne ripostaient même pas. Ils se dérobaient comme devant un sacrilège.

En juin 1963, il écrit, dans *Le Magazine Maclean*: "Jadis, je fus un retour d'Europe, et je reconnais souvent chez les rapatriés d'aujourd'hui les sentiments qui furent les miens. Là-bas, j'ai mis quelques semaines à m'adapter superficiellement. Et j'ai mis 4 ou 5 ans au retour à me réadapter. Encore certaines cicatrices se rouvrent-elles parfois..."

Aussi, dès lors, Laurendeau n'attaquera plus de front certains sujets, conscient qu'il ne peut engager le combat sur tous les plans à la fois. Il devient tactique, ménage la susceptibilité de ses lecteurs dans certains domaines, la religion par exemple. Mais à le lire, on perçoit qu'il a perdu le mysticisme de *Notre nationalisme*.

A son retour, il succède à son père à la direction de *L'Action nationale*, fonction qu'il assumera une première fois jusqu'en 1943 et une seconde fois de 1948 à 1954.

Il se sent incapable, à l'automne 1937, de donner des mots d'ordre, ce qu'on attend d'un directeur de cette revue. Il essaie de commenter plutôt l'actualité.

Une grève fait rage dans le textile. Il dit à l'intention du président des syndicats catholiques: "Qu'il parle fort, qu'il repousse tout semblant de compromis. Au Canada français, le syndicalisme catholique sera un témoin radical de la justice ou bien ce qui le remplacera c'est le radicalisme des Soviétiques."

En novembre 1937, il profite de la publication d'une encyclique de Pie XI

contre le racisme pour exposer son credo politique: "Même sur le plan politique, je ne crois plus aux formules sécessionnistes de gauche et de droite... La formule de l'avenir me semble une sorte de social-nationalisme à base personnaliste. Ou si l'on veut un centre fort et dynamique, au lieu de ces mal partis du juste milieu, écrasés éternels ou éternels écartelés, balanciers en période stable et qu'on balance en période de trouble."

En 1938, résolu à engager le dialogue avec les Canadiens anglais, Laurendeau s'inscrit en sociologie à l'Université McGill. Il forme avec des étudiants et des professeurs un groupe d'étude. Il est bien décidé à favoriser le dialogue entre Canadiens français et Canadiens anglais. Il espère même en arriver à établir un programme commun acceptable par les deux collectivités.

Il avait, à sa grande honte, découvert le Canada anglais à Paris, dans un cours d'André Siegfried.

Drapeau, "candidat des conscrits"

Mais en septembre 1939, la guerre éclate. Le Canada est aussitôt plongé dans la crise de la conscription. Laurendeau lutte énergiquement contre la conscription avec un mouvement qui porte l'étrange nom de "Ligue de défense du Canada". La bataille est perdue d'avance. Bourassa ne craint pas de l'affirmer lorsqu'on l'invite à prendre la parole au Marché Saint-Jacques le 11 février 1942.

Le gouvernement avait promis qu'il n'y aurait pas de conscription; il demande à être relevé de sa promesse. C'est le plébiscite qui se déroule le 27 avril 1942. Le Canada français vote *non* à 80 p. 100, le Canada anglais *oui*, dans la même proportion.

En septembre 1942, Maxime Raymond fonde le "Bloc populaire canadien" pour regrouper tous ceux qui ont été déçus par les partis existants. Laurendeau en est d'abord secrétaire.

Le Bloc est à peine formé que le gouvernement fédéral décrète deux élections partielles, dans Outremont et dans Charlevoix. Le parti libéral ne présente personne dans Charlevoix et Mme Thérèse Casgrain, libérale indépendante, sera battue par Frédéric Dorion, qui s'est présenté avec l'appui de l'Union nationale comme indépendant anticonscriptionniste.

Dans Outremont cependant, le gouvernement présente le nouveau ministre des Armées, le major-général Laflèche. Jean Drapeau, l'actuel maire de Montréal, alors étudiant en Droit, décide de lui faire la lutte, à titre de "candidat des conscrits". Il a l'appui du Bloc. La bataille est ardue: Drapeau a contre lui entre autres la censure. Marc Carrière, l'actuel président de Dupuis et Frères, sera même condamné à quelques mois de prison pour avoir osé dire que s'il est appelé pour aller se battre, il ne partira pas.

Drapeau est battu mais sauve son dépôt, ce qui est déjà une victoire.

Laurendeau a consacré à la crise de la conscription un livre publié en 1962 aux Éditions du Jour. Durant toute cette période, il a été engagé à fond dans la bagarre.

Mais l'avenir du Bloc est déjà compromis lorsque Godbout déclenche des élections au printemps 1944. Maxime

Raymond, malade, ne peut plus s'en occuper, des hommes prestigieux comme le Dr Philippe Hamel, Paul Gouin et René Chaloult l'ont quitté. Laurendeau, qui a à peine 32 ans, a été élu chef provincial en février.

Il déploie une grande activité. Il parcourt la province, multiplie les assemblées, les causeries à la radio. Il prône une lutte impitoyable contre la dictature économique, par le moyen des coopératives; la réglementation des trusts et s'il le faut, la nationalisation.

Il a l'appui de Henri Bourassa qui prend la parole à Québec où il n'avait pas prononcé de discours public depuis 1907. Selon *Le Devoir*, plus de 30,000 personnes acclament Maxime Raymond et André Laurendeau au marché Jean-Talon à Montréal.

Des jeunes, dirigés par Marc Carrière, défilent avec des affiches: "Brisons les chaînes avec André Laurendeau, soyons maîtres chez nous", "Québec au Québec".

Laurendeau affirme, face à cette foule: "Nous voulons l'autonomie provinciale, afin d'avoir le contrôle absolu de la vie économique, culturelle, nationale et éducationnelle..."

Le 8 août, le Bloc recueille 16 p. 100 des suffrages, fait élire quatre députés, dont Laurendeau dans Laurier. Godbout est battu et Duplessis porté au pouvoir.

Laurendeau est le plus jeune chef de parti à être élu dans l'histoire du Québec. Mais il n'a pas terminé son mandat que le Bloc est de nouveau en proie à de grandes divisions.

En 1947, Laurendeau en démissionne et accepte d'entrer au *Devoir* à la demande de Gérard Filion, qui vient d'en être nommé directeur.

En 1948, il ne se représente pas aux élections.

Il devient alors éditorialiste et publie également, sous la signature de *Can-dide*, des billets mordants qui sont souvent des appels à la tolérance et au dialogue mais qui, parfois, sous une apparence naïve stigmatisent la bêtise et le dogmatisme.

La formule du "roi nègre"

Filion attaque à coups de hache; Laurendeau emploie la ruse, force l'adversaire à le rejoindre sur le terrain des idées et à déclarer forfait.

Il trouve ainsi pour décrire le régime Duplessis, dans ses dernières années, une formule qui devient vite populaire, celle du "roi nègre".

Il est de toutes les grandes luttes, de toutes les réformes. Acceptant les idées nouvelles mais évitant habilement de provoquer inutilement le milieu, il amène ses lecteurs à étudier les questions au mérite, au niveau des principes. Il essaie de "dépassionner" les débats.

Il appuie évidemment les grévistes d'Asbestos.

Mais il sera aussi du côté des réalisateurs de Radio-Canada lors de leur arrêt de travail, quand Filion les aura fustigés en éditorial.

Lorsque naîtra le Mouvement laïque de langue française, il sera une seconde fois en désaccord avec Filion.

Ce dernier a condamné les partisans de la laïcité; Laurendeau, dans un "bloc-notes", tentera de démontrer que le pluralisme est une chose nécessaire en démocratie.

Il lance le Frère Untel. Il revient, à maintes reprises, sur l'importance de l'éducation pour le Québec, à une époque où l'Union nationale loue encore les bienfaits de l'ignorance.

De 1953 à 1961, il anime, à la T.V., l'émission *Pays et Merveilles*, faisant en studio les voyages qu'il aurait aimé faire. Il redevient l'écrivain qu'il avait voulu être dans sa jeunesse, écrit une pièce de théâtre, plusieurs télé-théâtres et un roman. En 1964, il est reçu à la Société royale du Canada.

Et voilà qu'en juillet 1963 il est de nouveau replongé dans l'action, une action qui n'est pas sans rappeler, jusqu'à un certain point, celle menée il y a plus de trente ans, avec les Jeune Canada: redéfinir la place des Canadiens français dans le Canada.

Cette commission, dont il a accepté

la coprésidence, il en a été, en fait, l'initiateur. Le 20 janvier 1962, dans un éditorial du *Devoir* sur le discours du trône du gouvernement Diefenbaker, il lançait l'idée d'une "enquête sur le bilinguisme".

C'est cette idée en définitive qui devait être retenue par le gouvernement Pearson, alors qu'éclataient au Québec les premières bombes et que le mouvement indépendantiste commençait à prendre de l'ampleur.

Depuis juillet 1963, André Laurendeau ne se prononce plus sur aucune question qui de près ou de loin pourrait toucher au vaste mandat de la Commission.

Il est impossible de savoir ce qu'il pense présentement des problèmes québécois et canadiens. Mais à relire les chroniques qu'il a écrites dans *Le Magazine Maclean* de 1961 à 1963, on peut résumer en quelques paragraphes, tirés de ses articles, sa pensée au moment où il acceptait la coprésidence.

En août 1961, il constate: "Les petits séparatistes avortés de 1922 et de 1935 semblaient balayés à tout jamais. En 1950, la jeune génération découvrait le social et enterrait joyeusement le nationalisme. C'est elle, d'ailleurs, qui aujourd'hui s'étonne le plus et se scandalise de sentir une bande de jeunes Turcs lui pousser dans le dos..."

En novembre de la même année, il se félicite de ce que le Québec commence à jouer un rôle de capitale nationale des Canadiens français.

Il souligne: "Ou bien le Canada anglais le comprendra à temps (*que le Québec évolue*) et alors il va commencer d'opérer avec nous une transformation substantielle de l'Etat central, ce que je ne cesse de souhaiter. Ou bien il continuera d'oublier que nous existons, sauf dans le Québec, il empêchera, bloquera, rendra anodin tout vrai renouvellement du fédéralisme canadien; il se montrera indifférent, distrait, lointain ou méprisant. Alors un jour, c'est inévitable, nous en aurons pris notre parti et c'est la nation entière qui cherchera une autre solution."

Et comme s'il n'était pas assez explicite, il précise: "Que petit à petit les Canadiens français s'aperçoivent que la maison commune (*le Canada*) n'est décidément pas habitable; que le con-

texte international soit alors favorable; qu'enfin, dans le même temps, ceci est capital, l'indépendance soit devenue un projet et non plus une aventure; et que nous ayons réussi à construire les fondations de notre propre demeure; alors le désir d'être complètement chez soi deviendra irrésistible."

En mars 1962 il réaffirmait: "Mon hypothèse est la suivante: La Confédération vaut mieux que la séparation, pourvu qu'elle soit refaite."

Coprésident de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, fidèle à sa notion du nationalisme, il sera rangé du côté des fédéralistes et des centralisateurs par les indépendantistes, lui qui a toujours été autonomiste, même à l'époque où le salut semblait ne devoir venir que d'Ottawa, au plus noir du duplessisme.

Les assises publiques de la commission à travers le pays ont été souvent houleuses et il sera pris à partie par les extrémistes des deux Canadas.

Le rapport préliminaire de la Commission reflète ses inquiétudes. Mais, personnellement, il a accepté de garder le silence jusqu'à la fin de son mandat.

Il a maintes fois déclaré cependant qu'il allait revenir au journalisme actif quand tout sera fini, quand le dernier tome du rapport aura été remis au gouvernement fédéral.

Nous saurons alors quelles réflexions il aura tirées de son "pèlerinage en vrai Canada". •

André Laurendeau élu à l'Académie canadienne-française

M. André Laurendeau, journaliste, vient d'être élu membre de l'Académie canadienne-française. M. Laurendeau occupera le siège laissé vacant par la mort du chanoine Lionel Groulx.

L'élection de M. Laurendeau a eu lieu lors de la dernière réunion de l'Académie. Fondée en 1944 par un groupe de seize écrivains représentant tous les genres littéraires et tous les courants de pensée au Canada français, l'Académie a toujours compté vingt-quatre fauteuils. Le dernier de ceux-ci, cependant, ne fut occupé qu'en 1961, soit 17 ans après sa fondation. Les décès récents de Lionel Groulx, Léo-Paul Desrosiers, Marie-Claire Daveluy et Robert Charbonneau ont créé des va-

cances que l'Académie se propose de combler au cours des prochains mois. La première élection fut celle de M. Laurendeau. Sa réception officielle aura lieu l'automne prochain.

Voici la liste des membres actuels de l'Académie canadienne-française : Père Pierre Angers, Marius Barbeau, Victor Barbeau, Roger Brien, Michel Brunet, Robert Choquette, René de Chantal, Roger Duhamel, Guy Frégault, Jean-Louis Gagnon, Alain Grandbois, Germaine Guèvremont, François Hertel, Père Gustave Lamarche, Rina Lasnier, André Laurendeau, Mme S. Routhier-Drouin, Robert Rumilly, Paul Toupin, Marcel Trudel et Guy Sylvestre.

B and B co-chairman Laurendeau, 56, dies

André Laurendeau, 56, co-chairman of the royal commission on Bilingualism and Biculturalism and editor-in-chief of *Le Devoir*, died Saturday night in the Ottawa General Hospital.

Mr. Laurendeau collapsed in his office May 15 while briefing a group of journalists on the work of the commission. Dr. Michael Richard, a neurosurgeon at the hospital, said he had suffered an intracranial (brain) hemorrhage. Cause of death was given as a ruptured aneurysm — a dilation of an artery.

Mr. Laurendeau built up a reputation as a staunch French Canadian nationalist during his brief political career and his much longer period with *Le Devoir*. He believed in "a nationalism open to others, curious about others."

Mainly through his editorials in *Le Devoir*, he came to be considered as one of the leading and most rational spokesmen for French Canada, and was widely quoted in the English-language press.

It was Mr. Laurendeau who, in an editorial in *Le Devoir* in January, 1962, proposed a royal commission on bilingualism and biculturalism. Following the assumption of federal power by the Liberals in April, 1963, Prime Minister Pearson

set up such a commission and named Mr. Laurendeau as its co-chairman in July, 1963.

The son of Arthur Laurendeau, a prominent church musician, he was born above a music store near the Montreal waterfront on March 21, 1912.

He studied economics, social sciences and French literature

at the University of Montreal graduating in 1935. That same year, he married the former Ghislaine Perrault. They have three sons and three daughters.

In 1932, while still a University of Montreal student, he joined the Jeune Canada student nationalist movement. His first speech, in 1932, was a demand for a greater part for French-speaking Canadians in the federal public service.

The young Laurendeau also wrote a pamphlet condemning "alien" domination of the Quebec economy, but said "we shall become masters in our own house only if we prove worthy of it."

Following graduation, he left for two years of postgraduate studies in Paris at the Sorbonne and the Institut Catholique.

From 1937, when he returned from Paris, until 1944 he was editor of *L'Action Nationale*, a nationalist-oriented monthly review of political and social affairs in Quebec.

Mr. Laurendeau had some success as a playwright, his "Deux Femmes Terribles" being presented by Montreal's Théâtre du Nouveau Monde in 1961. He wrote two plays for television, "Affaires de Famille," and "La Vertue des Chattes."

He authored "Voyages en rays de lumière," and "La Crise de La Conscription," a description of French Canadian reaction to World War II conscription. In 1961, he was named to the Royal Society of Canada.

His brief political career began in 1942, when he became secretary-treasurer of La Ligue pour la Défense du Canada, an organization formed to campaign against conscription for overseas service during World War II.

Losing battle

The movement urged the population of Quebec to vote "no" in the plebiscite in which the Federal Government asked whether it should be released from its promise not to conscript men for overseas service. Quebec voted "no" by an overwhelming majority, but was overruled by a large "yes" majority in English-speaking Canada.

Mr. Laurendeau took an active part in the 1942 Montreal-Outremont federal by-election, in which Jean Drapeau, now mayor of Montreal, ran as the "conscripts' candidate" and was defeated by War Services Minister Lafleche.

In 1943, he became secretary general of the Bloc Populaire, a French Canadian nationalist party of the early 1940s. A year later, at the age of 31, he became the party's provincial leader.

He was elected to the Quebec legislative assembly for Montreal Laurier in the 1944 provincial election, which saw Maurice Duplessis and the National Union return to power after five years in opposition. Only three Bloc Populaire colleagues were elected to the legislature with Mr. Laurendeau.

He resigned as both provincial leader and member of the Bloc Populaire in July, 1947, over policy differences, but served out his term as MPP until the 1948 election.

"I didn't especially enjoy participating in politics," Mr. Laurendeau once told a reporter. "But I like to follow it and comment upon it. I find that truly interesting."

He became deputy editor of *Le Devoir* in July, 1947, at the invitation of the paper's new publisher, Gérard Filion.

Chance to speak mind

"*Le Devoir* had been read in our family for many years and, to us, it had great prestige," he said in explanation of this decision. "Moreover, I knew that I would be independent as an editorial commentator."

Mr. Laurendeau became editor-in-chief of *Le Devoir* in 1957, and his name still remained on the paper's masthead at the time of his death, since he still wrote occasional editorials when his duties with the royal commission in Ottawa permitted.

He twice won a National Newspaper Award, for editorials written in 1956 and 1962.

Mr. Laurendeau acquired a formidable reputation as an editorial critic of Premier Maurice Duplessis and his National Union government, but he generally supported Mr. Duplessis on the question of provincial autonomy.

As he once put it in an interview: "Postwar events gave the Federal Government an extreme importance. We sought to guard provincial powers that could be used later under a different régime."

He coined the famous phrase, "Roi Negre," to describe Duplessis' public support for provincial autonomy and French Canadian nationalism combined with this behind-the-scenes deals with English Canadian and American industrialists, giving them the freedom to operate in the province free of government controls.

When the Liberal regime of Premier Jean Lesage took provincial office in 1960, Mr. Laurendeau frequently applauded its efforts, but was no more committed to it than he had been to the Duplessis government.

His most consistent criticism of the Duplessis regime was that, in his view, it was ignoring urban problems and letting Quebec lag behind economically.

Accent on farmers

"In the Duplessis policies, the countryside was paramount, but a large proportion of the population was already living in the cities. Industrial development was taking place, but the French Canadian role in it was modest."

In a signed editorial in *Le Devoir* following his appointment as co-chairman of the B. and B. Commission, Mr. Laurendeau explained how he interpreted the task he had taken on:

"As I see it, the commissioners' mission boils down to studying and attempting to resolve, in the fundamental field of language and culture, the problem of peaceful co-existence of the 'two nations.' It is a formidable mission . . ."

"It is not going to be a question of academic research: it is a country's destiny that is at stake."

In a Montreal interview in 1963, before the commission began its work, he said: "Our first task in this inquiry is to listen with minds and ears ab-

solutely open to everything that we are told . . ."

The commission's ultimate goal was to "recommend measures so that the Canadian Confederation will develop according to the principle of an equal partnership of the two founding peoples."

"This means the equality of the English Canadian and the French Canadian as such, whatever their origin might be."

The 10-member commission held a series of regional meetings across the country in 1961, then issued a preliminary report early in 1965 stating that Canada was experiencing its gravest crisis since Confederation, and its very existence was at stake.

The commission held public hearings in the spring and fall of 1965, during which it received 404 briefs.

The first book of its final report, describing the status of Canada's two official languages and recommending ways of achieving linguistic equality, was issued last December.

The second, dealing with education, is expected to come out in July, and several more will follow. The commission has announced its intention to issue at least 10 reports on different aspects of the B. and B. situation. However, more than one report may be included in the same volume in some cases.

A. Davidson Dunton, president of Ottawa's Carleton University and the other co-chairman of the commission, left Ottawa May 30 for Nepal, where he is to deliver a university convocation address. He is expected back in Ottawa June 11.

The funeral will take place from J. S. Vallée Funeral Home, 1111 Laurier avenue west, to St. Viateur d'Outremont Church, where the service will be held at 3 p.m. on Wednesday.

Burial will be in the family plot at St. Gabriel de Brandon Cemetery, following prayers in the parish church there at 6 p.m. Wednesday.

Mr. Laurendeau is survived by his wife, the former Ghislaine Perrault; and six children, Francine, Jean, Yves, Olivier, Geneviève and Sylvie.



André Laurendeau

Le Canada est en deuil

Le drapeau est en berne dans le monde du journalisme québécois et canadien. André Laurendeau est mort à la tâche à 56 ans. Une tâche écrasante qu'il se tailla lui-même quand le 20 janvier 1962, il publia dans *Le Devoir* un article percutant intitulé "Pour une enquête sur le bilinguisme", lequel se terminait ainsi: "Paris valait bien une messe: le Canada vaut peut-être une enquête". Cet éditorial entraîna pour son auteur et pour le pays tout entier des conséquences dont nous n'avons pas fini de mesurer l'ampleur, puisqu'il donna naissance en 1963 à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

"En acceptant la coprésidence de cet organisme, vient de dire le premier ministre du Canada, André Laurendeau relevait un des plus sérieux défis que l'histoire ait présentés à la fédération canadienne. C'est ce travail qui l'a épuisé, mais non avant qu'il eût indiqué au pays la voie de son avenir: une voie marquée par l'exigence, la

confiance, la générosité et l'humanisme, caractéristiques qui étaient les siennes."

C'est donc le Canada tout entier qui a contracté envers lui une dette de reconnaissance, car les témoignages sont unanimes: le rédacteur en chef du *Devoir* fut véritablement l'âme de la Commission B-B. Il fut l'homme de la situation. Et c'est une page très importante de l'histoire du pays qu'il a écrite en rédigeant ce premier volume sur l'égalité linguistique, dont les recommandations furent partout accueillies plus favorablement qu'il ne l'espérait lui-même.

Homme politique dont le nationalisme loin d'être intolérant et fanatique se voulut au contraire "ouvert aux autres, curieux des autres", intellectuel raffiné, écrivain et dramaturge élégant et sensible, André Laurendeau fut avant tout un éditorialiste de grande classe, à l'esprit juste et délié, au style (blouissant, dont l'absence de la scène journalistique s'est fait cruellement sentir depuis cinq ans. C'est avec joie

qu'il envisageait son retour à ce métier où il excellait et c'est avec le même sentiment que tous attendaient sa rentrée.

Non seulement M. Laurendeau laissera-t-il le souvenir d'un homme complet qui, pendant plus de trente ans, a mis les multiples ressources de son talent au service de sa province et de son pays, mais il vivra à travers ses œuvres, dont la plus courageuse et la plus significative fut sans doute sa participation intense à l'élaboration d'un Canada nouveau voué à l'idéal de l'égalité linguistique.

Du premier volume du rapport Laurendeau-Dunton, le directeur du *Devoir*, M. Ryan, a écrit en décembre dernier qu'il était "une invitation à une forme supérieure de vie civilisée". N'est-ce pas là précisément une phrase qui pourrait résumer l'action féconde, éclairée, constructive d'André Laurendeau, l'un des plus remarquables journalistes du Canada français et l'un des plus grands Canadiens?

Renaude LAPOINTE



Aux plus beaux jours du Bloc Populaire

Au cours d'un ralliement monstre durant les élections provinciales de 1944, de gauche à droite, MM. Maxime Raymond, chef national

du parti, André Laurendeau, chef provincial du Québec, Henri Bourassa, ardent nationaliste de la première heure, et sa fille Annie Bourassa.

Laurendeau aura fait beaucoup pour la bonne entente entre Canadiens

— Stanfield

Le chef du parti conservateur, M. Robert Stanfield, a déclaré hier que la vie et l'oeuvre d'André Laurendeau auront été un apport majeur à la bonne entente entre les Canadiens.

M. Stanfield, qui se trouvait à Toronto où il poursuivait sa campagne électorale, a décrit M. Laurendeau "comme l'un

des meilleurs écrivains de langue française au Canada".

Dans une déclaration émise par son bureau de Toronto, M. Stanfield a tenu à souligner la contribution de M. Laurendeau à la politique canadienne en sa qualité de rédacteur en chef du *Devoir* de même que sa participation au travail de la commission sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Laurendeau avait relevé l'un des défis les plus sérieux de notre histoire

— Trudeau

"André Laurendeau était l'esprit le plus juste et le plus réfléchi que j'aie connu. Quand j'étais étudiant, il m'avait guidé de ses conseils. Plus tard, il est devenu un ami attentif, critique, généreux."

Voilà en quels termes le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, a rendu hommage au coprésident de la commission Laurendeau-Dunton.

Interrogé par les journalistes, hier matin, alors qu'il se trouvait à Terre-Neuve, M. Trudeau a déclaré qu'en acceptant de présider la commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, André Laurendeau avait relevé l'un des plus sérieux

défis que l'histoire ait présentés à la fédération canadienne.

C'est cette tâche, a ajouté le premier ministre, qui l'a épuisé mais non sans qu'il eût indiqué au Canada la voie de son avenir: une voie marquée par l'exigence, la confiance, la générosité et l'humanisme, caractéristiques qui sont celles de l'homme qui l'a tracée.

PM lauds editor as friend

Prime Minister Trudeau in a tribute to André Laurendeau described him as a man who possessed "the most exact and refined mind of anyone I have known."

Mr. Laurendeau, co-chairman of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism, died Saturday in an Ottawa hospital.

Mr. Trudeau said: "When I was a student, he was an adviser and a guide. Later, he became an attentive, critical and generous friend. As a journalist and essayist he was noted for his intelligence and sensitivity."

"In accepting the co-chairmanship of the B-B Commission he took up one of the greatest challenges in the history of Canadian Confederation."

"This was the work which exhausted him, but not before he had pointed out the past of Canada's future, a past of confidence, generosity, discipline and humanism, all characteristics of the man himself."

Conservative Leader Robert Stanfield said in his tribute that Laurendeau was "one of the finest writers in the French language that Canada has produced."

"His thoughtful presentation of the great Canadian questions as editor-in-chief of *Le Devoir* as well as his work on the commission will be a lasting contribution to mutual understanding in our country."

In a signed editorial in *Le Devoir* today, the present publisher, Claude Ryan, said Mr. Laurendeau loved his people "and all it stood for . . . To this people he devoted the best of himself — from start to finish."

Mr. Laurendeau was for *Le Devoir* a disinterested collaborator and an able leader, Mr. Ryan said. He was, for French Canada and for Canada as a

whole a generous and magnanimous servant. In the name of those he helped, in the name of those whose horizons are a bit richer as a result of his presence among us, we assure his wife and children that his memory will live with us for a long time.

Neil Morrison, former co-secretary of the B-B Commission, said: "André Laurendeau was one of my closest friends. We had known one another and worked together in the cause of

French - English understanding and partnership in Canada for over 30 years . . ."

"Canada has lost one of its finest citizens," said Marcel Faribault, Progressive Conservative leader in Quebec. "André Laurendeau was the soul of the B-B Commission of which he was the instigator and to which he consecrated his all. Profoundly sincere, the goal he set forth for himself, was the realization of harmony so vital in his country . . ."

Staunch spokesman

B and B co-chairman Laurendeau, 56, dies

André Laurendeau, 56, co-chairman of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism and editor-in-chief of *Le Devoir*, died Saturday night in the Ottawa General Hospital.

Mr. Laurendeau collapsed in his office May 15 while briefing a group of journalists on the work of the commission. Dr. Michael Richard, a neurosurgeon at the hospital, said he had suffered an intracranial (brain) hemorrhage. Cause of death was given as a ruptured aneurysm — a dilation of an artery.

Mr. Laurendeau built up a reputation as a staunch French Canadian nationalist during his brief political career and his much longer period with *Le Devoir*. He believed in "a nationalism open to others, curious about others."

Mainly through his editorials in *Le Devoir*, he came to be considered as one of the leading and most rational spokesmen for French Canada, and was widely quoted in the English-language press.

It was Mr. Laurendeau who, in an editorial in *Le Devoir* in January, 1962, proposed a royal commission on bilingualism and biculturalism. Following the assumption of federal power by the Liberals in April, 1963, Prime Minister Pearson

set up such a commission and named Mr. Laurendeau as its co-chairman in July, 1963.

The son of Arthur Laurendeau, a prominent church musician, he was born above a music store near the Montreal waterfront on March 21, 1912.

He studied economics, social sciences and French literature

See ANDRE — Page 5, Col. 1



André Laurendeau

at the University of Montreal, graduating in 1935. That same year, he married the former Ghislaine Perrault. They have three sons and three daughters.

In 1932, while still a University of Montreal student, he joined the Jeune Canada student nationalist movement. His first speech, in 1932, was a demand for a greater part for French-speaking Canadians in the federal public service.

The young Laurendeau also wrote a pamphlet condemning "alien" domination of the Quebec economy, but said "we shall become masters in our own house only if we prove worthy of it."

Following graduation, he left for two years of postgraduate studies in Paris at the Sorbonne and the Institut Catholique.

From 1937, when he returned from Paris, until 1944 he was editor of *L'Action Nationale*, a nationalist-oriented monthly review of political and social affairs in Quebec.

Mr. Laurendeau had some success as a playwright, his "Deux Femmes Terribles" being presented by Montreal's Théâtre du Nouveau Monde in 1961. He wrote two plays for television, "Affaires de Famille," and "La Vertue des Chattes."

He authored "Voyages en Pays de l'Enfance," and "La Crise de La Conscription," a description of French Canadian reaction to World War II conscription. In 1961, he was named to the Royal Society of Canada.

His brief political career began in 1942, when he became secretary-treasurer of La Ligue pour la Défense du Canada, an organization formed to campaign against conscription for overseas service during World War II.

Losing battle

The movement urged the population of Quebec to vote "no" in the plebiscite in which the Federal Government asked whether it should be released from its promise not to conscript men for overseas service. Quebec voted "no" by an overwhelming majority, but was overruled by a large "yes" majority in English-speaking Canada.

Mr. Laurendeau took an active part in the 1942 Montreal-Outremont federal by-election, in which Jean Drapeau, now mayor of Montreal, ran as the "conscripts' candidate" and was defeated by War Services Minister Lafleche.

In 1943, he became secretary general of the Bloc Populaire, a French Canadian nationalist party of the early 1940s. A year later, at the age of 31, he became the party's provincial leader.

He was elected to the Quebec legislative assembly for Montreal Laurier in the 1944 provincial election, which saw Maurice Duplessis and the National Union return to power after five years in opposition. Only three Bloc Populaire colleagues were elected to the legislature with Mr. Laurendeau.

He resigned as both provincial leader and member of the Bloc Populaire in July, 1947, over policy differences, but served out his term as MPP until the 1948 election.

"I didn't especially enjoy participating in politics," Mr. Laurendeau once told a reporter. "But I like to follow it and comment upon it. I find that truly interesting."

He became deputy editor of *Le Devoir* in July, 1947, at the invitation of the paper's new publisher, Gérard Filion.

Chance to speak mind

"*Le Devoir* had been read in our family for many years and, to us, it had great prestige," he said in explanation of this decision. "Moreover, I knew that I would be independent as an editorial commentator."

Mr. Laurendeau became editor-in-chief of *Le Devoir* in 1957, and his name still remained on the paper's masthead at the time of his death, since he still wrote occasional editorials when his duties with the royal commission in Ottawa permitted.

He twice won a National Newspaper Award, for editorials written in 1956 and 1962.

Mr. Laurendeau acquired a formidable reputation as an editorial critic of Premier Maurice Duplessis and his National Union government, but he generally supported Mr. Duplessis on the question of provincial autonomy.

As he once put it in an interview: "Postwar events gave the Federal Government an extreme importance. We sought to guard provincial powers that could be used later under a different regime."

He coined the famous phrase, "Roi Negre," to describe Duplessis' public support for provincial autonomy and French Canadian nationalism combined with his behind-the-scenes deals with English Canadian and American industrialists, giving them the freedom to operate in the province free of government controls.

When the Liberal regime of Premier Jean Lesage took provincial office in 1960, Mr. Laurendeau frequently applauded its efforts, but was no more committed to it than he had been to the Duplessis government.

His most consistent criticism of the Duplessis regime was that, in his view, it was ignoring urban problems and letting Quebec lag behind economically.

Accent on farmers

"In the Duplessis policies, the countryside was paramount, but a large proportion of the population was already living in the cities. Industrial development was taking place, but the French Canadian role in it was modest."

In a signed editorial in *Le Devoir* following his appointment as co-chairman of the B. and B. Commission, Mr. Laurendeau explained how he interpreted the task he had taken on:

"As I see it, the commissioners' mission boils down to studying and attempting to resolve, in the fundamental field of language and culture, the problem of peaceful co-existence of the 'two nations.' It is a formidable mission . . .

"It is not going to be a question of academic research: it is a country's destiny that is at stake."

In a Montreal interview in 1963, before the commission began its work, he said: "Our first task in this inquiry is to listen with minds and ears ab-

solutely open to everything that we are told . . ."

The commission's ultimate goal was to "recommend measures so that the Canadian Confederation will develop according to the principle of an equal partnership of the two founding peoples."

"This means the equality of the English Canadian and the French Canadian as such, whatever their origin might be."

The 10-member commission held a series of regional meetings across the country in 1964, then issued a preliminary report early in 1965 stating that Canada was experiencing its gravest crisis since Confederation, and its very existence was at stake.

The commission held public hearings in the spring and fall of 1965, during which it received 404 briefs.

The first book of its final report, describing the status of Canada's two official languages and recommending ways of achieving linguistic equality, was issued last December.

The second, dealing with education, is expected to come out in July, and several more will follow. The commission has announced its intention to issue at least 10 reports on different aspects of the B. and B. situation. However, more than one report may be included in the same volume in some cases.

A. Davidson Dunton, president of Ottawa's Carleton University and the other co-chairman of the commission, left Ottawa May 30 for Nepal, where he is to deliver a university convocation address. He is expected back in Ottawa June 11.

The funeral will take place from J. S. Vallée Funeral Home, 1111 Laurier avenue west, to St. Viateur d'Outremont Church, where the service will be held at 3 p.m. on Wednesday.

Burial will be in the family plot at St. Gabriel de Brandon Cemetery, following prayers in the parish church there at 6 p.m. Wednesday.

Mr. Laurendeau is survived by his wife, the former Ghislaine Perrault; and six children, Francine, Jean, Yves, Olivier, Geneviève and Sylvie.

Andre Laurendeau

WHAT changed the fiery young Bloc Populaire nationalist orator of 1945 into the sober and responsible statesman who spent the last years of his too-short life presiding over the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism? Only his intimate friends could say for sure.

The modern separatist would write him off contemptuously as a "vendu" who had sold out to the hated majority, even though the charge is impossible to sustain. More moderate-minded people of both the founding races, have taken a different point of view. They had come to regard Mr. Laurendeau, the distinguished editor of *Le Devoir*, as a leader of the new-type, mid-20th century, Quebec nationalist. He was in no sense at all a "vendu," stupid word. He remained a devout nationalist who, by study, by travel and by observation, had come to the conclusion that Quebec's nationalism could best be served by maintaining itself inside the framework of Confederation.

This finding, with which we profoundly agree, was not come by easily; we do not indeed know the process involved. All we do know for sure, is that, twenty years or so ago, he toured widely in Canada under the auspices of the CBC. He delivered a long series of perceptive broadcasts in which he interpreted Quebec to his fellow-Canadians of English speech. He may well have concluded from his travels that English Canada had its own nationalism, the objectives of which were neither close ties with Britain, nor a mere slumping into the arms of the United States.

In the event, he moved steadily but surely into his advocacy of a deep inquiry into our basic racial relations. Finally and happily, he was appointed chairman of the Royal Commission established to that end. His acceptance of that post was a true measure of the man. He abandoned a brilliant and assured career in journalism to assume it, and only journalists can understand what that involves. In his conduct of an unfamiliar role he won every laurel.

From the beginning many observers predicted that the "backlash" from English Canada would be dreadful. There has been no backlash. Instead there has been increasing comprehension. We owe most of this to Mr. Laurendeau. We can pay our debt to him by continuing the work he began.

Trudeau et Stanfield rendent hommage à André Laurendeau, mort à 56 ans

L'un des grands noms du journalisme et de la politique au Canada français, André Laurendeau, qui présidait depuis 1962 la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, est mort, samedi soir, dans un hôpital d'Ottawa où il reposait dans un état critique depuis le 15 mai dernier.

Le rédacteur en chef du "Devoir" s'était affaibli dans son bureau au cours d'une rencontre avec des journalistes. A l'hôpital, les médecins devaient constater que M. Laurendeau avait subi une hémorragie intra-crânienne consécutive à la rupture d'un anévrisme.

Au moment où la mort l'a

frappé, à l'âge de 56 ans, André Laurendeau n'avait pas eu le temps de mettre le point final à la tâche colossale qu'il avait entreprise, en 1962, en acceptant la coprésidence de la Commission d'enquête sur le bilinguisme.

"C'est ce travail qui l'a épuisé mais non avant qu'il eût indiqué au Canada la voie de son avenir", a déclaré à Terre-Neuve le premier ministre du Canada, M. Trudeau, en apprenant hier matin la nouvelle tragique.

En acceptant la coprésidence de la commission, a dit encore M. Trudeau, il a relevé l'un des plus grands défis de l'histoire de la fédération canadienne.

MM. Robert Stanfield, chef du parti conservateur, et Marcel Faribault, leader des conservateurs québécois, ont tous deux tenu à faire l'éloge du disparu. M. Laurendeau aura fait beaucoup pour unir les Canadiens, a déclaré le premier. André Laurendeau était un ami de toujours, a révélé le second.

L'idée d'une commission d'enquête sur le bilinguisme fut celle de M. Laurendeau. Il en demanda l'institution au gouvernement fédéral dans un éditorial du "Devoir", en janvier 1962. Le premier ministre canadien Charles M. Pearson, répondit: non! L'année suivante, M. Pearson, qui a pris le pouvoir, répond oui et con-

firme la coprésidence de la commission à M. Laurendeau, qui se mettra aussitôt à l'oeuvre en compagnie de M. Davidson Dunton.

Au moment où la Commission allait commencer son travail, M. Laurendeau avait déclaré dans une interview que le premier devoir de la Commission était d'avoir "les oreilles et l'esprit ouverts à tout ce qui lui serait dit".

Les dix commissaires ont tenu des séances régionales à travers le Canada en 1964 et présenté un rapport préliminaire au début de l'année suivante. Ce rapport mettait l'accent sur la gravité de la crise qui connaît présentement la Confédération. Puis, au cours du

printemps et de l'automne de 1965, la Commission a reçu 404 mémoires au cours d'audiences publiques.

Le premier volume du rapport de la Commission est paru en décembre dernier. On y décrit le statut des deux langues officielles du Canada et les moyens à prendre pour en arriver à une égalité linguistique.

Le deuxième volume est attendu pour juillet et traitera de l'éducation. Il doit être suivi de plusieurs autres.

attitude ainsi: "Les événements de l'après-guerre ont donné au gouvernement fédéral une très grande importance. Nous tentons de conserver à la province des pouvoirs qui pourraient être employés plus tard, par un autre régime."

Lorsque cet autre régime s'est installé en 1960, avec Jean Lesage, M. Laurendeau est resté tout aussi indépendant qu'il l'avait été vis-à-vis du régime précédent, bien qu'il approuvât fréquemment les initiatives du gouvernement libéral.

Sa critique fondamentale du régime duplessiste portait sur la politique économique et urbaine du gouvernement.

"Les campagnes avaient une importance suprême dans la politique de Duplessis, mais une partie importante de la population vivait pourtant déjà dans les villes. Le développement industriel se faisait, mais les Canadiens français y tenaient un rôle mineur."

La brève carrière politique d'André Laurendeau commença en 1942 lorsqu'il devint secrétaire-trésorier de la Ligue pour la défense du Canada dont le but était de s'élever contre la conscription durant la Deuxième Guerre mondiale.

Secrétaire général du Bloc Populaire en 1943, il en devint le chef provincial l'année suivante et fut élu sous cette bannière à l'Assemblée législative du Québec, comme député de Montréal-Laurier, lors des élections de 1944 qui ramènerent l'Union nationale au pouvoir après une période de cinq ans dans l'opposition. Trois autres membres du Bloc Populaire avaient également été élus.

M. Laurendeau abandonna son poste de chef de ce parti en 1947 lorsqu'il devint directeur adjoint du "Devoir". "Je n'aime pas particulièrement faire de la politique, a-t-il dit un jour, mais j'aime l'étudier et la commenter."

Pamphlétaire
et dramaturge

Né à Montréal le 21 mars 1912, André Laurendeau a étudié l'histoire et la littérature à l'Université de Montréal. Ayant obtenu son diplôme en 1935, il étudia la philosophie à la Sorbonne et à l'Institut catholique de Paris.

De son père, organiste réputé, André Laurendeau tenait son goût profond pour la musique, particulièrement pour la musique sacrée.

À l'université, il participera au mouvement Jeune-Canada, un mouvement nationaliste étudiant. Son premier discours, en 1932, portait sur le rôle des Canadiens français dans la fonction publique. À cette époque, il écrivait un pamphlet dans lequel il s'élevait contre "l'aliénation" de l'économie québécoise.

À son retour de Paris, de 1937 à 1944, il fut directeur de l'Action Nationale.

M. Laurendeau eut quelque

succès comme dramaturge. Sa pièce "Deux Femmes Terribles" a été jouée par le Théâtre du Nouveau-Monde en 1962. Il a écrit deux pièces pour la télévision, "Affaires de Famille" et "La Vertu des Châtes".

M. Laurendeau laisse dans le deuil sa femme, Ghislaine Perrault, trois fils et trois filles.

Sa brève carrière politique et ses écrits dans "Le Devoir" ont donné à André Laurendeau sa réputation de nationaliste canadien-français. Comme il le disait, il croyait à un nationalisme ouvert aux autres, curieux des autres.

Sans avoir jamais été reporter, M. Laurendeau a fait son entrée dans le journalisme en 1947 à la demande de M. Gé-

rard Filion alors directeur du journal "Le Devoir". M. Laurendeau accepta cette invitation car, disait-il, "je savais que l'aunis l'indépendance nécessaire comme editorialiste". Deux fois, en 1957 et en 1963, les articles de M. Laurendeau lui ont mérité le prix national du journalisme.

Terrible critique du gouvernement Duplessis, M. Laurendeau n'en appuyait pas moins ce dernier, réclame générale, lorsqu'il s'agissait d'autonomie provinciale. Il expliquait cette

Il nous manquera à tous une présence

— Claude Ryan

Plusieurs des collaborateurs d'André Laurendeau, tant dans le monde journalistique que politique, ont tenu hier à rendre hommage au grand disparu.

Un ancien directeur du Devoir, M. Gérard Filion, a déclaré qu'il venait de perdre l'un des meilleurs collaborateurs qu'il ait jamais eus et un ami très cher.

Au-delà des quelques divergences qui avaient pu les séparer, M. Filion a souligné que depuis 1933 il avait toujours conservé l'amitié d'André Laurendeau.

Pour sa part, le directeur actuel du Devoir, M. Claude Ryan, consacre l'éditorial de ce matin à évoquer l'oeuvre et la vie du rédacteur en chef du journal.

"On s'était tellement habitué à compter sur lui, à se dire qu'on pouvait toujours, en dernière analyse, recourir à son

jugement loyal et désintéressé, qu'on peut se faire difficilement à l'idée qu'André Laurendeau est mort", écrit M. Ryan.

"On voudrait dire ce qui manquera au Canada français et au Devoir, maintenant qu'il n'est plus, mais les mots viennent mal. Il nous manquera à tous une présence. Cette présence était à la fois tellement discrète et tellement riche qu'on déplore de ne pouvoir la définir avec la précision que serait en droit d'exiger une communauté consciente de la perte qu'elle vient de faire."

S'il doit être question d'un apport original de Laurendeau à la vie politique de notre milieu, écrit encore M. Ryan, on pourrait souligner les trois traits suivants: mise en relief de la vocation originale de l'Etat du Québec; modernisation et rationalisation du système d'enseignement; recherche

des valeurs de liberté dans la vie politique et sociale.

L'un des proches collaborateurs de M. Laurendeau au sein de la commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, M. Jean-Louis Gagnon, a déclaré de son côté que c'est le Laurendeau, président de la commission d'enquête, qui passera à l'histoire.

Une page d'histoire

Depuis l'instant où il avait accepté de présider cette commission, a souligné M. Gagnon, lui-même commissaire, il s'était totalement donné à sa tâche. Conscient des difficultés qui s'offraient, des fanatismes à vaincre, il avait assumé avec un immense courage chacune des obligations inhérentes au mandat de la commission.

Nous étions quelques membres de la commission, a dit encore M. Gagnon, qui assistaient à la séance de la Chambre le jour où le premier ministre déposa le premier livre du Rapport aux Communes.

Les chefs des partis d'opposition en ayant, comme M. Pearson, accepté les recommandations, je compris qu'André Laurendeau venait de signer un nouveau chapitre de l'histoire du Canada.

Un autre de ses collaborateurs au sein de la commission, M. Neil Morrison, ex-secrétaire conjoint et présentement candidat conservateur dans Outremont, a rendu hommage "au nationaliste canadien-français convaincu" que fut André Laurendeau.

Ami intime de Laurendeau depuis plus de 30 ans, M. Morrison a souligné que le président de la commission d'enquête sur le bilinguisme s'était toujours battu pour la survie de son peuple. En même temps, dit-il, il luttait pour la compréhension entre les Canadiens d'origine ethnique différente.

Selon M. Morrison, André Laurendeau était loin d'être un nationaliste intolérant, fanatique, étroit d'esprit et rempli de préjugés.

C'était un ami depuis toujours

— Marcel Faribault

Le Canada vient de perdre un de ses grands citoyens. André Laurendeau était l'âme de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, dont il avait été l'instigateur et à laquelle il se consacrait tout entier. Profondément sincère, il s'était donné pour but de réaliser la concorde à partir des réalités vitales de son pays. S'il n'a pu parachever son œuvre, il aura eu du moins la satisfaction de la voir prendre forme et s'imposer à la reconnaissance des sceptiques et des critiques eux-mêmes, a déclaré hier, M. Marcel Faribault.

Journaliste de grande classe, il a fait sa marque au Devoir

dont il a maintenu l'orientation, l'impulsion et l'influence. Fervent disciple de Bourassa, il a voulu, comme lui, servir à la fois par la plume et par l'action politique. Sa pensée restait toujours à la hauteur de son âme, qu'il avait sensible et qu'il voulait sereine. C'était un ami depuis toujours, et, sans toujours partager toutes ses vues, je reconnaissais en lui une fidélité et une lucidité qui commandaient le respect.

À sa femme et à sa famille éprouvée, comme aussi à sa famille du Devoir, j'offre mes condoléances, mes regrets émus et ma profonde sympathie.

Quelques souvenirs...

par Paul Sauriol

Mon premier souvenir d'André Laurendeau remonte à 1935; j'avais été chargé des comptes rendus des conférences données par Henri Bourassa à la Palestre Nationale et à l'organisation desquelles il avait participé; par la suite, à compter de 1937, il prit la direction de l'Action nationale, qui était imprimée au Devoir. Toute l'équipe du journal suivait avec intérêt son action à ce poste d'avant-garde; il y mettait un élan, un talent, une conviction qui ne se sont jamais démentis dans les postes qu'il a occupés depuis.

J'avais aussi durant ces années l'occasion de le rencontrer dans des groupements dévoués aux intérêts du Canada français. Je me souviens notamment des réunions d'un comité dont il était l'animateur, et qui groupait, entre autres, le chanoine Groulx et Esdras Minville. C'est au cours de ces entretiens que M. Minville développa les idées qu'il publia ensuite sous le titre

"Invitation à l'étude". Laurendeau était en quelque sorte l'âme et le moteur de ces rencontres, c'est un rôle où il excellait, qu'il a continué de remplir au cours des années dans divers milieux, et jusqu'à la fin de sa carrière dans les travaux de la commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

L'entrée du Canada en guerre en 1939 fut jugée par tout le Canada français comme un coup de force impérialiste imposé par la majorité anglophone du pays. Laurendeau a raconté, dans son ouvrage sur "la crise de la conscription" comment il dut dans sa revue, de même que Le Devoir du reste, mettre une sourdine à ses sentiments d'indignation; car toutes les publications étaient soumises au régime de la censure, et il s'agissait de durer. Toutefois, lorsque la promesse du gouvernement fédéral de ne pas imposer la conscription fut remise en question par le plébiscite, en

1942, Laurendeau fut un des chefs de la campagne pour le "NON", rôle qui l'aguilla vers sa brève carrière politique dans le Bloc populaire.

À compter de son entrée au Devoir en 1947, j'ai travaillé quotidiennement avec André Laurendeau puisque j'étais devenu éditorialiste au même moment. Il eut vite fait de s'adapter au journalisme quotidien, et les lecteurs du Devoir ont pu apprécier durant seize ans, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il accepte la coprésidence de la commission d'enquête, ses qualités de journaliste où s'alliaient l'ardeur du polémiste, la sincérité de l'homme qui veut convaincre et persuader, et le talent d'un styliste de grande classe.

Le courage a été aussi l'un des traits dominants de cet homme qui paraissait frêle au physique. Il eut parfois à faire des choix difficiles; ce fut le cas notamment lorsqu'une grève des typographes au Devoir plaça l'équipe de la rédaction devant le dilemme de franchir ou non la ligne de piquetage. Les convictions syndicalistes de Laurendeau étaient profondes et il s'est fait sans cesse le champion des réformes sociales. Mais dans ce cas, la vie du Devoir était menacée pour des revendications qui paraissaient contestables. Une partie de nos camarades préférèrent quitter le journal, mais Laurendeau fut de ceux qui jugèrent nécessaire la défense d'une institution essentielle aux Canadiens français. Cette option fut pour lui, comme pour ceux qui l'ont prise avec lui, extrêmement pénible; mais l'autorité éminente dont il jouissait fut sûrement d'un grand poids dans les événements qui permirent au journal de traverser cette épreuve. C'est un acte de courage qu'il convient de rappeler.

D'autres voix évoqueront les divers aspects d'une carrière brillante qui s'est terminée de façon prématurée. Je voudrais encore souligner, en terminant, le rôle qu'a joué André Laurendeau avec M. Filion après leur entrée au Devoir en 1947. Après la longue maladie de M. Georges Pelletier, il fallait réorganiser et renouveler les cadres de la rédaction du journal, préciser son orientation politique et sociale dans les circonstances nouvelles de l'après-guerre. M. Laurendeau a apporté à cette tâche difficile une contribution importante.

Tous ceux qui ont travaillé avec lui conserveront le souvenir d'un homme qui était ouvert au dialogue, qui savait respecter les opinions des autres, et qui alliait à son éminent talent d'écrivain une grande rigueur de pensée.

"Fidélité et lucidité..."

Le Canada vient de perdre un de ses grands citoyens. André Laurendeau était l'âme de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, dont il avait été l'instigateur et à laquelle il se consacrait tout entier. Profondément sincère, il s'était donné pour but de réaliser la concorde à partir des réalités vitales de son pays. S'il n'a pas pu parachever son œuvre, il aura eu du moins la satisfaction de la voir prendre forme et s'imposer à la reconnaissance des sceptiques et des critiques eux-mêmes.

Journaliste de grande classe, il a fait sa marque au Devoir dont il a maintenu l'orientation, l'impul-

sion et l'influence. Fervent disciple de Bourassa, il a voulu, comme lui, servir à la fois par la plume et par l'action politique. Sa pensée restait toujours à la hauteur de son âme, qu'il avait sensible et qu'il voulait sereine. C'était un ami depuis toujours, et, sans toujours partager toutes ses vues, je reconnaissais en lui une fidélité et une lucidité qui commandaient le respect.

A sa femme et à sa famille éprouvée, comme aussi à sa famille du Devoir, j'offre mes condoléances, mes regrets émus et ma profonde sympathie.

Marcel Faribault

L'hommage de Gérard Filion

J'ai connu André Laurendeau en 1933. Il était inscrit à la faculté des lettres de l'université de Montréal, je fréquentais l'École des hautes études commerciales. Nous nous étions retrouvés l'un et l'autre dans le mouvement des Jeunes Canadas.

A première vue nous n'avions rien en commun, ni par la naissance, ni par l'éducation, ni par nos goûts, ni par notre tournure d'esprit. Et cependant l'amitié que nous avons liée dès le début ne s'est jamais refroidie. Durant de nombreuses années, nos fonctions nous ont tenus éloignés l'un de l'autre, mais c'était toujours avec plaisir que nous nous retrouvions. Une des conditions que j'ai posées pour accepter la direction du Devoir en 1947, c'est que Laurendeau vienne m'y rejoindre incessamment.

Durant 16 ans nous avons travaillé l'un à côté de l'autre dans la plus grande harmonie. Nous ne partagions pas toujours les mêmes goûts ni les mêmes points de vue, mais nous avons beaucoup de respect l'un envers l'autre et nous étions capables, sans longues discussions, de trouver le point d'équilibre.

Avant d'accepter la co-présidence de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, il a voulu connaître avant quelle était mon expérience à la commission Parent. Je crois avoir contribué à lui faire accepter cette lourde responsabilité.

J'ai dîné avec André Laurendeau le 8 avril dernier pour discuter de certains problèmes sur lesquels se penche présentement la Commission. Il avait l'air d'un homme fatigué, mais pas épuisé au point de laisser présager le dénouement tragique qui vient de se produire. J'en suis bouleversé. Je perds un des meilleurs collaborateurs que j'aie jamais eus et un ami très cher.

L'oeuvre de la commission est assez avancée pour que, demain, chacun y puisse trouver la pensée de Laurendeau

par Jean-Louis Gagnon

C'est à Ottawa, dans une chambre d'hôpital où il avait été transporté d'urgence 17 jours plus tôt, qu'André Laurendeau est mort samedi, à la fin du jour. Depuis l'instant où il avait accepté de présider cette Commission d'enquête qu'il avait lui-même réclamée, il s'était totalement donné à sa tâche — persuadé qu'un échec pourrait signifier la fin de son pays. Conscient des difficultés qui s'offraient, des fanatismes à vaincre, il avait assuré avec un immense courage chacune des obligations inhérentes au mandat de la plus importante Commission royale qui ait été institué au Canada depuis la mission de Lord Durham.

Longtemps, depuis les jours éloignés où nous faisons nos humanités au Collège Ste-Marie, nous avons suivi des routes parallèles, c'est-à-dire chacun notre voie. La guerre nous avait séparés. Ecrivain sensible et toujours inquiet, tour à tour chef d'un parti popu-

laire, le Bloc populaire, et rédacteur en chef de l'Action nationale, jouissant d'un prestige mérité, il s'était identifié à une cause que je devais combattre. Nous avions conséquemment vécu côte à côte durant trente ans quand on lui confia la présidence de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme à l'été de 1963. Dorénavant nous allions vivre ensemble et partager le même espoir.

D'autres diront les étapes précédentes de sa vie partagée entre la création intellectuelle et le combat de tous les jours. De ses livres comme de ses articles, il serait aisé d'extraire un enseignement d'autant plus profitable qu'il a toujours épousé les préoccupations du Canada français. Mais j'ai la certitude que c'est le président de la Commission d'enquête qui passera à l'histoire. Toujours son influence fut grande parce qu'il appartenait à cette race d'hommes qui ne parlent et n'écrivent que s'ils ont

quelque chose à dire. Mais cette fois, son influence allait être déterminante. Nous étions quelques membres de la Commission qui assistaient à la séance de la Chambre le jour où le premier ministre déposa le premier livre du Rapport aux Communes. Les chefs des partis d'opposition en ayant, comme M. Pearson, accepté les recommandations, je compris qu'André Laurendeau venait de signer un nouveau chapitre de l'Histoire du Canada.

Certes d'autres livres, encore incomplets, devront être publiés avant que la Commission n'ait terminé sa tâche. Mais l'essentiel est là. L'oeuvre est suffisamment avancée pour que demain, quand elle sera complétée, chacun puisse y retrouver le nom et la pensée d'André Laurendeau. Et c'est alors que les Canadiens seront à même de mesurer ce qu'ils lui doivent et que la patrie reconnaissante lui rendra l'hommage qu'elle réserve aux plus courageux de ses fils.

Laurendeau, journaliste, député

par Pierre Laporte

J'ai connu André Laurendeau député à Québec. Je ne crois pas avoir vu à l'oeuvre député mieux préparé, aussi conscient de l'importance de son mandat, aussi profondément désireux d'améliorer la société. Je regrette que le Journal des Débats n'ait pas existé à cette époque, car Laurendeau nous aurait laissé un recueil imposant de discours profonds de pensée et magnifiquement structurés, sur des problèmes qui font encore la manchette aujourd'hui. Il était fort scandalisé des lenteurs de la procédure, des pertes de temps, des querelles d'allure personnelle entre députés, et dont il était parfois la victime. Il aura été le précurseur de la lutte pour que disparaisse du Parlement ce qu'il appelait les "fripes moyennageuses". J'aurai l'impression de respecter son testament spirituel et continuant et en gagnant la bataille de la réforme parlementaire.

J'ai connu André Laurendeau journaliste. Deux souvenirs de toutes nos années au Devoir priment les autres: son aspect pour la pensée d'autrui et la rigueur de sa dialectique. L'article que vous signiez vous

en assuriez la responsabilité, donc vous pouviez le publier, mais Laurendeau, s'il n'était pas d'accord, avait au préalable poussé le dialogue jusqu'à la limite.

Laurendeau était chez lui dans le monde des idées, de la pensée. Il s'y complaisait ostensiblement. Ailleurs il était moins à l'aise. Je me souviens, — souvenir plus léger sans doute, — de cette fête champêtre organisée par les employés du Devoir. Tout le monde devait participer à la joute de balle-molle... Laurendeau comme les autres. Ceux qui en étaient gardent un souvenir joyeux de sa "performance": Gérard Filion, qui a le génie des formules, avait dit: "C'est pas possible d'avoir élevé un enfant comme ça!"

Laurendeau c'était l'homme de l'interrogation. Sa pensée, toujours alimentée aux meilleures sources, aux derniers auteurs, était vivante, c'est-à-dire en perpétuel devenir. Il n'aura jamais été l'homme de la possession tranquille de la vérité. Dès qu'il avait atteint "sa" vérité il la contestait lui-même, la disséquait et n'hésitait pas à tout remettre

en question. Un jour, — prochain je l'espère, — quelque chercheur scrutera pour nous le cheminement de la pensée Laurendeau depuis les Jeunes Canada, la crise de la conscription, le Bloc Populaire, les luttes sociales du Devoir des années 1950, la bataille de l'autonomie provinciale, jusqu'à la conception et la réalisation de l'idée de cette commission d'enquête qui aura fini d'user ses forces. Non seulement nous suivrons alors à la trace l'évolution d'un de nos plus authentiques penseurs, mais nous découvrirons la rectitude de vie d'un homme qui a su à chaque période s'adapter, participer à l'évolution des idées et servir.

Sur la tombe d'André Laurendeau je dépose l'hommage respectueux d'un journaliste qui l'a admiré, qui l'a considéré comme un maître à penser; l'hommage d'un député qui trouve encore dans sa trop courte carrière politique, après vingt ans, une matière riche de promesses.

Pierre Laporte,
député de Chambly,
leader parlementaire de
l'opposition

André Laurendeau n'est plus; le Canada français a perdu une de ses plus grandes voix

M. André Laurendeau est décédé samedi, en fin d'après-midi, à l'hôpital général d'Ottawa où il avait été transporté d'urgence le 15 mai. Agé de 56 ans, le rédacteur en chef du DEVOIR a succombé à une hémorragie inter-crânienne, consécutive à la rupture d'un anévrisme. Durant 17 jours malgré quelques moments de lucidité, le patient n'a jamais pu récupérer suffisamment de forces pour subir l'intervention chirurgicale grâce à laquelle les médecins espéraient encore le sauver. Depuis quelques jours, son état s'était sensiblement aggravé.

Co-président de la commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, M. Laurendeau se trouvait dans son bureau d'Ottawa, en compagnie d'un groupe de journalistes (bourgeois Nieman), lorsqu'il s'est affaissé, le 15 mai. Depuis quelques semaines déjà, il s'était plaint de violents maux de tête et devait entrer à l'hôpital. Soucieux de mener à terme les travaux de la Commission, il s'était imposé un rigoureux calendrier de travail au cours des derniers mois, ne s'accordant presque plus de répit.

En apprenant la mort d'André Laurendeau, M. Pierre Elliott Trudeau (qui se trouvait à Terre-Neuve) a salué en cet ami "l'esprit le plus juste et le plus raffiné", le journaliste et l'essayiste "remarquable d'intelligence et de sensibilité", celui qui, en acceptant la présidence de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, "relevait un des plus sérieux défis que l'histoire ait présentés à la fédération canadienne".



Le premier ministre ajoute: "C'est ce travail qui l'a épuisé, mais non avant qu'il eût indiqué au Canada la voie de son avenir..."

Bouleversé par la nouvelle, Gérard Filion, ancien directeur du DEVOIR, compagnon et ami de M. Laurendeau de-

puis 1933, évoque l'amitié qui les a toujours liés au-delà de quelques divergences et conclut qu'il perd en lui l'un des "meilleurs collaborateurs que j'ai jamais eus et un ami très cher".

Samedi soir, au cours d'une assemblée politique au Plateau de Montréal, M. Réal Caouette a interrompu son discours pour annoncer à l'audi-

toire le décès de M. Laurendeau auquel il a rendu un émouvant hommage. "M. Laurendeau, a-t-il dit, a rendu d'immenses services à la nation canadienne-française".

M. Laurendeau est exposé depuis dimanche, 13 heures, au salon J.S. Vallée, 1111 ouest, rue Laurier. Les obsèques auront lieu mercredi à 15 heures, en l'église Saint-Vincent d'Outremont. Un libéra sera chanté à 18 heures, mercredi, en l'église de Saint-Gabriel-de-Brandon où aura lieu l'inhumation à 18h 30. C'est au domaine familial de Saint-Gabriel que les Laurendeau possèdent leurs étés depuis de nombreuses années. C'est à Saint-Gabriel que son père, Arthur Laurendeau, a été enterré en 1963.

M. Laurendeau laisse sa femme, née Ghislaine Perrault, et six enfants: Francine, Jean, Yves, Olivier, Geneviève et Sylvie.

Hier soir, au cours d'un dîner réunissant 600 de ses partisans dans Hochelaga, M. Gérard Pelletier a fait observer une minute de silence à la mémoire de M. Laurendeau.

M. René Paré, président du DEVOIR, a fait hier soir la déclaration suivante: "La vie d'André Laurendeau restera un exemple de ce que l'esprit et le cœur peuvent donner malgré les conditions physiques lorsqu'ils sont dévoués à une grande cause. Le Canada tout entier, les Canadiens français les premiers, doivent lui être reconnaissants et sa pensée doit continuer à nous inspirer."

Pour l'équipe du DEVOIR, qui attendait impatiemment le retour de M. Laurendeau, c'est un deuil cruel, en particulier pour ceux qui l'avaient connu, qui avaient travaillé avec lui durant quelques années.

Deuil également pénible pour ses collègues de la Commission d'enquête qui travaillaient avec lui depuis 1963, M. Neil Morrison, l'un de ceux qui l'avaient appuyé avec ardeur et sympathie à la Commission (dont il était co-secrétaire), a déclaré hier soir qu'il perdait l'un de ses plus proches amis. "Sa mort, survenant à ce moment-ci de l'histoire du pays, est une perte tragique pour le Canada."

Jean-Louis Gagnon, son ami et son collègue à la Commission, rend hommage à M. Laurendeau dans un texte qu'on trouvera dans la présente livraison. Pierre Laporte, son ex-collègue au DEVOIR et à l'Action nationale, nous a aussi fait tenir un article qu'on trouvera dans ce numéro.

Les grandes étapes de la carrière d'André Laurendeau

par Jean-Marc Léger

Une destinée comme celle d'André Laurendeau, une oeuvre comme la sienne ne sauraient être résumées dans une classique note biographique mais du moins importe-t-il d'évoquer les dates majeures, les grandes étapes, les faits marquants d'une carrière extrêmement diverse et féconde, étant entendu évidemment que viendront ultérieurement les témoignages, les analyses, les commentaires. Ce qu'il faut dire en tout cas, dès l'abord, c'est que pendant trente-cinq ans André Laurendeau aura été l'une des grandes voix du Canada français, qu'il a exercé par le journalisme et par l'action politique une influence déterminante sur l'évolution de la société québécoise; ce qu'il faut souligner aussi, c'est qu'il fut d'abord un humaniste et que même dans ses engagements les plus complets, dans ses combats les plus ardents, furent constamment présentes deux dimensions: la générosité et l'ouverture à l'universel.

C'est à Montréal qu'il naissait le 21 mars 1912, fils d'Arthur Laurendeau et de Blanche Harly, dans une famille où on a le culte de la musique et plus généralement des oeuvres de l'esprit. Il y puise ce goût de la musique, des lettres et des arts qui ne le quittera jamais: il songea un moment à s'orienter vers des études de musique, il étudia la danse et joua un rôle actif dans le cercle littéraire du Collège Sainte-Marie où il poursuivait ses études secondaires. On sait d'ailleurs que beaucoup plus tard, il devait publier un recueil de souvenirs, un roman et plusieurs pièces de théâtre. Au printemps 1931 - il n'a que dix-neuf ans - il enlève brillamment son titre de bachelier.

Une santé très fragile et un début de dépression le condamnent à une longue période de repos (1931-33) qui n'en sera cependant pas une d'inactivité, bien au contraire. Outre de lire énormément, il s'intéresse de plus en plus à la situation du peuple canadien-français, de son peuple, auquel il voue un attachement passionné, le climat familial étant là aussi propice à cette prise de conscience.

Il entre vraiment dans la lutte en 1932 avec un certain nombre de ses jeunes camarades, comme lui révoltés par l'aliénation du Canada français, l'impérialisme du gouvernement central, l'inefficacité et l'indifférence sociale du gouvernement provincial. Encouragé par Armand Lavergne, animé par Esdras Minville, le nouveau groupe organise des réunions publiques, lance un "manifeste de la jeune génération" que *Le Devoir* publie et qui aura un écho considérable. En 1933, André Laurendeau commence à suivre les cours de la Faculté des lettres de l'Université de Montréal, ceux de l'abbé Groulx sur l'histoire du Canada principalement, il assiste aux conférences, encore peu nombreuses, que donnent à Montréal des personnalités de premier plan comme Gilson et Maritain, il découvre avec ferveur Charles Péguy.

Son action nationale va se préciser à ce moment. Au

printemps 33, il crée le mouvement des "Jeunes Canada" avec une dizaine de camarades qui s'appellent Pierre Dansereau (aujourd'hui directeur du Jardin Botanique de New York) Pierre Dagenais, Jacques Vadeboncoeur, Claude Robillard, Gérard Filion, Lucien L'Alhier, Dollard Dansereau, Bernard Hogue, etc. Époque passionnante où ces jeunes se donnent tout entiers à ce qu'ils considèrent comme une oeuvre à la fois de rénovation nationale, de libération économique et de progrès social. Deux années de réunions publiques, de causeries, de manifestes qui dans ce climat de crise économique aiguë et de contestation donnent parfois l'impression qu'on est à l'aube d'une ère nouvelle. Le groupe "Jeune Canada" est vraiment le centre du nouveau nationalisme québécois qui se nourrit, d'autre part, à l'enseignement de l'abbé Groulx et aux éditoriaux du *Devoir*.

À l'automne de 1935, André Laurendeau qui vient de se marier à Ghislaine Perreault (appartenant à une grande famille de juristes de Montréal, également nationaliste) part pour la France où il passera deux ans à faire des études de lettres et de philosophie sociale à la Sorbonne et à l'Institut catholique. Pendant ces deux années, il collaborera régulièrement à la revue mensuelle de l'Action nationale - que dirigeait son père Arthur Laurendeau - dont l'influence était considérable chez les intellectuels et les jeunes nationalistes.

Un tournant: le séjour en France

Pour André Laurendeau, ce séjour en France sera très important, voire décisif. Il procédera à un réexamen de ses positions et de ses convictions sur tous les plans, son nationalisme cessera d'être d'abord politique pour devenir au moins autant culturel et social, cependant que, de loin, il verra mieux à la fois les forces et les faiblesses du Canada français. Années de réflexion et d'interrogation où il fréquentera un grand nombre de Maîtres français de toutes tendances, où il découvrira le naissant "catholicisme de gauche", où il suivra avec une attention inquiète la montée des fascismes, où il subira l'influence d'hommes comme Berdiaeff, Maritain, Mounier au moment de la fondation de la revue *Esprit*, etc. Cela l'amènera à répudier définitivement le maurrassisme, à discerner dans le Front populaire des éléments de gé-

nérosité et des revendications légitimes, à dénoncer l'équation faite alors chez nous, pendant la guerre d'Espagne, entre Franco et "les forces du bien", etc.

À son retour de France, on peut dire qu'André Laurendeau avait acquis l'essentiel des convictions pour lesquelles désormais il combattrait et redéfini son nationalisme propre: cela n'aurait pas sans de vifs débats avec certains de ses camarades de jadis qui n'avaient pas suivi la même évolution, cela n'aurait pas sans une difficile réadaptation à un milieu dont l'orthodoxie lui paraissait à maints égards stérilisante et irritante. Le don d'accueil et de compréhension chez lui et sa volonté d'être pour sa part, comptable et responsable de la communauté nationale, allaient néanmoins le conduire à accepter ce qui était, afin de le faire évoluer, progresser, de l'intérieur. Et c'est ainsi que quelques mois après son retour, il acceptait de prendre la succession de son père à la direction de l'Action nationale qui continuait de jouer dans notre milieu un grand rôle, d'autant plus important peut-être qu'approchait la deuxième guerre mondiale et que naissaient les prodromes d'un nouvel affrontement entre les "deux Canada".

L'Action nationale

Il faut faire dans l'action de Laurendeau une place à part à l'Action Nationale. Créée en 1922 sous le nom de l'Action Française (modifiée en 27, à la suite de la condamnation par Rome du mouvement l'Action française de France, et pour éviter une dangereuse confusion), cette revue devait jouer chez nous un rôle primordial dans l'ordre politique et dans l'ordre culturel, surtout dans la période de 1920 à 1940. Parmi ses principaux collaborateurs et membres de son conseil, on relevait les noms de Lionel Groulx, de Arthur Laurendeau, Esdras Minville, René Chaloult, Philippe Hamel, Léopold Richer, Albert Tessier, Olivier Maurault, Hermas Bastien, et, plus tard, F. A. Angers, Jacques Perrault, Guy Frégault, Roger Duhamel, Maximilien Caron, etc. André Laurendeau, après y avoir collaboré de 34 à 37, en fut directeur à deux reprises, d'abord de 37 à 43, puis de nouveau de 49 à 54, restant d'ailleurs membre de son conseil de direction sans interruption jusqu'en 1962.

André Laurendeau devait naturellement être de ceux qui s'opposaient à la participation du Canada à la guerre mondiale, d'abord pour des raisons de principe, ensuite pour des motifs d'ordre national. Cette participation étant acquise, il importait de la maintenir dans certaines limites et, surtout, d'empêcher l'établissement de la conscription obligatoire pour service outre-mer. Lorsque fin 41, il apparut que le gouvernement King, au mépris de serments innombrables se préparait à instituer la conscription, l'Action nationale de concert avec *Le Devoir* (entre les deux, les liens étaient très étroits) entreprit d'amorcer la résistance. Et quand Ottawa de-

manda par un référendum, "le plébiscite du 27 avril 1942", à être "relevé de ses promesses" (le demandant au Canada entier, alors que la promesse n'avait été faite qu'au Québec, se donnant ainsi la partie belle), Laurendeau fut l'un des premiers collaborateurs de la quinzaine de députés québécois qui avaient invité le peuple à répondre "non". Ce fut la célèbre campagne du plébiscite: les parlementaires tenants du "non" avaient créé un organisme "la Ligue pour la défense du Canada", dont le secrétaire général et l'artisan premier fut André Laurendeau.

Le Bloc populaire

C'est cette campagne menée avec dynamisme et enthousiasme dans tout le Québec et même un peu au-delà qui devait faire connaître André Laurendeau au grand public. C'est à ce moment qu'il révéla pour tous des dons d'orateur qui ne le cédèrent en rien à ses dons de chroniqueur, de journaliste et de conférencier. Aussi, rien d'étonnant que lorsqu'à l'automne 42 les députés fédéraux québécois partisans du "non" décidèrent de fonder sous la direction de Maxime Raymond un nouveau parti politique, le "Bloc populaire canadien", Laurendeau fut choisi secrétaire général. Un grand mouvement d'enthousiasme soulève tout l'élément nationaliste québécois.

Mais voici que la fortune des armes tourne en faveur des alliés, on commence dès fin 43 à pressentir la fin du conflit. Nombreux parmi les jeunes dirigeants du Bloc, ceux qui pensent qu'il faut "dépasser la guerre" et proposer au peuple un vaste programme de réformes et de rénovation dans tous les ordres, et la plus grande partie de ces réformes passe par les compétences du gouvernement provincial. Alors, il se crée une "aile québécoise" du Bloc: le chef provincial choisi à l'unanimité est André Laurendeau. Il a seulement 32 ans lorsqu'a lieu la campagne électorale pour le renouvellement de l'Assemblée québécoise à l'été 1944. Il parcourt le Québec entier, soutenu principalement par la jeunesse. Mais ce jeune parti manque de cadres et de moyens et malgré l'admirable combat de Laurendeau, les résultats ne sont pas à la mesure des efforts. Le Bloc recueille néanmoins 16% des suffrages et fait élire quatre députés dont André Laurendeau dans Montréal-Laurier. Pendant quatre ans à l'Assemblée québécoise, il fera certaines des interventions les plus nobles, les plus réalistes et les plus généreuses qu'ait entendues ce Parlement, soutenu par René Chaloult, député indépendant. Mais il ne tarde pas à conclure que le Bloc n'a pas d'avenir et que son action peut plus utilement s'exercer ailleurs.

Aussi, accepte-t-il au printemps 1947 l'invitation de Gérard Filion (ils sont déjà vieux amis, vieux camarades de combat) qui vient d'être nommé directeur du Devoir, d'entrer à ce journal en qualité d'éditorialiste et de rédacteur-en-chef adjoint. Il remplira jusqu'à la fin son mandat de député mais ne se représentera pas à l'été 1948. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement d'entrer au plus influent quotidien canadien-français mais de le transformer et la tâche ne sera pas aisée. De concert, Filion et Laurendeau estiment qu'il faut accorder le nationalisme canadien-français aux temps nouveaux, procéder à certaines révisions déshabituées, rompre la vieille équation entre "nationalisme et droite", "nationalisme et ordre établi", qu'il faut sur tous les plans définir un style nouveau d'affirmation du Québec dans le monde d'après-guerre et une perspective nouvelle de progrès de la nation canadienne-française. Cela n'alla pas sans drames, sans difficultés: pour Laurendeau, c'était la possibilité de pouvoir faire dans une entreprise de l'importance du Devoir cette opération "rénovation du nationalisme canadien-français" dont dix ans plus tôt, retour de Paris, il avait pressenti la nécessité.

Années de combat, de difficultés mais aussi années de ferveur, de lumière et de générosité. On dira mieux plus tard le rôle décisif que Le Devoir devait jouer, principalement de 1947 à 1960, dans l'évolution et même la transformation de la société québécoise, grâce essentiellement à cet extraordinaire tandem Filion-Laurendeau, chacun apportant son style et sa personnalité propre mais ayant sur l'essentiel des convictions identiques et pour le reste des positions généralement assez voisines, pendant en

tout cas les dix premières années. Dans un Québec prostré, où il n'y avait pratiquement plus d'opposition officielle au parlement et où dans de nombreux milieux régnait la peur, Le Devoir allait être l'opposition, avec, à certains moments, le concours des centrales syndicales, de divers mouvements de jeunesse, parfois de telle publication périodique. Tout ce qui souffrait injustice, tout ce

qui aspirait à s'exprimer, se tournait vers Le Devoir, comme tout ce qui entendait préparer l'avenir.

Dans la masse d'articles (éditoriaux, bloc-notes, commentaires divers) que signait Laurendeau dans cette période, il faut relever particulièrement quatre thèmes: d'abord, le thème de la liberté et du respect de l'homme, de la liberté de l'esprit et du respect de l'intelligence, thème bien sûr, dramatiquement appliqué aux conditions d'alors du Québec; ensuite, le thème du progrès social et de la justice sociale dont la défense allait faire du Devoir le porte-parole principal du syndicalisme renaissant, lors notamment de grands conflits comme celui de l'amiante, des instituteurs de Montréal, etc; puis, le thème de l'autonomie du Québec mais d'une autonomie dynamique se traduisant dans le progrès social et culturel avec le résultat que Le Devoir devait lutter sur deux fronts constamment, d'une part contre les constants empiètements d'un gouvernement fédéral acharné à la centralisation (la fameuse bataille contre le rapport Massey-Lévesque, par exemple) et de l'autre contre un gouvernement québécois dont le comportement aboutissait à "faire haïr l'autonomie" à la fois par les intellectuels, les travailleurs et les étudiants; enfin, sur le plan international, le thème de la paix, de la coopération internationale, le soutien à la cause de tous les peuples colonisés aspirant à la souveraineté, l'effort pour comprendre et faire comprendre les positions du "bloc communiste", la dénonciation de l'impérialisme américain particulièrement en Amérique latine et en Asie.

Laurendeau s'épuisait à cette tâche, d'autant plus que s'y ajoutait la participation à l'activité générale et à l'administration (Laurendeau était devenu en 57 rédacteur en chef en titre, bien qu'il le fut effectivement depuis 50) d'un journal qui vivait dans des conditions financières alors particulièrement difficiles, voire hautement préoccupantes. Cela ne l'empêchait pas de conserver une extraordinaire disponibilité, d'accueillir aussi bien l'étudiant en quête d'un conseil que l'universitaire soucieux de faire part de ses inquiétudes ou que le journaliste américain désireux de l'interroger sur... sa position face à la guerre de Chine.

De même, cela ne l'empêchait pas d'accepter les invitations des institutions et groupes les plus divers à prononcer des causeries ni de participer à force débats et colloques à la radio et à la télévision, non plus que de reprendre pendant cinq ans la direction de l'Action nationale. Pour faire face à tout cela, dans de pareilles conditions, il fallait outre une prodigieuse vitalité intellectuelle et une lumineuse intelligence, quelque chose qui est au sens le plus élevé la foi dans l'homme, la générosité et la passion de la justice.

La dernière étape

Du printemps 1957 à l'été 1958, André Laurendeau devait prendre une "année sabbatique", période de réflexion, de recueillement, période aussi pendant laquelle il fit avancer quelques-unes de ces œuvres qu'il donnerait plus tard à la télévision et au théâtre. Peu après, devait s'ouvrir la deuxième étape de son action au Devoir.

En juin 60, ce fut l'avènement du gouvernement Lesage au pouvoir et le début de la "révolution tranquille". Parmi les idées que ce gouvernement tenta de faire passer dans les faits, un grand nombre étaient depuis longtemps défendues par Le Devoir et notamment par Laurendeau, dans l'ordre économique et social comme dans l'ordre culturel; au reste, l'apparition même du climat qui allait permettre cette "révolution tranquille" était due pour une large part à Laurendeau. Dans cette nouvelle étape, Laurendeau met l'accent sur de nouveaux thèmes, sans pour autant abandonner les précédents: la primauté de l'éducation, condition du progrès intellectuel et économique du Québec; le besoin pour le Québec de récupérer promptement d'Ottawa les ressources fiscales indispensables à l'application des grandes réformes envisagées; la nécessité d'accepter loyalement le pluralisme dans une société en transformation y compris de faire sa place à l'école laïque au Québec; le besoin pour le Canada anglais et pour le gouvernement fédéral de procéder d'urgence à de profonds changements s'ils entendent empêcher le progrès au Québec du séparatisme et, ultérieurement, l'éclatement du pays.

Ce dernier thème devait faire les deux dernières années de son activité au Devoir l'objet de la principale préoccupation de Laurendeau. Il ne fut pas sans éprouver des déchirements entre une aspiration

qu'il comprenait mais dont il rejetait l'objectif final (l'indépendance du Québec) et l'incompréhension d'un grand nombre de dirigeants anglo-canadiens dont il se demandait "s'ils comprendraient à temps". A diverses reprises, dans *Le Devoir*, il devait expliquer sa position, rappeler qu'il avait été "séparatiste" pendant une très courte période, qu'il avait acquis la certitude que ce n'était pas la voie du salut mais qu'en revanche, il ne croirait à un Canada uni que profondément renouvelé, c'est-à-dire comportant un

net statut particulier pour le Québec et des droits strictement égaux pour le français et l'anglais d'un bout à l'autre du pays.

La Commission d'enquête

Sa conviction à ce dernier propos devait l'amener à demander avec insistance pendant l'automne et l'hiver 62 l'institution par le gouvernement central d'une grande enquête sur tous les aspects du problème du bilinguisme et de

la convivence des cultures au Canada. Cette revendication, appuyée par divers groupes, devait être repoussée par le gouvernement Diefenbaker début 63 mais acceptée plus tard par le gouvernement de M. Pearson. Fin 63, M. André Laurendeau acceptait la présidence de la commission d'enquête sur "le bilinguisme et le biculturalisme": on connaît la suite. Il avait obtenu du *Devoir* un congé d'une durée indéfinie mais gardait son titre de rédacteur en chef et avait souvent affirmé sa volonté d'y revenir. Du reste, M. Lauren-

deau continuait de participer aux réunions du Conseil d'administration et en 1964 et 65, il avait activement participé aux travaux d'un comité chargé de préparer la refonte des structures de la rédaction.

Notons encore que M. Laurendeau avait animé de 1956 à 62, l'une des émissions télévisées les plus populaires de Radio-Canada, "Pays et Merveilles" et qu'en 1963, il avait été fait membre de la section française de la Société Royale du Canada. Plus récemment, il avait été élu membre de l'Académie canadienne-française.

ANDRÉ LAURENDEAU

On s'était tellement habitué à compter sur lui, à se dire qu'on pouvait toujours, en dernière analyse, recourir à son jugement loyal et désintéressé, qu'on peut difficilement se faire à l'idée qu'André Laurendeau est mort. On voudrait dire ce qui manquera au Canada français et au Devoir, maintenant qu'il n'est plus, mais les mots viennent mal. Il nous manquera à tous une présence. Cette présence était à la fois tellement discrète et tellement riche qu'on déplore de ne pouvoir la définir avec la précision que serait en droit d'exiger une communauté consciente de la perte qu'elle vient de faire.

De l'époque des Jeunes Canadas à celle de la Commission d'enquête sur le bilinguisme, sans oublier la période du Bloc populaire et celle du Devoir, un trait domine la vie d'André Laurendeau: l'amour actif de son peuple.

Soumis très jeune à l'influence d'Henri Bourassa et de Lionel Groulx, André Laurendeau aime avec passion le peuple canadien-français. Il aura voué toute sa vie à l'amélioration du sort de son peuple dans tous les domaines.

Pour lui, le Canada français, ce n'était pas d'abord une idée; c'était un peuple concret et vivant, le sien. Il aime ce peuple avec tout ce qu'il représente, avec son sol, sa langue, son histoire, ses valeurs spirituelles, sa culture, ses institutions, ses réussites et ses échecs, ses qualités et ses défauts. A ce peuple, il voua le meilleur de lui-même, du début jusqu'à la fin.

Pour ceux qui ne le connaissaient point, André Laurendeau pouvait paraître, de loin, hautain et aristocratique. On le croyait volontiers plus intéressé aux idées qu'à la vie. Mais la vérité était tout autre. D'un naturel timide et effacé, André Laurendeau fuyait systématiquement les rencontres mondaines. Il évitait les honneurs. Il redoutait les passe-temps bruyants d'une certaine classe moyenne. Il avait une crainte instinctive de la foule. Mais autant il rejetait certaines formes factices de vie sociale, autant il aimait communier à tout ce qui était vie réelle, surtout s'il s'agissait d'une vie enracinée dans des sources populaires. Rien ne lui plaisait, par exemple, comme de se faire décrire les progrès des caisses populaires, les luttes de certains syndicats, le travail acharné de certains hommes d'affaires, la vie studieuse de certains prêtres, les travaux et les peines de certains technocrates, les recherches de certains éducateurs. Citadin raffiné, il demeurait très attaché aux traditions et aux manifestations de la vie rurale. Il ne connut d'engagement professionnel que dans des fonctions qui le mettaient entièrement au service de son peuple. Dans chacune de

ces fonctions, il sut, au besoin, être dur et sévère pour ce peuple qu'il aimait. Jamais, cependant, il n'a trahi ou lâché. Il fut, jusqu'à la fin, fidèle jusqu'à l'oubli presque total de sa personne, à l'inspiration première de sa vie.

Seule une biographie complète pourra rendre compte de toutes les oeuvres, de toutes les causes, de tous les destins individuels, qui bénéficièrent, à un moment ou l'autre, de l'aide d'André Laurendeau. Cet homme avait l'amitié discrète mais généreuse. Il n'acceptait à peu près jamais des postes de commande dans des associations ou des institutions. Il refusait depuis quelques années la plupart des invitations à prononcer des causeries ou des conférences qui lui étaient fréquemment adressées. Il avait besoin de silence, de calme; il ne voulait pas pécher contre une loi de sa nature en se prodiguant trop au dehors. Mais il excellait dans l'art d'écouter et de conseiller autrui. Je connais peu d'hommes importants de notre milieu qui n'aient point senti, à un moment donné, le besoin d'aller causer avec André Laurendeau. Je connais peu d'oeuvres et d'institutions qui n'aient pas subi, un jour ou l'autre, son influence. Dans la plupart de ces cas, les chroniqueurs pressés ne trouveront aucune trace de son nom. Ceux qui étudieront l'histoire en profondeur découvriront à peu près partout, en retour, la marque de son esprit.

Même si elle porta sur les aspects les plus divers de notre vie collective, l'action d'André Laurendeau toucha de manière tout à fait spéciale le domaine politique. A plusieurs égards, Laurendeau continua fidèlement l'oeuvre du Devoir: la lutte pour l'amélioration de nos moeurs politiques, le souci de la justice sociale, la recherche de l'excellence intellectuelle en tout, faisaient déjà partie de la tradition du Devoir depuis 1910. Laurendeau contribua beaucoup à enrichir et à élargir cette tradition: il serait injuste de dire qu'elle n'existait point avant qu'il ne vienne au Devoir.

S'il doit être question d'un apport original de Laurendeau à la vie politique de notre milieu, on pourrait souligner les trois traits suivants: mise en relief de la vocation originale de l'Etat du Québec; modernisation et rationalisation du système d'enseignement; recherche des valeurs de liberté dans la vie politique et sociale.

Avant 1960, le nationalisme canadien-français avait surtout consisté à revendiquer les droits linguistiques des Canadiens français au Canada et à protéger le Québec contre les ingérences du gouvernement fédéral. A compter de 1960, l'autonomie prend un sens dynamique. Elle devient prise de conscience

et mise en marche de la vocation originale de l'Etat du Québec en tant qu'instrument collectif de promotion des Canadiens français. On peut dire sans exagérer qu'André Laurendeau fut l'un des pères spirituels de cette nouvelle orientation. Les hommes politiques qui dirigèrent la révolution tranquille des années 60 seront les premiers à reconnaître qu'ils puisèrent une grande partie de leur inspiration dans *Le Devoir* d'avant 1960, notamment dans les écrits d'André Laurendeau. Certains ont voulu, depuis cette période, freiner l'essor de la dimension "Québec" du nationalisme canadien-français. D'autres ont plutôt cherché à épouser cette dimension en rejetant toutes les autres. Les uns et les autres, tout en ayant choisi de suivre des chemins différents, durent une large part de leur inspiration initiale à l'influence d'André Laurendeau.

Par un tragique paradoxe, Laurendeau, dont le cœur avait toujours été à Québec, devait consacrer la dernière partie de sa vie à tenter de rescaper l'autre volet du rêve canadien-français, celui qui fait entrevoir l'objectif de l'égalité à la grandeur de l'espace canadien. Lorsqu'on lui offrit la co-présidence de la commission d'enquête sur le bilinguisme, André Laurendeau hésita beaucoup. Il sentait que des choses très importantes se passaient à Québec, et que sa présence y était requise. Il ne voulait pas, d'autre part, se défilier devant une tâche qui s'inscrivait en prolongement de ses convictions maintes fois exprimées. Après avoir accepté à son corps défendant l'invitation de M. Pearson, il plongea à fond, selon l'expression qu'il employa lui-même dans le temps. Même aux moments les plus noirs, il ne fut jamais question, dans son esprit, de faire machine arrière. On le sentit devenir, à la faveur de cette enquête, plus Canadien. Ayant eu la chance de connaître de plus près la réalité multiforme de ce pays, il en comprit et en aima davantage les manifestations. Mais à aucun moment, on n'eut l'impression que cette expérience allait ébranler ses convictions québécoises. On avait hâte de savoir à quelle synthèse il aboutirait en fin de compte. Les interrogations que laisse subsister à cet égard son départ prématuré symbolisent assez bien l'état d'esprit de son peuple.

André Laurendeau voulait enfin pour le peuple canadien-français une liberté véritable, une liberté exempte de toute tutelle paternaliste. Cette liberté, il n'entendait point l'arracher à des maîtres extérieurs pour le simple plaisir de laisser se perpétuer des tutelles non moins écrasantes à l'intérieur. Il voulait, au contraire, faire du Québec un milieu où rayonneraient des valeurs de liberté, de tolérance et de responsabilité. Le désir de faire du Québec une terre de liberté amena Laurendeau à critiquer sévé-

rement certaines de nos institutions et donna même lieu à des malentendus sérieux entre lui et une partie de ses lecteurs. Maintenant qu'il est mort, on n'aura qu'à relire à tête reposée ses écrits pour se rendre compte que même ses critiques les plus sévères furent inspirées par le souci de procurer un peu plus de liberté réelle à son peuple. André Laurendeau voulait que son peuple fût grand et fort, libre et épanoui, au-dedans comme au dehors. Ses luttes pour la démocratisation du système d'enseignement, pour la libéralisation de la censure, pour l'humanisation de nos cours de justice, pour les libertés syndicales, n'ont pas d'autre sens.

On ne saurait témoigner de ce que fut André Laurendeau sans souligner enfin la manière qui le caractérisait. De certains êtres, on accepte les idées, mais on trouve que leur manière est détestable. Chez André Laurendeau, il y avait, entre les idées et le style, une rencontre, une harmonie d'une qualité exceptionnelle.

Cet homme était fin, subtil, tolérant, généreux, loyal, fraternel. Il l'était dans ses idées. Il l'était aussi dans sa démarche et dans sa manière d'agir. Sa manière de vous accueillir, sa manière de vous écouter et de vous répondre, sa manière d'écrire et de parler, tout était chez lui à la mesure de l'homme et de ses idées. Supérieur, il vous parlait comme à un égal. Subordonné, il vous aidait à vous rappeler que votre supériorité n'était qu'un accident. Devant un faible, il avait le cœur mou. Devant un exploiteur ou un fourbe, cet être frêle devenait soudain très fort. Seul devant un homme au faite de sa puissance, il était capable de toutes les audaces. Aux prises avec un homme devant résoudre un problème très ordinaire, il redevenait hésitant et incertain.

Sa manière d'écrire, sa manière de parler et d'écouter, sa façon unique d'aller tout droit à l'essentiel, faisaient de lui un serviteur redoutable de la liberté et de la vérité. Sa loyauté indéfectible, son sens inné de l'ordre, son humilité foncière devant la tâche à accomplir, faisaient de lui un collaborateur d'une qualité inestimable.

André Laurendeau fut, pour l'équipe du *Devoir*, un collaborateur désintéressé, un soutien prestigieux, un guide perspicace. Il fut, pour le Canada français et pour le Canada tout entier, un serviteur généreux et magnanime. Au nom de ceux qu'il a aidés, au nom de ceux dont les horizons sont un peu plus riches à la suite de son passage parmi nous, nous adressons à sa femme et à ses enfants l'assurance que son souvenir restera longtemps vivant parmi nous.

Claude RYAN

Le syndicat des journalistes du Devoir:

“Nous perdons un irremplaçable guide...”

Malgré son absence, André Laurendeau restait pour les journalistes du Devoir étonnamment présent.

De l'équipe actuelle, peu de journalistes ont connu cet homme, curieux de tout et de tous, et qui savait si bien revaloriser son interlocuteur; cet homme que les journalistes venaient volontiers, et naturellement, consulter dans son bureau, ou qui venait, presque tous les jours, s'entretenir avec eux dans la salle de rédaction.

Et pourtant, si seuls quelques journalistes peuvent aujourd'hui dans notre salle évoquer avec modestie les années passées près de lui, tous ont suivi avec angoisse, puis avec tristesse les derniers moments de celui qui était resté le rédacteur en chef. Car, pour tous en effet, André Laurendeau est et sera toujours l'homme du Devoir, le journaliste par excellence.

Il incarnait au mieux le difficile cheminement que le journal, que l'institution a suivi depuis un quart de siècle.

Ecrivain, essayiste, écouté, apprécié, il avait voulu redevenir en 1963, pour un temps, homme d'action, au risque de sacrifier sa santé. Il avait tenu, esprit subtil, nuancé, indulgent, à se mettre à l'écoute du Canada afin de percevoir dans toute sa rigueur la réalité d'un pays qui se cherche.

Parce que M. André Laurendeau était tout cela, parce qu'aussi, il restait pour nous tous l'exemple vivant de la grandeur, des exigences et des limites de la profession, il était présent dans cette salle. Ainsi le voulions-nous. Ainsi le voulait-il lui-même.

Les journalistes du Devoir le pleurent et le regretteront longtemps encore, car il était resté pour eux plus qu'une inspiration.

La profession perd un maître; nous, de la salle de rédaction, un irremplaçable guide.

Puissent son exemple, sa valeur, son honnêteté, comme son humanité, la rigueur et le raffinement de sa pensée n'être jamais oubliés. Et puisse aussi son souvenir être perpétué.

ANDRÉ LAURENDEAU DÉCÉDÉ À 56 ANS

M. André Laurendeau, le président conjoint de la Commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme, est décédé samedi soir à l'hôpital civique d'Ottawa, des suites d'une hémorragie cérébrale qui l'avait terrassé, il y a trois semaines à Ottawa, au cours d'une rencontre avec des journalistes dans son bureau de la capitale.

M. Laurendeau, qui était aussi le rédacteur en chef en titre du journal "Le Devoir", avait 56 ans.

M. Laurendeau était à préparer une autre tranche du rapport de la Commission qui portait son nom avec celui de M. Dunton quand le mal qui devait l'emporter l'a saisi.

En politique

Le défunt s'était aussi fait remarquer par ses activités au sein des Jeunesses nationalistes au temps du Bloc-Populaire et des Jeunes-Canada, peu avant la deuxième guerre mondiale.

Il était aussi l'auteur de plusieurs articles dans nombre de revues canadiennes et de pièces de théâtre. Brillant journaliste, M. Laurendeau avait succédé à Omer Héroux comme rédacteur en chef du "Devoir", poste qu'il occupait encore à l'heure de sa mort.

Service mercredi

La dépouille mortelle du défunt a été ramonée d'Ottawa et est exposée à la résidence Val-lée, 1111 ouest, rue Laurier. Le service funèbre sera chanté à 3 heures de l'après-midi, mercredi, en l'église Saint-Viateur d'Outremont. L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Gabriel-de-Brandon.

Outre son épouse, née Ghislaine Perrault, le défunt laisse dans le deuil six enfants : Francine, 32 ans; Jean, 29 ans; Yves, 24 ans; Olivier, 22 ans; Geneviève, 20 ans, et Sylvie, 14 ans, ainsi qu'une belle-fille, Monique, Mme Jean Laurendeau.



Sa pensée restait toujours à la hauteur de son âme

(M. Marcel Faribault)

M. Marcel Faribault, chef de file du parti conservateur au Québec, a rendu hommage en ces termes à la mémoire de M. Laurendeau :

"Le Canada vient de perdre un de ses grands citoyens. André Laurendeau était l'âme de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, dont il avait été l'instigateur et à laquelle il se consacrait tout entier. Profondément sincère, il s'était donné pour but de réaliser la concorde à partir des réalités vitales de son pays. S'il n'a pu parachever son oeuvre, il aura eu du moins la satisfaction de la voir prendre forme et s'imposer à la reconnaissance des adeptes et des critiques eux-mêmes."

Journaliste de grande classe, il a fait sa marque au "Devoir" dont il a maintenu l'orientation, l'impulsion et l'influence. Fervent disciple de Bourassa, il a voulu, comme lui, servir à la fois par la plume et par l'action politique. Sa pensée restait toujours à la hauteur de son âme, qu'il avait sensible et qu'ils voulaient sereine. C'était un ami depuis toujours, et, sans toujours partager toutes ses vues, je reconnais en lui une fidélité et une lucidité qui commandaient le respect."

"A sa femme et à sa famille éprouvée, comme aussi à sa famille du "Devoir", j'offre mes condoléances, mes regrets émus et mes profondes condoléances."

André Laurendeau

The tragedy of André Laurendeau's death is that the great work of his life, in the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism, will not have his essential contribution to its end. Such a commission was his idea. It was in *Le Devoir*, in January, 1962, that he proposed it. He not only saw such a commission created, but became its co-chairman.

The difficulties of so vast and complex a task have been great. But he carried out his work from the first in the spirit which he expressed before the commission began its investigations in 1963: "Our first task in this inquiry is to listen with minds and ears absolutely open to everything that we are told."

The volumes of the report that have already appeared met the highest standards for such a unique commission, and avoided extremism or unreality. They made a case, both reasonable and urgent, for bilingualism in the country and for the assurance of biculturalism.

The soundness of the recommendations, the readiness to be guided by the art of the possible, disarmed most serious criticism. These reports have helped to make Canadian history, and to promote the increased understanding that became evident in subsequent provincial and federal-provincial conferences.

Not least of the elements that gave prestige to these reports was the literary skill with which they were written — a skill which bore the mark

of Mr. Laurendeau in many places. The reports of the Commission on Bilingualism and Biculturalism will rank with the report of the Massey Commission as being the best written of all.

Premature as the death of Mr. Laurendeau is, he had already made his place in Canadian history. His complete devotion to his work was seen in the fact that he suffered the seizure that ultimately led to his death while he was briefing a group of touring journalists concerning the commission.

He worked to the very end. Though his work is unfinished, he had not worked in vain.

UN GRAND CANADIEN FRANÇAIS EST MORT!

À l'âge de 58 ans, cet homme, qui semblait fait pour le combat et la victoire arrachée de bonne guerre, a été brutalement terrassé par une hémorragie cérébrale.

Nous vivons dans un siècle où les morts sont vite oubliés, dans un monde où il faut tellement lutter pour survivre qu'on enterre au plus vite autant au sens propre qu'au figuré, ceux pour qui le combat est définitivement terminé.

André Laurendeau, cependant, restera dans la mémoire de tous les Canadiens-Français, fiers de leur origine, de leur langue et de leur culture. Il y restera parce qu'ils s'apercevront peut-être à leur dépins qu'il leur manque un de leurs meilleurs combattants.

Après s'être distingué comme un des dirigeants des Jeunes-Canada, André Laurendeau était rapidement devenu un des chefs du Bloc Populaire sous la bannière duquel il s'était fait élire député de Laurier à l'Assemblée Législative.

Qui ne se souvient pas de cette époque débordante d'enthousiasme? Les interventions vibrantes d'André Laurendeau de 1944 à 1948 ne devraient pas naturellement obtenir l'approbation de tous mais jamais, même ses adversaires les plus féroces lui ont reproché de manquer d'honnêteté politique ou de trahir volontairement les intérêts des Canadiens-Français.

En 1948, M. Laurendeau décidait de ne plus essayer de se faire réélire.



Il n'en restait pas moins dans la lutte active pour le triomphe d'un Canada Français sans complexe sur lui-même et en possession de tous ces moyens d'épanouissement. Editorialiste à la plume aussi mordante qu'élégante, celui que l'on désigne même encore le titre de rédacteur en chef du *Devoir* allait se battre ligne par ligne pour faire admettre à tous que les Canadiens-Français sont là pour rester et pour servir le pays tout entier à titre de CANADIENS-FRANÇAIS. Quand il fut nommé par le premier ministre Lester B. Pearson, co-président de la Commission Royale d'Enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, appelée plus communément Commission Laurendeau-Dunton, beaucoup s'imaginèrent que le bouillant penseur allait se plonger dans une sorte de retraite confortable. On se trompait: La vie de fonctionnaire douillettement traité par le gouvernement fédéral n'était pas faite pour le combatif André Laurendeau.

Et ce fut avec le même désir de voir triompher les droits de ses compatriotes que M. Laurendeau se mit à la tâche. On connaît les résultats de ce travail... Certains les ont critiqué: TROP PEU, TROP TARD, ont-ils dit. Et leur point de vue peut se défendre. Il n'en reste pas moins que M. André Laurendeau a su être un des premiers de notre race à dialoguer avec les Canadiens Anglophones sans courber l'échine ou piquer des crises de colère aussi ridicules que vaines. Patiemment, calmement, il a su s'imposer comme un de ces vieux soldats avec lequel il vaut mieux discuter et s'allier que combattre.

André Laurendeau n'est plus mais le combat constructif et loyal qu'il a su mener doit se poursuivre. Qui saura prendre sa place et nous faire oublier qu'un soldat tel que lui est tombé sur la ligne de feu?

Bicultural proponent Laurendeau dead

OTTAWA — (CP) — Andre Laurendeau, 56, co-chairman of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism, died Saturday night in the Ottawa General Hospital.

Mr. Laurendeau collapsed in his office May 15 while briefing journalists on the work of the commission. Dr. Michael Richard, a neurosurgeon at the hospital, said investigation showed he had suffered an intra-cranial hemorrhage.

Mr. Laurendeau, editor-in-chief of the Montreal daily *Le Devoir*, was named co-chairman of the Bilingualism and Biculturalism Commission in 1963 with A. Davidson Dunton, president of Carleton University, Ottawa.

It was Mr. Laurendeau who, in an editorial in *Le Devoir* in January, 1962, proposed a Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism.

In a Montreal interview in 1963, before the commission began its work, he said: "Our first task in this inquiry is to listen with mind and ears absolutely open to everything that we are told . . ."

Mr. Laurendeau built up a reputation as a staunch French-Canadian nationalist during a brief political career and his much longer period with *Le Devoir*. But he believed in "a nationalism open to others, curious about others."

Became journalist in 1947

Never a reporter, he entered journalism in 1947 not because he wanted it as a career, but because he had an invitation from the new publisher, Gerard Filion, to work for *Le Devoir*.

"*Le Devoir* had been read in our family for many years and, to us, it had great prestige," he said in explanation of this decision.

He twice won a National Newspaper Award for his editorials, in 1957 and 1963.

Mr. Laurendeau acquired a formidable reputation as an editorial critic of Premier Maurice Duplessis and his National Union government, but he generally supported Mr. Duplessis on the question of provincial autonomy.



LAURENDEAU

As he once put it in an interview: "Post-war events gave the Federal Government an extreme importance. We sought to guard provincial powers that could be used later under a different regime."

When a different regime took office, that of Liberal Premier Jean Lesage in 1960, Mr. Laurendeau frequently applauded his efforts but was no more committed to it than he had been to its predecessor.

His most consistent criticism of the Duplessis regime was that, in his view, it was ignoring urban problems and letting Quebec lag behind economically.

"In the Duplessis policies the countryside was paramount, but a large proportion of the population was already living in the cities. Industrial development was taking place, but the French-Canadian role in it was modest."

His brief political career began in 1942 when he became secretary-treasurer of *La Ligue pour la Defense du Canada*, an organization formed to campaign against conscription for overseas service during the Second World War.

The funeral will be held in Montreal Wednesday at 3 p.m. from St. Viateur Church, Laurier Blvd. West.

L'hommage du maire Drapeau à M. Laurendeau

Son oeuvre lui survivra

(Par M.A.) — Le maire de la ville de Montréal, Me Jean Drapeau, a tenu, hier après-midi, à faire l'éloge de M. André Laurendeau, rédacteur en chef du quotidien "Le Devoir" et co-président de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, décédé samedi soir à Ottawa.

Le premier magistrat de la métropole, qui a œuvré pendant plusieurs années aux côtés de M. Laurendeau dans les mouvements nationalistes, s'est exprimé en ces termes :

"Tant qu'il vivait, il suffisait d'évoquer son nom. Maintenant qu'il est mort, comment rappeler son souvenir en peu de mots ? André Laurendeau ne se résume pas, même si le témoignage que je tiens à lui rendre en ce moment est d'abord personnel. L'amitié qui nous unissait était de celles qui survivent aux silences que les circonstances imposent. L'oeuvre à laquelle il aura consacré les dernières années de sa vie le tenait physiquement loin, mais de temps à autre, le téléphone rendait encore possibles des conversations qui m'ont toujours enrichi.

"Au cours des derniers 24 ans, combien de preuves André Laurendeau m'a données de la qualité, de la sincérité de son amitié. J'avais un peu l'impression de lui rendre égale part. Je n'en suis plus très sûr à cause du grand vide que cause sa mort. Est-il d'ailleurs un seul de ses amis qui ne se sente frustré par son départ si brusque ?

"Quant au rôle public qu'il a joué, à l'influence qu'il a exercée sur les hommes et sur les événements, il faudra du temps pour en donner la pleine mesure. Les chercheurs, les historiens trouveront la pensée de Laurendeau, les écrits de Laurendeau, les paroles de Laurendeau, tout au long de leurs travaux.

"Il s'intéressait à tout, saisissait l'essentiel de toute question, distinguait les relations d'une question à l'autre. Sa lucidité, sa formation, sa loyauté, son intelligence, son amour de la paix le prédestinaient à projeter de la clarté, à mettre de l'ordre partout où il dirigeait son action.

"André Laurendeau n'est plus. Son oeuvre lui survivra. Puisse-t-elle inspirer tous ceux qui voudraient être utiles, quelle que soit la sphère de leurs activités. Ce sera toujours le plus beau témoignage à rendre à sa mémoire, car la vie d'André Laurendeau a été bien remplie et mise au service à la fois de ses concitoyens et de l'humanité toute entière."

André Laurendeau, le journaliste

Je n'ai guère connu André Laurendeau, l'homme. Il n'était pourtant que de quelques années mon aîné. C'est que, même si nous étions venus au journalisme à peu près en même temps, dans les années quarante, nos chemins devaient rarement se rencontrer. Il était, dès les débuts, prestigieux éditorialiste au Devoir alors que j'étais, et devais demeurer, pendant plusieurs années, simple reporter à La Presse.

Je ne l'ai guère connu, mais je l'ai beaucoup lu et beaucoup admiré. Aussi, lorsque je passai au Devoir, il y a un peu plus de deux ans, fût-ce avec une bien vive émotion que je me vis assigner comme bureau de travail celui-là même qui portait encore, au fronton de sa porte, le nom de son dernier occupant: André Laurendeau.

Je l'ai beaucoup admiré. Pour moi, cet homme représentait ce qu'il y avait de mieux dans le journalisme canadien-français. Il était le grand frère dont les talents et la renommée nous éblouissaient. Que de fois, dans les conversations, ai-je entendu prononcer son nom avec une sorte de vénération, non seulement par ses confrères, mais par des hommes politiques, des sociologues, des professeurs d'université, des nationalistes ou des chefs ouvriers.

Laurendeau était comme un oracle qu'on écoute avec respect. La presse lui avait donné une tribune incomparable, mais il avait lui-même ajouté à ce prestige grâce à ses dons exceptionnels. On en oubliait même parfois le journal où il écrivait pour dire, tout simplement: "Laurendeau pense ceci ou cela, Laurendeau a formulé telle ou telle recommandation". Un article précédé de sa signature ou suivi de ses simples initiales n'était pas un article comme les autres.

Comme tout lecteur, j'ai-
mais lire Laurendeau. Il avait un style bien à lui, un style parfaitement identifiable, un style qui respirait la vie et trahissait une culture raffi-

née. Je me sentais surtout épris de sa façon de présenter, d'analyser, de disséquer un problème. Cet homme me donnait l'impression de penser autant avec son cœur qu'avec son esprit.

Je ne l'ai jamais vu rédiger ses articles et j'ignore absolument comment il procédait. Pourtant j'avais souvent, en le lisant, la conviction qu'il abordait nombre de ses sujets sans idée arrêtée, sans trop savoir lui-même comment il conclurait. Il raisonnait simplement, se posait des questions, alignait des objections et s'efforçait d'y répondre. A travers tous ces méandres, il cherchait sa voie. De toute évidence, il n'aimait pas le dogmatisme. Il se laissait guider, entraîner par la seule force des idées qu'il avait fait jaillir de son cerveau.

Et c'est ainsi qu'un éditorial de Laurendeau vous amenait malgré vous à entrer dans le jeu. Vous assistiez au déroulement de sa pensée, vous vous interrogiez avec lui, vous hésitiez avec lui, vous vous inquiétiez avec lui, vous recherchiez la vérité avec lui. Son cheminement devenait le nôtre, vous vous sentiez entraîné à sa suite, vous aviez le sentiment de converser avec un ami.

On pouvait, évidemment, n'être pas toujours d'accord avec Laurendeau. L'homme avait sa philosophie de la vie, qui n'était pas nécessairement celle de tous ses lecteurs. Pourtant, même quand nous n'étions pas d'accord avec lui, notre respect pour le grand journaliste et penseur qu'il était, n'en était nullement diminué. Nous lui savions gré de nous avoir aiguillonnés, de nous avoir guidés sur la voie de la réflexion. Nous reconnaissons toujours sa grande honnêteté intellectuelle.

André Laurendeau, en somme, était d'une classe à part. Pour moi, comme pour tous ses confrères qui suivaient son action de l'extérieur, c'était l'incarnation de ce que nous aurions souhaité être. C'était le modèle à imiter.

J'ai dit que je n'ai guère connu l'homme. Je l'ai pourtant rencontré à quelques reprises et il m'appelait, parfois, pour commenter un texte que j'avais écrit, me faire part de ses réactions. Je garde de lui le souvenir d'un ami extrêmement modeste et plein de tact, d'un causeur racé qui savait aussi bien écouter que parler.

Je garde surtout de lui le souvenir d'un journaliste toujours désireux d'aider ceux qui oeuvraient dans le même champ d'action que lui, ce champ d'action qu'il avait dû temporairement quitter pour présider la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Je suis certain, d'ailleurs, que c'est l'image que garderont de lui tous ses confrères en journalisme, les plus jeunes aussi bien que leurs aînés.

Au fait, on a déjà accolé le nom d'Olivar Asselin à l'un des principaux prix que peuvent convoiter les journalistes canadiens-français. Pourquoi n'y aurait-il pas aussi, à l'avenir, un Prix André-Laurendeau?

Trudeau attends funeral

André Laurendeau, said by some to have killed himself trying to salvage Canadian unity, was buried yesterday following funeral services attended by many of the nation's top dignitaries.

Co-chairman of the royal commission on bilingualism and biculturalism, Mr. Laurendeau had spent the past five years working on the completion of the B and B report, groundwork for the revision of the Canadian constitution.

His funeral services held in St. Viateur d'Outremont Church were attended by more than 1,000 persons.

Leading the procession of the former editor-in-chief of *Le Devoir* were Prime Minister Trudeau and Quebec Premier Johnson.

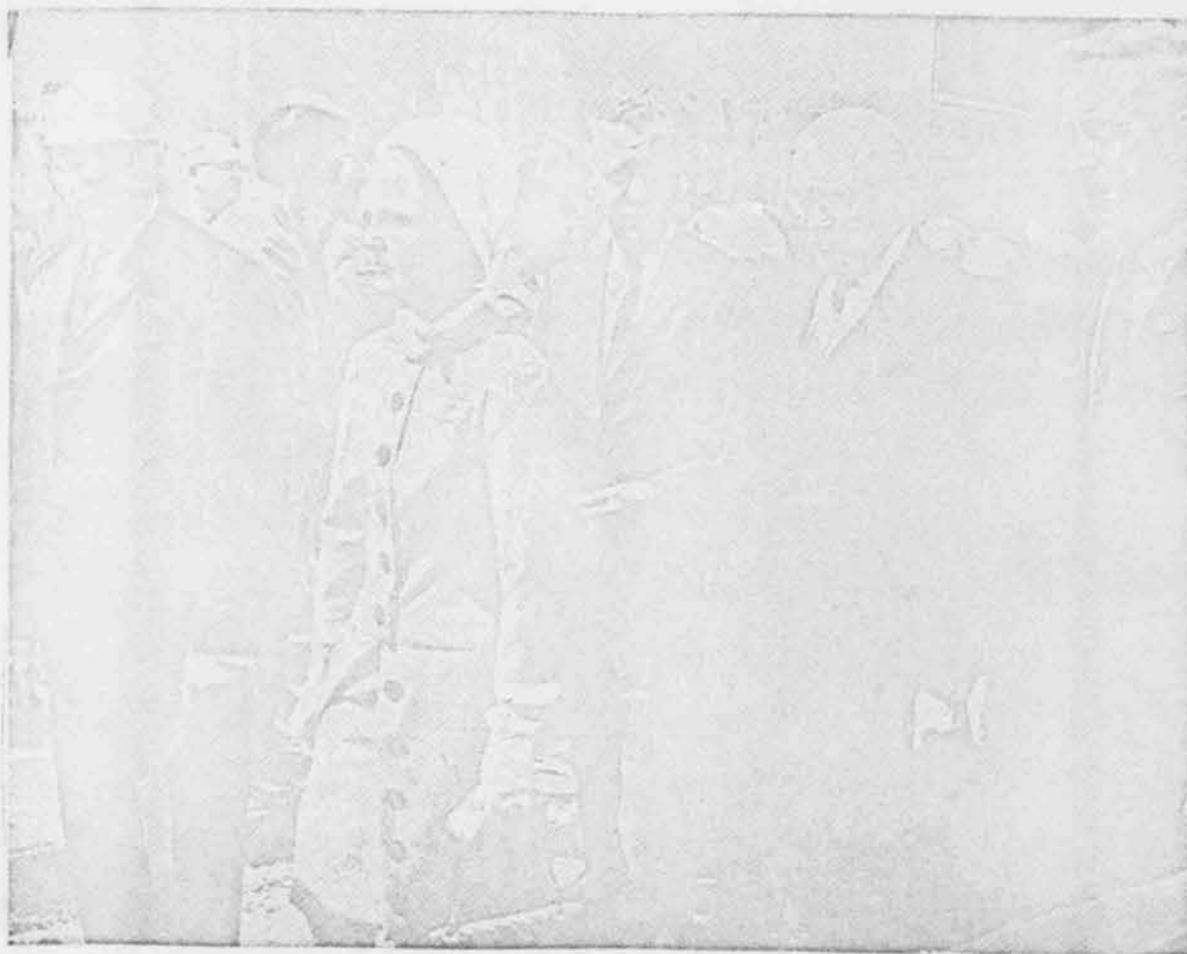
Among dignitaries attending the funeral were Gen. Jean V. Allard, Chief of the Canadian defence staff, Mayor Drapeau, Jean Marchand, Frank Scott, Maxwell Cohen, Marcel Faribault, Pierre Laporte, Robert Cliche, Marc Carriere, Paul Lacoste, Gerard Pelletier, Claude Ryan, Maurice Sauve, Sen. Maurice Lamontagne, Gerard Filion and C. M. "Bud" Drury.



Les premiers ministres du Canada et du Québec, MM. Pierre Elliott Trudeau et Daniel Johnson, ont marqué la cérémonie de leur présence.



Les enfants d'André Laurendeau ouvrent la marche du cortège funèbre. On voit ici Olivier, Geneviève et Yves. N'apparaissent pas sur la photo, Francine, Jean et Sylvie.



Dernier hommage à André Laurendeau

par Hervé DUFF

De nombreuses personnalités politiques du Québec et du Canada, une imposante délégation de la presse canadienne-française et une foule de parents et d'amis ont tenu à rendre un dernier hommage hier après-midi, à Montréal, à M. André Laurendeau, l'un des plus illustres Canadiens français de ce siècle.

Plus de deux mille personnes ont pris place vers 3 heures dans l'église St-Viateur d'Outremont, boulevard Laurier ouest, à Montréal, pour assister au service funèbre de M. Laurendeau.

Parmi les hommes politiques de premier plan, on remarquait le premier ministre du Québec, M. Daniel Johnson; le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau; le leader parlementaire de l'Opposition à l'Assemblée législative, M. Pierre Laporte; le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, ainsi que le chef suprême des forces armées canadiennes, le général Jean-V. Allard.

Plusieurs ministres et candidats fédéraux étaient présents. Les ministres Jean Marchand, Gérard Pelletier et Maurice Sauvé, M. Marcel Fari-bault et M. Robert Cliche faisaient notamment partie du cortège.

On notait aussi la présence de M. Pierre Bourgault, chef du Rassemblement pour l'indépendance nationale, et de M. Jean-Louis Gagnon, secrétaire de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme au Canada.

La presse québécoise et canadienne-française a, elle aussi, marqué son respect et sa grande estime pour M. Laurendeau qui a été, de 1957 jusqu'à sa mort, rédacteur en chef du quotidien "Le Devoir". Plusieurs membres du "Devoir", dont son directeur, M. Claude Ryan, ainsi que des journalistes de Montréal, de Québec et d'Ottawa, ont pris part à la cérémonie.

Mgr André Cimichella, évêque coadjuteur de Montréal, représentait Mgr Grégoire. L'archevêque de Rimouski, Mgr Louis Lévesque, assistait aussi aux obsèques.

A 3 h. 55, quelques minutes après la fin de la cérémonie, le premier ministre Trudeau, accompagné du ministre Marchand, a quitté les lieux. Il devait s'envoler de Dorval à 7 h. 45, hier soir, pour Sudbury, où il poursuit aujourd'hui sa campagne électorale.

Funeral service in Outremont

Nation's leaders pay tribute to Laurendeau

By HUBERT GENDRON

It was a time for grief.

Canadian politicians of all stripes yesterday buried the hatchet — at least temporarily — to pay tribute to André Laurendeau, co-chairman of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism who died in Ottawa Saturday after a two-week illness. He was 56.

Adding to the sadness of yesterday's funeral was the after-shock of the senseless shooting of Senator Robert Kennedy in Los Angeles.

A saddened Prime Minister Pierre Elliott Trudeau headed an impressive delegation of public officials at Mr. Laurendeau's funeral held in St. Viateur Church in Outremont.

Other politicians in the cortège included Premier Daniel Johnson, Marcel Faribault of the Progressive Conservatives, Robert Cliche, Quebec leader of the New Democratic Party and Pierre Laporte, representing the provincial Liberals.

Mayor Jean Drapeau represented the city. The cortège also included several members, — including Claude Ryan — of *Le Devoir*, the influential daily headed by Mr. Laurendeau.

A man to remember

All had come to honor the memory of the man who dedicated the last five years of his life to the gigantic task of analyzing Canada's most aching problem and had seen part of his efforts rewarded when the first part of the B. and B. report was published last summer.

The talk before and after the ceremony was subdued as mourners spoke in hushed tones of Mr. Laurendeau and of the early morning tragedy in Los Angeles.

Prime Minister Trudeau flew in from Edmonton, where he had been campaigning, to attend Mr. Laurendeau's funeral. He was anything but the happy, crowd-leasing politician.

Haggard as he stepped off his chartered jet — he had left Edmonton at 5 a.m. — Mr. Trudeau had just a few brief comments on the Kennedy

tragedy for reporters waiting for him.

Was he worried about his personal safety? — No. (A report that The RCMP had increased his security staff proved false. Mr. Trudeau travelled with an escort of four, the normal number of bodyguards he has had since the beginning of the campaign.)

He was asked if he thought that the Canadian society was

less violent than its American counterpart.

"Yes, a little less. But one should not judge a society on the acts of a few," he replied.

Mr. Trudeau spent the entire afternoon in Montreal but made no public appearances. He spent the few hours relaxing with members of his family. He left last night for Sudbury and a blitz campaign in northern Ontario.



Staff Photo by Adrian Lantry

Prime Minister Trudeau and Premier Daniel Johnson walk together at the funeral of André Laurendeau.

Une grande perte pour les nôtres

Après avoir lancé un S.O.S. dans le rapport B & B, André Laurendeau disparaît

"...C'est un véritable S.O.S. que la Commission Laurendeau-Duroon lance à l'ensemble du Canada anglais", écrivait Roger Nadeau au lendemain de la publication du premier volume du rapport de la commission B & B. "Grasso modo, poursuivait-il, elle prie instamment les Anglo-Canadiens de se dépêcher à nous imiter — de nous traiter au plus vite de la même façon que nous, nous les avons toujours traités, c'est-à-dire avec tous les égards que commande l'égalité —, sinon, eux, les Anglo-Canadiens, ils donneront raison aux séparatistes."

L'objectif avoué de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, dont André Laurendeau était la cheville ouvrière après en avoir été l'instigateur, est de sauver le Canada.

Le premier volume de son rapport — les autres suivront à cet égard à quelques mois — déclare que le Canada, s'il veut survivre, doit devenir un pays vraiment bilingue.

La Commission B & B suggère 7 mesures

1. - Au niveau fédéral, entre le Parlement, le bilinguisme doit régner dans les tribunaux, le gouvernement et l'administration.
2. - Dans la région de la capitale fédérale, l'égalité de statut des deux langues officielles, le français et l'anglais, doit être reconnue dans les faits, à tous les



ANDRÉ LAURENDEAU
... son oeuvre reste

échelons de l'administration publique, fédérale, provinciale et municipale, ainsi que dans l'enseignement.

3. - Le Nouveau-Brunswick et l'Ontario doivent se déclarer bilingues et accepter le régime linguistique découlant de cette déclaration: bilinguisme dans les assemblées législatives, dans les tribunaux, dans le système d'enseignement, etc.
4. - Les provinces autres que le Nouveau-Brunswick et l'Ontario doivent reconnaître l'usage du français et de l'an-



glais dans leurs Assemblées législatives et elles doivent procurer à leurs minorités francophones les services appropriés en français.

5. - Dans les provinces autres que le Nouveau-Brunswick et l'Ontario, des districts bilingues doivent être créés là où en compte un bon nombre de Canadiens français.
6. - Au niveau fédéral et au niveau provincial, seront nommés des commissaires dont le mandat sera de veiller à l'application des nouvelles mesures constitutionnelles.
7. - Le Québec reste officiellement bilingue dans tous les domaines.

Un dernier encouragement pour Laurendeau

Le bon accueil réservé à ce premier volume par le Canada anglais aura été le dernier encouragement apporté à André Laurendeau, à la fin d'une vie consacrée à promouvoir l'existence d'une nation, la nation canadienne-française, et d'un pays, le Canada.

André Laurendeau est décédé à Ottawa le 1er juin dernier, alors qu'il dirigeait le travail de l'immense équipe qui, seule maintenant, devra terminer et publier les neuf autres rapports de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Sa mort aura des répercussions sensibles sur le travail de la Commission, mais, nous a confié un de ses collègues, le travail est tellement avancé et l'empreinte de Laurendeau est tellement forte que le rapport entier sera ce qu'aurait voulu son instigateur principal.

2) Le parlementaire et l'ami

par René Chaloult

André Laurendeau se lève en Chambre pour y prononcer son premier discours. Subitement cette enceinte bruyante devient silencieuse. Les députés se tournent vers le chef du Bloc populaire avec intérêt et curiosité. Il est très jeune, distant et peu apprécié dans ce milieu. Le chef de l'opposition officielle, Adélard Godbout, est très attentif, tandis que le premier ministre, Maurice Duplessis, visiblement nerveux, feint de lire un journal mais ne perd pas une parole de l'orateur.

Le discours porte sur l'autonomie provinciale, sujet d'actualité. Laurendeau, timide au début, commence lentement avec une légère hésitation dans la voix. Il ne s'embarrasse pas des courbettes d'usage que comporte un cérémonial britannique désuet mais va droit au but. Il expose le plan de sa doctrine, puis il développe ses idées qui s'enchaînent avec harmonie et précision. Les preuves se suivent et se multiplient. Le débit devient plus net et plus rapide. L'orateur connaît les secrets de la langue française. Tous ses arguments tendent à réclamer la récupération de nos droits fiscaux, une autonomie plus large et plus positive. Il discute et réfute, nuance et subtilise même sa pensée. Sa dialectique est impeccable. Il demeure austère jusqu'au bout: aucune recherche de la rhétorique. Il ne veut pas émouvoir mais persuader. Il évite l'éloquence mais la rejoint quand même. Difficile à définir, elle provient à la fois de sa sincérité manifeste et de la remarquable rigueur de son raisonnement. Vir bonus dicendi peritus: cette formule que proposait Caton l'Ancien à son fils lui convient d'emblée. Faut-il ajouter qu'il n'attaque personne, ni rouges ni bleus? Pas même d'allusion au patronage?

Jamais on n'avait entendu à l'Assemblée québécoise, un discours aussi convaincant et aussi bien structuré sur la question du jour, l'autonomie de notre Etat. Duplessis, c'était visible, n'en revenait pas. Il en avait sûrement assez d'écouter avec attention, sans le paraître et pendant près d'une heure, un député qui avait osé le combattre et qui exposait beaucoup mieux que lui son sujet de choix. Quant à Adélard Godbout il fut conquis sans délai par André Laurendeau. Je l'observais de temps en temps et j'imagine qu'il rumina: cet homme-là, je l'aurai un jour avec moi. Qu'on ne se méprenne pas toutefois, le député de Laurier n'a jamais convaincu le député de l'Islet qui, je ne crains pas de l'affirmer, restait indifférent au problème de l'autonomie dont il ne comprenait pas l'importance, qui, au surplus, fut toujours le serf du gouvernement centralisateur d'Ottawa. Mais Godbout, doué d'un rare talent pour la parole, délicat et subtil, admirait spontanément ces mêmes qualités chez Laurendeau. Ni jaloux, ni envieux, il éprouvait pour lui un attrait irrésistible, mais non réci-

proque. Que les hommes sont bizarres! Ils se laissent souvent dominer beaucoup plus par le cœur que par la tête. Leurs opinions substantiellement les mêmes, sur ce grave problème de l'autonomie, auraient dû rapprocher Duplessis de Laurendeau; au contraire, l'incompatibilité de leur caractère et peut-être le souvenir de la lutte électorale récente, les divisaient. Un phénomène inverse se produisait dans le cas de Godbout dont les opinions politiques négatives s'opposaient nettement à celles de Laurendeau. "Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas".

Quant aux grandes vedettes du parti libéral: Fernand Chouquette, Léon Casgrain, Jacques Dumoulin, Valmore Bienvenue, Willie Morin, Louis-Philippe Lizotte, députés intelligents et civilisés, tous avocats et plus tard juges de tribunaux importants, ils estimaient et admiraient Laurendeau. Du côté du gouvernement, Antonio Barrette, Camille Pouliot et Paul Beaulieu recherchaient la compagnie du député de Laurier.

Ici je me permets une digression. Pourquoi tant d'avocats aux postes stratégiques dans nos parlements? Parce que la politique c'est la "side line", - cette formule anglaise exprime le mieux ma pensée, - la plus payante du droit, celle qui conduit sûrement aux honneurs: ministères et magistrature, pourvu évidemment qu'on entre dans un parti avec la résolution de n'en jamais sortir.

Laurendeau à l'extérieur de la Chambre

André Laurendeau, peu sociable, consentait parfois à rencontrer quelques-uns de mes "chers confrères", après la séance de l'après-midi, au café du Parlement. Nous causions joyeusement en prenant l'apéritif. Les avocats ne manquent pas de défauts, on l'imagine et j'aurai l'occasion d'en discuter, mais ils ne sont pas dogmatiques. Libéraux ou conservateurs, on ne trouve d'ordinaire aucun fanatisme chez eux. Ils se moquent volontiers de leur parti et de leur chef. Il y a longtemps qu'ils ont perdu la foi. Laurendeau, toujours sur ses gardes, aimait bien à les entendre blaguer, car plusieurs ne manquaient pas d'esprit, et il savait savourer un bon trait. Dans le fond il n'était pas l'homme austère qu'il paraissait.

L'un d'eux me dit: "J'ai voté aujourd'hui pour la plus mauvaise loi depuis le début de mon mandat". Ce vieil ami, sincère et droit, exerçait sa profession, organisait ses élections et son patronage avec une probité absolue. Contrairement à un grand nombre de la politique ne l'avait pas enrichi. Je lui répondis en résumé: Comment, toi, si honnête personnellement, toi qui préférerais perdre une cause plutôt que de tolérer un faux témoignage, comment peux-tu ainsi voter contre la voix de ta conscience, alors que tu représentes dans cette Chambre des milliers d'électeurs? A mon avis, tra-

hir le mandat qu'ils t'ont donné c'est pire que de tromper un client. Surpris et songeur, il répliqua: que veux-tu, mon vieux, je suis solidaire de mon parti et, comme tous les avocats, j'ambitionne d'être juge un jour. Ce n'est pas en changeant de parti comme toi, ce dont je ne te blâme pas, que j'y parviendrai.

Beaucoup d'avocats, si sympathiques soient-ils, n'ont aucun principe en politique. Plusieurs sont déformés par l'exercice de leur profession, plaidant le pour ou le contre suivant l'intérêt de leur client, et par leur parti pris lors des campagnes électorales. Et ce sont eux, remarquons-le, qui gouvernent en général, depuis plus de cent ans, à Ottawa et à Québec. C'est un long chapitre qu'il faudrait écrire sur le sujet. Ne découvririons-nous pas alors une des causes principales du pourrissement de la politique au Québec?

Duplessis ne le prisait pas

Revenons à André Laurendeau. Il participait en Chambre à tous les débats importants. Ses discours, soignés et clairs, qu'il ne lisait évidemment pas, produisaient souvent un choc psychologique. Il ne recherchait pas l'éloquence, je le répète, mais la simplicité. Convaincu il voulait convaincre. Les libéraux l'écoutaient toujours avec avidité alors que les députés de l'Union nationale devaient paraître un peu distraits pour imiter leur chef. Je tiens à souligner au passage que Laurendeau ne s'intéressait pas uniquement à l'autonomie, mais qu'il était très sensibilisé, et j'y insiste, à tous les problèmes éducationnels, sociaux et économiques.

Le premier ministre n'appréciait pas du tout son genre. Il avait dirigé le Bloc populaire contre l'Union nationale; il s'exprimait avec élégance et ne donnait prise à aucune accusation; il était au surplus l'élève de l'abbé Groulx, avec lequel Duplessis était alors en délicatesse; puis enfin il était le gendre d'Antonio Perrault, illustre avocat de Montréal, très influent dans les milieux ecclésiastiques et nationalistes. A sa manière, le premier ministre lançait des fleches empoisonnées dans la direction de Laurendeau qui encaissait, mais qui ne savait pas ou ne voulait pas se défendre comme il l'eût fallu contre un tel adversaire aussi retors. Il souffrait cependant de ces attaques injustifiées, lui qui ne provoquait jamais personne et discutait seulement d'idées.

L'ami fidèle et indulgent

Nous nous sommes toujours entendus, Laurendeau et moi. Jamais le moindre petit nuage n'est venu assombrir nos relations amicales. Je n'ai pas sous les yeux les procès-verbaux de l'Assemblée, mais je suis à peu près certain que nous avons toujours voté dans le même sens, sans d'ailleurs nous consulter. Comme nous partagions alors les mêmes doctrines dans leurs moindres nuances, c'est d'instinct que nous suivions une voie identique. Rien d'étonnant à cela puisque nous avions subi de semblables influences. C'est en vain qu'on a souvent cherché

à nous diviser. Godbout courtisait Laurendeau. Duplessis me courtisait, si invraisemblable que cela puisse paraître. Ostensiblement parfois, au nez des deux autres chefs, il me faisait remettre en premier ses projets de loi, ce qui me plaçait dans une situation délicate. Mais cela était conforme à sa manière un peu gamine et l'amusait beaucoup. Personne n'était dupe. C'était à l'époque où nous amorcions nos entretiens.

L'accord avec Laurendeau dura pendant tout le parlement et notre amitié se prolongea jusqu'à la fin de sa vie, en dépit de notre éloignement. Voici quelques faits faciles à vérifier.

Je crus devoir commenter en Chambre l'élection du chef provincial du Bloc populaire. Je multipliai les éloges à l'adresse d'André Laurendeau pour conclure, en substance, que son tempérament, ses inclinations naturelles le portaient beaucoup plus vers la littérature, les oeuvres d'art ou même la psychologie que vers l'action politique, contrairement à sa nature. Je le pensais mais j'aurais dû me taire. Il ne fut pas insensible à ces propos que ses adversaires exploiteront contre lui comme il fallait le prévoir. En réalité, je le reconnais volontiers, ils manquaient de correction envers un compagnon aussi loyal. Bientôt je m'en rendis compte et des amis communs me le reprochèrent.

Quelques semaines avant la session, Laurendeau m'invita à dîner chez lui, à Outremont, avec son épouse et son beau-père, Antonio Perreault, que je connaissais depuis longtemps. Accueillant comme d'habitude, nous causâmes de collaboration nécessaire entre nous pendant toute la durée du parlement. Nous étions d'accord.

Au cours des débats de la Chambre, il adressait des chroniques au DEVOIR sur les travaux de la session. Comme lui je ne parlais que pour la galerie... de la presse qui nous traitait avec libéralité. Je songeai alors que si Laurendeau désirait exercer des représailles, à la suite de mes remarques désobligeantes après son élection comme chef du Bloc, l'occasion était propice. Il n'en fit rien. Je pense qu'il n'y songea même pas. Jamais les commentaires du DEVOIR, signés par lui, ne furent plus élogieux que lorsqu'il rapportait mes interventions. A la veille de l'élection de 1948, alors qu'il n'était même pas candidat, il envoya à mon organisation un écrit flatteur pour rappeler mes activités parlementaires et inviter mes électeurs à me réélire. Cet article joint à d'autres fut distribué dans mon comté. J'ai été élu par quelque 5000 voix de majorité. Je dois ajouter cependant que, cette année-là, non seulement Duplessis ne m'opposa pas d'adversaire, mais il invita loyalement ses partisans à appuyer ma candidature; tandis que, en 1939 et en 1956, il m'avait combattu avec acharnement et, en 1952, d'une manière insidieuse.

Voilà comment André Laurendeau exerçait ses vengeances!

SOUVENIRS D'ANDRÉ LAURENDEAU

3) Les évolutions de Laurendeau

par René Chalout

Contrairement à celui de Duplessis, il n'est pas facile d'analyser le caractère complexe de Laurendeau. Sincère avec lui-même, suivant une expression chère aux jeunes; il est inquiet et tourmenté. Comme Pascal, qu'il a dû relire souvent, on le trouve toujours à la recherche de la vérité. Pour lui elle n'est pas simple, mais difficile à saisir et nuancée à l'extrême. C'est pourquoi il déteste le dogmatisme et les jugements sommaires. Il écoute volontiers et il hésite avant de parler, mais une fois sa résolution prise, c'est avec volubilité, souvent avec passion, qu'il expose tous les aspects d'un problème. "On était également conquis, écrit Léon Dion, professeur de sciences politiques à Laval, par la profondeur de son intuition et la rigueur de sa logique".

Du national au social

Quelles sont ses évolutions? A l'époque des "Jeunes Canada", le national seul paraissait le préoccuper. Après quelques années d'étude à Paris, où il fréquenta des maîtres dans différentes écoles, il revint plus sensibilisé aux problèmes sociaux et économiques. Il lui apparut clairement que l'indépendance politique d'un peuple est conditionnée par sa liberté sociale et économique. Peut-on lui reprocher cette évolution qui consiste dans une vision plus claire du problème de ses compatriotes canadiens-français?

Deuxième évolution, ajoutée-on. En 1935, il adhéra au séparatisme, mais, peu après, il avoua avoir perdu "la foi séparatiste". Il alla même jusqu'à désavouer publiquement le mouvement indépendantiste. Entendons-nous. Il était bien jeune lorsqu'il prononça cette option politique. Il n'avait pas assez vécu, ni assez étudié pour se rendre compte de toutes les difficultés d'ordre pratique qu'elle impliquait. Malgré son rejet il resta profondément nationaliste et autonomiste; il ne cessait de dénoncer les empiétements d'Ottawa et de défendre les droits de nos minorités françaises.

Beaucoup plus tard il cessa la généreuse illusion de réconcilier les deux Canada et c'est après de pénibles hésitations qu'il accepta la présidence de la Commission Laurendeau (...)

Ouvert et inquiet, il chercha sans cesse

(...) Patriote jusqu'à la moelle, il éprouvait de l'anxiété en face de la situation sans issue de son peuple. Avec bonne foi et scepticisme il cherchait des solutions. Il écoutait avec patience les opinions contraires aux siennes et en admettait volontiers la valeur. Combien de fois, à la fin d'une discussion, ne l'ai-je pas entendu conclure: qui sait? après tout, peut-être avez-vous raison. Dans ce cas peut-on employer le mot évolution? Ne s'agit-il pas plutôt de recherches, de tentatives d'adaptation? S'il eût vécu plus longtemps, qui nous assure qu'il ne serait pas revenu à ses premières positions, car sans cesse il explorait toutes les issues?

On pourrait souligner d'autres soi-disant évolutions dans la vie de Laurendeau. Pendant ses dernières années au DE-

VOIR on sentait souvent quelque flottement dans sa pensée. Il paraissait incertain. Il donnait même l'impression d'éprouver quelque gêne à ne plus se sentir comme autrefois en pleine communauté d'idées avec l'ensemble de ses lecteurs. Héritier de Groulx, qui fondait sur lui tant d'espoir, et dont il écrivait à son décès: "nous l'avons beaucoup aimé", était-il resté par la pensée, près de son maître vénéré? et celui-ci jugeait-il sans inquiétudes certaines orientations de son fils intellectuel?

Deux exemples d'hommes qui évoluèrent aussi...

Bien d'autres personnages ont évolué dans leur vie.

Rappelons le cas de Henri Bourassa et ses conflits de conscience. Son fameux discours de Notre-Dame, en 1911, concordait-il avec ses violents articles publiés dans LE DEVOIR, contre Elphège Daignault et LA SENTINELLE, au grand dam de Mgr Courchesne? Et ses sermons à peine voilés à l'adresse de l'abbé Groulx qui pourtant tirait les conclusions logiques des prémisses posées par le maître? Cependant, à la fin de sa vie, après ses crises de scrupule, il paraissait libéré et serein. C'est avec joie qu'il accueillait ses anciens admirateurs et causait avec eux de son émouvant passé, rappelant en particulier leurs mémorables réunions au presbytère de l'abbé Philippe Ferrier.

Et le cardinal Villeneuve alors? Il ne faut pas l'oublier.

En juillet 1922, le P. Villeneuve, O.M.I., d'Ottawa, écrivait dans L'ACTION FRANÇAISE un article intitulé: "Notre Avenir politique et nos Frères de la Dispersion". Il s'agissait de la participation à une enquête, organisée par l'abbé Groulx, directeur de la revue, publiée plus tard en volume, qui proposait diverses solutions possibles au problème politique de notre nation. De tous les collaborateurs, c'est le P. Villeneuve qui s'engagea le plus loin dans la voie du nationalisme, dénonçant l'Angleterre avec agressivité et favorisant la rupture de la Confédération. Il faut lire ou relire cet article. Vingt ans plus tard, en pleine guerre, le même P. Villeneuve, devenu cardinal, prêchait des croisades pour la défense de la civilisation, de la chrétienté et des peuples opprimés dans le monde, (au moment même où, au Canada, on assimilait contre tout droit nos minorités canadiennes-françaises); croisades dont le but véritable et unique consistait à secourir l'Angleterre, son alliée, la Russie, "nos amis les communistes", quoi!

Tout cela me rappelle, — qu'on me permette de m'éloigner un moment encore de mon sujet —, un propos d'André Siegfried, de passage à Québec, devant un groupe de "jeunes nationalistes": "Vos curés sont patriotes, dit-il, et vous leur devez sans doute votre survivance; mais je remarque que, plus ils s'élèvent dans la hiérarchie ecclésiastique, plus leur zèle national se refroidit. Et lorsqu'ils deviennent cardinaux alors! ..." Siegfried était huguenot et ne prisait pas notre cléricisme. Il me l'a affirmé avec humeur, lorsque, un soir, je le reconduisais à son appartement.

Comme Bourassa, comme le cardinal Villeneuve, André Laurendeau était sincère et droit. On remarque dans l'histoire des évolutions étonnantes chez des gens extrêmement doués. Appelons-les, par délicatesse, des adaptations...

Une dernière lettre à l'occasion du rapport B-B

Lorsqu'il publia son Rapport, dont il m'a adressé une copie, "en hommage collectif de l'auteur", j'ai eu l'occasion de correspondre avec André Laurendeau. Il me rappela d'a-

bord, au début d'une lettre écrite à la main, en date du 13 janvier 1968, que "nous nous connaissons, je crois, depuis 1933, et c'est la communauté de nos idées politiques qui nous avait rapprochés." Puis il continua, commentant son Rapport:

"Nous avons essayé de proposer à l'autre société des choses raisonnables et modérées, qu'on ne saurait écarter en les déclarant excessives, et qui par ailleurs rejoignent des aspects de la réalité. Si elles sont refusées, alors c'est fini, il n'y aura plus de Canada. (Je pense, bien entendu, à l'essentiel, et non au détail de notre exposé).

"Je l'écris sans joie, car je ne crois pas à l'indépendantisme: il aura peut-être lieu, mais je doute que ce soit à l'avantage du Québec. J'exprime là une conviction profonde, qui s'est accentuée en dépit des expériences vécues à la Commission: nous avons rencontré tant d'esprits fermés, hostiles ou indifférents, que j'ai vécu dans presque toutes les provinces canadiennes — sauf, curieusement, dans le Québec — des moments de séparatisme émotif. Il ne serait pas facile de m'en expliquer en trois phrases (...)

"Je sais que nos opinions ne coïncident pas. Mais je respecte les honnêtes divergences, même sur un sujet aussi vital. Ce qui m'offusque et qui me blesse, c'est le dogmatisme qui règne aujourd'hui dans les milieux indépendantistes du Québec. J'avais la naïveté de croire que ce dogmatisme avait enfin reculé ici: hélas, il est simplement retourné" (...)

"Si elles sont refusées, alors c'est fini, il n'y aura plus de Canada..."

Il y a bien plus d'un an que Laurendeau a écrit cette lettre. Ces "choses raisonnables et modérées, qu'on ne saurait écarter en les déclarant excessives", nous les a-t-on concédées? S'apprête-t-on à le faire? Dans l'ensemble du Canada, ce Rapport a-t-il changé autre chose que des détails sans signification? N'en sommes-nous pas restés à des symboles comme la monnaie bilingue et les timbres bilingues qui enthousiasmaient nos aînés? Où trouve-t-on des réformes substantielles, l'acceptation pratique de l'égalité réelle entre les deux nations? Nulle part. Il est évident que rien de cela n'était d'ailleurs possible. Comme d'habitude on a révé, voilà tout.

Si André Laurendeau vivait encore ne devrait-il pas conclure qu'il n'y aura plus de Canada, qu'il n'y en a déjà plus? Et alors, comme il aimait passionnément son peuple, ne se rattacherait-il pas, malgré tout, au "dernier espoir", à "la dernière pensée", — qui fut aussi la première, — celle de sa jeunesse?

Il y a un an disparaissait André Laurendeau

IL Y AVAIT L'HOMME PUBLIC

1949, à Saint-Gabriel, André Laurendeau avec ses trois aînés: Francine, Jean (qui pousse) et Yves.

IL Y AVAIT
AUSSI
L'HOMME
CACHÉ

par Elise Pouliot

Journaliste et imprésario, Elise Pouliot est très liée à la famille Laurendeau, avec laquelle elle a souvent passé une partie de ses vacances de Noël, avenue Stuart, à Outremont, et une partie de ses vacances d'été, à Saint-Gabriel-de-Brandon.

C'est donc de l'intérieur qu'elle évoque pour nous le souvenir d'André Laurendeau, décédé il y a un an le 1er juin 1968.

LA RÉDACTION

"TANT QU'IL VIVAIT, il suffisait d'évoquer son nom. Maintenant qu'il est mort, comment rappeler son souvenir en peu de mots?" déclarait le maire Jean Drapeau quand André Laurendeau est disparu l'année dernière à 56 ans.

Il est presque impossible de cerner Laurendeau car il possédait une "dimension cachée", selon l'expression de Jacques Languirand. On s'en rend bien compte par les propos recueillis chez ses amis et qui restent incomplets: aucun d'eux n'a pu le suivre à travers toutes les étapes de sa carrière. Les réactions de la presse laissent la même impression car elles évoquent seulement sa vie publique.

Fait qui s'explique non seulement par le nombre considérable de postes qu'il a occupés mais par l'évolution constante de sa personnalité à chaque tournant de son existence. Du dilettantisme auquel auraient pu le conduire ses expériences artistiques au seuil de la maturité, il parvient à se dégager par une première incursion dans l'action politique. Le mouvement Jeune-Canada l'enthousiasme et il en devient l'un des adeptes les plus militants. Puis il se marie, part pour Paris étudier à l'Institut catholique, à la Sorbonne et au Collège de France, et établit les bases de son idéologie.

Le retour est suivi de certaines difficultés de réadaptation,

qu'il réussit à surmonter en reprenant intérêt à la politique. Le voilà donc directeur de la revue *l'Action nationale*, l'un des chefs de la campagne contre la conscription en 1942, puis député du Bloc populaire, de 1944 à 1948, à l'Assemblée législative.

Le journalisme au *Devoir* d'abord, la télévision ensuite — au programme *Pays et Merveilles* — lui prodigent un rayonnement nouveau. Son oeuvre littéraire est aussi nuancée que sa personnalité. Elle va de souvenirs de prime jeunesse, *Voyages au pays de l'enfance*, à un essai, *la Crise de la conscription*, en passant par le théâtre — *Deux femmes terribles*, *Marie-Emma*, *la Vertu des chattes* — et le roman, *Une vie d'enfer*.

Le zèle de M. Laurendeau à réclamer, dans le *Devoir*, une enquête gouvernementale sur la condition réelle faite à l'élément francophone devait amener Ottawa à créer la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, dont on lui confia la coprésidence.

La grande amitié qui me lie à sa fille, Francine, m'a amenée, un jour que je rentrais de Paris, à aller en transmettre des nouvelles à sa famille. Je me présentai donc pour la première fois, avenue Stuart, à Outremont. J'étais alors simple novice dans le journalisme et André Laurendeau m'apparaissait — il devait

L'HOMME CACHE

toujours le rester — comme le maître, l'idéal à atteindre. On me prie de passer dans la bibliothèque où il se trouve, et le trac m'envahit à la pensée qu'il peut être occupé à écouter un concert à la radio.

Je me remémore l'anecdote du jeune Français qui, dans des circonstances analogues, dut attendre une heure pendant que la famille écoutait religieusement la Neuvième de Beethoven sur l'électrophone. Le premier mot que lui dit Laurendeau quand on le lui présenta: "Aimez-vous Beethoven? Oui? . . . Bon! asseyez-vous là et écoutez."

Une telle atmosphère de calme règne que, malgré mon exubérance habituelle, j'éprouve l'envie de chuchoter. J'entre dans la bibliothèque et qu'aperçois-je? Non le personnage aristocratique que m'avait fait connaître la télévision, mais un homme détendu, au sourire presque timide, en train de lire *Tintin et les oranges bleues!*

Je suis tellement intimidée par cet homme, que je désirais pourtant connaître depuis si longtemps, que mes phrases se figent. Il s'en aperçoit, et c'est moi qui deviens l'interviewée. Son intérêt visible efface le malaise du début. Le charme se prolonge car Mme Laurendeau et lui multiplient les sujets de taquinerie, en particulier à propos de ma ville natale, Québec, de ses rues étroites, de la prononciation locale de certains mots, bref de "cette famille où tout le monde se connaît".

Me voilà installée à dîner avec eux sans plus d'invitation officielle de leur part que de protestation protocolaire de la mienne. L'humour fuse, sans rires bruyants, sous les regards égayés du père, de la mère et des enfants. La note dominante de leur accord: une subtile ironie.

Au cours de ce repas, j'ai pu saisir l'affection et la haute considération qu'André Laurendeau vouait à sa femme. Il se fiait entièrement au jugement et au goût de Ghislaine, qu'ils s'appliquassent à une oeuvre littéraire ou musicale. Les Laurendeau seront toujours, pour moi, le symbole de l'harmonie à deux.

Que de questions détaillées au sujet de mes voyages avec Francine! Comme j'aurais voulu que celle-ci fût présente pour les lui laisser raconter dans le style Laurendeau! Car il existe, ce style, aussi bien dans les conversations anodines que dans la correspondance. Puis la conversation glisse vers le sujet de prédilection de la famille: *Pelléas et Mélisande*.

Il faut dire que le libretto de Maeterlinck n'a aucun secret pour les Laurendeau. A l'âge où les enfants récitent les contes de Perrault, les jeunes Laurendeau pouvaient déjà décrire la peur que leur causait Golaud violentant Mélisande. A une exclamation banale comme "Quel silence extraordinaire!", ils répliquaient par le texte célèbre: "On entendrait dormir l'eau." Et si vous disiez:

"On a brisé la glace", la petite Sylvie, âgée de 8 ans, ajoutait en souriant, tout comme Pelléas: ". . . avec des fers rougis."

Ces dialogues mis en musique par Debussy ont tellement imprégné leur esprit que, même au chevet de son père à l'hôpital, Francine ne peut s'empêcher de citer les paroles de Mélisande à Golaud: "Voulez-vous un oreiller? il y a une petite tache de sang sur celui-ci." Et André Laurendeau trouve la force de répondre dans un souffle, comme Golaud: "Non, ce n'est pas la peine."

André Laurendeau n'a-t-il pas, cinq ans plus tôt, aidé lui-même son père malade à chanter des extraits d'opéra? Lisons plutôt la description qu'il en a faite à Francine et Jean, alors à Paris:

"Montréal, le 2 novembre 1961

"Mes chers enfants,

"Voici mon premier moment de liberté depuis samedi dernier. J'en profite pour vous raconter la mort de Pépé ou plus exactement ce que nous en avons su.

"Est-ce dimanche ou la fois précédente que maman lui a suggéré de chanter? J'ai donné le ton et la première phrase d'un air — il me semble que c'était *Salut, demeure chaste et pure!* — il a pris le ton et chanté à pleine voix un bon moment. Puis j'ai suggéré un autre extrait de Faust, *Gloire immortelle de nos aïeux!* et il s'est lancé avec fougue, retrouvant le thème et les mots. Après quoi il a eu l'air à la fois interloqué et fier de lui.

"Samedi le 26, Yves, Olivier et moi sommes arrivés à l'hôpital vers 4 heures. Il était très faible et angoissé. Il s'est plaint de ce que le Père éternel le laissait inutilement sur terre puisqu'il ne servait plus à rien. Vous savez comme, devant lui, on pouvait parler de la mort avec simplicité et même avec humour. Je suis irréconciliable avec l'idée de la mort, mais nul homme autant que lui n'a contribué à me la rendre moins affreuse. Comme disait Sylvie, le soir: "J'aime pas ça être mortelle!" Lui l'acceptait.

"Quand nous avons parlé de partir, il a paru de nouveau angoissé. Il m'a dit, avec l'accent qu'il mettait dans les choses qui l'émuvaient: "Tu sais, Dieu n'a pas de coeur: il m'oublie!" C'était la plainte d'un ami ou d'un amoureux. J'ai rarement été devant tant de foi. Mais de chapelet, point!

"Le même soir, nous regardions un mauvais film consacré à Gershwin, pour réentendre du Gershwin. Vers 9 h 15, Sylvie vient me dire qu'on m'appelle au téléphone: "C'est arrivé il y a vingt-cinq minutes. Pas la moindre souffrance. Un voisin s'est aperçu que ça n'allait pas et a demandé l'infirmier. Quand le frère est arrivé, c'était déjà fini."

"Personne n'a rien dit. Nous avons continué à écouter du Gershwin. La plus simple a été Sylvie. Elle s'est étonnée de ne pas me voir pleurer. Des vagues d'émotion, j'en avais eues, mais j'étais incapable de les montrer. Le film terminé, nous nous sommes câblés, puis avons dressé le plan de combat pour le lendemain. Puis un autre film et bon sommeil.

L'HOMME CACHÉ

Il me semble impossible de déceler plus fidèlement la "dimension cachée" de Laurendeau. On devine que les sentiments de son père mourant, il les a éprouvés lui-même dans ses derniers instants.

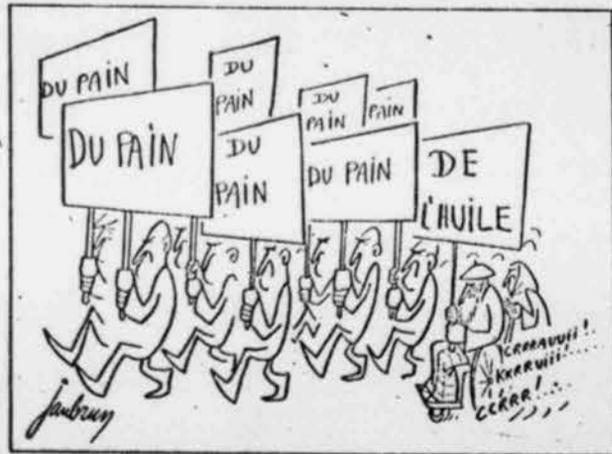
Tout a toujours été harmonie chez Laurendeau. "Ma mère était pianiste et mon père professeur de chant. Dans ma famille maternelle, j'interromps trois générations de musiciens, dont mon arrière-grand-père le "chef de bande", c'est-à-dire le directeur de fanfare. Je suis né au milieu des gammes et des arpèges, des romances et des extraits d'opéra: de quoi vous déguster de la musique. J'ai connu des heures de satiété, mais elles n'ont pas corrodé un vieil amour presque aussi long que ma vie."

L'enfant travaillera d'abord le piano avec sa mère puis avec le regretté Léo-Pol Morin. A 20 ans, il compose une opérette, *L'argent ne fait pas le bonheur*, d'après un livret de son camarade de classe au collège Sainte-Marie, Claude Robillard (décédé en mai 1968 au moment où Laurendeau entra à l'hôpital). Dans ce spectacle présenté au Théâtre de la montagne, on remarquait ses autres condisciples Bernard Hogue et Louis Lapointe, et Amanda Alarie, qui était alors un soprano réputé. Il est amusant de noter que faisaient partie des chœurs le poète Saint-Denys Garneau et Ghislaine Perrault, qui devint plus tard Mme André Laurendeau.

Dans *Voyages au pays de l'enfance*, Laurendeau évoque le calme qui envahissait, après les heures d'affaires, la rue Notre-Dame où il a grandi: "Le silence qui pouvait, s'y établir, la nuit . . . Tous les silences qu'on a traversés depuis ne sont rien auprès de la paix morte de cette ruche abandonnée. Il n'y avait pour la rompre que l'indiscret tapage d'un tram venu prendre son virage à la place d'Armes et, au début comme à la fin de la nuit, le sombre éclat d'une cloche d'église. Au-dessus du magasin de musique fondé par mon grand-père et allongé comme une bête morte vivent deux artistes et leur enfant. C'est là qu'il fait trop silence pour dormir ce soir. On aurait beau crier et se démener, on ne secouerait pas la lourdeur et l'épaisseur de ce silence."

Est-ce ainsi que Laurendeau a développé cette insomnie qui le caractérisait? Parfois on se demandait s'il ne choyait pas cette absence de sommeil qui lui permettait de vivre plus intensément. Enfant, n'a-t-il pas exprimé le désir de devenir pompier ou conducteur de tram, afin d'appartenir à la race de ceux qui ne dorment jamais?

Il était passionnant de goûter chez les Laurendeau les conversations enrichissantes qui se déroulaient jusqu'aux premières lueurs de l'aube. Lorsqu'il nous arrivait de partager ces nuits blanches, nous rentrions avec l'impression que nous, dormeurs de la ville, ne vivions qu'une demi-vie.



1 "J'ai cherché un mot de Péguy, que papa aimait répéter et qui lui va comme un gant: "Si je ne reviens pas, vous me garderez une fidélité sans deuil." Il me venait cette réflexion: "Cet homme qui, à la veille de mourir, avait bien plus vingt ans que je ne les ai jamais eus!" Ça rend grave mais pas tout à fait triste. Il m'aurait semblé indécemment d'être triste. Maman et moi avions le goût de nous habiller de clair en son honneur. Oui, il a aimé la vie, il a aimé discuter, lire et faire de la musique, et diriger des choeurs, il a aimé son patelin et son pays et les êtres, vous les premiers.

"J'ai dit tout ce qui me passait par la tête. Non, pas tout; ç'aurait été trop long, mais ce qui affleure.

"Je vous embrasse tendrement."
Suite à la page suivante



1933. Quatre jeunes qui devaient aller loin: Lucien L'Allier, André Laurendeau, Pierre Dansereau et Claude Robillard. Ci-dessous, à 11 ans. Ci-contre, avec sa jeune femme (1933).



1935. Sur le bateau qui le conduit à Paris. Ci-dessous, en compagnie de son père et sa mère.



CE DOSSIER
CONTIENT
DES
DOCUMENTS ORIGINAUX.

ILS SONT CONSERVÉS DANS
LE FONDS DU SERVICE DU
GREFFE (VM6)

L'ACTUALITE

Sur l'orthographe d'un nom de famille

Le Devoir 20 août 1948

A propos du nouveau caudillo libéral, l'un des premiers dans la presse, nous avions posé cette interrogation: *Dolt-on écrire Saint-Laurent, St-Laurent, ou St-Laurent?*

Depuis, quelques confrères sont intervenus. Le Canada opine pour sa part: "Il existe bien un vieux dicton selon lequel les noms propres de personnes n'ont pas d'orthographe. Mais entendons-nous. Une foule de noms patronymiques s'écrivent de diverses façons: Gaultier, et Gauthier, Lévêque et Lèvesque, Lefèvre et Lefebvre, etc. C'est une tradition de famille qui a fixé le choix. Mais ils n'en restent pas moins soumis à certaines lois générales de l'orthographe qu'il n'est pas permis de transgresser".

L'une de ces règles élémentaires veut "qu'un nom propre de personne ne s'abrège pas en français et s'écrive en toutes lettres".

Le Canada n'ose évidemment pas indiquer à son suprême patron la façon d'orthographier son patronyme. Il note pourtant: "St. Laurent ne peut satisfaire que les Anglo-Canadiens et nous

le leur abandonnons. Il reste la forme abrégée et la forme intégrale, qui ont toutes deux leurs partisans. Ceux qui voudront s'en tenir à Saint-Laurent, sans coupure, pourront passer pour des originaux obsédés par des excès de purisme. Ils n'en seront pas moins les seuls à avoir pour eux la grammaire".

La forme Saint-Laurent est donc la plus française. C'est aussi l'avis d'un orthographe — M. Alfred Carrier — qui nous écrivait à la suite de notre premier billet sur le sujet:

"Je crois qu'aucune hésitation n'est possible et qu'il faut écrire Saint-Laurent tout au long, puisque, comme vous le dites si bien, c'est là "se conformer à la forme française des patronymes".

"C'est d'ailleurs une règle de la bonne typographie française qui le veut ainsi, et cette règle ne date pas d'aujourd'hui, car Théotiste Lefèvre l'exprimait en ces termes, en 1883, dans son Guide pratique du compositeur et de l'imprimeur: "Les mots saint, sainte... ne peuvent s'abrégés lorsqu'ils sont partie consti-

tutive d'un nom propre de personne, d'église, d'ordre, d'époque, de lieu, etc.; ils se lient alors au mot suivant par le trait d'union et prennent toujours la majuscule".

"Il n'y a d'exception que pour des cas spéciaux, comme les ouvrages de géographie, les dictionnaires, les guides, les ouvrages religieux, les almanachs, les tableaux, les annonces, où l'on peut abréger pour économiser de l'espace. (Le Canadian Parliamentary Guide ne fait rien outre que se prévaloir de cette exception en écrivant St-Laurent).

"Comme l'exception ne s'étend pas aux travaux courants, nous devons donc écrire Saint-Laurent tout au long dans nos journaux et nos revues.

"Si le titulaire du nom en agit autrement, il faudra l'amener sans retard, par la persuasion, à se conformer à la règle. Car les règles du bon usage valent pour les chefs d'Etat encore plus que pour le commun des mortels."

Toutefois, nous aurons beau gloser à satiété, le dernier mot en la matière appartient en pratique au titulaire du patronyme.

GRANDVILLE



Le T. H. Louis-St. Laurent
La Presse 5 mars 1949

RECEPTION

T. Hon Louis-Stephen SAINT-LAURENT
Montréal, samedi 5 mars 1949

L'ACTUALITE

BIENVENUE

L'Épave

Mars 1949

Tout le monde sait que Son Honneur le maire Camillien Houde n'assistera pas à la réception que la ville de Montréal offrira demain au premier ministre du Canada, M. Louis Saint-Laurent. Indisposition passagère sans doute.

M. Houde paraît cependant s'être préparé à y prendre part, car nous avons ramassé dans la salle des pas perdus de l'hôtel de ville quelques feuillets d'une écriture qui ressemble étrangement à celle de M. le maire. Ce serait une ébauche du discours qu'il devait prononcer demain. Nous en donnons la primeur à nos lecteurs.

M. le premier ministre.

Votre visite à Maricel est un grand événement. Elle nous rappelle qu'il y a cent ans cette année les Maricalais ont incendié le parlement. Le gouvernement s'est transporté ailleurs. Depuis ce temps-là nous vivons heureux. Ça nous fait quand même plaisir que vous veniez nous visiter. Une fois en cent ans, c'est pas exagéré.

M. le premier ministre, je ne

vous ai jamais rencontré, mais je vous connais bien. Avant la guerre vous étiez l'avocat des gros et moi, j'étais le maire des petits. Durant la guerre, vous avez travaillé fort, moi je me suis reposé. Vous avez été grassement récompensé d'avoir travaillé pour les Anglais; moi, je me suis fait mettre dedans pour avoir cherché à protéger les Canadiens. Les gens vous appellent "très honorable" mais ils m'appellent "votre honneur"; ils veulent dire par là que mon honneur à moi m'appartient.

M. le premier ministre, je serai très heureux tout à l'heure de vous faire visiter la ville et de vous présenter à la population. Dans N.D.G. je vous appellerai Stephen, dans le faubourg Québec, je vous appellerai Louis. Moi, vous m'appellerez Camillien partout.

Ces gens-là que vous voyez autour de moi, c'est mon conseil. Ça ne veut rien dire: ils ne peuvent pas me conseiller, parce que je n'ai rien à faire, et je ne peux pas les conseiller, parce qu'ils ne me consultent jamais.

Faites votre possible pour renouer de Bernouville en France.

C'est un homme dangereux: il a commis le crime d'obéir à son gouvernement. Moi, j'ai commis celui non moins grand de désobéir. Nous sommes punis tous les deux. Vérité au delà de l'Atlantique, erreur en deçà.

M. le premier ministre, je veux vous remercier pour tout ce que vous avez fait pour moi durant cinq ans: vous m'avez logé, nourri, vêtu, surveillé. Vous avez exercé sur ma pauvre personne d'innombrables oeuvres de miséricorde corporelle. Je vous en remercie. Mme la maîtresse me prie de vous dire combien elle a été touchée de toutes ces attentions. Nous en garderons un impérissable souvenir.

Maintenant que je vous ai reçu officiellement, je vous laisse entre les mains de mon ami J.-O. Asselin. Il est presque aussi fort que vous, c'est donc un homme à surveiller. C'est pourquoi je suis sûr que vous vous entendrez bien. Moi, je retourne auprès de ma famille, pour reprendre les cinq ans que j'ai perdus.

Signature cunéiforme.

Copie conforme.

L. BARASTALIN

Samedi 7 mars 1949

M. Houde
perdu et...
retrouvé

L'absence du premier magistrat de la métropole aux réceptions civiles qui ont marqué la visite officielle du t. h. Louis Saint-Laurent à Montréal, avait soulevé, samedi et dimanche, beaucoup de commentaires.

On avait laissé entendre que M. Houde était en dehors de la ville, — qu'il était indisposé, — etc.

Mais voici que M. Houde s'est rendu, hier soir, à l'exposition rétrospective des caricaturistes des journaux de Montréal au collège Saint-Laurent.

Mardi matin 7 mars 1949

Conseillers
mécontents de
cette réception

La métropole du Canada a eu en fin de semaine la visite officielle du nouveau premier ministre du Canada, l'honorable Louis-Stephen St-Laurent et de son épouse.

Tout un programme de visites et de réceptions avait été organisé à cette occasion pour M. St-Laurent et son épouse.

La première visite du chef du parti libéral et de la première dame du Canada a débuté à l'archevêché et à l'hôtel-de-ville. A cette occasion ils furent reçus par le président du Comité exécutif, M. J.-O. Asselin. Aussi, apprenons-nous, plusieurs conseillers municipaux se sont montrés outrés de voir que c'était M. Asselin et non le pro-maire qui avait la charge de recevoir les dignitaires en l'absence de Son Honneur le maire Camillien Houde. Ils

prétendent qu'il se devait que ce fût le pro-maire qui obtienne la charge de cette fonction. Aussi, paraît-il, ils souleveront une question de privilège à ce sujet à la reprise des séances du Conseil.

A cause d'une légère avance dans le programme du premier ministre, il n'y avait que quelques personnages plus ou moins officiels dans le hall de l'hôtel-de-ville lorsque M. St-Laurent et sa suite firent leur entrée, ce qui fit que tout le monde et jeta conséquemment un certain froid sur toute l'affaire. Cependant les hôtes officiels eurent vite fait de se rendre sur les lieux.

Comme la chaleur était étouffante à l'intérieur de l'hôtel-de-ville, trois constables qui faisaient partie de la garde d'honneur, peu habitués à se tenir à l'attention aussi longtemps, perdirent connaissance. Ils furent vite ranimés cependant.

M. et Mme St-Laurent ont continué ensuite la visite des principales institutions de la métropole et leur visite à Montréal s'est terminée, hier après-midi, par une grande réception offerte par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

RECEPTION CIVIQUE

Hon. Louis S. Saint-LAURENT
Premier ministre du Canada

LA VISITE DE M. SAINT-LAURENT

Programme des
événements

Le Devoir

Pour la première visite officielle à Montréal du
t. h. Louis-S. Saint-Laurent depuis qu'il est
premier ministre du Canada —
Le samedi, 5 mars 1949

H. M. M.

9 h. 00 — Arrivée à la gare Windsor, voie no 11, barrière no 11. — M. et Mme Saint-Laurent seront accompagnés par plusieurs membres du cabinet fédéral, par des membres du parlement, et par plusieurs autres dignitaires. Le premier ministre passera en revue une garde d'honneur de 100 constables de la police de Montréal, et sera accueilli par les organisateurs de la visite. Le public est cordialement invité à venir saluer le premier ministre et Mme Saint-Laurent.

9 h. 30 — Archevêché de Montréal. — Le premier ministre et son épouse se rendront directement de la gare Windsor à l'Archevêché où ils seront reçus à la porte par Mgr Albert Valois, vicaire général, puis présentés à S. E. Mgr Conrad Châmont et à S. E. Mgr Lawrence Whelan, qui les accueilleront en l'absence de S. E. Mgr Charbonneau, actuellement à Rome. M. et Mme Saint-Laurent seront présentés aussi aux membres du Chapitre de l'Archidiocèse de Montréal. Messieurs les honorables Alphonse Fournier, Joseph Jean, Gaspard Fautoux et Ernest Bertrand seront du groupe.

9 h. 50 — Départ pour l'Hôtel de Ville — M. Saint-Laurent, en compagnie de MM. Henri Ouimet, président de la Chambre de commerce, et John Molson, président du Board of Trade. Mme Saint-Laurent, en compagnie de Mmes Honoré Parent, présidente de la Société des Concerts symphoniques, et Willie Major, présidente de la Ligue indépendante catholique.

10 h. 00 — Réception à l'Hôtel de Ville — M. et Mme Saint-Laurent seront accueillis par M. J. O. Asselin, président du Comité exécutif, et Mme Asselin qui les présenteront aux membres du conseil, aux épouses de ces derniers et aux autres invités. Le premier ministre et son épouse signeront le livre d'or et prendront un vin d'honneur offert par la cité.

11 h. 00 — Départ pour l'Université McGill — M. Saint-Laurent, en compagnie du Juge en chef O. S. Tyndale, chancelier de l'Université McGill. Mme Saint-Laurent, en compagnie de Mme Hector Sanche, présidente des dames patronesses de La Miséricorde, et de Mme Moïse Cler-

mont et de Mlle Ida Cousineau, de la Jeunesse libérale.

N.B. A ce moment, Mme Saint-Laurent commencera un autre itinéraire dont copie est transmise séparément.

11 h. 15 — Réception à l'Université McGill — Le principal de l'Université, M. Cyril James, accueillera à son bureau M. Saint-Laurent. En compagnie du Juge Tyndale et d'autres invités ils verront le cyclotron, construit par McGill avec l'aide financière du Conseil national des recherches, et à l'immeuble Donner, un nouveau centre de recherches médicales.

A 12 h. 15, le groupe se rendra à la Salle du Conseil, au Arts Building, où le sherry sera servi.

12 h. 30 — Départ pour l'Hôtel Queen's — En compagnie de M. Yvon Boulanger, vice-président du Club Richelieu-Montréal Inc., et de M. André Bachand, du même club.

12 h. 35 — Déjeuner du Club Richelieu - Montréal. Hôtel Queen's — Ce déjeuner marquera le 3e anniversaire du Club Richelieu-Montréal. M. Saint-Laurent sera accueilli par M. Lucien Bélair, président du Club. Il sera présenté par M. Émile Boucher, président de la Société Richelieu, et remercié par M. Oswald Mayrand, administrateur de la "Patrie". Le discours de M. Saint-Laurent sera radiodiffusé de 1 h. 30 à 2 h. sur un réseau de postes indépendants: CKAC, Montréal, CHRC, Québec, CHLT, Sherbrooke, C H L N, Trois-Rivières, et CJBR, Rimouski. Le déjeuner aura lieu dans le Salon Espagnol de l'Hôtel Queen's.

2 h. 30 — Départ pour le parc Lafontaine — M. Saint-Laurent sera accompagné par M. J. O. Asselin, président du Comité exécutif de Montréal.

2 h. 45 — Réception au Parc Lafontaine — La cérémonie aura lieu soit au Châlet, soit au Kiosque, suivant le temps qu'il fera. Le premier ministre présentera à M. Georges Mantou, directeur de la division des terrains de jeux de la cité, un trophée qu'il donne aux enfants de la métropole pour être décerné une fois l'an au groupe de jeunes qui aura montré le plus d'enthousiasme pour son terrain de jeux.

3 h. 00 — Départ pour l'hôpital des Anciens Combattants —

Le premier ministre se rendra à l'hôpital des anciens combattants, chemin de la Reine Marie, en compagnie de M. W. H. L. Neish, président de la section provinciale du Québec, Légion canadienne, B.E.S.L., et de M. Paul Vaillancourt, président national de la Croix Rouge canadienne.

3 h. 15 — A l'hôpital des Anciens Combattants — Le brigadier général, l'hon. M. F. Gregg, V.C., ministre des Affaires des anciens combattants, et le Col. C. U. Létourneau, surintendant de l'hôpital, accueilleront M. Saint-Laurent et l'accompagneront durant sa visite des salles où il présentera des cigarettes aux vétérans blessés.

4 h. 15 — Départ pour l'Université de Montréal — Mgr Olivier Maurault, recteur de l'Université de Montréal, accompagnera M. Saint-Laurent.

4 h. 30 — Réception à l'Université de Montréal — Le recteur, Mgr Maurault, les doyens et membres des facultés, plusieurs ministres et membres du Parlement seront présents à cette réception.

5 h. 00 — Départ pour le Club de Réforme — En compagnie de M. Charles Duranceau, président de la Fédération nationale de la Jeunesse libérale.

5 h. 15 — Réception au Club de Réforme — Jeunesse Libérale — Accompagné de plusieurs ministres fédéraux, de nombreux membres du Parlement, M. Saint-Laurent sera accueilli par M. J.-P. Grégoire, vice-président de la Fédération nationale de la Jeunesse libérale, et présenté aux présidents de sections.

5 h. 45 — Départ pour l'Hôtel Windsor — M. Saint-Laurent sera accompagné des présidents du banquet.

7 h. 00 — A l'Hôtel Windsor — M. Saint-Laurent rencontrera d'abord les journalistes dans le Salon B de l'hôtel.

7 h. 30 — Banquet - Hôtel Windsor — Le banquet aura lieu simultanément dans la Salle Windsor et dans le Salon Rose. Il y aura approximativement 1500 convives. Dans la Salle Windsor, c'est l'hon. Alphonse Fournier, ministre des travaux publics, et l'hon. Brooke Claxton, ministre de la défense nationale, qui seront les présidents conjoints, tandis que dans le Salon Rose, l'hon. Ernest Bertrand, ministre des postes, et l'hon. D. C. Abbott, ministre des finances rempliront les mêmes rôles. Il y aura table d'honneur dans chaque salle, et M. Saint-Laurent visitera les deux. Tous les ministres du gouvernement canadien, plusieurs membres du Parlement et de nombreux autres dignitaires seront aux tables d'honneur.

M. Saint-Laurent sera présenté en français par M. Jean-Paul Grégoire, et en anglais par M. Allan McNaughton, c.r., et remercié en français, par Madame Joseph Jean, épouse du Solliciteur général, et en anglais par le docteur J. P. Nelligan, vice-président du club de Réforme.

Le discours du premier ministre sera radiodiffusé par les postes CKAC, Montréal, CHRC, Québec, CHLN, Trois-Rivières, CHUF, Granby, et CJSO, Sorel.

Dimanche, le 6 mars, Le dimanche, M. et Mme Saint-Laurent assisteront à 8 h. 30 à la messe, à l'Université de Montréal, en compagnie des membres de la Fédération des jeunes chambres de commerce de la province. A 4 h. 00 le premier ministre ira rendre visite au conseil général de la Société Saint-Jean Baptiste, à ses quartiers généraux au Monument National, où il sera accueilli par M. Arthur Tremblay, président général de la Société.

Star 23 février R. F. B.
Councillor Lyall
Sticks To His Point

Sir,—In reply to G. S. Foster's letter on his personal—I hope—opinion of my protest as a City Councillor to the action of the City Executive Committee on expending the sum of \$5,000 to entertain Mr. St. Laurent, the Prime Minister, upon the occasion of his forthcoming visit to Montreal: The basic point of Mr. Foster's letter is that Mr. St. Laurent is the Prime Minister of Canada and as such it is quite in order to spend the sum of \$5,000 to entertain him upon his official visit.

This reasoning—on the surface—is acceptable but if we delve a bit, the reasoning does not stand up.

We have had many Prime Ministers in the past come to Montreal officially and unofficially. Did Mr. King or R. B. Bennett or even Sir Wilfrid Laurier receive a \$5,000 reception? Never. I still maintain that there are too many civic improvements needed now to spend a sum of \$5,000 of taxpayers' money on a tea party, prime minister or no prime minister, first visit or hundredth visit. How anyone who is a tax payer can condone the spending of a sum of this amount for an afternoon's entertainment is beyond me.

Mr. Foster made a statement in his letter that made me smile. At one point he states that my protest "is the action of a small-time political opportunist." Well, I have been in public life now for about ten years and I have reached the stage where petty statements by petty people no longer enrage me.

In conclusion, my protest in this affair was not the action of a man—and I quote again—"whose party done him wrong" nor was it meant as a political attack. The whole idea of a \$5,000 reception is wrong and secondly, I, like a lot of my fellow Councillors, have had more than enough of the order-in-council methods of the Montreal Executive Committee. A matter as important and costly as this should be decided in open council. I must assume Mr. Foster's letter to be a personal attack as he does not stick to the facts of my protest and in his reply he engages in political name-calling.

John E. Lyall,
 Councillor "B",
 Notre Dame de Grâce.

**Big Receptions Are
 A Montreal Tradition**

Sir,—Coun. John E. Lyall in a letter to the editor of The Star condemns the act of the City Council in voting the sum of \$5,000 to defray the expenses of Montreal's civic reception to the Prime Minister, the Rt. Hon. Louis St. Laurent.

In support of his adverse criticism of the Council in allocating this amount of money to honor Canada's leader, Coun. Lyall says: "We have had many Prime Ministers in the past come to Montreal officially and unofficially. Did Mr. King or Mr. R. B. Bennett or even Sir Wilfrid Laurier receive a \$5,000 reception? Never."

May I ask Coun. Lyall if he has forgotten the enthusiastic civic reception accorded Sir Wilfrid Laurier on the occasion of his arrival in the city following his great victory of 1896? In 1911 the Rt. Hon. Mr. Borden soon after his national victory paid an official visit to Montreal, and a civic reception committee headed by the Mayor, Hon. Dr. J. J. Guerin, accorded the Prime Minister a welcome worthy of Canada's leader.

And in 1921 on the return to power of the Liberal Party, the Rt. Hon. Mr. King, accompanied by Sir Lomer Gouin and Hon. George Graham, arrived at the Bonaventure Station from Ottawa, and was received by the Mayor and civic fathers and thousands of citizens.

Following brief ceremonies at the station, the distinguished visitor was escorted in triumph by a torchlight procession to the Champs de Mars, where appropriate honors were accorded Prime Minister King. Among those on the grandstand were all the Liberal provincial premiers from Prince Edward Island to British Columbia, members of parliament, senators and leaders of all walks of life.

I am sure that if Coun. Lyall will compare the cost of these receptions—all borne by the city—he will be convinced the \$5,000 set aside for the St. Laurent reception is a very modest allocation for such a purpose. 1949

Star 4/mars Old Timer.

**Garde d'honneur
 de 100 policiers**
Grand déploiement de la police municipale à l'arrivée du T. H. L. St-Laurent.

Un précédent dans les annales de la police municipale sera sans doute créé, demain matin, quand le très honorable Louis Saint-Laurent mettra pour la première fois le pied dans la métropole du Canada à titre de premier ministre du Dominion.

Une garde d'honneur de 100 policiers, pour la plupart anciens combattants des trois armes et ayant chacun au moins deux années de service, se tiendra sur le débarcadère de la gare Windsor pour rendre hommage au distingué visiteur. Les autorités opinent que ce sera la première fois qu'un premier ministre du pays sera appelé à passer en revue un contingent de la police de Montréal.

Trois drapeaux

Le cap. G. Diseur, qui commandera le groupement, a dit que les policiers, de plus, transporteront trois drapeaux: l'Union Jack, le fleurdelisé et l'emblème de la police municipale.

Le ralliement aura lieu à la caserne des Victoria Rifles, rue Cathcart. Puis les 100 policiers se dirigeront vers la gare, où le premier ministre doit arriver à 9 h. Après l'inspection, ils se rendront à l'hôtel de ville, où les six membres du comité exécutif seront présentes à M. et à Mme St-Laurent.

À la gare Windsor, un autre contingent de 50 agents, sous les ordres de l'insp. F. Rawley, sera chargé de maintenir l'ordre. La circulation sera dirigée par le dir.-adj. T. Leggett et son bras droit, l'insp. A. Girard.

Enfin, à l'hôtel de ville, les policiers chargés de contenir la foule seront sous le commandement de l'insp. L. Laviolette et du cap. G. Rochon, du poste no 1.

RECEPTION:

T.Hon. Louis SAINT-LAURENT

samedi 5 mars 1949

RÉCEPTION, LE 5 MARS

RECEPTION, 5th MARCH 1949

★

★

LE PORTEUR DE CETTE CARTE

THE BEARER OF THIS CARD

voudra bien l'exhiber afin de pouvoir placer sa
sur la partie du Champ-de-Mars réservée à
fin et il s'en servira ensuite pour être admis, à
personne qui l'accompagnera, dans le hall d'h
de l'hôtel de ville, où il pénétrera par l'entré
cipale, rue Notre-Dame.

will kindly show the same to be authorized to park
his car in that part of Champ de Mars reserved for
such purpose and will then use it to be admitted,
with the person accompanying him, in the Hall of
Honor of the City Hall, which will be reached by the
main entrance.

NOTE : Dans le but de faciliter les présentations, les invités
d'apporter leur carte de visite.

NOTE : In order to facilitate presentations, the guests are requested to
bring their personal cards with them

*Pour rencontrer le Premier Ministre du Canada
le Très Honorable Louis Saint Laurent
et Madame Saint Laurent*



*le président et les membres du Comité exécutif
de la Ville de Montréal
ont l'honneur d'inviter*

*à une réception offerte par la Ville de Montréal dans le hall d'honneur
de l'hôtel de ville le samedi, cinq mars, mil neuf cent quarante-neuf, à
dix heures du matin.*

*R. S. V. P. au greffier,
Hôtel de Ville, Montréal.*

*To meet the Prime Minister of Canada
The Right Honourable Louis Saint Laurent
and Mrs. Saint Laurent*



*The Chairman and Members
of the
Executive Committee of the City of Montréal
have the honour to invite*

*to a reception offered by the City of Montréal in the Hall of Honour
of the City Hall, on Saturday, March the fifth, nineteen hundred
and forty-nine, at ten o'clock in the morning.*

*R. S. V. P. to the City Clerk,
City Hall, Montréal.*

HONORABLE LOUIS ST-LAURENT
PREMIER MINISTRE DU CANADA.

Hôtel de ville, le
5 mars 1949.

RÉCEPTION, LE 5 MARS 1949

★

LE PORTEUR DE CETTE CARTE

voudra bien l'exhiber afin de pouvoir placer sa voiture sur la partie du Champ-de-Mars réservée à cette fin et il s'en servira ensuite pour être admis, avec la personne qui l'accompagnera, dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville, où il pénétrera par l'entrée principale, rue Notre-Dame.

"E: Dans le but de faciliter les présentations, les invités sont priés d'apporter leur carte de visite.

RECEPTION, 5th MARCH 1949

★

THE BEARER OF THIS CARD

will kindly show the same to be authorized to park his car in that part of Champ de Mars reserved for such purpose and will then use it to be admitted, with the person accompanying him, in the Hall of Honor of the City Hall, which will be reached by the main entrance.

"E: In order to facilitate presentations, the guests are requested to bring their personal cards with them

HONORABLE LOUIS ST-LAURENT
PREMIER MINISTRE DU CANADA.

Hôtel de ville, le
5 mars 1949.

*Pour rencontrer le Premier Ministre du Canada
le Très Honorable Louis Saint-Laurent
et Madame Saint-Laurent*



*le président et les membres du Comité exécutif
de la Ville de Montréal
ont l'honneur d'inviter*

*à une réception offerte par la Ville de Montréal dans le hall d'honneur
de l'hôtel de ville le samedi cinq mars, mil neuf cent quarante-neuf, à
dix heures du matin*

*R. S. V. P. au greffier,
Hôtel de Ville, Montréal*

*To meet the Prime Minister of Canada
The Right Honourable Louis Saint-Laurent
and Mrs. Saint-Laurent*



*The Chairman and Members
of the
Executive Committee of the City of Montreal
have the honour to invite*

*to a reception offered by the City of Montreal in the Hall of Honour
of the City Hall, on Saturday, March the fifth, nineteen hundred
and forty-nine, at ten o'clock in the morning.*

*R. S. V. P. to the City Clerk,
City Hall, Montreal.*

Visite à l'hôtel de ville: 5- 3-49
4-11-58

VOIR DOSSIER: 3e série - Conseil
No. 90,668-02

Liste des invités
Liste de préséance

ST-LAURENT, Louis (Ex. Premier min.)

1751

RECEPTION

T.Hon. Louis-Stephen SAINT-LAURENT
le samedi 5 mars 1949

M. SAINT-LAURENT EST RECU "COMME UN GRAND CANADIEN" A L'HOTEL DE VILLE DE MONTREAL

"Le Canada"

7 mars 1949

Par Raymond Masse

La réception civique magnifiquement réussie dont le très hon. Louis S. Saint-Laurent, premier ministre du Canada, a été l'objet de la part de la Cité de Montréal, à l'hôtel de ville, samedi avant-midi, à l'occasion de sa première visite officielle dans la métropole, ne manquera certes pas de faire époque dans les annales municipales.

C'est là que, au nom de l'administration de la métropole, de son comité exécutif, de son conseil municipal, de toute la population on a dit et s'est dit assuré d'exprimer les sentiments, que M. J.-O. Asselin, président des comités-aires montrealais, a déclaré notamment, aux applaudissements des quelque quatre cent cinquante invités, représentant toutes les classes de la société, réunis dans le grand hall d'honneur décoré comme aux grands jours de fêtes: "Monsieur le premier ministre, bienvenue à vous et à votre famille. Montréal est heureux et honoré d'accueillir un grand Canadien qui fait honneur à son peuple et un homme d'Etat qui illustre le nom de son pays".

"Démocratie canadienne"

En réponse à l'allocution de bienvenue que M. Asselin venait de donner, le très hon. M. St-Laurent s'est dit touché de la réception dont son épouse et lui-même étaient l'objet. "Une telle assemblée reflète le caractère véritable de la démocratie canadienne", ajouta-t-il. "C'est un honneur auquel mon épouse et moi-même sommes sensibles. La cordialité de votre réception démontre un caractère personnel qui nous est très doux".

"Monsieur le président, vous m'avez fait beaucoup de compliments", dit-il ensuite. Puis disant se considérer comme "un homme ordinaire", le très hon. M. St-Laurent a dit qu'il fallait comprendre que tous les Canadiens ne pouvant tous ensemble gérer les affaires de l'Etat, ils choisissent, parmi eux, des hommes qui s'acquittent de cette besogne.

Soulignant qu'il avait assisté à un grand nombre d'assemblées internationales, en compagnie d'autres Canadiens, le très hon. M. St-Laurent a souligné qu'il s'y était rendu compte qu'il n'y a pas tellement d'hommes extraordinaires et que les hommes ordinaires représentant le Canada sont de la taille des hommes ordinaires des autres pays.

Et après avoir succinctement expliqué qu'il lui était très agréable d'assister à des assemblées du genre de celle en cours, assemblées où il peut rencontrer les assistants, le très hon. St-Laurent a terminé sa brève allocution par ces mots: "Très sincère et très cordial merci".

Arrivée à l'hôtel de ville

Lorsqu'il avait accueilli, quelques minutes plus tôt, le très hon. et Mme Saint-Laurent, au bas de l'escalier conduisant à la porte centrale de l'hôtel de ville donnant sur le hall d'honneur, alors que l'orchestre interprétait "O Canada", M. Asselin avait à ses côtés, son épouse, Mme Asselin, M. R. F. Quinn, président intérimaire du comité exécutif, et Mme Quinn, M. Edmond Hamelin, commissaire, et Mme J.-P. Béliveau, sa fille, M. Paul Dozois, commissaire, et Mme Dozois, M. Gordon McL. Pitts, M. Pierre DesMarais, chef du conseil, et Mme DesMarais, Me

Louis-A. Lapointe, directeur des services municipaux, et Mme Lapointe.

Le cortège a ensuite traversé le hall d'honneur, entre deux haies de policiers au garde-à-vous. Puis Mme Asselin a présenté une gerbe d'orchidées à Mme Saint-Laurent. Après avoir apposé sa signature dans le livre d'or, suivi en cela par les membres de sa famille, les autorités municipales l'accompagnant, NN. SS. Conrad Chammond et Lawrence P. Whelan, plusieurs ministres fédéraux et d'autres personnalités, le très hon. M. Saint-Laurent a été conduit sous le baldaquin, ayant alors à sa droite M. Asselin, et à sa gauche Mme Saint-Laurent et Mme Asselin.

Les allocutions terminées, ce fut le vin d'honneur et les canapés. Après quoi, l'assistance fut aussi invitée à signer le livre d'or.

Voici le texte intégral de l'allocution de bienvenue prononcée par M. J.-O. Asselin, président du comité exécutif, samedi avant-midi dans le grand hall d'honneur de l'hôtel de ville:

"Montréal se réjouit et s'honore de vous accueillir aujourd'hui. Au nom de l'administration de la Ville de Montréal, de son Comité Exécutif, de son Conseil Municipal, au nom des citoyens que vous voyez réunis devant vous, au nom de toute la population de la Métropole du Canada, dont je suis certain d'exprimer ici les sentiments, j'ai grand plaisir à vous souhaiter la bienvenue.

"Les honneurs que vous recevez en ce moment la Ville de Montréal, l'insolent de la fierté légitime de toute la province de Québec, particulièrement, éprouve de votre accession à la haute fonction qui est la vôtre dans l'ordre politique canadien. Premier Ministre de Sa Majesté, premier citoyen du Canada, vous avez été conduit, dans une ascension rapide, météoriquement vers cette situation eminente à laquelle vous démontrez l'excellence de vos qualités d'homme et de vos dons politiques. Ces dons et ces qualités ont reçu leur suffrage national qui confère à votre rôle l'autorité et le prestige dont est revêtu la personne du chef du gouvernement.

"Mais dans d'autres domaines aussi, monsieur, vous avez précédemment conquis l'autorité et mérité le prestige. Votre carrière d'avocat, l'une des plus brillantes dans l'histoire du Barreau canadien, n'avait point besoin du lustre dont la politique vient aujourd'hui la couronner. C'est par surcroît que vous est venu cet honneur, que votre sens du devoir vous a fait accepter. Surcroît d'honneur mais aussi surcroît de responsabilité devant lequel votre esprit civique s'est incliné comme devant une mission péremptoire.

"Cet honneur, monsieur le Premier Ministre, rejait sur tous vos compatriotes et leur légitime orgueil a une part dans les manifestations d'estime dont vous êtes l'objet. Montréal, à son tour, est heureux de vous apporter son témoignage. C'est celui d'une cité où se retrouvent, unis dans l'harmonie et la collaboration, tous les éléments ethniques qui forment la nation canadienne, dont vous dirigez les destinées. A ce titre, l'honneur de la Métropole canadienne

au premier ministre du Canada ne saurait manquer d'avoir à vos yeux la signification que nous voulons lui donner.

"A cette manifestation, nous associons étroitement la personne de Madame Saint-Laurent. Madame, veuillez agréer ici l'expression de notre respectueuse considération.

"Monsieur le Premier Ministre, levrals-je en ce moment, pour illustrer la cordialité de notre accueil, faire le geste tout symbolique de vous remettre les clefs de notre ville? A quoi bon? Le gouvernement fédéral a toujours eu ses entrées libres à Montréal; sa présence est parmi nous; il connaît nos contributions à la vie nationale canadienne et il sait l'intérêt que nous lui portons!

"Ce seraient là autant de raisons, s'il en était besoin, pour que vous vous sentiez ici chez vous, mais ce sont les autres raisons, l'ordre sentimental, que je veux invoquer en terminant, pour vous dire: Monsieur le Premier Ministre, bienvenue à vous et à votre famille. Montréal est heureux et honoré d'accueillir un grand Canadien qui fait honneur à son peuple et un homme d'Etat qui illustre le nom de son pays".

RECEPTION

T. Hon. Louis-S. SAINT-LAURENT

Samedi 5 mars 1949

Le premier ministre et sa femme gagnent l'affection générale

Dans les nombreux milieux qu'ils ont visités, ils ont conquis les coeurs; Mme St-Laurent, par son charme; le premier ministre, par sa sincérité.

Solenne par Georges Langlois 7 mars 1949

La ville de Montréal a été conquise, en fin de semaine, par un conquérant nouveau genre, qui n'avait, pour toutes armes, qu'un sourire doux et bon, des paroles pleines de pondération et de sens commun, une personnalité rayonnante et irrésistible. Il avait pour armée sa famille, le modèle et le type même de la famille canadienne-française, dont l'épouse, cinq fois mère et treize fois grand-mère, incarne toutes les qualités et les vertus de son état.

Le très hon. Louis Saint-Laurent, premier ministre du Canada, faisait samedi et dimanche sa première visite officielle dans la métropole du pays. Rapidement, il a visité un peu tous les milieux de la ville, pris contact avec les éléments les plus représentatifs de toutes les classes de la population.

Une visite complète

Exécutant avec une rigoureuse ponctualité un programme extrêmement chargé, il a fait le tour de nombreuses institutions et rencontré les chefs du monde religieux, civil, ouvrier, politique, ceux du monde des affaires, de l'enseignement, des sociétés nationales, des groupements sociaux. Il a vu les enfants prendre leurs ébats au parc Lafontaine, et leur a remis un trophée qu'ils se disputent dans une assemblée sportive. Il s'est penché sur les blessés de guerre à l'hôpital des anciens combattants. Il a vu nos savants à l'oeuvre dans nos universités.

L'accueil chaleureux partout

Le programme ne laissait pas le temps d'organiser une grande manifestation populaire qui aurait permis à la population entière de voir de près le chef de la nation canadienne. Mais il y avait plus de 2,000 personnes à son arrivée, à la gare Windsor, dès 9 h. du matin. Des gens se pressaient aux abords des endroits où il devait se rendre, des enfants l'ont acclamé sur les terrains de jeu, des étudiants l'ont salué d'un "Boum!" bien scandé à l'université, et des gens du peuple l'ont applaudi à son entrée au Monument national, hier après-midi.

Madame Saint-Laurent

De son côté, Mme Saint-Laurent, après avoir accompagné son mari aux réceptions officielles de l'archevêché et de l'hôtel de ville, allait visiter des institutions d'un intérêt plus nettement féminin, comme les hôpitaux de la Miséricorde, des Sourdes-Muettes, Ste-Justine, St. Mary's, le couvent de Villa-Maria, des cercles politiques de femmes, en attendant de retrouver son mari au grand banquet du soir et de l'accompagner, dimanche, à la messe universitaire et à la Société Saint-Jean-Baptiste.

Le programme qu'on avait proposé à M. et Mme Saint-Laurent

Bien au contraire, car il a sur tous les problèmes fondamentaux de la politique nationale et internationale des idées précises et claires qu'il expose avec autant de vigueur que de sincérité, parce qu'il les croit justes et conformes à l'intérêt de la nation canadienne et de la paix mondiale. Et c'est ce qui en fait la force.

Son discours au club Richelieu fut particulièrement révélateur à ce point de vue.

Au club Richelieu, le premier ministre s'adressait à un auditoire de choix, un auditoire composé d'éléments très divers, représentant à peu près toutes la gamme des opinions politiques. Il ne parla pas en homme politique, mais en homme d'état ou, plus simplement, en citoyen qui s'adresse à ses citoyens et discute avec eux du problème le plus grave de l'heure.

L'émotion d'un père de famille

Il parla du problème de la paix. Il en parla en père de famille qui a connu les inquiétudes causées par l'absence d'un fils servant en haute mer. Il en parla en homme qui eut le pénible devoir de consoler des amis intimes dont les fils avaient été tués ou blessés, des pères comme lui dont quelques-uns n'ont pu survivre à ce deuil cruel.

Sans fausse sentimentalité, il atteignit à ce point de son discours un tel degré d'émotion contenue, mais visible, que les auditeurs les plus rapprochés virent perler des larmes à ses paupières.

Conditions de la paix

Une sincérité aussi évidente devait impressionner profondément l'auditoire et ne laisser subsister aucun doute sur l'intense conviction du premier ministre lorsqu'il exprime son grand désir d'éviter la guerre et sa confiance qu'un pacte de sécurité collective comme celui qui est en voie de préparation est le meilleur moyen d'éviter un nouveau conflit, puisqu'il "ne suffit pas d'avoir les droits de notre côté", mais qu'il "nous faut aussi la force nécessaire pour les faire respecter", et que cette force, "seule l'union peut nous la donner".

M. Saint-Laurent ne fait pas de démagogie en exploitant la crainte que tout le monde a de la guerre. Il ne cache pas à son auditoire qu'il ne croit pas la neutralité possible dans le cas d'un conflit entre les Etats-Unis et la Russie, puisque "la guerre serait à nos portes, que nous le voulions ou non", et puisqu'il s'agirait d'un conflit "entre un monde communiste et athée et notre civilisation démocratique et chrétienne".

Au banquet du soir, il devait renchérir sur cette idée, pour flétrir la contradiction de "ceux qui s'attaquent au communisme avec une violence dont nous partageons les motifs, mais qui s'opposent à l'union des peuples libres contre cette menace même du communisme".

Aux deux endroits, les paroles du premier ministre furent écoutées avec une attention soutenue et un grand intérêt. Elles furent fréquemment soulignées d'applaudissements nourris et, à la fin, suivies d'ovations prolongées. La manifestation d'enthousiasme qui marqua la fin du discours de M. Saint-Laurent au club Richelieu fut particulièrement significative. Vu que ce cercle n'a aucun caractère politique.

Faire comprendre

La puissance de conviction de M. Saint-Laurent provient surtout de l'art qu'il possède d'exposer les grands problèmes politiques, comme celui de la paix et celui de l'inégalité sociale, dans un langage simple, d'en dégager l'essentiel avec beaucoup de clarté et d'amener son auditeur à la conclusion que la solution qu'il propose est non seulement la meilleure, mais la seule applica-

était presque un défi à l'endurance physique. Ils l'avaient accepté sans se préoccuper de la fatigue que cela leur imposerait inévitablement. Ils l'ont accompli en entier, à la lettre et à la minute, faisant partout bonne figure et sans donner le moindre signe de lassitude.

Simplicité et bonne grâce

Partout, ils ont fait une impression profonde et durable, non seulement par le charme de leurs personnes, qui est grand, mais encore par la simplicité de leur abord et de leurs manières, par la bonne grâce avec laquelle ils se prêtent aux exigences de leur haut rang.

Mme Saint-Laurent s'efface volontiers pour laisser le premier plan à son illustre mari. Mais, dans son rôle officiel, M. Saint-Laurent reste l'époux prévenant qui a toujours des attentions délicates pour sa femme.

Dans son rôle de premier ministre, dans ses discours comme dans ses relations avec les personnalités qu'il a rencontrées et les auditoires auxquels il s'est adressé, M. Saint-Laurent a fait une grande impression par la pénétration de son intelligence, la clarté de sa pensée, la justesse de son expression et, surtout, la profonde sincérité de ses convictions et de ses sentiments.

Trop modeste ?

On serait même porté à se demander si le premier ministre du Canada n'est pas un peu trop modeste. Il se défend d'être un surhomme, et c'est juste. Car la vraie démocratie s'accommode mal de la théorie du surhomme. Elle veut, au contraire, des chefs qui, tout en étant à la hauteur de leur tâche, sont de la taille de leurs concitoyens et sont la preuve vivante que chacun "peut aspirer aux plus hauts postes de son pays".

M. Saint-Laurent est modeste parce qu'il ne renie pas ses humbles origines. Il veut pester près du peuple dont il est issu, afin de mieux connaître les désirs et les besoins de la population et de mieux éclairer ses concitoyens sur les problèmes de l'heure.

Notions claires et précises

Mais cette modestie ne procède pas d'un sentiment d'infériorité.

ble en tenant compte des réalités inéluctables.

Il n'est peut-être pas un grand tribun populaire. C'est qu'il juge vain de chercher à soulever les foules par des procédés d'éloquence faits surtout d'artifices et qui peuvent être sans lendemain. Mais il possède tellement l'art de mettre les plus grands problèmes politiques à la portée de tous qu'il peut fort bien réussir à convaincre une foule sans avoir besoin de la remuer. Car s'il est à l'aise dans le jeu des idées générales, il ne perd jamais de vue le réel et le concret et n'oublie jamais les limites du possible.

Il dit, par exemple, qu'il préfè-

rait bien consacrer les ressources du pays à l'amélioration du standard de vie des Canadiens. Mais il se rend compte que cela est impossible sans la paix et qu'il faudra, par conséquent, consacrer une partie de nos ressources au maintien de la paix.

C'est sur ce ton, avec des idées à la fois justes et tempérées par le sens de la réalité, que le premier ministre a exposé aux Montréalais, en fin de semaine, les principaux problèmes de la politique canadienne pour leur proposer les solutions de juste milieu dont, à son avis, dépend l'avenir même de notre pays.

L'arrivée en gare Windsor

par J. J. Asselin
M. et Mme St-Laurent ont été reçus avec dignité, simplicité et enthousiasme.

7 mars 1919

Une brève cérémonie empreinte d'une dignité et d'une simplicité impressionnantes a marqué, samedi matin, en gare Windsor, l'arrivée du très hon. Louis Saint-Laurent, premier ministre du Canada, et de Mme St-Laurent, qui inauguraient leur première visite officielle dans la métropole du Canada depuis l'accession de M. Saint-Laurent à la direction du gouvernement du pays.

M. et Mme St-Laurent ont été accueillis à leur descente du train par M. J.-O. Asselin, président du comité exécutif de la ville de Montréal, et Mme Asselin, ainsi que par un groupe imposant de personnages en vue de Montréal, parmi lesquels se trouvaient un grand nombre de ministres fédéraux, députés fédéraux et provinciaux, membres du comité exécutif et du conseil municipal de Montréal et des représentants de tous les principaux corps publics métropolitains.

A leur entrée dans la gare, M. et Mme St-Laurent ont été reçus par une salve d'applaudissements et de vivats spontanément déclenchée par l'imposante foule (plus de 2,000

personnes) qui se massait dans le grand hall de la gare Windsor. Ce sympathique accueil a dégénéré dans un sentiment d'harmonie, au son de la musique de la fanfare du corps des pompiers de Montréal.

Accueilli à la barrière par le directeur de la police de Montréal, M. Albert Langlois, le premier ministre a reçu le salut d'une garde d'honneur de la police de Montréal, sous la direction du capitaine Gustave-J. Discour, en charge de l'entraînement de la police. Le corps de clairons des Victoria Rifles sonna le salut et M. St-Laurent passa immédiatement la garde d'honneur en revue, en compagnie de M. Asselin, du directeur Langlois et du capitaine Discour, pendant que la fanfare des pompiers faisait les frais de la musique.

M. et Mme St-Laurent se dirigèrent ensuite vers la sortie de la gare, obligés de se frayer un passage à travers la foule et subissant l'assaut des photographes. Saluts à gauche, sourire à droite, donnant moult poignées de main, le premier couple du pays a pu rejoindre la voiture qui l'attendait dans la rue Osborne, mais non sans que le premier ministre se fût arrêté pour causer quelques instants avec un groupe de portefaix (red caps) noirs et donner la main à chacun d'eux.

Notons que la rue Osborne et les rues avoisinantes étaient si congestionnées qu'il fallut quelque 15 minutes pour se rendre à l'archevêché en auto, alors qu'il n'en faut que deux ou trois pour faire le trajet à pied.

MR. ST. LAURENT'S PERSONAL TRIUMPH

It is doubtful if any political leader in Canadian history has ever been elected to power with a clearer expression of public confidence than has Rt. Hon. Louis St. Laurent. It is above all a personal triumph. And as this triumph was as wide as the nation itself, it will give him, in office the authority of an unmistakably democratic choice.

The success of Mr. St. Laurent's political career is all the more unique in that it was not the late fruit of a life spent long in politics. Unlike Sir Wilfrid Laurier, who was in public life at Ottawa for 45 years, or the late Mr. Ernest Lapointe, who was there for 37 years, Mr. St. Laurent came to Ottawa only eight years ago.

And he did not come seeking a political career. He came in wartime to give wartime service. He came at personal sacrifice, when his professional career was at the height of its fulfillment, and when he had to give up the satisfactions of a more private life.

If his responsibilities at Ottawa broadened, it was not because he sought them. When he took the post of prime minister, it was not only at the unanimous request of his political associates. It was because he was convinced that he was responding to the desire of the people of Canada to have him take up the responsibilities of government. The results of yesterday's voting have overwhelmingly justified and confirmed the motives that have prompted his own decision.

The victory won by Mr. St. Laurent is the best kind of victory, in that it does not rest simply upon sectional support. He has been a truly Canadian choice. And it is evident that this choice has not been based only upon his record in administration. It is based also upon his tour of the country in which he came close to the people. He has been able not only to win the respect of Canadians for the vigor of his trained intellect. What is of equal importance, he has won their hearts by the kindly integrity of his character.

In his personal triumph Mr. St. Laurent himself would be the first to acknowledge the value of his political inheritance from his predecessor in office. Though no longer on the political scene, Mr. Mackenzie King must share in the tribute. For the political party which Mr. King constructed during his unprecedented period in office has survived the severest of tests—his own withdrawal from its direction. Those who have suggested that the Liberal Party was not only the creation of Mr. King's political talents, but was so inseparable from them as to have no power of independent life, have not been upheld by yesterday's election. The foundations left for Mr. St. Laurent to build upon have proved to be exceedingly sound.

But so sweeping a victory as Mr. St. Laurent has gained brings with it exceptional obligations. The drastic weakening of the power of opposition in Parliament makes all the heavier the personal responsibility of the prime minister for the careful and restrained conduct of the country's business.

Such charges as those of unparliamentary procedures and extravagance in spending have rested upon clear evidence. Many of these tendencies, it is true, developed before Mr. St. Laurent himself came to the position of prime minister, and there is good cause for confidence that Mr. St. Laurent will regard the very definiteness of public support as imposing a special obligation for discipline in the discharge of the nation's business, by the government of which he is now the confirmed leader.

For the parties in opposition, which have suffered heavily at the polls, there awaits the need for sincere and constructive self-examination. Such honest self-examination will prove of greater value than public criticism. They must face up to the extent to which their defeat was due to circumstance and to what extent it was due to their own shortcomings in organization or in principle.

Mr. George Drew fought a good fight. He never spared himself and showed not only vigor but often much personal courage in facing his opponents. He fought, it must be acknowledged, under many drawbacks. He had been the leader of his party for only eight months. During that brief period, little of his time could be given to the fundamentally important work of party organization. He had to wind up his duties as Premier of Ontario, fight a byelection in Nova Scotia, while fighting his own byelection in Carleton. He had then to enter the House of Commons and lead the opposition in the difficult pre-election session. Then came the heavy schedule of touring the country.

Mr. Drew now faces one of the most difficult and the most searching tests of character in any leader. He shall have to accept defeat without defeatism, and to affirm his leadership among his shattered following. His ability to do this will establish one of the best claims to public regard in the years to come. The need for his leadership of an active opposition is very real. Mr. Drew may be depended upon not to fail either himself or his public obligations.

For Mr. St. Laurent, difficult times will lie ahead, in a world troubled in its international relations, and anxious in its international trade. But these tasks of the future, formidable as they are, will be lightened for him, because he has received the only reward that he has asked or wished from those he has sought to serve—the wholehearted fullness of their confidence.

Saturday Night 22 April 1953

The Untarnished Image

BY THE RESULTS of last week's federal election showed how well the father-image created by the Liberal party survived the test of another campaign; Mr. St. Laurent remained Papa Louis to a very large number of citizens, who dutifully voted for him and his colleagues. Curiously, the party propagandists have managed to shape the image without giving many personal details about the Prime Minister. A few days after the election we conducted our own poll and found no one who knew much more about Mr. St. Laurent than "he's a fine gentleman," and "he was born in Quebec, he used to be a lawyer, and he's got a large family."

Not one person we questioned knew that Louis St. Laurent was born on February 1, 1882, in Compton, a Quebec village near the Vermont border. His father had a general store there, which passed on to the PM's brother, Maurice, and is now operated by Maurice's son, Marc. The men of the village, who gather in the store during the evenings to smoke and talk, refer to the PM as M'sieu Louis.

Not one could say that his grandparents were immigrants from Galway; his father French Canadian and

his mother Irish. He spoke to his father in French and to his mother in English. He went to school in the village, then to St. Charles College in Sherbrooke, and on to Laval University to study law. He joined the law firm of Louis Phillippe Pelletier, a Conservative who later became Postmaster General. He earned \$600 his first year, had boosted his salary to \$1500 four years later, and shortly afterwards was taken into partnership. He established his own law firm in Quebec City in 1923 and by the time he joined the Mackenzie King Ministry in 1941, he was reported to be earning close to \$100,000 a year as a brilliant corporation lawyer.

He gave this up to be Minister of Justice at \$10,000. He stood for election in Quebec East in 1942, and won by a majority of 3,940; his majority in 1945 was 10,768; in 1949, 17,956; and in last week's test it was 18,949 more than the combined votes of his four opponents. He moved to External Affairs in 1946 and became Prime Minister on Nov. 15, 1948.

He has five children, all married: Marthe, 44, Renault, 42, Jean-Paul, 41, Therese, 37, and Madeline, 35. There are 17 grandchildren. His two sons carry on the law business he gave up for politics.

Last year, at the age of 70, he learnt to swim — a demonstration of the vigor which carried him through the gruelling personal campaign of the last few weeks with no apparent weakening of energy or enthusiasm. And the result was a personal victory; the Liberal candidates leaned heavily on his personality.

**CE DOSSIER CONTIENT
PLUSIEURS DOCUMENTS
ILLISIBLES**

Le parti libéral devra se choisir un nouveau chef

LA PRESSE SEP 7 1957.

Après avoir pris conseil de son médecin, l'ex-premier ministre déclare qu'il n'a plus la force nécessaire pour d'aussi lourdes fonctions.

Motif de hâte

Si M. S.-Laurent annonce si brusquement sa décision, c'est qu'il veut que le parti libéral se réorganise le plus promptement possible.

par Georges LANGLOIS

Ottawa, 7. — Le très hon. Louis Saint-Laurent a annoncé hier soir sa décision d'abandonner la direction du parti libéral.

Il l'a fait sous la forme d'un communiqué qui a été transmis aux courriéristes parlementaires par son bureau d'Ottawa. Il y invoque des raisons de santé et l'avis médical qu'il vient de recevoir. Il se dit toutefois disposé, si ce santé le lui permet, de continuer à remplir son rôle de chef de l'opposition parlementaire en attendant le choix de son successeur.

La nouvelle a pris la capitale par surprise en dépit des rumeurs qui y circulaient depuis quelques jours, car M. Saint-Laurent avait lui-même nié, il n'y a pas une semaine, avoir changé d'avis depuis qu'il avait annoncé son intention de rester à la tête du parti libéral, le mois dernier, après avoir tenu conseil avec plusieurs de ses anciens ministres. L'avis médical qu'il vient de recevoir a tout changé.

Dans son communiqué, le chef démissionnaire parle des réserves d'énergie qu'exige une campagne électorale, et se dit convaincu qu'il ne lui est plus possible, à 75 ans, de satisfaire à ces exigences.

Il exprime ses regrets d'avoir à prendre une telle décision, ajoutant qu'il se sentirait injuste envers le parti à la tête duquel il a servi la nation canadienne, s'il persistait à en garder la direction.

On avait saisi à Ottawa que M. Saint-Laurent a vu son médecin, puis qu'il a communiqué des

hier avec son secrétariat d'Ottawa ainsi qu'avec celui de la Fédération libérale nationale. Ayant pris sa décision, il n'a pas voulu tarder davantage à l'annoncer, sans doute pour permettre à son parti de lui désigner un successeur, et de se réorganiser dans le plus court délai possible, vu la possibilité d'une élection générale à brève échéance.

Formalités supprimées

C'est sans doute à cause de cela que M. Saint-Laurent a subi une procédure totalement inédite. La tradition du parti libéral veut en effet que le chef démissionnaire fasse part de sa décision à une réunion du grand conseil du parti ou, à défaut de cadres, à une réunion des parlementaires, comme cela fut le cas de Laurier, qui avait été chef libéral par les députés et les anciens libéraux en 1927 et avait fait confirmer ce choix par un congrès national en 1933.

« À ce moment », n'y avait pas eu de congrès national, mais la Fédération libérale nationale et Laurier avait succédé à Blake, celui-ci ayant démissionné assez soudainement pour aller s'établir en Angleterre, où il avait commencé une nouvelle carrière politique.

Mackenzie King avait annoncé son intention de démissionner à une réunion du comité consultatif de la Fédération libérale nationale et celui-ci avait ensuite convoqué et organisé le congrès qui devait élire M. Saint-Laurent en 1948. Ce congrès avait eu lieu au mois d'août et King était resté premier ministre jusqu'au mois de novembre, lorsqu'il M. Saint-Laurent en familiarisant avec les rouages de la direction du parti avant d'assumer les fonctions de premier ministre.

M. Saint-Laurent aurait sans doute préféré suivre la même procédure. Mais aujourd'hui le temps presse. Les semaines comptent et sa décision prise, il l'annonce tout de suite afin de permettre à la Fédération libérale de commencer immédiatement le travail long et compliqué qui précède la réunion d'un congrès national. Il faut en moyenne trois ou quatre mois, car des délégués doivent être désignés dans chacune des 255 circonscriptions électorales du pays par les associations libérales du comité. C'est une assez longue procédure, qui doit être suivie de la vérification des pouvoirs des délégués.

Dans ces conditions, le temps presse. Car la convocation d'un congrès national pose d'autres problèmes que celui du choix des délégués, celui du local en particulier. En l'absence du président de la Fédération libérale nationale, M. Duncan MacTavish, actuellement au congrès de l'Association du Bureau canadien à Banff, le secrétaire de la Fédération, M. H. E. Kidd, nous disait hier soir que c'est la possibilité d'obtenir un local assez grand pour réunir quelque 1,000 délégués qui déterminera peut-être la date du congrès.

Les congrès de ce genre se tiennent d'habitude au Collège d'Ottawa. C'est là qu'eurent lieu le congrès conservateur de l'an dernier et ceux des deux partis en 1955. Mais cet immeuble est souvent le siège d'expositions de tous genres, de concours hippiques, etc. Il faut le réserver d'avance. Il faut en outre loger les délégués dans les hôtels et ceux d'Ottawa sont souvent pris par des congrès d'associations diverses. Ils seront en outre occupés par les parlementaires pendant la session et, si celle-ci se prolongeait, le problème du logement se compliquerait davantage.

A cause du temps qu'il faut pour préparer un congrès national d'un parti politique, celui qui sera convoqué pour désigner un successeur à M. Saint-Laurent ne pourra certainement pas avoir lieu avant le mois de décembre, plus probablement pas avant le mois de janvier, selon M. Kidd.

Deux noms ont tout de suite commencé à circuler hier comme ceux de successeurs possibles de M. Saint-Laurent: ceux de MM. Pearson et Martin. M. Sinclair, qui pourrait aspirer au poste, s'est déjà publiquement rangé parmi ceux qui appuient M. Pearson.

Il n'a pas été possible cependant d'attendre à Ottawa aucune des personnalités politiques qui auraient pu faire des commentaires sur la démission de M. Saint-Laurent. Les anciens ministres libéraux sont dispersés à travers le pays. M. MacTavish est à Banff et le seul qui est habituellement à Ottawa depuis le 29 juin, M. Pearson, se trouvait hier à Presqu'île, sur le lac Ontario, au congrès des jeunes libéraux ontariens.

La déclaration de M. S.-Laurent

Ottawa, 7 (DNC) — Voici le texte du communiqué par lequel M. Louis Saint-Laurent a annoncé hier soir sa décision d'abandonner la direction du parti libéral fédéral:

"Après mûre réflexion et sur l'avis médical que je viens de recevoir, j'en suis venu à la conclusion que je n'ai plus la force et la vigueur nécessaires pour diriger le parti dans une autre élection générale.

"De l'expérience que j'ai d'élections précédentes, je suis convaincu qu'il y a des exigences qu'elles imposent aux réserves d'énergie d'un chef de parti et je suis convaincu qu'il ne m'est plus possible de satisfaire à ces exigences.

"Toutefois, si ma santé le permet, je serai heureux de continuer à remplir les fonctions de chef du parti libéral pendant la période intermédiaire qui précède le choix de mon successeur au congrès qui, sans doute, sera convoqué prochainement à cette fin.

"Je regrette vivement d'avoir à prendre cette décision. Elle est dictée par ma conviction que c'est la seule que je doive prendre dans les circonstances, et que toute autre serait injuste envers le parti avec lequel j'ai eu le grand honneur de servir mon pays durant plusieurs années."

STAR

Highlights of Career

Canadian Press

1882—Born Feb. 1 at Comp-ton, Que., to Mary Broderick and J. B. Moise St. Laurent.

1905—Graduated from Laval University, Quebec City, with a law degree.

1908—Married Jeanne Renault of Beauceville, Que.

1914—Appointed to the law faculty of Laval.

1929—Elected barrister of the Bar Association of Quebec Province.

1930—Invested with an honorary degree by Queen's University, the first of 22 such honorary degrees he received during his career.

1941—Sworn into the Privy Council Dec. 10 as Justice

Minister and Attorney-General of Canada.

1942—First elected to the Commons Feb. 9 for Quebec East in a by-election.

1945—Re-elected in the general election of June 11.

1948—Sworn into the Privy Council of the United Kingdom Jan. 1 and appointed External Affairs Minister Sept. 4.

1948—Elected Liberal Party leader, succeeding Mackenzie King, and appointed Prime Minister Nov. 15 on Mr. King's retirement.

1949—Appointed honorary life president of the Canadian Bar Association and led his party to a record election victory June 27.

1950—One of chief architects of the North Atlantic Treaty Organization.

1953—Again led the Liberal party to victory in a general election Aug. 10.

1954—Undertook a flight around the world which included a visit to Canadian troops in Korea.

1955—Presented with the freedom of the city of London.

1956—Liberals experienced stormiest parliamentary session under his leadership in gas pipeline debate.

1957—Resigned as Prime Minister June 21 following his party's defeat at the polls June 19 by the Progressive Conservatives.

SEP 7 1957

LA PRESSE
JAN 15 1958
Un grand homme d'Etat

Comme il en avait annoncé l'intention il y a quatre mois, le très hon. Louis Saint-Laurent a abandonné officiellement, à la convention nationale libérale, la direction du parti dont il était le chef depuis près de dix ans. Le respect universel dont il est entouré au moment où sa décision prend effet témoigne de la haute qualité des services qu'il a rendus en tant que leader politique et homme d'Etat pendant tout le temps qu'il a occupé cette fonction.

Ce fut une carrière remarquable à bien des égards que la sienne. Il n'a pas connu les années d'apprentissage que doivent habituellement traverser, comme simples députés, les futurs ministres. Il a été appelé à Ottawa en 1941 pour participer immédiatement, en qualité de membre du gouvernement, à l'administration des affaires publiques. Telle était déjà la considération qui lui était accordée, alors, qu'on lui épargnait l'étape préparatoire par laquelle ont passé ses prédécesseurs.

A quel point cette confiance était justifiée, on l'a vu par la suite. M. Saint-Laurent a acquis rapidement un si grand ascendant dans les milieux fédéraux que moins de sept ans après, en 1948, il était placé à la tête de son parti et assumait les responsabilités de chef du gouvernement.

Lui-même a rappelé, non sans fierté, à la convention libérale, les réalisations du ministère qu'il a présidé pendant une dizaine d'années, durant une période de grands progrès pour le Canada, alors que notre pays procédait à un développement intense de sa vie économique et attirait l'attention sur lui en politique internationale par de nombreuses interventions toutes dirigées vers la consolidation de la paix.

Ce qui reste du travail accompli pendant ce temps par M. Saint-Laurent et ses collègues du gouvernement est visible dans la situation assurée actuellement à la population canadienne. On peut dire, notait-il à Ottawa, que le Canada est peut-être le pays le plus heureux au monde. Les éléments de cette prospérité doivent être cherchés dans les vastes ressources de notre territoire ainsi que dans l'esprit d'initiative et l'énergie de ses habitants, mais aussi dans l'excellence de l'administration qui a dirigé la mise en valeur de ces richesses.

Le souvenir que M. Saint-Laurent emportera de ces années de vie politique ne peut lui être qu'un sujet de légitime fierté. Il a servi son pays avec le plus entier dévouement, avec une sincérité et une abnégation sans réserve. Que tous, les membres de son parti et ses autres compatriotes avec eux, se plaisent à reconnaître en lui un homme d'Etat qui figure parmi les grandes personnalités de l'histoire du Canada, cela constitue un hommage auquel il ne peut manquer d'être sensible, comme il le confessait hier soir à Ottawa.

JAN 15 1958

MTL-MATIN

M. St-Laurent fait ses adieux dans un discours de 30 minutes

Ottawa, 14. (BUP) — M. Louis St-Laurent s'est retiré comme chef libéral, ce soir, après avoir demandé aux délégués au congrès national de maintenir bien haut l'idéal d'unité nationale du parti basée sur la sécurité et la justice sociales.

Sans cet idéal, a ajouté l'ancien premier ministre, maintenant âgé de 75 ans, le Canada n'aurait pas joué son rôle éminent aux Nations-Unies et à l'OTAN; élaborer une charte de sécurité sociale ou réaliser un développement économique à une échelle qu'aucun Canadien ne rêvait il y a vingt-deux ans.

cultures et l'application de ces principes dans les domaines de la sécurité et du bien-être social.

M. St-Laurent s'est adapté élégamment à son rôle de vieil homme d'Etat au cours d'une allocution de trente minutes prononcée devant une salle comble et les caméras de la télévision.

Un appel

"Ce soir, comme je suis à la veille d'abandonner la direction de notre parti, a-t-il déclaré, je lance un appel à mes libéraux de demeurer fidèles à la foi libérale; de faire des projets pour un avenir plus brillant; de promettre seulement ce qu'ils croient pouvoir réaliser pour le plus grand bien du Canada; de mettre leur confiance dans le peuple et de mériter la leur."

M. St-Laurent a déclaré être convaincu que le Canada ne pourrait pas continuer dans le progrès comme nation et se faire reconnaître dans les domaines internationaux sans une coopération étroite et franche entre les deux groupes ethniques.

Idéals

Il a énoncé les idéals et les buts du parti qui consistent en une part équitable pour tous dans le développement des ressources naturelles, l'acceptation dans toutes les parties du Canada des conséquences nécessaires de deux

FEB 18 1958

STAR

Won't Run March 31

St. Laurent Ends Political Career

QUEBEC, Feb. 18. Former spokesman for French Canadians Prime Minister St. Laurent, 76, following the death of Mr. Lapointe, his first lieutenant, completed his withdrawal from a direct part in national politics last night with an announcement that he will not be Liberal candidate for Quebec East in the March 31 Federal election.

The announcement, contained in a statement read to a press conference by Senator Jean Marie Dessureault, Quebec East party organizer and a close friend of Mr. St. Laurent, was the third step in the former prime minister's return to private life.

The first came when he resigned as Prime Minister and handed the government over to the Progressive Conservatives under John Diefenbaker following the drastic reduction in the Liberal's majority in the election of last June 10.

The second step was Mr. St. Laurent's announcement of his resignation as leader of the Liberal Party last Sept. 6. He left the choice of a successor to a convention, which picked Lester Pearson last month.

Mr. St. Laurent said in last night's statement he was "deeply moved" by an offer of Quebec Liberals to sponsor his nomination to the historic seat, but felt he must regrettably decline.

Health Uncertain

He said uncertain health, which prompted him to resign as leader, made him feel he could not guarantee his constituents three or four year's service.

But he expressed hope that following a vacation, he would be able to campaign for the Liberals in the forthcoming election.

He was not available for personal comment.

A candidate for Quebec East, the seat of former Prime Minister Sir Wilfrid Laurier and of the late Rt. Hon. Ernest Lapointe, will be chosen later this month at a nomination convention.

Mr. St. Laurent is senior counsel in a law firm established by his sons Renault and Jean Paul, member for Temiscouata in the last Parliament, and is expected to devote himself now to law, his first love.

He was a corporation lawyer with a \$50,000-a-year practice when he was approached by former Prime Minister Mackenzie King, who sought a strong



the age of 59. In 1946 he became External Affairs Minister and helped found the North Atlantic Treaty Organization.

In 1948 he became prime minister and leader of the Liberal Party on the retirement of Mr. King, and in 1949, at 67, led his party to its greatest victory: 193 of 262 Commons seats.

Mr. St. Laurent, who speaks perfect French and English, was the first French-Canadian prime minister since Sir Wilfrid Laurier was defeated in 1911.

He again led the party to victory in 1953.

M. St-Laurent refusera tout poste public, même celui de gouv.-général

L'ancien premier ministre reprend définitivement sa pratique du droit, interrompue il y a 16 ans, par souci de patriotisme. — Pêches et golf.

par Richard Daignault

Québec, 26. (PCH) — Le très hon. Louis Saint-Laurent a fait savoir qu'il n'entend pas accepter de nouveau des fonctions publiques, même si on lui offrait l'occasion de devenir le premier gouverneur général canadien-français.

L'ancien premier ministre a repris la pratique du droit qu'il avait interrompue il y a 16 ans

"Il ne conviendrait pas que quelqu'un qui vient de sortir de l'arène politique soit considéré comme candidat possible au poste de gouverneur général.

"Si je n'avisais pas pensé que

LA PRESSE

APR 26 1958

verneur général ne doit pas être confié à un politicien fatigué."

Comme on lui demandait si le poste de viceroy devrait être occupé alternativement par des Canadiens de langue anglaise et de langue française, M. St-Laurent a répondu:

"Dans la mesure du possible, je pense que cela serait souhaitable."

C'était la première fois depuis sa démission, qui remonte au début de la présente année, que l'ancien premier ministre se prononçait sur ces questions.

Retour à Québec après le congrès du parti libéral au cours duquel M. Lester Pearson a été élu à la direction du parti, M. St-Laurent a ensuite quitté le pays pour se reposer en Floride où il a séjourné pendant six semaines. Il y était encore le 31 mars, date à laquelle les Canadiens ont reporté au pouvoir le gouvernement conservateur avec une majorité sensiblement accrue.

La semaine dernière, l'imposante silhouette de l'homme d'Etat se profila sur la Grande-Allée, l'une des plus belles avenues résidentielles de Québec. Il y a 25 ans, et se dirigea vers un immeuble à bureaux.

Vêtu d'un complet bleu marine, les cheveux blancs coupés courts sous son chapeau mou, il se diri-

gea à pas lents vers le vieux immeuble qui abrite le Palais de Justice autour duquel serpentent les rues étroites et tortueuses.

Pour M. St-Laurent, qui est âgé de 76 ans, c'est une étape nouvelle dans une vie déjà bien remplie. La route qu'il empruntera tous les jours, l'ancien chef du gouvernement la connaissait déjà bien pour l'avoir souvent parcourue jadis.

Lorsque feu Mackenzie King invita M. St-Laurent à se joindre au Cabinet en 1942, la 2e Guerre mondiale venait d'entrer dans une phase critique. Aussi, l'éminent avocat québécois estimait-il qu'il était de son devoir — son devoir de patriote — de quitter la pratique du droit pour se consacrer à la vie publique.

Ministre de la Justice, puis secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, il devint en 1949 leader du parti libéral après la retraite de M. King. C'est avec succès



LE TRÈS HON. LOUIS ST-LAURENT

pour entreprendre une carrière politique par souci de patriotisme. Dans une récente interview accordée à trois journalistes de Québec, il a commenté ses projets.

L'un des journalistes a fait état des rumeurs selon lesquelles l'ancien premier ministre libéral se verra offrir le poste de viceroy à l'expiration du mandat de M. Vincent Massey.

le temps était venu de me retirer de la vie publique, je n'aurais pas demandé au parti libéral d'accepter ma démission.

"Un gouverneur général doit généralement être au-dessus des divergences politiques qu'entraînent nécessairement les personnes qui participent activement à la politique. Le poste de gou-



NOV 5 - 1958

LE DEVOIR

**"D'un modeste
libéral à un
grand libéral"**

Le t. h. Louis St-Laurent, ancien premier ministre du Canada a fait une visite officielle hier à l'hôtel de ville où il fut accueilli par le maire Sarto Fournier et une cinquantaine de personnes. La veille, M. St-Laurent avait reçu un certificat de "distinction en relations humaines" par le Conseil canadien de chrétiens et juifs.

C'est à cette occasion que le maire a invité M. St-Laurent. Au cours d'une brève allocution, le sénateur Fournier a rendu hommage à l'ancien premier ministre et il a dit que sa visite en est une "d'amitié et d'affection".

"Je vous dis ces choses, a ajouté le sénateur, comme maire, comme Canadien et comme un modeste libéral le dit à un grand libéral". M. Fournier a remis à M. St-Laurent un souvenir au nom de tous les Montréalais. M. St-Laurent a répondu qu'il était heureux de constater que les deux grandes races du pays s'acheminent vers une meilleure compréhension mutuelle, dans un monde où il y a trop de division. Il a ajouté que si tous les pays du monde avaient pu avoir, au cours de la dernière décade, un gouvernement comme celui dont jouit le Canada, la tension entre les peuples serait beaucoup moins forte.

Outre une vingtaine de conseillers municipaux et quelques membres du comité exécutif, on remarquait dans l'assistance le ministre des postes, l'hon. William Hamilton; le juge Joseph Jean; MM. Georges C. Marler, Eugène Lefrançois, C. D. Howe et Jean-Paul St-Laurent.



GAZETTE

NOV 5- 1958

FETED BY CITY: Rt. Hon. Louis St. Laurent, former prime minister, yesterday was honored at a civic reception at City Hall attended by city councillors, present and former cabinet ministers, and members of both Houses of Parliament and of the Bench. Mr. St. Laurent was welcomed by Mayor Sarto Fournier, who presented a pair of cuff links bearing the city's crest to Mr. St. Laurent. He was accompanied by his daughter, Mrs. Frank Lafferty, and his son, Jean Paul, and is scheduled to leave Montreal today for Winnipeg.

Bioy
St-Laurent

Jeune à 80 ans!

Un avocat d'une farouche honnêteté — la politique ne l'a sûrement pas enrichi — c'est M. Louis-Stephen Saint-Laurent, qui célébrait jeudi son 80e anniversaire de naissance. Et bien qu'il soit octogénaire, l'ancien Premier ministre du Canada reste pas mal jeune. Il se dit aussi optimiste au sujet de l'avenir du Canada qu'il l'était le jour où il célébra son 21e anniversaire de naissance. La jeunesse, c'est avant tout un état d'âme et, il n'y a pas à en douter, M. Saint-Laurent a la foi de la jeunesse.

Et il a beaucoup à son actif. C'est parce qu'il est riche d'esprit d'initiative, d'audace et d'opiniâtreté. Ainsi, il y a 10 ans, le 24 janvier 1952, alors qu'il n'était Premier ministre que depuis trois ans, un événement historique se produisait. Pour la première fois, un Canadien, M. Vincent Massey, accédait au plus haut poste du pays, celui de gouverneur général.

Cette nomination, vraiment audacieuse à l'époque, était l'oeuvre de M. Saint-Laurent.

L'éminent homme d'Etat affirme que le patriotisme canadien se développe considérablement. Il parle à ce propos des luttes que les Franco-Ontariens livrèrent, de 1910 à 1918, au sujet de l'enseignement du français, contre une majorité anglo-saxonne imbue de préjugés. "Je crois que depuis quelques années, dit-il, cette majorité évolue dans la bonne direction."

M. Saint-Laurent pratique encore le droit et consacre une partie de ses loisirs à des oeuvres humanitaires et scientifiques ainsi qu'à la pratique de quelques sports, notamment la natation et le golf.

Il a foi non seulement en l'avenir du Canada mais aussi dans son propre avenir. Il jouit d'une bonne santé et compte bien qu'il en sera ainsi encore longtemps.

B1751



Mme Louis St-Laurent est décédée dimanche soir

QUEBEC. — L'épouse de M. Louis St-Laurent, qui fut premier ministre du Canada de 1948 à 1957, est décédée dimanche soir à Québec.

Malade depuis plusieurs mois, elle était âgée de 78 ans.

Mme St-Laurent est morte à son domicile de la Grande-Allée au milieu des membres de sa famille.

C'est d'ailleurs à sa famille qu'elle avait toujours consacré la plus grande partie de son temps, même aux jours où son mari remplissait les importantes fonctions de chef du gouvernement canadien.

Femme charmante, on la remarquait pour le sourire toujours affable qu'elle savait afficher.

Mme St-Laurent n'aimait pas les honneurs.

Préférant avant tout la tranquillité de son foyer, elle déclinait généralement les invitations qui lui étaient faites d'accompagner son mari à des cérémonies officielles.

Même si elle était une hôtesse avertie, elle n'aurait pas les réceptions, ne recevant gé-

néralement à son foyer que quelques amis intimes.

Elle craignait les voyages en avion et c'est la raison pour laquelle elle refusait d'accompagner son mari lorsque celui-ci devait se rendre à l'étranger.

En 1953 elle s'était rendue à Londres en bateau pour le couronnement de la reine Elisabeth, pendant que son mari empruntait l'avion.

Née Jeanne Benault, originaire de Beauceville, elle avait épousé M. St-Laurent en 1908.

Outre son mari, trois filles et deux fils lui survivent.

Elle laisse également dans le deuil 18 petits-enfants.

Ses funérailles auront lieu mercredi en l'église du Saint-Coeur-de-Marie, à Québec.

L'inhumation aura lieu à Compton, dans les Cantons de l'Est, qui est la place natale de M. St-Laurent.

M. St-Laurent, qui est âgé de 84 ans, s'est retiré de la vie publique depuis 1958 pour reprendre son travail à son bureau d'avocat, où il se rend encore tous les jours.

Mrs. Louis St. Laurent Dies At 78 In Quebec

QUEBEC — (CP) — A funeral service will be held here Wednesday for Mrs. Louis St. Laurent, 78, wife of the former prime minister, who died at her home Sunday night.

Burial will be at Compton,



MRS. ST. LAURENT

Que., her husband's birthplace.

Mrs. St. Laurent had been ill for several months.

Born Jeanne Renault, she was the seventh of 15 children of a Beauceville, Que. merchant. She studied under the Ursulines at Quebec City and later at Mont Ste. Marie convent, Montreal, and Mount St. Vincent, Halifax, where she learned English with two of her sisters.

She first saw Louis St.

Laurent at his law graduation ceremony at Laval University, Quebec, when his gown caught in a chair tipped it over with a clatter.

Later they met at a soiree in Quebec City. They were married in 1908 while he was practising law in the provincial capital.

Mrs. St. Laurent had a lifelong interest in politics and formed the habit of scanning the newspapers for items her husband had not had the time to spot while he was in politics.

After he became prime minister in 1948 she spent considerable time in the spectators' gallery of the House of Commons and often accompanied him on speaking engagements.

She liked to cook and sew, but often complained she hadn't enough time for these in the daily routine of a prime minister's wife.

Mrs. St. Laurent was a woman of charm, remembered for her pleasant smile. She was an excellent hostess, though she did not like big formal occasions, preferring to entertain a few friends in her own home.

In addition to her husband, who now is 84 and still active in his private law practice, she is survived by two sons, three daughters and 18 grandchildren.

Mme Louis Saint-Laurent s'éteint après une longue maladie

QUEBEC. (PC) — L'épouse de M. Louis St-Laurent, qui fut premier ministre du Canada de 1948 à 1957, est décédée dimanche soir à Québec.

Malade depuis plusieurs mois, elle était âgée de 80 ans.

Mme Saint-Laurent est morte à son domicile de la Grande-Allée au milieu des membres de sa famille.

C'est d'ailleurs à sa famille qu'elle avait toujours consacré la plus grande partie de son temps, même aux jours où son mari remplissait les importantes fonctions de chef du gouvernement canadien.

Femme charmante, on la remarquait par le sourire toujours affable qu'elle savait afficher.

Mme St-Laurent n'aimait pas les honneurs.

Préférant avant tout la tranquillité de son foyer, elle déclinait généralement les invitations qui lui étaient faites d'accompagner son mari à des cérémonies officielles.

Même si elle était une hôtesse avertie, elle n'aimait pas les réceptions ne recevant généralement à son foyer que quelques amis intimes.

Elle craignait les voyages en avion et c'est la raison pour laquelle elle refusait d'accompagner son mari lorsque celui-ci devait se rendre à l'étranger.



Mme Louis St-Laurent

En 1953, elle s'était rendue à Londres en bateau pour le couronnement de la reine Elisabeth, pendant que son mari empruntait l'avion.

Originaire de Beauveville, elle avait épousé M. St-Laurent en 1908.

Outre son mari, trois filles et deux fils lui survivent.

Elle laisse également dans le deuil 18 petits-enfants.

Ses funérailles auront

lieu mercredi en l'église du St-Coeur-de-Marie de Québec.

L'inhumation aura lieu à Compton, dans les Cantons de l'Est, qui est la ville natale de M. St-Laurent.

M. St-Laurent, qui est âgé de 84 ans, a été premier ministre du Canada de 1948 à 1957.

Il s'est retiré de la vie publique depuis 1958 pour reprendre son travail à son bureau d'avocat.

B1751



**RT. HON. LOUIS STEPHEN ST. LAURENT,
P.C., Q.C., LL.D.**

BORN Feb. 1, 1882, at Compton, Que., son of J. B. Moise St. Laurent, Fr.-Can., and Mary Broderick, Irish-Can. Educated at St. Charles College, Sherbrooke, Que.; Laval University, Quebec City.

He was appointed honorary life president Canadian Bar Association, 1949.

Presented with the Freedom of the City of London, 1955. Married May 19, 1908, to Jeanne, daughter of P. E. Renault, of Beauceville, Que. A barrister. Member of Garrison (Quebec), Cercle Universitaire (Montreal).

Sworn of the Privy Council and appointed Minister of Justice and Attorney General for Canada, Dec. 10, 1941.

Elected to House of Commons at byelection Feb. 9, 1942. Re-elected at general election 1945, 1959, 1953 and June 10, 1957. On Jan. 1, 1946, he was made a member of the Privy Council of the United Kingdom. Appointed Secretary of State for External Affairs, Sept. 4, 1946. Chosen as Leader of the Liberal Party to succeed Rt. Hon. W. L. Mackenzie King, August 1948. Appointed Prime Minister of Canada, Nov. 15, 1948, until June 21, 1957, when he became Leader of the Opposition, after his government had resigned as result of the general election, June 10, 1957. Resigned as Liberal Party Leader, February 1958.

The Uncle Louis we never knew

YOUNG LOUIS ST. LAURENT had proved a valuable friend to Marius Barbeau — who would one day become a distinguished Canadian anthropologist — and soon had cause to be grateful to him. A skilled musician, and a popular guest at the card parties, musical soirées, and picnics where the young people of Quebec met, Barbeau urged St. Laurent to modify his rather solitary, one-sided existence, and join the social circuit. During the 1906 Carnaval season, Barbeau took him along to a party, and St. Laurent found himself playing cards opposite a young lady who, he soon decided, was the most attractive one he had ever met. Her name was Jeanne Renault.

As soon as the game was over, they began to talk, and when the party ended Louis even summoned up enough courage to escort her to the house where she was staying. They both decided that evening, without saying so to one another, that they had found a mate.

The backgrounds of Louis St. Laurent and Jeanne Renault were strikingly similar. The girl's father, P.-F. Renault, was a storekeeper in Beauceville, where he had arrived about the same time that Louis's father, also a storekeeper, moved to Compton. However, he had found a larger market awaiting him, particularly among the lumber companies along the upper reaches of the Chaudière River and, as a result, he had built a large business, with three departments and some 20 employees. A huge man, who weighed 300 pounds in his prime and wore an ample black beard, he presided over his business dressed in a morning coat, silk tie, and gloves, and greeted each client personally.

The Renaults had eight children, seven of them girls, whom they raised in relative luxury in a turreted, three-storey house next to the store. They were a talented musical family. All the girls but Jeanne played musical instruments, and they put on concerts frequently in their home.

Jeanne, perhaps the most beautiful and certainly the most temperamental of the Renault girls, declared early in life that she wanted a good husband who would enable her to have a fine home and family of her own; other matters were relatively unimportant.

The day following the card party, Jeanne was to visit friends in nearby Lorette; Louis mentioned that he was in the habit of taking an evening stroll with a comrade and asked if he could

meet her at the station on her return. She agreed, and when he met his current walking partner, Oscar Morin, a former class-mate, he confided to him that he had met "a very charming young lady" the previous evening and, while she didn't seem very interested, "she may be the one I will marry."

For her part, she had already announced to her friends that he was her "ideal," but she'd been warned that he would not be an easy catch, since he spent practically all his time with his books. Even with such serious intentions, they did not succeed in bridging the gap of reserve on that second evening. St. Laurent escorted her to her friends' home again without even making a further appointment.

Once again, Barbeau played a useful role. Although he himself was one of Jeanne's several admirers, he helped them to meet again the following summer, first at a picnic near the town of Beauceville, then at a bazaar in the town itself. On the second occasion, Jeanne was busy helping to serve dinner to the visiting dignitaries, but she asked Louis to go over to the house and introduce himself to her mother.

Louis and Jeanne began to correspond. Seeing one of the letters, Renault decided that if the young man had anything to communicate to his daughter he should do so openly, and not in sealed envelopes; he ordered them to carry on their correspondence by postcard. Despite this restriction, the romance continued to grow.

Observing his daughter's increasing attachment for the 25-year-old lawyer, Renault took advantage of a trip to Quebec City to clarify the situation.

"You are corresponding with my daughter," he stated bluntly. "What are your intentions?"

Although taken aback by the directness of the question, St. Laurent managed to assure him that his intentions were serious and upright and that, in fact, he had marriage in mind.

The next step was to arrange a meeting of the two families. At Louis's request, the St. Laurents invited Jeanne and her father to visit Compton.

The engagement took place during the Carnaval season of 1907. With Mme Renault as chaperon, Louis escorted Jeanne to concerts, light operas, card parties and other activities. He drew the line only at dancing, which he swore he could never learn. . . .

The wedding occurred in Beauceville on May 19, 1908. Louis St.

Laurent cut a dashing figure with his broad moustache, his thick hair plastered down in an orderly series of waves, and his three-quarter-length morning coat, tight-bottomed trousers, and grey spats. Beside him, Jeanne looked petite and elegant in a high-necked white dress, moulded carefully to her narrow waist, and then fluffed out over her hips with the help of numerous petticoats.

Following the religious ceremony, the 26-year-old bridegroom smoked a cigar, replied to the toasts, and, generally, gave the impression of enjoying the occasion. Before leaving by train on their honeymoon trip, the young couple descended into the cellar of the Renault home and burned the breadbox full of postcards that had marked their courtship. Then, Jeanne, dressed in a high-stacked hat and a travelling shawl, Louis in a broad white Stetson hat, double-breasted suit, and patent leather shoes, they set out for the Mecca of newlyweds, Niagara Falls.

His sarcasm was cutting

ALTHOUGH HE WORKED harder than most men, Louis St. Laurent was a devoted family man and, as a young father, never hesitated to put his private responsibilities first. He spent most of his evenings in a big chair surrounded by his legal books, but he never failed to interrupt his work to solve one of the children's problems, dry a tear, or say an affectionate good-night. He forbade physical fighting, but did not, like his mother, assert that physical punishment was unnecessary; all of his children — two sons and three daughters — had occasion to feel the sting of his hand. However, the experience was as upsetting for him as for the child, and he preferred to maintain order by glowering over his glasses, or by employing cutting sarcasm, a method which he was particularly effective. Sending a child to bed without supper was a common form of punishment in the St. Laurent household, but he usually relented before long, took a glass of milk and a sandwich to the offender's room, and made peace.

On some subjects he was adamant; he demanded punctuality, and refused to condone aspersions on either of Canada's main ethnic groups. When Renault returned from play and repeated some uncomplimentary remarks he had heard about English-speaking Canadians, he was sent to his room. When another child referred to a neighbor as a "French Canadian," she was told firmly that there were no French Cana-

dians or English Canadians, only Canadians who spoke English or French, and that they should be referred to as "English-speaking" or "French-speaking" Canadians. He identified his family with the French-speaking group, but insisted that they learn English as well, and, in order to give them practice, certain meals were conducted entirely in English.

The children loved and admired their father, but they also came to recognize his imperfections. Although less volatile than their mother, he displayed a hot temper if aroused; whenever they saw his dark eyes flash, the red color mount his neck and flush his face, they realized that he would brook no questioning of his authority. And they knew, as soon as he acquired his first car, that he was one of the worst drivers in the world.

The McLaughlin touring car was ordered through the Renault store in Beauceville, and the St. Laurents picked it up at nearby Valley Junction at the beginning of the 1916 summer holiday; Henri Renault agreed to accompany them to Compton, and to teach his brother-in-law to drive on the way. Like all automobiles of the period, it had high, narrow wheels for maximum clearance, a gas light near the driver's seat, and a squeaky horn that startled everyone and everything within hearing range. It was a memorable trip

When St. Laurent took the wheel himself, things did not go smoothly. He invariably started off with a tremendous jerk, alarming all his passengers, and seemed so frozen to his seat that he could not adjust the speed or avoid objects in his path. Whenever the children became noisy, he would stop the car, turn around, and give them a lecture on the importance of remaining absolutely quiet so that he could concentrate on driving.

The nerves of even the youngest became frayed, and they were all relieved when the outing was over. In Quebec City, he drove to work for a time, but proved something of a threat to other motorists and pedestrians. On one occasion, he struck a streetcar as he was pulling out of his driveway; another time, he gave himself a bad scare by narrowly missing a cyclist. Members of the family urged him to leave the car at home, or to let someone else drive.

Finally, he hired a chauffeur, who doubled as handyman, but St. Laurent nonetheless persisted in trying to master the art of driving a car for several years, knocking down gateposts and scraping fenders in the process

Sometimes the entire St. Laurent family went on fishing trips to the Club des Laurentides, north of Rivière-à-Pierre, where they shared a camp with a family friend. Each such holiday was a major undertaking, involving a train journey, a long hike or horseback ride,

and a canoe trip with portages; after the group arrived, there still remained the problems of looking after the city-bred children, and initiating them into camp life.

The isolated site provided an ideal opportunity for the St. Laurent children to get to know their father better. Far from the preoccupations of his office, he relaxed, explained the wonders of nature to them, showed them how to fish, and told them stories by the fireside while the loons called to one another out in the darkness.

From fishing, his interest spread to hunting; however, his ardor for that sport was dampened when he killed a female deer, and its twin fawns leaped out of the undergrowth just a few yards away from him. The sight of the two beautiful young creatures, whose mother lay dead at his feet, upset him deeply; it was his last deer-hunting expedition

Comics in his briefcase

WHILE HIS CAREER made it necessary for him to spend more and more time away from home, he continued to view his family as his first responsibility. He was determined that his children should have the same loving care as he had received as a child in Compton, plus the additional advantages that his financial position could provide.

None of his children was sent to hospital; a room in their own home was transformed into an operating room or sick room so that the patient would have the best possible combination of love and medical science.

When Marthe broke her leg while a student in Montreal, he forbade the nuns in the convent where she was in residence to call a bone-setter, and rushed over himself to see that she got the best X-rays and hospital treatment. When she broke a leg again while sliding on the Plains of Abraham, and it did not heal properly, he persuaded a famous American orthopedic surgeon, who happened to be on a visit to Montreal, to come to Quebec and perform another operation. Fortunately, it was a success. . . .

As little girls, Thérèse and Madeleine took their places in the front window every evening and tried to guess which car would turn into their driveway and deliver their "Papa" to them. On Thursday evenings their excitement ran particularly high, since that was the day he brought the latest comics in his big briefcase. After supper they were allowed to climb up on his lap and listen to him read the adventures of the Katzenjammer Kids and other legendary figures, adding a generous portion of moral lessons as he did so.

As part of their education, all the children were given trips to Europe. When she was 18, Marthe spent six months with a family in Paris, returning home, to the displeasure of Jean-Paul, with a Parisian accent. Renault and Jean-Paul crossed the Atlantic with their father one summer while they were students at St. Charles Seminary in Sherbrooke, and he showed them London and Paris. Thérèse and Made-

leine's trip to Europe came in 1936.

Before they left Quebec, he took them to a reliable shoe store to have sturdy black Oxfords made for them, and insisted that they have tweed suits and coats made on their arrival in London. His wife and Renault were along that year, and they all watched proudly when he pleaded a case before the Privy Council. As soon as he was free, he assumed the role of guide, just as he had done for Marthe, and then for the boys. Guide-book in hand, he led them systematically through London, and then through Paris, undaunted by the sighs and groans of his children and wife, who would often have preferred a quiet hour at a sidewalk cafe or a browse through a department store. . . .

He allowed young men to call on his daughters but they had to be out of the house by 11 p.m. The visitors came to know the signs well; when St. Laurent put aside his reading in the front room and turned out the light by his chair, the evening was over; within a few minutes, hasty good-nights had been said, and the family was on the way upstairs to bed. If a young man was late in calling on one of his daughters, St. Laurent answered the door himself and announced that she had made other plans; a man who was not punctual, he argued, was neither well-mannered nor trustworthy. On two occasions, he refused appointments to the Supreme Court of Canada, partly because of the low salary paid to judges, but, more important, because it seemed less likely that the girls would find suitable husbands in Ottawa than in Quebec City. In 1931, Marthe married a young doctor, Mathieu Samson. She was a beautiful, popular girl, and her marriage was an event of some importance, due in part to the position the family had attained in local society. The St. Laurents had become accepted as one of the "bonnes familles." In 1936, Jean-Paul was married as well. By the time the Second World War broke out, Louis St. Laurent was a grandfather several times over.

A casualty of the 1929 crash

IT WAS A SAD and worried Louis St. Laurent who returned to Quebec City from Ottawa, on a late afternoon train in December, 1941, to make his final decision. If he accepted Prime Minister Mackenzie King's urgent invitation to join the cabinet — and he could see no alternative — he would be putting his duty to his family second, and that was contrary to the whole pattern of his life. He would be making his wife unhappy, and that, too, was something he had tried hard to avoid ever since he had met her as a beautiful and temperamental girl 35 years earlier.

It would mean abandoning his law practice for the duration of the war, and at a time when his son, Renault, who was to succeed him eventually as head of the firm, was also absent. And,

If his daughters' dates
were late, no date

as he had told the prime minister, it was not an easy matter to abandon a law practice at nearly 60 years of age, and then take it up again later.

Financial considerations were the most worrisome of all. Over the years, he had built his income from a mere \$50 a month at the outset to around \$50,000 a year, and the prospects for further expansion were excellent. It had not been easy; he had worked harder than most men, allowed himself few holidays, had been stricken once with tuberculosis, and had lost precious savings in the Wall Street crash of 1929.

In fact, he had only begun in recent years to recoup his losses, and pay off the debts incurred at that time. He was in the process of building up a valuable portfolio of directorships, and just that year one of the choicest, that of the Bank of Montreal, had come to him. His family had become accustomed to a high standard of living, with domestic servants, a chauffeur, holidays in Europe, and memberships in the best clubs. Although he and his wife did not entertain frequently, he had an excellent wine cellar, and his wife was known for her fine cuisine.

A provident person, he had accumulated 33 insurance policies, which alone cost him several thousand dollars a year. A minister's salary of \$12,000 a year would not even pay his current expenses, let alone enable him to build up his reserves again. . . .

During his first months in office, St. Laurent made the seven-hour train journey to Quebec City almost every weekend to spend Sunday with his family. Since the only accommodation he could find in Ottawa was a two-room suite in the Roxborough apartment hotel on Laurier Street, his wife preferred to remain in Quebec City. On her occasional visits to the capital, she had to prepare breakfast on a bedside table with the aid of an electric kettle and stove; the homemade jams and preserves she brought along were kept under the bed.

In the circumstances, the short reunions in their comfortable home simply served to remind them of the pleasant life they had abandoned. The Sunday-night farewells at the station were so mournful that, finally, one of the daughters suggested that, if they could not enjoy their brief hours together, the head of the family would have to stay in Ottawa until the end of the war.

The battle of the bathrobe

ON AUGUST 7, 1948, a Liberal Party convention in Ottawa chose St. Laurent to succeed Mackenzie King as their national leader. It was just 6 p.m. as St. Laurent advanced from his seat at one end of the platform to receive the congratulations of Prime Minister Mackenzie King and other personalities who rushed forward to shake his hand.

As the noise subsided, he moved to the rostrum again, and stood

there, face flushed, eyes glistening, and shoulders shrugging occasionally in embarrassed self-depreciation. When he spoke, his voice betrayed the strong feelings welling up within him, feelings less of pride than of humble gratitude for the gesture of confidence and awareness of the heavy responsibility it implied. Above all, he was moved by the realization that so many English-speaking Canadians would accept a second French-speaking Roman Catholic as their leader. . . .

For the third time, the St. Laurents gathered in their living room to hear the verdict of the electorate and, once again, with mixed feelings. "If my husband is elected, I won't sleep very much," Jeanne St. Laurent confided to a newspaperman on election night, before the results began to arrive. "If he is defeated, I will sleep very well. Then I will go back home." It was far too late for second thoughts; the Liberals took the lead at once, and at 9:23 p.m. Conservative Leader George Drew conceded the election. . . .

Before tackling the problems that would test his leadership, the victorious politician had one engagement that was very important to him personally: he had promised his family that they would take their first holiday together since he entered public life. Now numbering 29 members, they gathered together in July at Kent Lodge near Bathurst, N.B. Relaxed and confident, St. Laurent fitted back easily into the role of head of the family, surrounded by adoring children and grandchildren. As keen and methodical about his pleasure as about his work, he was out on the golf course early each morning, took several dips a day in the pool, and even decided to learn to swim.

In the carefree atmosphere, one of the incidents longest to be remembered occurred when he announced that his pre-war bathrobe had gone out of style, and should be shortened; his wife refused to make more than a modest adjustment, accusing him indignantly of wanting to show off his legs to the "bathing beauties." With such matters dominating their conversation, the pre-occupations of being prime minister were forced far into the background; the summer of 1949 was one of the happiest in their lives.

At the end of July, St. Laurent returned to Ottawa, while most of the other members of the family moved up to Cacouna, near Rivière-du-Loup, to continue their holiday. When the first weekend arrived, however, he boarded his private railway car again, and made the 400-mile journey to spend another day or two with them. "It got lonesome in Ottawa with nothing but politicians around," he told a reporter who wanted to know the purpose of his trip. . . .

About two evenings a week, the prime minister attended a reception on the way home, usually at the residence of some foreign diplomat observing his country's national anniversary or some similar occasion. His routine on such occasions was always the same; he arrived promptly, took one drink and smoked one cigarette, circulated among the guests until he had greeted everyone, then left in time to watch the 6:45 p.m. news on television at home. His evenings were spent in a small study on the second floor of the prime minister's

residence, reading the documents he had brought home from the office, or playing cards with his wife. At 11 p.m., he watched the news again, and then went to bed. . . .

A tribute from C. D. Howe

FOR SIX exhausting weeks in 1954, St. Laurent, then 72, was on a tour of world capitals. By the time he completed his program in Tokyo, he was yearning to be home. The weary travellers stopped briefly in Honolulu, had a short night's rest in San Francisco, then flew non-stop to Ottawa. As the doors of the aircraft swung open at Rockcliffe Airport at 9:30 p.m. on March 9, a band struck up the strains of O Canada. Standing in the doorway, and waving his hat at his wife, his cabinet colleagues, and the other members of the welcoming party below, the prime minister had tears in his eyes. Leading the way down the ramp, he put around his wife's neck a garland of flowers that he had brought along from Hawaii, and kissed her in an unusual public demonstration of affection. . . .

The prime minister's 75th birthday was made the occasion by the Liberals for a mammoth party in Quebec City. Supporters and admirers from as far away as Yellowknife, N.W.T., and Twillingate, Nfld., gathered in the old city to pay tribute to the man whom one Conservative newspaper, the Vancouver Province, described as "Mr. Canada." C. D. Howe introduced him at a 1,400-seat banquet. "I sometimes hear it said that Prime Minister St. Laurent carried on where Mackenzie King left off," the normally dour minister commented. "I have heard him referred to as a second Laurier. These are meant as tributes to our prime minister. But to me, he stands in the shade of no man, living or dead."

Caught by surprise at the eloquent tribute, the guests were silent for a moment, then rose to their feet as one man to endorse the testimony; tears filled St. Laurent's eyes. A huge cake was piped to the head table, and a cry went up for him to blow out the mass of candles in a single puff. They proved to be too many for him, and he puffed at them several times, leaning over the cake and smearing his dinner jacket with icing in the process. His wife wiped off the sticky substance, scolding him gently for being so awkward. The crowd roared with pleasure. . . .

The years of retirement from public life were happy ones for Jeanne St. Laurent. In Quebec City and, during the summers, at St. Patrick, she was able to devote all her time to her home and family. As in the first years of their married life, Louis St. Laurent spent as many evenings as possible with her, reading, playing cards, and now, watching television. They often received visits from their children, grandchildren, and the growing number of great-grandchildren, and kept in close touch with them by telephone. But, though she was the younger of the two by several years, Jeanne St. Laurent's health began to fail in the 1960s, and after an illness of several months she died on Nov. 14, 1966, in the house they had designed and built together more than half a century earlier. ☽

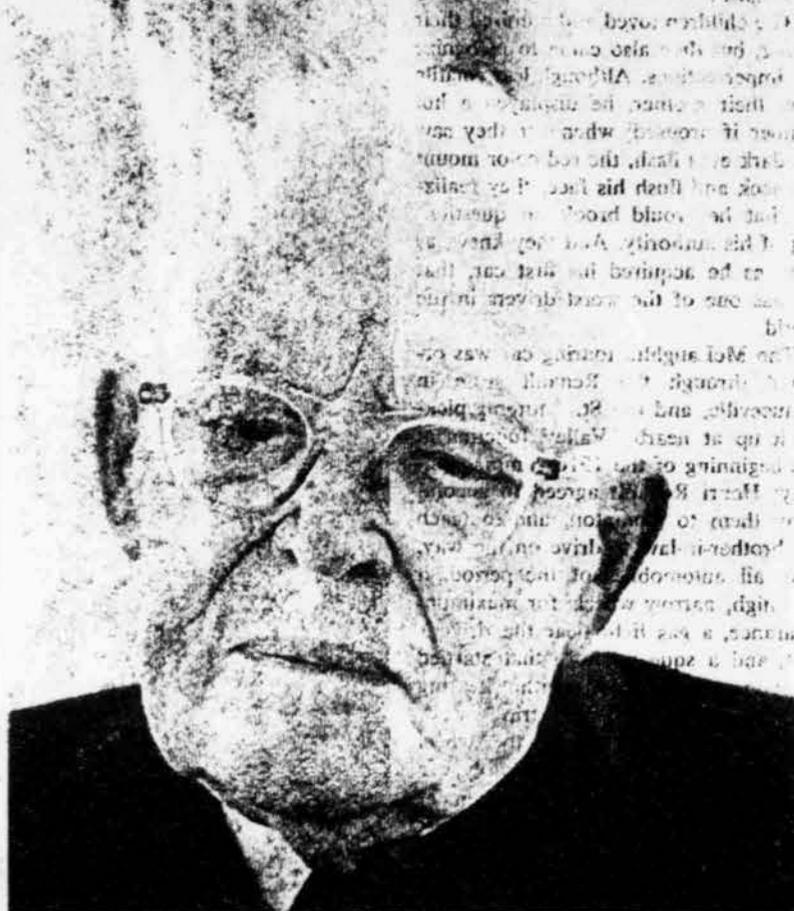
Document(s) illisible(s)

lors du

microfilmage

From a new biography, the absolutely irreproachable and very private life of our 12th Prime Minister. He was shy in his courtship, dashing at his wedding, endlessly fond of his bride. He was the world's worst driver — and the world's best father. Ask any St. Laurent.

BY DALE THOMSON



In the far-off times before Pearson and St. Laurent, before Gerda and Rivard, before LSD and the Nazis, before the Beatles and Separatism, before anyone had ever heard the word Expo, and even before Canadian television, we had, as our Prime Minister, a gentlemanly, white-haired lawyer named Louis St. Laurent. We called him "Uncle Louis." He talked a lot about national unity and, for a while, we liked him. Then, we kicked him out in favor of a younger and more exciting man named John Diefenbaker. Now, 10 years later, many people believe that "Uncle Louis's" years as Prime Minister — 1948-1957 — were the happiest, most prosperous and politically harmonious period the Canadian nation has ever known. Anyway, Canada had some pretty good years under St. Laurent and, though we haven't heard much about him lately (he's 85 now, and doing just fine), an exhaustive new book tells the story of his life. The book is *Louis St. Laurent: Canadian*, to be published this fall by Macmillan of Canada. Its author, Dale C. Thomson, director of the University of Montreal's political science department, was secretary to Mr. St. Laurent from 1953 to 1958. This week, and in the Oct. 7 and Oct. 14 issues of *The Canadian*, excerpts from his book illustrate the giddy high points, the lonely low points and the unwavering family loyalties in the life of a remarkable Canadian.

David wins little without Goliath

Gazette 8/11/71

Achievements of St. Laurent slighted on prize TV series

by
Arthur
Blakely
of
The Gazette



And without something more than a cursory examination of his campaign style in the 1957 election, the achievements of John Diefenbaker, who defeated him, and of Lester Pearson, who succeeded him as national leader of the Liberal party, are scarcely comprehensible.

In any event, the first episode of the CBC series was devoted in its entirety to the events leading up to the 1957 election.

His role during this period was much more important than that of Pearson, then Canada's foreign minister, with no ambition to do more.

St. Laurent was portrayed as an aging politician, doddering his way from whistle stop to whistle stop, seemingly incapable of articulating to the voters anything more than hesitant platitudes.

The cameras don't lie. Not quite.

In the 1957 campaign, St. Laurent had fallen far below his peak. And this, surely, is a point worth underscoring.

For to the generations that knew St. Laurent, the surprise was not that Diefenbaker should have beaten this man, but that he had not been

own party in the interests of its own survival — long before.

In his time, Uncle Louis was one of the most masterful vote-getters in the history of Canadian politics.

He was to the very end the amateur thrust into national politics by events over which he had little or no control.

Yet in two successive general elections, he outdistanced the professionals with ease.

In his first election as prime minister, in 1949, St. Laurent brought the Liberals home to office on his coat tails with 190 seats.

Not until the Diefenbaker landslide of 1958, when the Tories secured 208 seats, was a Canadian prime minister able to top this figure.

Only once did the wily Mackenzie King even approach

OTTAWA — The Tenth Decade, that eight-part CBC series on the Diefenbaker-Pearson years, has already been acclaimed by the critics as a masterpiece of Canadian television.

Yet there were, perhaps inevitably, gaps left unfilled.

Of all the major participants in the events of the decade, not one was short-changed as cruelly by camera and commentary as the Rt. Hon. Louis Stephen St. Laurent, Canada's 17th prime minister.

He retired from active politics, it's true, in 1953, shortly after the decade began.

But up to that time, he was a dominant figure. Not the only one, but certainly one of them.

Pearson was never able, in three tries, to get enough seats to form a majority government.

Even the Trudeau government had the backing of only 155 MPs after the 1968 election.

St. Laurent followed up with a second election, in 1953, when 170 Liberals were elected.

It was only in his third, in 1957, that he came to grief.

St. Laurent presided over one of the most powerful cabinets in Canadian history. Some called it, after an earlier Laurier cabinet, the "Cabinet Of All Talents."

Illness

St. Laurent may well have lost the 1957 general election a good three years before he called it.

He went on a world tour in 1954.

He returned from it well-tanned, but in indifferent health.

Recovery from the virus that affected him was slow and uneven, and he didn't seem to recover his old energy and zest for living.

And then, suddenly, the great pipeline debate was upon him and he sat through most of it a strangely apathetic figure.

A record

At no time did he, or most of his cabinet colleagues, suspect that this was the issue that was to fell a Liberal regime which had been in office for 22 uninterrupted years.

While well aware of the importance of the issue and its impact on the public, they had concluded that the Conservatives, with their 40-odd members, were too weak and divided to be regarded by the electorate as a real alternative. The other parties were splinter parties only.

The Diefenbaker victory of 1957 is a landmark of Canadian politics precisely because it was a David and Goliath battle.

But no credible Goliath was on view in the first episode of the CBC's The Tenth Decade.

The unbeatable Uncle Louis of 1949 and 1953 was not there. In his place was an ailing and pathetic elder statesman entering the breach once too often.

St. Laurent is entitled to be better remembered for the curious election magic that he had, while he had it, rather than for the sad ending of a great and respected public career.

Gazette, 8-11-71

L ST-LAURENT, LE TRES HONORABLE LOUIS STEPHEN, (né en 1882).

Originaux, 1935-1958, 245 pieds, 8 pouces. Instrument de recherche n° 530.

Louis Stephen St-Laurent naquit à Compton, dans les Cantons de l'Est, le 1^{er} février 1882. Il fréquenta le Séminaire St-Charles de Sherbrooke, puis l'Université Laval où il fit des études de droit. Admis au Barreau du Québec en 1905, il commença une fructueuse carrière comme avocat d'affaires à Québec. A l'âge de 59 ans, il n'avait encore joué aucun rôle actif en politique. Le Premier Ministre King lui demanda pourtant d'entrer dans le cabinet fédéral où il remplacerait Ernest Lapointe, qui mourut le 26 novembre 1941. Le 10 décembre 1941, M. St-Laurent fut assermenté comme ministre de la Justice et Procureur général. Le 9 février 1942, il fut élu député du comté de Québec-Est à la Chambre des communes qu'il représenta jusqu'aux élections de 1958. Après la guerre, en septembre 1946, il reçut le portefeuille des Affaires extérieures. Le 7 août 1948, Louis St-Laurent fut choisi chef du parti libéral et le 15 novembre, il succéda à Mackenzie King comme Premier Ministre et président du Conseil privé. Après neuf ans d'administration, il fut défait aux élections générales du 10 juin 1957 et démissionna le 21 juin 1957. Chef de l'Opposition du 21 juin au 5 septembre 1957, il fut remplacé par M. Lester B. Pearson, le 16 janvier 1958, comme chef du parti libéral. M. St-Laurent retourna alors à la pratique du droit à Québec.

Les papiers St-Laurent furent d'abord déposés aux Archives en 1957 et en 1958, puis, en avril 1969, donnés aux Archives publiques du Canada. Sept dossiers de correspondance non indexée, transférés des papiers L. B. Pearson (Vol. 183), quatre pouces de documents intitulés "*Western Trip 1949*", transmis par la Bibliothèque nationale en 1969 (Vol. 179) et un quart de pouce de documents intitulés "*Newfoundland's Entry into Confederation*", transférés par le bureau du Conseil privé en 1968 (Vol. 169), y furent ajoutés. En outre, les coupures de journaux (Vols 1-75), confiées par le bureau du Premier Ministre à la Fédération libérale nationale, furent retirées des papiers de la Fédération et ajoutées aux papiers St-Laurent en 1969. Les papiers St-Laurent sont presque exclusivement politiques et ne comprennent pas tous les documents originaux. Ils ont été divisés en quatre groupes chronologiques: papiers antérieurs à 1948 (Vols 146-167), bureau du Premier Ministre (Vols 1-145 et 168-179), chef de l'Opposition (Vols 180-183) et papiers postérieurs à 1958 (Vol. 183). Les discours et les coupures de journaux forment deux groupes distincts. Le classement établi avant le transfert des papiers aux Archives, a été conservé autant que possible.

Une liste des dossiers sert d'instrument de recherche pour tous les papiers St-Laurent, sauf pour les dossiers indexés du bureau du Premier Ministre (Vols 1-145). On peut référer à ces derniers par l'intermédiaire d'un index sur fiches (treize armoires métalliques de fichiers de sujets et de noms), qui donne des numéros de dossiers. Une table de conversion indique les numéros des volumes correspondant à ces dossiers. Il faut noter que les Archives ne possèdent qu'environ 70% des dossiers indiqués par les fiches.

Correspondance et mémoires antérieurs à 1948. Originaux, 22 pieds, (Volumes 146-167).

Ministère de la Justice, 1941-1946 et 1948. 5 pieds, 6 pouces, (Vols 146-151).

Ces dossiers proviennent d'au moins trois différents systèmes de classement, comme le prouve le numérotage. Le service militaire et les mesures de sécurité du temps de la guerre en

Les mesures linéaires mentionnées dans cet inventaire, en pieds ou en pouces, représentent l'espace que les documents occupent sur les rayons. Quant aux microfilms, le nombre de bobines est indiqué. Ce volume ne couvre que les acquisitions reçues avant le 1 janvier 1971.

PUBLIC ARCHIVES OF CANADA

ARCHIVES PUBLIQUES DU CANADA

MANUSCRIPT DIVISION

DIVISION DES MANUSCRITS

GENERAL INVENTORY - INVENTAIRE GENERAL

MANUSCRIPTS - MANUSCRITS

MG 26 - MG 27

OTTAWA 1972

constituent les sujets principaux. Les documents de nature personnelle, comme les invitations et les demandes de discours, se trouvent dans les volumes 149-151.

Ministère des Affaires extérieures, 1946-1948. 16 pieds, 6 pouces, (Vols 151-167).

Ces dossiers proviennent de deux systèmes différents de classement. A part quelques-uns se rapportant vraiment aux Affaires extérieures, la plus grande partie des documents traitent de favoritisme politique et de requêtes de toutes sortes.

Bureau du Premier Ministre, 1948-1957. Originaux, 157 pieds, (Volumes 1-145 et 168-179).

Dossiers indexés, 1948-1957. 145 pieds, (Vols 1-145).

Correspondance et mémoires répartis en trois groupes chronologiques, qui correspondent aux trois élections générales de 1949, 1953 et 1957: 1948-1949 (Vols 1-30), 1949-1953 (Vols 31-104) et 1953-1957 (Vols 105-145). Index sur fiches.

Dossiers non indexés, 1948-1957. 12 pieds, (Vols 168-179).

Ces dossiers sont en partie numérotés (Vols 168-172). Ils proviennent de différents systèmes de classement. Quelques-uns semblent avoir été exclus des principales séries du bureau du Premier Ministre à cause de leur caractère particulièrement délicat. D'autres, qui consistent surtout en discours et communiqués de presse, étaient conservés à part pour fins de référence. Enfin, il y a des documents de nature personnelle (comme des discours, des demandes de faveurs politiques) et des dossiers du bureau du Conseil privé qui étaient utilisés à des fins de référence.

Chef de l'Opposition, 1957-1958. Originaux, 4 pieds, (Volumes 180-183).

Dossiers numérotés, 1957-1958 (Vols 180-183) et dossiers non numérotés, 1957-1958 (Vol. 183).

Un nouveau système de classement fut adopté par le bureau du chef de l'Opposition, après les élections de 1957. Une partie seulement de la correspondance fut indexée. Malheureusement, l'index de cette correspondance n'est pas disponible.

Correspondance postérieure à 1958. Originaux, 1 pouce, (Volume 183).

Discours, 1920-1958. Originaux, 12 pieds, 8 pouces, (Volumes 1-38).
Arrangés en ordre chronologique.

Coupures de journaux, 1935-1957. Originaux, 50 pieds, (Volumes 1-75).
Série personnelle, 1941-1957. 9 pieds, 4 pouces, (Vols 1-14).

Série générale, 1935-1957. 40 pieds, 8 pouces, (Vols 15-75).

Les mesures linéaires mentionnées dans cet inventaire, en pieds ou en pouces, représentent l'espace que les documents occupent sur les rayons. Quant aux microfilms, le nombre de bobines est indiqué. Ce volume ne couvre que les acquisitions reçues avant le 1 janvier 1971.

PUBLIC ARCHIVES OF CANADA

ARCHIVES PUBLIQUES DU CANADA

MANUSCRIPT DIVISION

DIVISION DES MANUSCRITS

GENERAL INVENTORY - INVENTAIRE GENERAL

MANUSCRIPTS - MANUSCRITS

MG 26 - MG 27

OTTAWA 1972

LE CANADA EST EN DEUIL

*À l'âge de 91 ans,
l'ancien
premier
ministre
s'est
éteint*

À l'annonce de sa mort, les députés ont mis fin aux débats

Au moment de l'annonce de la mort de M. Saint-Laurent, les Communes poursuivaient l'étude du projet de loi portant sur le financement des Jeux olympiques de Montréal.

Le débat fut interrompu et, à 16 heures, le premier ministre suppléant, M. Mitchell Sharp, a fait part de la nouvelle à la Chambre.

"Le disparu avait une foi inébranlable dans le pays"

—Sharp

Tous ceux qui ont pris la parole ont souligné principalement l'oeuvre de l'ancien chef de gouvernement pour l'unité canadienne.

"M. Saint-Laurent avait une foi inébranlable dans le Canada, a dit M. Sharp qui remplaçait M. Trudeau, retenu à Calgary pour la conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest.

"C'est avant tout par souci d'assurer l'harmonie nationale qu'il entra sur la scène politique.

"Grâce à lui, les Canadiens ont appris à mieux comprendre le Canada, et pour tous ses compatriotes il devient le vivant symbole de notre unité et de notre fraternité".

"Le Québec a perdu un citoyen très distingué"

—Stanfield

Le chef de l'Opposition, M. Robert Stanfield, s'exprimant d'abord en français, a dit que le Québec "a perdu un citoyen très distingué, le symbole même de la force du Québec, un exemple de

courage, de détermination et d'intégrité".

M. Saint-Laurent, a poursuivi le leader conservateur, a été "un grand Québécois, un grand Canadien français et un grand Canadien".

Il a formulé lui aussi ses condoléances à la famille du disparu.

Le chef de file des conservateurs au Québec, M. Claude Wagner, de Saint-Hyacinthe, a tenu à rendre hommage à M. Saint-Laurent au nom de l'aile québécoise du parti.

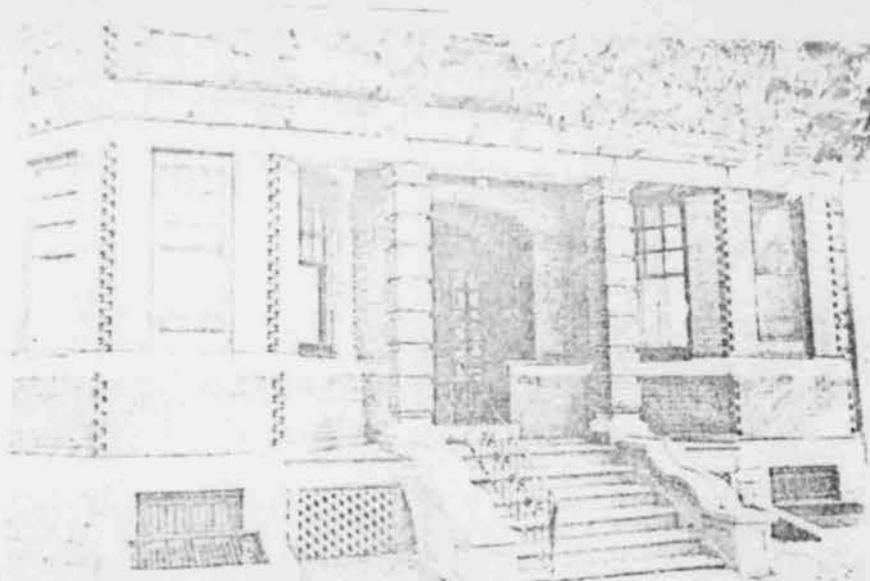
Il a exprimé sa fierté

d'avoir beaucoup appris de l'ancien premier ministre canadien qui a toujours été pour le député de Saint-Hyacinthe "l'incarnation des valeurs qui identifient un homme d'Etat".

Pour sa part, le chef du Nouveau parti démocratique, M. David Lewis, a dit qu'il est honoré d'avoir vécu dans le même pays que M. Saint-Laurent en même temps que lui.



OTTAWA (UPI) — C'est au Château Laurier de la capitale que l'ex-premier ministre Louis S. St-Laurent avait fêté son 80ème anniversaire de naissance, alors qu'avec l'aide de Lester B. Pearson, premier ministre du temps, il avait soufflé les bougies traditionnelles.



M. Louis Saint-Laurent est décédé, hier, dans sa résidence située sur la Grande-Allée est, à Québec.

(Photo: Le Journal — Boulay)

"Je l'ai rencontré à plusieurs occasions a-t-il ajouté en français, et j'ai appris qu'il était un homme gentil, courtois et civilisé qui voulait de toute son âme un pays uni".

"Un bon père typiquement canadien"

—Caouette

Pour M. Réal Caouette, le chef du Crédit social, qui a déjà siégé aux Communes en même temps que M. Saint-Laurent, celui-ci lui apparaissait comme "un bon père typiquement

canadien, facile d'accès et pas du tout hautain".

"Il était un Canadien dans toute l'acceptation du terme et le rôle qu'il a joué pour l'unité du pays a été prépondérant. Il a d'abord été un grand Canadien et un grand Canadien français.

Le successeur de M. Saint-Laurent comme député de Québec-est aux Communes, M. Gérard Duquet, libéral, a également tenu à honorer la mémoire du disparu "dont la mort créera partout où il est passé un vide immense".

"L'UN DES GRANDS ARTISANS DES PROGRÈS ACTUELS"

—Bourassa

QUEBEC (PC) — Le décès de M. Louis Saint-Laurent inspire à tous les Canadiens et particulièrement aux Québécois, des sentiments de tristesse et de regret, a déclaré le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa.

"M. Saint-Laurent a été l'un des grands artisans des progrès remarquables de notre pays dans la période d'après-guerre", a aussi affirmé le chef du gouvernement, dans un communiqué.

"Sous sa direction, autant sur le plan extérieur

Par ailleurs, M. Gabriel Loubier, chef de l'Union nationale, a déclaré que M. Saint-Laurent a été "le premier ministre canadien à promouvoir avec conviction la place que doivent occuper les Canadiens français au sein de la confédération".

Il leur a prouvé, dit-il, que le Canada était la meilleure garantie pour l'affirmation de leur identité.

"Un patriote convaincu"

—Loubier

qu'intérieur, le Canada est devenu cette nation forte et industrialisée que nous connaissons aujourd'hui et qui permet à l'ensemble de ses citoyens de connaître la qualité et le niveau de vie que l'on sait."

"Patriote convaincu et grand Canadien, M. Saint-Laurent laisse au Québec le souvenir d'un homme tenace, fier et dévoué à servir son pays" conclut M. Loubier en offrant ses condoléances à la famille éprouvée.

QUEBEC (PC) — Louis Stephen St-Laurent est décédé hier le 25 juillet à Québec. Il fut premier ministre du Canada du 15 novembre 1948 au 21 juin 1957. Mort à l'âge de 91 ans, M. St-Laurent est le premier ministre qui a vécu le plus longtemps.

Son fils Renaud a déclaré qu'il s'était éteint "paisiblement" à 2h20 hier après-midi, entouré des membres de sa famille.

M. St-Laurent avait reçu les derniers sacrements dimanche dernier. Sa santé était chancelante depuis 1968, année où il se fractura une hanche lors d'une chute à sa demeure. Son état s'était aggravé au cours des deux derniers mois.

Entrée

Il fit son entrée en politique le 10 décembre 1941, répondant à l'appel du premier ministre Mackenzie King, qui lui remit le portefeuille de la Justice, laissé vacant par la mort de l'honorable Ernest Lapointe. Selon son expression même, il avait alors été "conscrit" par King pour servir le pays.

Il devait passer 17 ans à Ottawa au lieu d'un an ou deux "pour terminer la session", comme il l'avait d'habitude cru.

Après le portefeuille de la Justice, qu'il garda jusqu'en 1946, il accéda à celui des Affaires Extérieures.

Il remplaça à ce titre plusieurs fois le premier ministre canadien. Il fut notamment le représentant du Canada aux Nations Unies en 1945, 1946 et 1947.

Succession

Le 7 août 1948 il succédait à M. King comme chef du parti libéral lors de la convention libérale nationale et c'est le 15 novembre suivant qu'il devint premier ministre.

Cette même année il était également élu président du Conseil Privé.

Né à Compton, dans les Cantons de l'Est, il est le fils de J.B. Moise St-Laurent et de Mary Broderick. Il fit ses études classiques au séminaire de Sherbrooke et des études universitaires à Laval, où il obtint sa licence en droit en 1905.

SON OEUVRE DEMEURE

CALGARY (PC) — "Si l'on vit mieux au Canada, c'est à lui que nous le devons", a déclaré hier le premier ministre Trudeau en commentant le décès de son prédécesseur M. Louis Saint-Laurent.

Nous avons perdu un grand Canadien, a ajouté M. Trudeau, mais son oeuvre demeure, et son nom sera toujours respecté partout au Canada.

Le premier ministre a aussi déclaré que dans sa vie privée comme dans sa vie

Il fut admis au Barreau la même année.

Marriage

Il se maria à Beauceville le 19 mai 1908 à Jeanne Renault, dont il eut cinq enfants. Il exerça sa profession d'avocat tant au Canada qu'à l'étranger, en Grande-Bretagne où il fut appelé à plaider maintes fois devant le Conseil Privé de Londres.

C'est d'ailleurs à lui que nous devons l'abolition du Conseil Privé, faisant de la Cour Suprême du Canada le plus haut tribunal au pays.

"C'ÉTAIT MON AMI"

OTTAWA (PC) — Des l'annonce du décès de l'ancien premier ministre Louis Saint-Laurent à l'âge de 91 ans, hier, la Chambre des Communes, tout comme le Sénat, a ajourné ses travaux pour le reste de la journée par respect pour la mémoire du disparu.

Auparavant, les porte-parole des quatre partis ont rendu un hommage émouvant à celui qui a dirigé les affaires du pays de 1948 à 1957.

Le témoignage le plus sensible a été rendu par M. John Diefenbaker qui, à l'âge de 77 ans, demeure le seul ancien premier ministre encore vivant.

"C'est avec le coeur rempli de tristesse que je parle cet après-midi d'un homme que j'ai très bien connu, mon ami, Louis Saint-Laurent", a dit celui qui a chassé celui-ci du pouvoir aux élections de 1957.

M. Diefenbaker a évoqué pendant une quinzaine de minutes les principales étapes de la vie du défunt, et les relations cordiales que les deux hommes ont toujours entretenues.

Sanglots

Le député de Prince Al-

— Trudeau

publique M. Saint-Laurent a toujours su acquérir l'estime des Canadiens: sa courtoisie, son respect des opinions des autres ainsi que sa très grande bonté sont des qualités que l'on rencontre trop peu souvent à un tel degré.

"M. Saint-Laurent croyait sincèrement en l'avenir du Canada et, inspiré par un haut sens du devoir, il croyait que servir son pays est le plus grand honneur que l'on puisse se mériter".

Elu premier ministre en 1948, il remporta la victoire aux élections de 1949 et 1953 avant de connaître la défaite aux mains du chef Conservateur John Diefenbaker en 1957. Le parti libéral avait remporté plus de votes que les conservateurs mais n'avait pas fait élire assez de députés.

Cette année-là il abandonnait la politique, la chefferie du parti libéral, démissionnait comme député de Québec-Est, l'historique comté des Laurentides et des Laurier.

Il se retirait à sa demeure

— **Diefenbaker**

bert avait peine à retenir ses sanglots, parlait très lentement, à voix basse, comme s'il s'adressait à son "ami" décédé seulement à deux reprises, il s'est arrêté pendant qu'un profond silence enveloppait la Chambre, pour dire: "Il m'est très difficile de parler en ce moment-ci".

re de la Grande Allée à Québec où depuis 1957 il vivait au milieu de ses livres et de ses souvenirs.

Au cours de sa carrière d'avocat et d'homme d'Etat, M. St-Laurent s'est mérité de nombreuses décorations honorifiques. Il fut membre du Conseil Privé du Royaume Uni et reçut le 7 février 1955 le titre de citoyen d'honneur de la ville de Londres.

5 enfants

Il fut bâtonnier de Québec, bâtonnier de la province et président de l'association du Barreau Canadien.

En 1966, il perdit son épouse Jeanne, âgée de 78 ans. A partir de ce moment il vécut retiré de la société, d'autant plus qu'un accident l'obligeait ces dernières années à se déplacer à l'aide d'un appareil orthopédique.

Il laisse dans le deuil cinq enfants, deux garçons et trois filles et dix-huit petits-enfants. Me Renaud St-Laurent, qui dirige

l'étude de son père, Me Jean Paul St-Laurent, Mme Mathieu Samson,

Marthe, Mme G.F. Laferty, Thérèse, et Mme W.J. Weitch, Madeleine.



OTTAWA (PC) — Une des dernières photos de l'ex-premier ministre Louis-Stephen St-Laurent prise à l'occasion de son 91^{ème} anniversaire de naissance en janvier dernier alors qu'il revenait d'un court séjour dans la capitale où il avait reçu les bons souhaits du lieutenant-gouverneur Roland Michener et du premier ministre Pierre Elliott Trudeau.

(Telephoto Le Journal UPI)

Funérailles d'État dans deux jours

QUEBEC (PC) — M. Louis Saint-Laurent aura des funérailles d'État, samedi matin, à 10,00 hres.

C'est ce que nous a appris hier soir son fils Renaud, de Québec, ajoutant que la dépouille mortelle de l'ancien premier ministre canadien sera exposée au Salon rouge du parlement de Québec, à compter de cet après-midi.

C'est le cardinal Maurice Roy, archevêque de Québec, qui célébrera le service funèbre en la basilique Notre-Dame de Québec. Son père, le juge Ferdinand Roy, était un ami intime du disparu.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Compton, dans les Cantons de l'Est, où repose depuis novembre 1966 son épouse Jeanne. M. Saint-Laurent est décédé hier après-midi à sa résidence de la Grande-Allée, à Québec. Il était âgé de 91 ans.

Parliament leads nation in mourning St. Laurent

OTTAWA — (CP)— Both Houses of Parliament adjourned yesterday after learning of the death of Louis St. Laurent, 91, known affectionately as Uncle Louis during his eight years as prime minister from 1946 to 1957.

Among those paying tribute was John Diefenbaker, who replaced him in the prime minister's office following the Conservative victory in the 1957 general election.

"He loved Canada, he lived for Canada and his memory will be forever honored in our country," said Diefenbaker.

In Calgary, attending the western economic conference, Prime Minister Trudeau spoke of St. Laurent's "profound faith in Canada" and his belief "there could be no greater honor than to serve his country."

FOSTER HARMONY

"He entered public life primarily to foster Canadian harmony," said Trudeau. "His contribution to the better understanding of Canada by Canadians was immense and everywhere in this country became the symbol of tolerance and unity."

The funeral will be held Saturday in Quebec City.

Lester Pearson, who succeeded St. Laurent as Liberal leader in 1958, died last December, making Diefenbaker the sole surviving former prime minister.

After leaving Ottawa in 1958 St. Laurent took no active part in politics. In the 1960s when a new political awareness gripped Quebec, St. Laurent came to be regarded by younger Quebec nationalists as a symbol of Quebecers who had been assimilated by English Canada.

FIRST NEWS

First public news of his death came in the Senate from government leader Paul Martin, who served in both St. Laurent cabinets.

In an interview Sen. Martin said few men who held the office of prime minister "commanded such universal respect and admiration."

Acting prime minister Mitchell Sharp interrupted regular business to announce the death to the Commons.

Sharp said St. Laurent "as minister of justice, secretary of state for external affairs and prime minister played a leading role in the social, constitutional and judicial development of this country."

Diefenbaker referred to the "tremendous law practice" St. Laurent put aside to enter the Second World War cabinet of Mackenzie King in 1942.

"He had a call to come here to do his part to bring about a unity within this

nation which at that time was deeply challenged."

It was St. Laurent who invited the Queen to become the first monarch to open Parliament in this country's history, said Diefenbaker.

"A great Canadian in this place made his contribution to a united Canada, his life devoted to the establishment of one Canada, one nation, while at the same time maintaining, and rightly so, the traditional constitutional rights of his paternal ancestry."

Social Credit leader Real Caouette said he regarded St. Laurent more as the head of a family than as a political leader.

REAL CANADIAN

"He was not in the least arrogant," he said. "Anybody could speak to him. He was a real Canadian."

"That is why we are so deeply affected by his death."

Conservative leader Robert Stanfield, speaking in both French and English, said St. Laurent was held in great respect throughout Canada by those who served him politically and those who opposed him politically.

"He was regarded as a non-partisan leader."

New Democratic Leader David Lewis, also speaking in both languages, praised St. Laurent as a man "who won and deserved the respect of Canadians from coast to coast, who gave of himself unstintingly to the cause of Canadian unity and Canada's future."

He said that the former prime minister was a "very civilized man" who understood the country's problems and sought unity above everything else.

In Quebec Premier Robert Bourassa said it was with "profound sadness" he learned of the death of St. Laurent, a man he called "one of the principle artisans of the remarkable progress made by our country in the post-war period."

"Under his direction at both the internal and external levels, Canada became the strong and industrialized nation . . . which allows its citizens the standard of living we enjoy."

"In the name of all Quebecers . . . I would like to offer my sincerest condolences to his family."

Gabriel Loubier, leader of the Union Nationale opposition party, said St. Laurent was "the first Canadian prime minister to promote with conviction the place which French Canadians should occupy within Confederation."

"He proved to them that Canada was the best guarantee for the affirmation of their identity."

The GAZETTE, Montreal, Thurs., July 26, 1971



Louis St. Laurent, prime minister from 1948 to 1957

The GAZETTE, Montreal, Thurs., July 26, 1973

Louis Stephen St. Laurent Canada's 12th prime minister dead at age 91

QUEBEC — (CP) — Louis Stephen St. Laurent, 12th prime minister and the beloved "Uncle Louis" of Canadian politics, died at his home here at 2.20 p.m. yesterday, in his 92nd year.

St. Laurent's son Renaud reported that the end came peacefully for the man who served as Liberal prime minister from 1948 to 1957.

External Affairs Minister Mitchell Sharp interrupted the regular business of the Commons in Ottawa to announce the death of St. Laurent and Prime Minister Trudeau declared at an inter-governmental meeting in Calgary:

"Canada is a better place because he lived among us."

St. Laurent, the second French-Canadian to become prime minister, is the second prime minister to die in seven months. Former prime minister Lester B. Pearson died last Dec. 27 and St. Laurent's last public statement was a typically generous tribute to his one-time cabinet lieutenant.

Renaud St. Laurent reported that his father — who celebrated his 91st birthday Feb. 1 — passed away peacefully at his Grande-Allee home among members of his family.

LAST RITES

The courtly old French-Canadian received the last rites of the Roman Catholic church Sunday. His health had been shaky since 1968 when he fractured a hip in a fall in his home.

His condition became aggravated in the last two months.

Funeral arrangements have been made for Saturday.

St. Laurent joined the Second World War cabinet of the late W. L. Mackenzie King as a spokesman for Quebec. The soft-spoken Quebec lawyer quickly became King's right-hand man and was almost a runaway choice to succeed him when he stepped down in late 1948.

It was former prime minister John Diefenbaker, conqueror of the St. Laurent government, who led the Commons in extending birthday greetings to his long-time rival Feb. 1.

The 77-year-old Progressive Conservative warhorse received enthusiastic support from all parties when he suggested that the Commons send good wishes, felicitations and congratulations to St. Laurent along with the "hope he will have many more years with us."

St. Laurent's birthday was annually a time of quiet family celebration but this year no special festivities were planned because of the old gentleman's failing health.

LESTER PEARSON

The man who entered politics reluctantly abandoning a highly successful legal career, was born in the Eastern Townships community of Compton to an Irish mother and a French-speaking father whose roots in Canada dated to 1660. His bilingualism was virtually flawless.

In 1972 he declared:

"My successors and friends, Lester B. Pearson and Pierre Elliott Trudeau, managed to make a very great majority of the Canadian population accept policies which I always believed necessary although public opinion did not permit me to put them to work in my time."

St. Laurent cautiously avoided in his retirement any statement that could arouse political controversy. In the rare interviews he gave, he continued to stress the need for Canadian unity.

St. Laurent's wife, the former Jeanne Reneault, died in 1966. They had five children.

The former prime minister broke his public silence last Dec. 28 to describe the death of Lester Pearson as a loss for all mankind and a "deep personal loss." The association of the two men began in 1946 when St. Laurent became external affairs minister and Pearson his deputy minister.

"I believe that our partnership during the next decade enabled us to do together much that neither of us could have done separately to serve Canada," said St. Laurent.

Pearson eventually succeeded St. Laurent as leader of the Liberal party in 1957 and became prime minister in 1963. The extent to which the two men saw eye to eye was reflected in St. Laurent's words:

"As leader and prime minister, Mr. Pearson served those common interests with imagination and courage to benefit Canada and the world . . ."

/ Louis St. Laurent \

In the House of Commons he was a man of attentive courtesy, of measured and lucid, if not stirring, exposition; and of occasional vigorous rejoinder when his dander was up. On the hustings he became Uncle Louis, a wise old man in whom the people felt confidence and with whom they felt comfortable. Though he narrowly lost his last election, in 1949 and 1953 he proved to be one of Canada's great vote-getting prime ministers. In the executive precincts of government, he was chairman of the board, presiding crisply and with an even hand over ministers of great acumen to whom he delegated responsibility.

One thinks of Louis St. Laurent together with his ministers. The St. Laurent years were years of boom — C. D. Howe. They were years of Canadian emergence in important international roles stressing collective security and the United Nations — Lester B. Pearson. They were years of capable and palatable economic management — Douglas Abbott. They were years of Canadian military involvement in NATO, in Korea — Brooke Claxton. They were years of easing slowly into the welfare state — Paul Martin.

A new era

After the tortuous manoeuvring and manipulation of the Mackenzie King years, St. Laurent, the upright gentleman, seemed to be moving Canada out of political rule into managerial rule. Many people inside and outside government found it a great relief. Placid progress was the order of the day.

The corporation lawyer who had left his settled and comfortable position in Quebec City late in life to succeed Ernest Lapointe as King's Quebec lieutenant, because it was his "wartime duty", had stayed on and become a surprisingly successful leader of

a country which seemed finally to be fulfilling its destiny after years of depression and war.

The Saint Lawrence Seaway was at last built. A system of tax sharing, including equalization payments for the poorer provinces, was laboriously negotiated with the provinces. The sense of Canadian cultural identity was fostered, following the Massey Commission, by-creation of the Canada Council, inauguration of university grants, adoption of tax legislation (later repealed under Diefenbaker) to give Canadian magazines a better chance by curbing so-called Canadian editions of American magazines.

Canada got its first native-born governor-general. Appeals to the judicial committee of the privy council in Britain were eliminated. Purely federal aspects of the constitution could be amended without recourse to Westminster. A simmering feud with Duplessis' Quebec government on the issue of provincial autonomy was kept below the boil.

But the glow went off the managerial style as it became arbitrary. St. Laurent never really recovered his vigor after illness contracted on his 1954 world tour. The wilfulness and contempt for parliament of C. D. Howe took its toll. Cabinet quality declined. The Liberal Party seemed to have merged with the bureaucracy and lost touch with the people. It was time for change and change came.

Mr. St. Laurent would not hear of trying to cling to power. He went gracefully, in accordance with constitutional practice. He was to be granted many long years in the home he loved with the family he loved. Now he is gone, one of the finest, most conscientious and most capable men to have graced the office of Prime Minister.



Une des plus récentes photos de l'ancien premier ministre Louis Saint-Laurent, décédé hier à l'âge de 91 ans, à Québec. Téléphoto PC

Saint-Laurent meurt à 91 ans

QUÉBEC — M. Louis Saint-Laurent aura des funérailles d'Etat samedi matin, à 10 heures.

Son fils Renaud, qui a fait part de la nouvelle, a précisé que la dépouille mortelle de l'ancien premier ministre canadien sera exposée au Salon rouge

du parlement de Québec à compter de cet après-midi.

Document(s) illisible(s)

lors du

microfilmage

C'est le cardinal Maurice Roy, ar-

chevêque de Québec, qui célébrera le service funèbre en la basilique Notre-Dame de Québec. Son père, le juge Ferdinand Roy, était un ami intime du défunt.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Compton, dans les Cantons de l'Est, où repose depuis novembre 1969 sa femme Jeanne.

Louis Stephen Saint-Laurent, l'ex-premier ministre du Canada, est décédé à sa demeure, à Québec, à 14h20 hier. Il était âgé de 91 ans.

Son fils Renaud a fait savoir que celui qui avait gouverné le pays entre 1957 et 1958 était mort paisiblement.

Hommages

La conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest a interrompu ses travaux, à Calgary, hier, pour observer une minute de silence à l'occasion du décès de M. Saint-Laurent.

Le premier ministre Trudeau a rendu hommage à l'ancien premier ministre dès la reprise de la séance.

Il a souligné que le nom de M. Saint-Laurent restera toujours associé aux qualités de cœur et d'esprit qui lui avaient valu le respect et l'admiration d'un grand nombre de Canadiens à travers le pays.

"Comme homme, comme serviteur de l'Etat, comme chef de gouvernement, le très honorable Louis S. Saint-Laurent s'était en effet gagné depuis longtemps une place de choix dans l'affection et l'estime de ses concitoyens. Sa courtoisie innée, son profond respect des autres, a dit M. Trudeau, témoignaient sans cesse d'une aménité et d'une bonté tout à fait exceptionnelles."

Le premier ministre a rappelé que les 16 années que M. Saint-Laurent a consacrées au pays s'étaient révélées fécondes pour le Canada, tant sur le plan national qu'au niveau international.

"Son action marque encore la vie canadienne. Comme ministre de la Justice, comme secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, comme premier ministre, a poursuivi M. Trudeau, il a joué un rôle capital dans l'évolution sociale, constitutionnelle et juridique du pays."

Aux Communes

Dès que la nouvelle de la mort de M. Saint-Laurent fut annoncée, la Chambre des communes, tout comme le Sénat, a ajourné ses travaux pour le reste de la journée, par respect pour la mémoire du défunt.

Auparavant, les porte-parole des quatre partis ont rendu hommage au disparu.

Le témoignage le plus émouvant a été rendu par M. John Diefenbaker qui, à l'âge de 77 ans, demeure le seul ancien premier ministre vivant.

C'est M. Diefenbaker, à la tête des conservateurs, qui délogea les libéraux du pouvoir en 1957 et qui provoqua par le fait même la démission de M. Saint-Laurent et son remplacement par M. Lester Pearson.

"C'est avec le cœur rempli de tristesse que je parle cet après-midi d'un homme que j'ai très bien connu, mon ami, Louis Saint-Laurent."

M. Diefenbaker a évoqué pendant une quinzaine de minutes les principales étapes de la vie de M. Saint-Laurent et les relations cordiales que les deux hommes ont toujours entretenues.

Le député de Prince Albert, avant peine à retenir ses sanglots, parlait très lentement, à voix basse, comme s'il s'adressait à son "ami" décédé seulement et, à deux reprises, il s'est

avé, pendant qu'un prêtre s'élevait enveloppant la Chambre, pour dire: "Il m'est très difficile de parler en ce moment."

C'est à 16 heures précises que les travaux proprement dits de la Chambre ont été interrompus par le premier ministre suppléant, M. Mitchell Sharp, qui a annoncé la nouvelle du décès de l'ancien premier ministre aux parlementaires.

Tous ceux qui ont pris la parole ont souligné principalement l'œuvre de l'ancien chef de gouvernement en regard de l'unité canadienne.

"M. Saint-Laurent avait une foi insbranlable dans le Canada, a dit M. Sharp. C'est avant tout par souci d'assurer l'harmonie nationale qu'il entre sur la scène politique."

"Grâce à lui, les Canadiens ont appris à mieux comprendre le Canada, et, pour tous ses compatriotes, il devient le symbole vivant de notre unité et de notre fraternité."

Le chef de l'opposition, M. Robert Stanfield, s'exprimant d'abord en français, a déclaré que le Québec "a perdu un citoyen très distingué, le symbole même de la force du Québec, un exemple de courage, de détermination et d'intégrité."

"M. Saint-Laurent, a poursuivi le leader conservateur, a été un grand Québécois, un grand Canadien français et un grand Canadien."

"Un père typiquement canadien"

De son côté, le député de Saint-Hyacinthe, M. Claude Wagner, au nom de l'aile québécoise du parti conservateur, a exprimé sa fierté d'avoir beaucoup appris de l'ancien premier ministre canadien, qui a "toujours été pour moi l'incarnation des valeurs qui identifient un homme d'Etat".

Le chef du Nouveau parti démocratique, M. David Lewis, s'est dit honoré d'avoir vécu dans le même pays que M. Saint-Laurent et en même temps que lui.

"Je l'ai rencontré à plusieurs occasions, a-t-il ajouté en français, et j'ai appris qu'il était un homme gentil, courtois et civilisé qui voulait de toute son âme un pays uni."

Pour M. Réal Caouette, le chef du Crédit social, qui a déjà siégé aux Communes en même temps que M. Saint-Laurent, c'est lui qui apparaissait comme "un bon père typiquement canadien, facile d'accès et pas du tout hautain".

"Il était un Canadien dans toute l'acception du terme et le rôle qu'il a joué pour l'unité du pays a été prépondérant. Il a d'abord été un grand Canadien et un grand Canadien français."

Pour le successeur de M. Saint-Laurent comme député libéral de Québec-Est, M. Gérard Duquet, "sa mort créera partout où il est passé un vide immense".

Pour sa part, le premier ministre

du Québec, M. Robert Bourassa, a souligné que M. Saint-Laurent a été l'un des grands artisans des progrès remarquables de notre pays dans la période d'après-guerre.

"Sous sa direction, autant sur le plan extérieur qu'intérieur, le Canada est devenu cette nation forte et indépendante que nous connaissons aujourd'hui et qui permet à l'ensemble de ses citoyens de connaître la qualité et le niveau de vie que l'on sait."

Enfin le biographe et ancien secrétaire de l'ancien premier ministre, M. Dale Thomson, a dit que la mort de Louis Saint-Laurent constitue un "choc".

"Nous ne nous le retirons pas comme un vieillard, mais bien comme il nous apparaît dans les années 19 et 50, un vrai, un pur Canadien."

"Conscrit" à 59 ans au service de son pays

par Cyrille FELTEAU

LOUIS-STEPHEN SAINT-LAURENT fit irruption dans la politique presque malgré lui à 59 ans, à un âge où la plupart de ses collègues, avocats de grandes compagnies et conseillers juridiques auprès des gouvernements, songent de plus en plus à la retraite. Il entra dans cette carrière par la grande porte, sollicité, poussé plutôt par nul autre que W. L. Mackenzie King, premier ministre du Canada, qui, à la fin de 1941, cherchait fébrilement à combler le vide politique immense créé par la mort de son premier lieutenant, Ernest Lapointe, député de Québec-Est, ministre de la Justice, leader et porte-parole du Québec au sein du cabinet de guerre qu'il dirigeait.

Au début de décembre 1941, aux heures les plus sombres de la Seconde Guerre mondiale (l'attaque des Japonais contre Pearl Harbor eut lieu le 7 décembre de cette année-là) le grand avocat de Québec se vit donc placé devant une grave alternative, sans doute la plus grave de sa vie:

Un "oui" conditionnel

Devait-il répondre à l'appel pressant du chef du gouvernement de son pays, renoncer à sa vie de famille et plonger à son âge dans un monde à peu près totalement inconnu où des responsabilités énormes l'attendaient, ou, tout simplement, opter pour la solution de facilité en demeurant tranquillement chez lui à bénéficier enfin des fruits d'une vie de travail et de succès dans sa profession? En somme, Mackenzie King lui demandait de quitter la position de premier plan qu'il avait acquise au sein de sa profession pour un poste de haut rang et de grande responsabilité dans le service public, à une heure cruciale de la guerre et de l'histoire de son pays.

Après avoir réfléchi et consulté pendant quelques jours les membres de sa famille de même que plusieurs personnalités québécoises éminentes (dont S.E. le cardinal J.-M. Rodrigue Villeneuve, archevêque de Québec, et Adélard Godbout, premier ministre du Québec), il ne tarda pas à transmettre sa réponse à Mackenzie King: c'était "oui", mais un oui conditionnel, pour un an seulement ou tout au plus pour la durée de la guerre.

15 ans conscrit au service du pays

En pleine campagne du plébiscite sur la conscription, Louis Saint-Laurent acceptait d'être "conscrit" au service de son pays, mais pour un temps limité. Cette tâche, qu'il considéra toujours comme un "devoir civique du temps de guerre",

devait le garder à Ottawa pendant 15 ans, de 1942 à 1957, où il occupa successivement avec éclat les fonctions de ministre de la Justice, de ministre des Affaires extérieures, de chef du parti libéral, enfin de premier ministre, le second de langue française après sir Wilfrid Laurier. Après la démission de Mackenzie King, en 1948, il conduisit le parti libéral à d'éclatantes victoires dans deux élections générales (1949 et 1953), prolongeant ainsi jusqu'à 22 ans le règne ininterrompu de ce parti à Ottawa.

Sous son administration, le Canada s'affirma et rayonna sur le plan international, notamment pendant la crise de Suez à la solution de laquelle contribua largement le ministre des Affaires extérieures du Canada, Lester B. Pearson, nommé en 1957 Prix Nobel de la Paix. Avec ce dernier, M. Saint-Laurent collabora directement à la naissance des Nations unies de même qu'à la conception et à l'établissement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN).

Grande tournée de bonne entente

En tant que chef du gouvernement canadien, M. Saint-Laurent participa activement à plusieurs conférences des premiers ministres du Commonwealth et dirigea la délégation canadienne aux cérémonies du couronnement de la reine Elizabeth II, en 1953.

Quelques mois plus tard, en février-mars 1954, il entreprit une grande tournée de "bonne entente internationale" à travers une dizaine de pays d'Europe et d'Asie. Ce périple de plus de six semaines, le premier du genre qui ait été effectué par un premier ministre canadien, le conduisit successivement en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne de l'Ouest, en Italie, au Pakistan, en Inde, à Ceylan, en Indonésie, aux Philippines, en Corée, au Japon et à Hawaï. Il ne fait pas de doute que ce voyage contribua grandement à faire connaître le Canada et à accroître le bon renom que notre pays possédait déjà dans les milieux internationaux.

Père de la Confédération

On peut également saluer M. Saint-Laurent comme l'un des "Pères" de la Confédération puisqu'en 1949, avec le premier ministre Joey Smallwood, il fut l'un des principaux artisans de l'entrée de Terre-Neuve comme dixième province au sein de la Confédération.

Pendant son stage d'une quinzaine d'années comme ministre et chef du gouvernement canadien, M. Saint-Laurent travailla sans cesse à faire évoluer le Canada vers un statut de souveraineté et d'indépendance politique entière. Progressivement, il réussit à obtenir l'abolition des appels au Conseil privé de Londres et à faire de la Cour suprême du Canada un véritable tribunal de dernière instance.

De la même façon, il travailla à obtenir l'assentiment des provinces en ce qui a trait au rapatriement de la Constitution, c'est-à-dire la possibilité de modifier nos textes constitutionnels en matière fédérale sans devoir recourir au Parlement de Londres.

Enquêtes et grands projets

En 1952, M. Saint-Laurent recommanda la nomination du T.H. Vincent Massey comme gouverneur général du Canada. M. Massey devint ainsi le premier titulaire d'origine canadienne à occuper cette haute fonction.

Plusieurs commissions d'enquête importantes furent instituées sous l'administration de M. Saint-Laurent. Parmi les principales, il convient de citer celle que dirigea Walter Gordon sur "les perspectives économiques au Canada", et celle que présida M. Vincent Massey sur "le progrès des arts, des sciences et des lettres au Canada". Cette commission recommanda notamment la création d'un Conseil canadien des Arts qui, depuis une quinzaine d'années, par le moyen de subventions considérables, a largement contribué aux progrès des activités culturelles au Canada, de même qu'au rayonnement culturel de notre pays dans le monde.

C'est aussi sous le règne de M.

Saint-Laurent que fut conçu et en grande partie accompli le grand projet de construction de la voie maritime du Saint-Laurent. Cette vaste entreprise, réalisée conjointement avec les Etats-Unis au coût de \$450 millions, ouvrit tout l'hinterland nord-américain aux navires océaniques de 20,000 tonnes et contribua grandement à l'expansion du commerce maritime canado-américain.

Dernières sessions

Les dernières sessions du gouvernement Saint-Laurent, notamment celles de 1955 et de 1956, furent marquées par de longs et violents débats qui l'ébranlèrent sur ses bases et préparèrent sa chute, en 1957. L'administration libérale, au pouvoir depuis 1935, fut accusée "d'arrogance" et de "dictature" par les partis d'opposition, qui s'élevèrent avec la plus grande vigueur en particulier contre deux projets de loi patronnés par le ministre de l'Industrie et de la Production pour la Défense, C.D. Howe, bras droit de M. Saint-Laurent dans le domaine économique: une extension indéfinie des pouvoirs d'urgence au ministère de la Production pour la Défense et l'aide financière d'Ottawa à la Cie "Trans-Canada Pipe Lines" en vue de la construction d'un pipe-line pour le transport du gaz naturel de l'Alberta à Montréal.

"Oncle Louis" n'est plus

Il est inexact de dire qu'à 59 ans, avant de céder aux pressions de W. L. Mackenzie King, Louis Saint-Laurent n'avait jamais fait de politique "active". En 1904, à l'âge de 22 ans, il avait touché accidentellement à la politique en faisant campagne pour son père, Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent, candidat libéral dans Compton aux élections provinciales. M. Saint-Laurent père fut battu et le fils étudiant en droit revint à Québec les oreilles encore pleines des échos de cette campagne au cours de laquelle ses adversaires conservateurs ne s'étaient pas fait faute de l'appeler par dérision "le gramophone de son père".

Près de cinquante ans plus tard, au cours de sa première campagne électorale comme premier ministre et chef du parti libéral, une autre appellation, beaucoup plus flatteuse, celle d'"Oncle Louis" ("Uncle Louis"), utilisée pour la première fois par un journaliste de langue anglaise de l'Ouest, contribua énormément à sa popularité et à sa fortune politiques.

Venu tard à la politique après un

long détour comme avocat de grandes compagnies et conseiller juridique auprès des administrations publiques, Louis Saint-Laurent ne se comportait pas comme le politicien habituel, rompu depuis sa jeunesse aux trucs et aux feintes de ce grand jeu.

Son approche était beaucoup plus directe, plus franche, plus déconcertante aussi pour quiconque considère les politiciens comme des acteurs sur la grande scène que leur offre le pouvoir. Il dirigeait son cabinet un peu comme un conseil d'administration de compagnie et sur les hustings parlait à la façon d'un avocat plaidant en vue d'influencer le juge ou les jurés. Cela donnait parfois d'étranges résultats. Si l'on trouvait peu d'éloquence politique dans ses discours prononcés sur un ton monocorde, avec force haussements d'épaules et branlements de tête, on y décelait quand même l'accent d'un homme sincère, intègre, pénétré par le sens de la mission qu'il avait acceptée et tout entier tendu vers le bien commun de son pays.

Les enfants Saint-Laurent parlaient en français à leur père et en anglais à leur mère

Né le 1er février 1882 à Compton, Qué. Fils aîné de Jean-Baptiste-Moise Saint-Laurent, marchand général, et de Mary Ann Broderick, ex-institutrice d'origine irlandaise. A grandi dans un foyer où l'on parlait indifféremment les deux langues. Les enfants Saint-Laurent (deux garçons et trois filles) s'adressaient à leur père en français et à leur mère en anglais.

Etudes primaires à l'école du village et cours classique au Séminaire Saint-Charles-Borromée, de Sherbrooke. Etudes de droit à l'Université Laval. Bachelier ès arts en 1902. Admis au Barreau du Québec en 1905. Nommé professeur à la Faculté de Droit de l'Université Laval en 1914. C.R. (conseil du roi) en 1915.

En mai 1906, a épousé Jeanne Renault, de Beauceville — Deux fils, Renault et Jean-Paul; trois filles, Marthe (Mme Mathieu Samson); Madeleine (Mme Hugh O'Donnell) et Thérèse (Mme Frank Lafferty).

Bâtonnier du Barreau de la ville de Québec — Bâtonnier général du Barreau du Québec (1929-30). Président honoraire à vie de l'Association du Barreau canadien.

Comme avocat, a représenté le gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux dans des litiges constitutionnels devant la Cour suprême du Canada et le Conseil privé de Londres.

1937: Conseiller juridique adjoint auprès de la Commission royale d'enquête Rowell-Sirois sur les relations fédérales-provinciales. Associé de l'étude juridique "Saint-Laurent, Gagné, Devlin & Taschereau" — Conseiller pour l'étude juridique montréalaise "Magee, Nicholson & O'Donnell".

Déc. 1941. Après la mort d'Ernest Lapointe, le premier ministre libéral, W. L. Mackenzie King, de-

mande à M. Saint-Laurent (âgé de 59 ans et n'ayant jamais fait de politique) de remplacer le député de Québec-Est dans son cabinet comme ministre de la Justice et porte-parole du Québec. Après mûre réflexion et avoir pris conseil auprès de diverses personnalités québécoises, notamment de S. E. le cardinal J.-M. Rodrigue Villeneuve, il accepte "pour la durée de la guerre". Son séjour à Ottawa comme ministre et premier ministre devait durer 15 ans (1942-1957).

9 février 1942 — A 60 ans, en pleine campagne du plébiscite sur la conscription, élu député de Qué-

bec-Est pour la première fois. Réélu aux élections générales de 1945, 1949, 1953 et 1957.

1945: Pendant l'absence de Mackenzie King en G.-Bretagne, nommé sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures.

Vice-président de la délégation canadienne à la conférence des Nations unies à San Francisco.

4 sept. 1946: Ministre des Affaires extérieures (tout en demeurant ministre de la Justice jusqu'au 10 déc. 1946.)

Nommé membre du Conseil privé impérial.

1946-1947: A la tête des déléga-

tions canadiennes aux sessions de l'Assemblée générale des Nations unies à Londres et à New York.

7 août 1948: Elu chef du parti libéral en remplacement de Mackenzie King.

15 nov. 1948 — Premier ministre du Canada — 2ème 1er ministre de langue française après W. Laurier.

1951: Institution de la Commission royale d'enquête sur le progrès des arts, des sciences et des lettres au Canada.

1952: Recommande la nomination du T. H. Vincent Massey, premier gouverneur général d'origine canadienne.

Sous son leadership, le Canada devint une puissance internationale "à part entière".

1953: Dirige la délégation du Canada aux cérémonies du couronnement de la reine Elizabeth II.

Février-mars 1954: Tournée mondiale de "bonne entente": Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Pakistan, Inde, Ceylan, Indonésie, Philippines, Corée, Japon et Hawaii.

Principal artisan, avec Joey Smallwood, de l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération (1949).

Contribua à l'abolition des appels au Comité judiciaire du Conseil privé de Londres et à l'évolution de la Cour suprême du Canada vers le statut de tribunal de dernière instance.

Rapatriment de la Constitution — pourparlers avec les provinces.

1955: Reçu "Freeman" de la cité de Londres.

21 juin 1957: Mis en minorité aux élections par le parti de John F. Diefenbaker.

Sept. 1957: Démissionne comme chef du parti libéral.

Janvier 1958: Lester B. Pearson lui succède comme chef du parti libéral.



Photographie prise le 7 octobre 1956, à Compton, devant l'entrepôt du marchand général Jean-Baptiste-Moise Saint-Laurent, père de l'ex-premier ministre. De gauche à droite: M. Saint-Laurent, sa sœur Lora, son frère Maurice et sa sœur, la R. S. Thérèse-de-Jésus.

Face à face avec Maurice Duplessis

Rappelons tout d'abord que pendant toute l'administration de M. Saint-Laurent à Ottawa (1949-1957), Maurice LeNoblet Duplessis, fondateur et chef de l'Union nationale, régnait en maître incontesté à Québec. Ayant édifié sa force et sa fortune politiques sur la défense de l'autonomie provinciale, M. Duplessis n'entendait pas céder un seul pouce de terrain dans ce domaine au chef d'un "gouvernement d'ailleurs", fût-il Canadien français comme lui. Aussi, le chef de l'UN ne laissa-t-il passer aucune occasion de s'élever contre les "tendances centralisatrices d'Ottawa", contre "ses empiètements incessants sur la juridiction provinciale" et de réclamer sans cesse "des pouvoirs de taxation adaptés aux obligations et aux besoins de la province".

Après les conférences fédérales-provinciales infructueuses de 1946 et de 1950, M. Duplessis décréta d'autorité, en 1951, un impôt provincial sur le revenu. En 1952, il dut accepter, à titre provisoire, les premières subventions fédérales aux universités, mais il les refusa catégoriquement par la suite en disant qu'elles constituaient une atteinte directe à l'autonomie provinciale en matière d'éducation.

Cette guerre larvée entre Ottawa et Québec se poursuivit bon an, mal an, jusqu'à la fin du régime libéral. Pendant cette période, bon nombre de Québécois votaient simultanément pour l'UN à Québec et pour le parti libéral à Ottawa. Les campagnes électorales provinciales ramenaient invariablement à la surface ce que l'on appelait alors "l'axe Drew-Duplessis". Pendant que le chef de l'UN multipliait ses attaques contre Ottawa, M. Saint-Laurent feignait de les ignorer ou n'y répondait que mollement, excepté, peut-être, pendant

les campagnes électorales fédérales.

Une fois, cependant, en septembre 1954, M. Saint-Laurent se lança sans être directement provoqué, dans une vigoureuse contre-attaque contre l'Union nationale et son chef, Maurice Duplessis. Dans deux discours prononcés à quelques jours d'intervalle, le premier à Montréal lors d'un dîner à bord du paquebot "Saxonia", le second à Québec à l'occasion de l'inauguration du Club de Réforme, le leader libéral releva plusieurs sujets de griefs entre lui et M. Duplessis et osa déclarer que le Québec était "une province comme les autres".

M. Duplessis lui répondit dans un discours enflammé qu'il prononça devant des milliers de partisans enthousiastes lors de l'inauguration du pont de Valleyfield, le 26 septembre 1954. Il reprocha à M. Saint-Laurent de vouloir jeter pardessus bord tous les droits chèrement acquis par les Canadiens français et de "vouloir revenir au temps des gouverneurs anglais". Le chef de l'Union nationale se dit profondément "peiné", "attristé" de voir un compatriote affirmer ce qu'aucun Canadien anglais n'avait jamais osé dire au sujet du Québec "province comme les autres". "Le Québec n'acceptera jamais cette position", déclara-t-il.

Cette guerre ouverte entre les deux chefs de gouvernements fit les manchettes des journaux à travers le pays pendant plusieurs jours. Mais la querelle, du moins sous sa forme la plus vive, ne dura pas. Elle prit fin à la suite d'une rencontre entre les deux hommes, suscitée par Egan Chambers, candidat progressiste-conservateur dans la circonscription montréalaise de St-Laurent-Saint-Georges. D'une certaine façon, chacun mit de l'eau dans son vin et la vie continua...

"Nous n'avons pas d'autre choix que l'unité nationale"

Même avant son entrée en politique du côté libéral, Louis Saint-Laurent partageait sur l'unité canadienne les idées énoncées des décennies auparavant par sir Wilfrid Laurier, W. L. Mackenzie King et Ernest Lapointe. Il ne les modifia pas une fois au pouvoir, bien au contraire.

Il les exposa à maintes reprises au cours d'interventions aux Communes et de discours électoraux. Le 1er février 1957, à l'occasion de son 75e anniversaire de naissance, 1.400 convives se réunirent au Château-Frontenac de Québec pour lui rendre hommage. Comme il convenait, M. Saint-Laurent traita, dans son discours, de l'unité nationale.

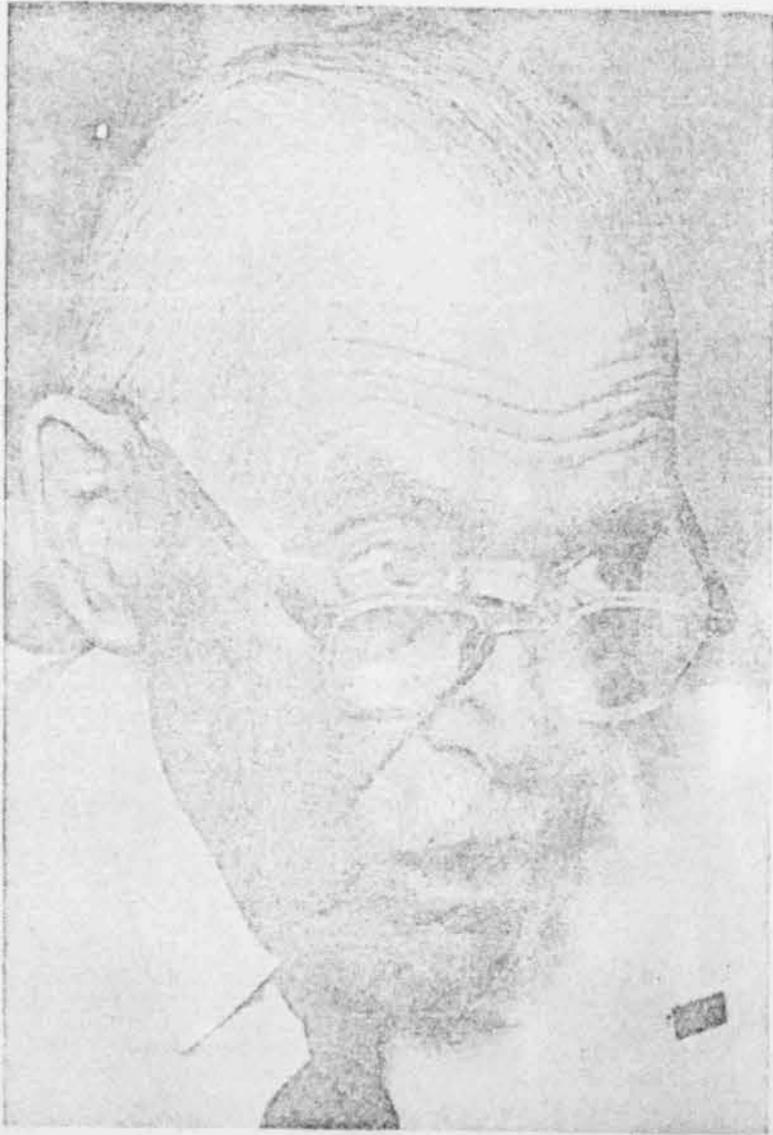
Reprenant à son compte des opinions émises en 1894 par sir Wilfrid Laurier, le premier ministre s'éleva contre la théorie "d'une petite république du genre San Marino ou Monaco sur les bords du Saint-Laurent", déclarant que son ambition était "d'être le citoyen d'un grand pays".

"L'unité nationale constitue la

condition fondamentale de notre existence et de notre progrès en tant que nation, poursuivit-il. Je ne crois pas que nous ayons d'autre choix."

S'adressant de façon particulière à ses compatriotes du Québec, M. Saint-Laurent leur dit qu'il "était peut-être temps de cesser de s'interroger avec anxiété sur notre avenir; cet avenir sera ce que nous le ferons nous-mêmes par notre travail, notre persévérance, notre confiance à l'égard de la place que nous devons occuper au sein de la nation canadienne. Nous devons nous croire capables de remplir cette place, qui s'agrandira et deviendra plus sûre au fur et à mesure de l'expansion du pays."

"Les Canadiens de langue française sont fiers de leurs ancêtres, déclara le jubilaire; ayons assez de force pour nous tenir droits comme ils l'ont fait, et nos descendants pourront ajouter nos noms à la longue liste de ceux dont ils pourront être fiers."



M. Saint-Laurent au cours d'une interview qu'il accordait en 1967 à Toronto, à l'âge de 85 ans.

photo PC

● Mort d'un grand Canadien

Destin hors série que celui de l'homme qui s'est éteint hier à Québec à l'âge avancé de 91 ans: n'eût été de la guerre et de la mort inopinée d'Ernest Lapointe, bras droit de Mackenzie King, Louis-S. Saint-Laurent n'aurait sans doute jamais fait de politique. Il aurait poursuivi sans heurt jusqu'à la fin une carrière juridique brillante, fondée sur un sens du travail, une compétence professionnelle et une intégrité morale au-dessus de tout reproche.

A 59 ans, sous la poussée de circonstances tragiques particulièrement pressantes, il fut projeté presque du jour au lendemain sur la scène politique canadienne et investi de lourdes responsabilités. Le fils du marchand général de Compton était mieux préparé qu'on ne le croyait à les assumer. En tout cas, quand il avait pris une décision et donné sa parole, Louis Saint-Laurent ne revenait jamais en arrière; il continuait sa route quels que soient les obstacles qui se dressaient devant lui.

A l'inverse, quand il était convaincu d'avoir, dans une fonction précise, rempli sa mission et épuisé son utilité, il s'effaçait sans bruit pour laisser le champ à d'autres. Depuis sa défaite comme chef du gouvernement et sa démission comme chef du parti libéral, il y a seize ans, on n'a pas beaucoup entendu parler de lui. Vraiment retiré des affaires publiques, celui qui avait été à la barre pendant une quinzaine d'années se contenta d'interventions à intervalles irréguliers, la plupart du temps quand on le sollicitait et qu'on forçait, pour ainsi dire, sa retraite. Respectueux de la volonté populaire, l'ancien député de Québec-Est était profondément démocrate.

Comment parler de la carrière politique de Louis Saint-Laurent sans évoquer des temps presque révolus, en tout cas qui semblent déjà bien lointains? Pour les moins de 25 ans, l'ancien premier ministre du Canada compte déjà parmi nos personnages historiques. Le plus étrange, c'est qu'il a pu revendiquer, de son vivant même, l'honneur d'être reconnu comme l'un des authentiques "Pères de la Confédération" par suite du rôle capital qu'il joua comme promoteur de l'intégration de Terre-Neuve au pays.

On l'a maintes fois répété, c'est par sens du devoir civique que Louis Saint-Laurent, grand avocat et père de famille exemplaire, accepta à l'aube de ses soixante ans d'être jeté littéralement dans la fournaise de la politique à un moment crucial de la guerre et de l'histoire de notre pays. D'une année à l'autre, son utilité s'affirmant, il consentit à

demeurer au poste beaucoup plus longtemps qu'il ne l'avait envisagé au début.

C'est ainsi que pendant quinze ans, de 1942 à 1957, et tout particulièrement pendant ses neuf années à la tête du gouvernement fédéral (1948-1957) la figure à la fois bonhomme et sévère de l'"Oncle Louis" servit à illustrer autant au pays qu'à l'étranger le caractère canadien avec tout ce qu'il comportait alors de vertus austères et de stabilité.

Cosignataire au nom du Canada de la Charte des Nations unies et l'un des grands promoteurs de l'Organisation de l'Atlantique-Nord, l'ex-ministre des Affaires extérieures devenu premier ministre fit accéder notre pays au rang de puissance moyenne écoutée et respectée dans le grand conseil des nations.

A peu près dépourvu des atouts spéciaux du politicien ordinaire, Louis Saint-Laurent détonnait et rassurait à la fois par une franchise sans apprêt qui confinait souvent à la candeur. De sa personnalité d'homme intègre émanait un sentiment de confiance qui devenait entre ses mains une formidable arme politique. Ironie du sort, l'apparition imprévue de cet homme presque apolitique contribua à prolonger d'une bonne dizaine d'années le règne du gouvernement libéral à Ottawa. On a beau chercher parmi les personnalités politiques de ce temps-là, on ne voit pas qui eût pu réaliser à sa place pareil exploit.

A sa façon, et dans un sens typiquement canadien, Louis Saint-Laurent a marqué profondément deux périodes difficiles de notre histoire encore récente: la guerre elle-même et l'après-guerre immédiat. Il a certes puissamment contribué à défendre et à sauvegarder une unité parfois précaire, soumise à de graves tensions sous la poussée d'événements extérieurs et intérieurs.

Comme pour ses prédécesseurs sir Wilfrid Laurier et W. L. Mackenzie King, pendant toute sa carrière politique l'unité du pays fut sa pensée dominante. Dans un discours qu'il prononça à Québec lors d'une fête à l'occasion de son 75^{ème} anniversaire de naissance, il déclara sans ambages: "L'unité nationale constitue la condition fondamentale de notre existence et de notre progrès en tant que nation; je ne crois pas que nous ayons d'autre choix."

Plus de quinze ans après et malgré l'évolution de certaines idées, celle-là demeure toujours vraie. Chose certaine, elle est le fruit du cerveau d'un grand Canadien, qui a brillé et s'est dévoué sans compter à de hauts postes au service de son pays.

Cyrille FELTEAU

L'IMAGE D'UN BRAVE HOMME

C'était au début des années cinquante. A Saint-Patrice, près de Rivière-du-Loup, rendez-vous saisonnier de riches villégiateurs aux propriétés cossues face à un golf typiquement british.

Ma mère aimait bien passer devant ces domaines aux grandes maisons de bois entourées de jardins bien boisés aux pelouses impeccables.

Un jour j'ai vu un vieux monsieur, à la moustache blanche, qui se promenait devant un massif de fleurs. C'était le très honorable Louis-Stephen Saint-Laurent, notre premier ministre canadien-français.

C'est, à peu près, le seul souvenir que j'en ai gardé. C'est comme ça la vie des grands hommes de la politique. Il n'en reste dans la mémoire de leurs concitoyens que des images qui n'ont souvent rien à voir avec ce qu'ils furent vraiment.

J'avais une dizaine d'années et je savais que nous devions être fiers parce qu'un des nôtres, un "Canadien", était premier ministre chez les "Anglais".

Ce qui ne nous empêchait pas de vénérer aussi M. Duplessis.

Quand j'ai appris la mort de M. Saint-Laurent j'ai eu de nouveau dix ans. Et si j'ai été ému, c'est par mon enfance, par des souvenirs que je croyais bien enfouis.

Et j'ai mesuré tout le chemin parcouru depuis vingt ou vingt-cinq ans.

C'était en 1952. J'étais sur le bord du trottoir au milieu d'une foule chaleureuse, plusieurs brandissaient des

Union Jack ou des Red Insign. C'était jour de fête. La Princesse Elizabeth visitait Montréal. Les journaux et la radio ne parlaient que de ce grand événement.

Novembre 1964, je courais rue du Parloir pour échapper à un policier matraque levée. Visite royale à Québec. La ville en état de siège, les auto-

UN COMMENTAIRE DE JACQUES GUAY

mobiles fouillées aux différentes entrées. Samedi de la matraque. Entre les deux, dix ans à peine se sont écoulés.

1964, M. Saint-Laurent est à sa retraite et l'un des jeunes ministres francophones de son cabinet, Jean Lesage, est premier ministre d'un Québec en pleine révolution tranquille.

Plus que la crise de la conscription, pourtant cruellement ressentie, la révolution tranquille aura changé le Québec et remis en cause ses liens avec le Canada. Le Samedi de la matraque, pour moi, demeure un symbole de ce changement profond. Parce que, justement, j'ai connu une autre visite royale...

Ce que ça vient faire, direz-vous, dans une chronique consacrée à M. Saint-Laurent? Ce sont peut-être là des propos fort ingrats mais la première idée qui me vient à l'annonce du décès de M. Saint-Laurent, c'est celle du changement, de l'évolution.

Il représente pour moi une époque sinon entièrement révolue, du moins à peu près disparue, dont il ne reste que quelques traces chez, je crois, bien peu de Québécois.

C'était une époque où il suffisait de peu pour nous contenter. Quelques mots français dans le message royal, un sourire bilingue. Un premier ministre de "notre race". Et des exploits de Maurice Richard.

Et pourtant au moment même où M. Saint-Laurent succédait à Mackenzie King, le Québec, imperceptiblement, commençait à changer.

Dans le sang des grévistes d'Asbestos, la Confédération des syndicats nationaux, l'actuelle C.S.N., prenait brutalement conscience de son rôle.

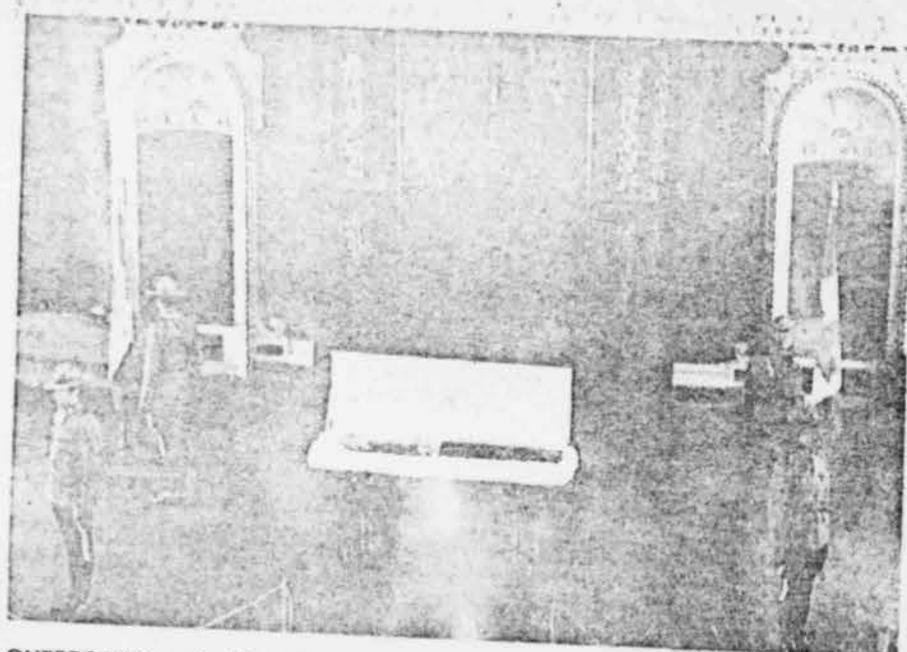
C'est, d'autre part, sous M. Saint-Laurent que le Québec devait poser, en 1954, un des gestes les plus lourds de conséquence, peut-être, de l'histoire de la Confédération, l'imposition par le gouvernement Duplessis de la double taxation.

Le Québec récupérerait ainsi une partie de l'impôt sur le revenu que s'était arrogé le gouvernement fédéral à l'occasion de la guerre.

On a beaucoup répété, par ailleurs, dans les milieux politiques, que M. Saint-Laurent évitait soigneusement de mêler le parti libéral fédéral aux campagnes électorales québécoises, au grand dam de ses collègues libéraux provinciaux.

C'était, probablement, grande sagesse et peut-être, tout simplement, un signe de respect de l'électorat.

Je ne sais s'il fut un grand premier ministre, lorsqu'ils meurent ils le deviennent tous. Il aura laissé l'image d'un brave homme. C'est beaucoup.



QUEBEC (UPI) — La dépouille mortelle de l'ancien premier ministre du Canada, M. Louis Saint-Laurent, est exposée en chapelle ardente dans le Salon Rouge utilisé autrefois par la Chambre haute de la législature du Québec. Comme on peut facilement s'en rendre compte, les Québécois étaient fort peu nombreux pour venir rendre un dernier hommage au disparu. Les funérailles de M. Saint-Laurent auront lieu demain.

(Téléphoto: UPI — Le Journal)

LE SALON ROUGE ÉTAIT DÉSERT...

Le très honorable Louis St-Laurent a été le premier ministre du Canada pendant 8 ans (de 1948 à 1957) mais il semble bien que peu de gens s'en souviennent.

En effet, les Québécois se sont rendus très peu nombreux, hier, pour défilier devant la tombe de l'ancien chef d'Etat. Pour veiller le corps, il n'y avait souvent que les 4

policiers de la GRC, en costume d'apparat et au garde-à-vous.

Dans le Salon rouge du Parlement de Québec, particulièrement désert en cette période de vacances estivales, seuls quelques amis de l'ancien premier ministre sont venus se recueillir sur la tombe. Occasionnellement, un livreur venait déposer à proximité une couronne

de fleurs comme marque de respect d'un intime du défunt.

Des problèmes

L'exposition du corps au Salon rouge a d'ailleurs posé un certain nombre de problèmes. Les gardiens du Parlement de Québec ont dû défaire, en début de matinée, les échafaudages qui étaient dressés en face de l'auguste édifice, en pleine période de rénovation. Puis, à 14 h, on apporta la bière qui transportait le défunt afin de l'exposer en chapelle ardente, et on permit à tous les photographes et caméramen présents de filmer en détail la cérémonie.

Ensuite, la salle fut ouverte au public mais très peu de personnes vinrent rendre hommage au disparu. Il y eut notamment le premier ministre Bourassa, puis quelques députés qui n'avaient pas déserté leurs bureaux de l'Assemblée nationale malgré la canicule.

Plus tard en après-midi, les enfants de M. St-Laurent se rendirent au Salon rouge afin de rendre hommage à leur père décédé.

Hommage de Nixon

WASHINGTON (AFP) — Le président Nixon a rendu hommage, jeudi, à la mémoire de l'ancien premier ministre du Canada, M. Louis Saint-Laurent. Dans une déclaration publiée à la Maison-Blanche, M. Nixon rend hommage au rôle qu'a joué M. Saint-Laurent dans la création de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. "Aujourd'hui, L'OTAN est un monument en hommage à l'inspiration de M. Saint-Laurent", déclare M. Nixon.

"Les nombreux amis de M. Saint-Laurent aux Etats-Unis se souvien-

dront avec une affection spéciale de ses efforts incessants pour la cause de l'amitié et de la coopération entre nos deux pays", a dit M. Nixon.

Pour sa part le bâtonnier du Québec, maître Jacques Viau, a rendu hommage à Louis Saint-Laurent en soulignant que l'ancien premier ministre du Canada s'était acquis, par sa compétence, un grand respect dans le monde juridique.

Maître Viau a ajouté que la carrière de monsieur Saint-Laurent honorait tous les membres du barreau.

LOUIS SAINT-LAURENT A ÉTÉ CONDUIT À SON DERNIER REPOS, À COMPTON

Des milliers de personnes se sont placées sur le parcours du cortège funèbre conduisant la dépouille mortelle de l'hon. Louis Saint-Laurent, le 12e premier ministre du Canada qui est décédé plus tôt cette semaine.

Le cortège funèbre, que conduisaient le Premier ministre actuel, M. Pierre Elliott Trudeau, et le juge Gérard Fauteux de la Cour suprême, a défilé dans les rues du vieux quartier de Québec qu'il a connues jeune homme lorsqu'il était étudiant à l'Université Laval.

La dépouille mortelle prenait place dans un corbillard de bois datant de 70 ans et tiré par six chevaux.

Le corbillard était précédé par des éléments d'élite du 22e régiment. Il était encadré de policiers de la Gendarmerie Royale du Canada.

Le cardinal Maurice Roy, archevêque de Québec, a accueilli le convoi à la basilique de Québec et a chanté la messe funéraire pontificale.

Le corps a ensuite emprunté un véhicule plus moderne pour se rendre dans le village natal du défunt, soit Compton, où il avait demandé à être inhumé près de son épouse. Il y est arrivé vers 4h. hier a-

pres-midi. Presque toute la population s'était déplacée pour rendre hommage au plus illustre de ses fils.

Mgr Paul-Emile Morin,

vicaire général du diocèse de Sherbrooke et curé de Compton a célébré une brève cérémonie religieuse et a fait l'éloge du défunt.

Plusieurs personnes a-

vaient placé des gerbes de fleurs autour de la fosse où doit reposer pour l'éternité celui qui fut le deuxième Premier ministre canadien de langue française.

celui qui a 59 ans abandonna une des plus brillantes carrières d'avocat-civiliste pour consacrer 15 ans de sa vie à ses concitoyens à un moment des

plus sombres de l'histoire du monde, alors que les Nazis écrasèrent tout sur leur passage en Europe, et menaçaient d'envahir par la suite l'Amérique.



Le Premier ministre Pierre Elliott Trudeau et le juge Gérard Fauteux conduisaient le deuil, hier, lors des funérailles de l'hon. Louis Saint-Laurent.



Une foule recueillie s'était placée sur le passage du convoi funèbre dans les rues de Québec. Le corps prenait place dans un vieux corbillard de bois, tiré par six chevaux noirs.

Louis Saint-Laurent repose à Compton, son village natal

par Robert LEFEBVRE

QUÉBEC (PC) — Les funérailles de l'ancien premier ministre canadien Louis Saint-Laurent, décédé mercredi dernier à l'âge de 91 ans, ont eu lieu samedi matin en la basilique Notre-Dame de Québec.

La dépouille mortelle, qui était exposée en chapelle ardente depuis jeudi après-midi, a quitté le Salon rouge de l'Assemblée nationale un peu après 9 h 30. Le cercueil d'acajou a été placé dans un corbillard tiré par six chevaux.

Il s'agit d'un corbillard datant du début du siècle, fait à la main par trois sculpteurs du Québec, et orné d'or pur. Il était utilisé à l'époque pour les funérailles de personnalités religieuses et civiles.

Cortège

Une garde d'honneur, composée de 50 hommes du 2e bataillon du Royal 22e Régiment, a présenté les armes à la sortie de l'Assemblée nationale. Cette même garde d'honneur, ainsi que la musique du Royal 22e Régiment et sept voitures florales précédaient le corbillard, à côté duquel se tenaient les huit porteurs, officiers de la Gendarmerie royale du Canada.

Suivaient les décorations du défunt, la Médaille du Centenaire et celle de l'Ordre du Canada, le chef du protocole et 50 porteurs honoraires, à la tête desquels se trouvait le premier ministre Pierre Elliott Trudeau. A la suite, venaient les deux fils de M. Saint-Laurent, Renaud et Jean-Paul, ainsi que les petits-fils et autres membres de la famille.

Porteurs honoraires

Parmi les porteurs honoraires qui ont accompagné la dépouille mortelle jusqu'à la basilique de Québec, on retrouvait en plus de M. Trudeau, le Très Honorable Gerald Fauteux, juge-en-chef de la cour Suprême, l'Honorable Muriel McQueen Ferguson, président du Sénat; M. Paul Martin, leader du gouvernement au Sénat; M. Jules Léger, ambassadeur du Canada en Belgique; M. Pierre Asselin, ambassadeur du Canada au Cameroun; M. J. R. Smallwood, ancien premier ministre de Terre-Neuve; et M. Jean Lesage, ancien premier ministre du Québec.

Plusieurs autres personnalités ont assisté aux funérailles, dont le gouverneur général du Canada, M. Roland Michener; le chef conservateur Robert Stanfield; le député de Prince-Albert, M. John Diefenbaker; le chef du NPD, M. David Lewis; le premier ministre de la Nouvelle-Ecosse, M. Reagan, ainsi que les représentants du gouvernement québécois, des autorités municipales de Québec et de Montréal et des Forces armées canadiennes.

Les cérémonies

Le cortège a mis un peu plus de 30 minutes pour se rendre à la basilique Notre-Dame, en bordure desquelles s'étaient massés plusieurs milliers de Québécois et de touristes.

La garde d'honneur a de nouveau présenté les armes à l'arrivée du cercueil à la basilique. C'est le cardinal Maurice Roy, archevêque de Québec et primat de l'Église canadienne, qui a présidé à la cérémonie liturgique. Il était assisté du chanoine Jean-Charles Racine, curé de la paroisse Notre-Dame, et du Père Nazaire Auger, curé de la paroisse Saint-Coeur-de-Marie, à laquelle appartenait M. Saint-Laurent.

Le premier ministre Trudeau a fait la lecture de l'Épître, et l'Évangile a été lu par le Père William Murphy, vicaire de la paroisse St-Patrick, où le défunt allait souvent se recueillir dans la petite église située tout près de sa résidence.

"Nous n'avons pas à faire ici le récit des événements qui ont marqué une longue et belle carrière, mais nous voulons, à la lumière de la parole de Dieu, chercher le sens d'une vie qui fut rayonnante et chrétienne", a déclaré le cardinal Roy dans son homélie.

"Nous évoquons, a dit le cardinal, la mémoire d'un homme en qui se rencontraient, dans l'harmonie, deux races et deux cultures et qui semblait fait à l'image de notre pays."

Soulignant sa fidélité à Compton, son village natal; à Sherbrooke, où il a commencé ses études classiques; et à Québec, où il a si longtemps vécu et voulu mourir, Mgr Roy a dit du disparu "qu'il n'était pas de ceux qui croient aimer le monde entier parce qu'ils s'inspirent d'une idéologie nuageuse, sans contact avec le sol nourricier et la maison où l'on travaille et l'on chante".

"Mais parce qu'il avait des racines profondes dans la bonne terre, souligne-t-il, il portait en lui une sève capable de soutenir une forte croissance; l'affection si généreuse qu'il témoigna à ses concitoyens était le prolongement de celle qu'il portait aux siens. Elle ne s'exprimait pas seulement en paroles, mais par des actes concrets et par le don total de lui-même".

"Il fut également simple et loyal dans sa foi chrétienne; il en donnait le témoignage sans crainte mais aussi sans ostentation."

Rappelant son entrée dans la vie politique à une époque où elle offrait peu de joies et beaucoup de responsabilités écrasantes et périlleuses, l'archevêque de Québec a poursuivi: "Dans un domaine qui ne lui était familier, on fut surpris de voir jusqu'à quel point il n'eut pas besoin de changer. Il resta lui-même, haussant simplement ses qualités profondes au niveau de ses nouvelles fonctions."

"Le rôle important qu'il joua comme premier ministre du Canada appartient à l'histoire. Après avoir vécu les heures angoissantes de la guerre, on sait avec quelle sincérité communicative il se consacra à une oeuvre d'harmonie dans notre pays et de paix dans le monde entier."

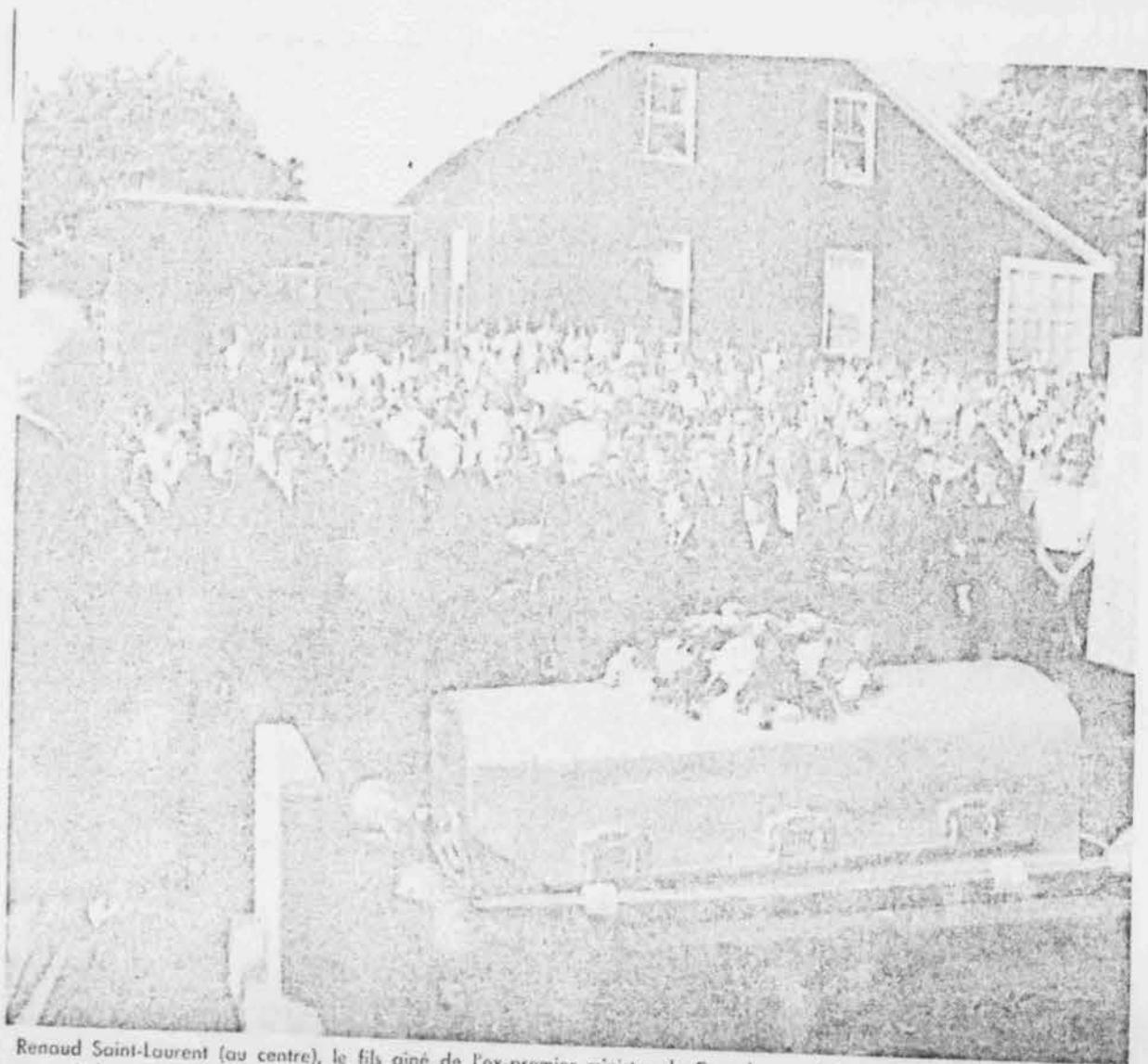
Au sortir de l'église, le défunt fut salué par une salve de 19 coups de canon tirée par les artilleurs du 5e Régiment d'Artillerie légère du Canada.

Le cercueil fut ensuite embarqué dans un corbillard bien contemporain cette fois, et quelques personnalités ont tenu à accompagner les membres de la famille pour l'inhumation, à Compton. Le cortège devait mettre environ quatre heures pour effectuer le trajet de 145 milles séparant Québec de Compton, via les routes 1 et 22.

M. Saint-Laurent reposera aux côtés de son épouse Jeanne, décédée en novembre 1966.



M. Pierre Elliott Trudeau marchait en tête du défilé dans les rues de la vieille capitale, samedi. A sa gauche, le juge en chef de la cour Suprême, Gérard Fauteux.



Renaud Saint-Laurent (au centre), le fils aîné de l'ex-premier ministre du Canada, reçoit le drapeau du Canada qui recouvrait le cercueil de son père. M. Louis Saint-Laurent repose à Compton, son village natal.



Un premier ministre gentilhomme

*Louis St-Laurent,
premier ministre du Canada de 1948 à 1957*

Louis St-Laurent (1882-1973),
v. 1950. (C-10461)

Louis St-Laurent devient premier ministre du Canada le 15 novembre 1948, à l'âge de soixante-six ans, successeur choisi de Mackenzie King, qui prend sa retraite. Ce douzième chef de l'État canadien n'est que le deuxième Canadien français à occuper ces hautes fonctions; il est parfaitement bilingue, tenant l'anglais de sa mère et le français de son père.

Dans son premier discours aux Canadiens en tant que premier ministre, St-Laurent s'engage à assurer l'uniformité nationale en matière de sécurité sociale et de bien-être et à créer une nation unie fondée sur l'égalité des chances et l'amour profond de la patrie, la participation du Canada à la prospérité commune et à l'établissement de la paix mondiale en collaboration avec d'autres États.

L'« oncle Louis » avec un groupe
d'enfants durant la campagne
électorale de 1949. (PA-123988)



Avant d'entrer en politique, St-Laurent était l'un des plus éminents avocats canadiens spécialisés dans le droit constitutionnel et le droit commercial. Maintes fois, il comparut devant la Cour suprême du Canada et le Comité judiciaire du Conseil privé de Londres.

Il entre au conseil des ministres en 1941, à titre de ministre de la Justice « pour la durée de la guerre ». Après avoir été convaincu de demeurer en politique, il occupe les fonctions de Secrétaire d'État pour les Affaires extérieures, de 1946 à 1948.

Mackenzie King transmet à St-Laurent une organisation libérale très solide et un conseil des ministres des plus compétents. On y trouve notamment C.D. Howe, ministre de l'Industrie et du Commerce, Lester B. Pearson, Secrétaire d'État pour les Affaires extérieures, Douglas C. Abbott, ministre des Finances, Brooke Claxton, ministre de la Défense nationale, et James Gardiner, ministre de l'Agriculture. King laisse également à St-Laurent son chef de cabinet, Jack Pickersgill, qui se révélera d'une utilité inestimable en tant qu'adjoint, conseiller et rédacteur de discours. Pendant la majeure partie du règne de St-Laurent, le chef de l'opposition est le conservateur George Drew, ancien premier ministre de l'Ontario.

Pendant son mandat, Louis St-Laurent fut connu comme un homme de famille, un gentilhomme qui aimait beaucoup les enfants. En tournée dans l'Ouest en avril 1949, un journaliste, voyant le climat amical qui régnait entre le premier ministre et un groupe d'enfants sur une plate-forme de gare de chemin de fer, le baptise « l'oncle Louis », surnom qui va lui rester pour le reste de sa vie. St-Laurent aimait passer du temps en famille, à sa résidence d'été de Saint-Patrick, dans le bas du fleuve. Il pratiquait le golf et la pêche mais un incident lui avait fait abandonner la chasse: après avoir abattu une biche, il avait vu surgir du bois ses

deux faons désespérés devant le corps inerte de leur mère. Il est le premier chef de l'État canadien, avec son épouse Jeanne, à habiter le 24, promenade Sussex, acheté par le gouvernement et transformé en résidence officielle du premier ministre.

Sa gentillesse, son souci des autres et sa courtoisie bien connus ne font cependant pas de St-Laurent un premier ministre mou. Très intelligent, il est bon administrateur et sait se faire à la fois respecter et aimer de ses ministres. Pour lui, gouverner un pays semble facile. Toujours prêt pour les réunions du conseil des ministres, il est doué d'une grande perspicacité qui lui fait tout de suite voir le nœud du problème. Ce qui ne l'empêche pas avant de prendre une décision d'entendre tous les avis.

Il remporte deux élections pendant son mandat. En 1949, les Libéraux établissent un record en raflant 193 des 262 sièges de la Chambre. Une large part de cette réussite est attribuable à l'immense popularité de St-Laurent. Sa chaleur et sa sincérité sont pour lui des atouts de taille. En 1953, les Libéraux obtiennent encore la majorité, avec 173 circonscriptions sur 265. Là encore, la popularité du chef et les nombreuses réalisations du gouvernement jouent un rôle important, de même que la prospérité que connaît alors le pays. L'économie bouillonne, le chômage et l'inflation sont à leur plus bas niveau depuis longtemps, la qualité de vie et le taux de natalité, en remontée spectaculaire.

Le gouvernement St-Laurent accomplit beaucoup de choses de 1948 à 1957. Terre-Neuve adhère à la Confédération le 31 mars 1949; la Commission royale sur les arts, les lettres et les sciences est créée en 1951; le premier gouverneur général canadien, Vincent Massey, est nommé en 1952; les appels devant le comité judiciaire du Conseil privé de Londres sont abolis et le Canada obtient le droit de modifier sa constitution, pour les questions strictement fédérales. D'importants travaux comme l'aménagement de la route transcanadienne, de la Voie maritime du Saint-Laurent et du gazoduc transcanadien sont entrepris. Énergie atomique du Canada limitée est chargée d'exploiter l'énergie atomique. La CBC et Radio-Canada lancent en 1952 un réseau de stations de télévision, à Montréal et Toronto. Des centaines de milliers d'immigrants viennent s'établir au Canada, notamment un grand nombre de réfugiés hongrois, en 1956 et 1957.

Au chapitre des affaires étrangères, le Canada est parmi les fondateurs de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et appuie sans réserve les Nations Unies; il envoie des troupes en Corée, aux côtés des forces de l'ONU, de 1951 à 1953. Lester B. Pearson sou-

lève l'admiration internationale pour son travail à l'ONU et surtout pour son rôle dans la négociation du règlement de la crise de Suez, en 1956, qui lui vaut d'ailleurs le prix Nobel de la paix en 1957. Par le fait même, le prestige du Canada grandit sur la scène internationale.

En matière de lois sociales, les pensions de vieillesse deviennent universelles en 1951, l'assurance-chômage est offerte aux travailleurs saisonniers et aux pêcheurs, des mesures législatives en vue de garantir l'appui futur du gouvernement fédéral à l'assurance-hospitalisation sont adoptées, et, enfin, les modalités d'un nouveau régime de paiements de péréquation sont négociées.

En 1951, le premier ministre St-Laurent accueille la princesse Élisabeth et le prince Philippe, en visite officielle, et en 1953 lui-même et la majorité de ses ministres se rendent à Londres pour assister au couronnement de la reine Élisabeth II.



Mais, au début de 1953, l'image de l'administration est ternie par un scandale qui touche les forces armées; des biens de l'Armée ont été volés à Petawawa. En fait, selon les journaux, un certain nombre de chevaux sont inscrits sur la feuille de paye, et des militaires touchent la solde de ces équidés. L'opposition et la presse se régale de cette histoire qu'ils prennent bien soin de faire durer de nombreuses semaines.

L'effritement de l'appui au gouvernement St-Laurent s'accroît en 1955, lorsque celui-ci bâcle l'adoption d'un projet de loi modifiant la *Loi de production de défense*. L'opposition réussit à faire passer C.D. Howe pour un arrogant et St-Laurent pour un vieillard fatigué. En fait, St-Laurent est vraiment fatigué et sujet à des

Le prince Philippe, la princesse Élisabeth et Louis St-Laurent, en 1951, au cours d'une visite officielle du couple princier. (PA-123994)

*St-Laurent se donnait
entièrement à son
pays, avec une
grandeur d'âme peu
commune et était à
l'abri de tous motifs
personnels ou
indignes.*

phases dépressives. Un tour du monde entrepris en 1954 l'avait ensuite obligé à se reposer de nombreux mois.

En plus, l'image du gouvernement prend un dur coup en 1955 lorsque Pickersgill déclare à Victoria, dans un discours en tant que ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, qu'il ne croit pas qu'un immigrant, peu importe son pays d'origine ou la grandeur de son âme, peut équivaloir à un bébé canadien; selon lui, un immigrant doit apprendre à devenir canadien alors qu'un bébé canadien l'est dès sa naissance. Inutile de décrire le tollé qui s'ensuit. Les journaux ne tardent pas à faire remarquer que deux ministres fédéraux, C.D. Howe et James Sinclair, sont des immigrants et que Pickersgill a fait la remarque que ses « collègues ne sont pas aussi bons que les bébés canadiens ». De nombreux immigrants ne pardonneront jamais cette bêtise aux Libéraux.

Une autre épreuve pour le gouvernement St-Laurent a été la crise de Suez. Bon nombre de Canadiens se sentaient encore très liés à la Grande-Bretagne et épousaient l'opinion des Conservateurs selon laquelle Pearson et St-Laurent auraient dû appuyer le geste des Britanniques et des Français en Égypte. Lorsque St-Laurent déclare aux Communes qu'elle est finie l'époque où les surhommes d'Europe imposaient leur volonté au monde entier, les Conservateurs, sous la direction d'Howard Green, saisissent l'occasion pour démontrer que le Canada a renié ses deux nations fondatrices.

Mais le coup de grâce vient du débat sur le pipeline, en 1956. Le gouvernement propose la construction d'un pipeline transcanadien; l'ouvrage finira par être réalisé, mais le gouvernement fait preuve d'une grande maladresse lors de l'adoption de la loi au Parlement. Il essaie de la faire passer en un temps record, imposant la clôture et irritant l'opposition et les contribuables par son arrogance. Pendant ce débat, St-Laurent, alors âgé de soixante-quinze ans, semble fatigué et inquiet.

Lors d'une cérémonie qui a eu lieu en juin dernier aux Archives de l'Université Queen's, M. Jean-Pierre Wallot, archiviste national du Canada, et M^{me} Anne MacDermaid, archiviste de l'Université Queen's, ont procédé à un échange de copies de microfilms faits à partir de fonds originaux conservés dans les deux institutions.

Les Archives nationales ont présenté des microfilms sur deux anciens premiers ministres du Canada, John Thompson (1892-1894)

et Arthur Meighen (1920-1921, 1926). De son côté, l'Université Queen's a offert des microfilms sur John Buchan (lord Tweedsmuir), gouverneur général du Canada (1935-1940) et écrivain bien connu.

Cet échange de microfilms souligne les bonnes relations qui existent entre ces deux institutions et marque un pas vers d'autres échanges fructueux entre divers dépôts d'archives au Canada.

Les élections du 10 juin 1957 marquent la fin d'un règne libéral ininterrompu de vingt-deux années. Avec 112 sièges contre 105 aux Libéraux, les Conservateurs prennent le pouvoir, avec à leur tête John Diefenbaker. Les années de l'administration St-Laurent ont été bonnes mais les Canadiens ont besoin d'un changement.

Deux des plus proches collaborateurs de St-Laurent lui rendirent hommage dans leurs mémoires. Lester B. Pearson écrit n'avoir jamais rencontré de plus honorable gentilhomme doté d'un aussi grand sens du devoir public. St-Laurent se donnait entièrement à son pays, avec une grandeur d'âme peu commune et était à l'abri de tous motifs personnels ou indignes. Le sang irlandais qui coulait dans ses veines pouvait parfois prendre le dessus et se traduire par des colères subites, mais il demeurait des plus courtois et des plus aimables, prévenant, patient, compréhensif et juste.

Ce que J.W. Pickersgill admirait le plus chez lui était non pas sa grande intelligence ni son jugement, rarement pris en défaut, mais sa véritable modestie, son insouciance quant à son rôle historique et l'absence totale chez lui de méchanceté ou de malveillance.

Les chercheurs pourront trouver le fonds St-Laurent et les documents qui concernent bon nombre de ses ministres et principaux collaborateurs à la Division des manuscrits. La consultation d'un certain nombre de ces documents demeure restreinte. Ses papiers sont malheureusement loin d'être aussi complets que ceux de Mackenzie King ou Lester B. Pearson; cependant, en les utilisant de concert avec ceux de ses collègues et adversaires et avec les archives de divers ministères, il devrait être possible de reconstituer une image assez complète de l'époque pendant laquelle il a assumé les plus hautes fonctions

MAUREEN HOOGENRAAD
DIVISION DES MANUSCRITS

St-Laurent et le nouveau Commonwealth

Le 15 novembre 1948, Louis St-Laurent a succédé à Mackenzie King au poste de premier ministre. En septembre de la même année, Lester B. Pearson a été nommé Secrétaire d'État pour les Affaires extérieures. St-Laurent et Pearson partageaient les mêmes vues sur la place que le Canada devait occuper sur la scène internationale, et les mesures qu'ils ont prises tout au long des années 50 ont permis au Canada de se transformer, passant ainsi d'un pays essentiellement isolationniste à une puissance moyenne dynamique. Tout au long de son mandat, Mackenzie King avait considéré d'un œil suspect les tentatives visant à faire participer le Canada aux affaires internationales, et les initiatives prises alors avaient un caractère incertain. King craignait que la participation du Canada aux affaires internationales ne crée inévitablement des tensions internes. Cependant, Louis St-Laurent pensait que, en cette période d'après-guerre, les Canadiens étaient fiers de leur participation à la défaite de l'Allemagne et désiraient contribuer à la paix dans le monde. Sa politique extérieure en témoigne, notamment le rôle joué par le Canada dans la mise en place d'un nouveau Commonwealth des nations et la tournée mondiale effectuée par St-Laurent, en 1954, en vue de cimenter les nouvelles relations entre les membres du Commonwealth.

La Grande-Bretagne est sortie victorieuse de la Seconde Guerre mondiale, mais elle avait perdu de son influence et elle était affaiblie économiquement. Ses relations avec ses colonies passées et présentes avaient subi des changements de taille. C'est vers la fin des années 40 que le nouveau Commonwealth a vu le jour, composé du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Inde et du Pakistan ainsi que d'autres pays qui venaient d'acquiescer leur indépendance. La Grande-Bretagne n'était plus le chef incontesté du groupe. Pour St-Laurent, le nouveau Commonwealth devait permettre de combler le vide entre l'Est et l'Ouest, d'une part, et entre les pays développés et ceux en développement, d'autre part, et de maintenir des échanges entre les vieilles démocraties bien établies et les pays qui

venaient de s'affranchir, en Asie et en Afrique. En outre, étant donné le petit nombre de pays concernés, il paraissait évident que le Canada assumerait des fonctions de chef au sein du nouveau Commonwealth.

La première tentative du Canada de jouer un rôle d'intermédiaire dans les affaires du Commonwealth n'a pas été heureuse. À la fin des années 40, le Canada, de concert avec d'autres pays membres a essayé, mais en vain, de convaincre l'Irlande de demeurer au sein du groupe. Par contre, avec l'Inde il eut plus de succès. Le gouvernement canadien a soutenu certaines des propositions faites par le gouvernement britannique pour que l'Inde demeure membre du Commonwealth, malgré le désaccord de nombreux Britanniques, Australiens et Néo-Zélandais. Le Canada a accepté les propositions faites par l'Inde, parce que, sans l'Inde, le nouveau Commonwealth aurait eu beaucoup moins d'influence et aurait été voué à l'échec.

Au cours de la conférence des premiers ministres du Commonwealth tenue en 1949, il fut possible de régler bon nombre des problèmes d'ordre constitutionnel liés à la création du nouveau Commonwealth. À cette occasion, on « décida d'organiser des assemblées annuelles dans les divers pays membres. En janvier 1950, la rencontre a eu lieu à Colombo (Sri Lanka) et a donné naissance au plan de Colombo. Le gouvernement australien, avec l'aide des gouvernements du Sri Lanka (Ceylan) et de la Grande-Bretagne, a mis de l'avant cette initiative nouvelle. Le plan avait pour but d'aider les pays du Sud et du Sud-Est asiatique en mettant à leur disposition de l'argent et des crédits importants pour leur développement économique et social. À l'origine, le Canada appuya le projet, mais avec circonspection. Il lui semblait difficile de justifier d'aussi grosses dépenses alors que le pays accordait également un soutien financier important aux divers programmes d'aide technique des Nations Unies. Pour que le plan soit un succès, le Canada réussit à obtenir l'appui politique et financier des États-Unis. De même, d'autres pays qui ne faisaient pas partie du Commonwealth furent

*... il paraissait
évident que le Canada
assumerait des
fonctions de chef au
sein du nouveau
Commonwealth.*

*... seuls des moyens
démocratiques
permettront de
résoudre les problèmes
économiques et sociaux
à l'échelon mondial.*

encouragés à contribuer au plan. Toutefois, le plan de Colombo demeure essentiellement un instrument utilisé par les membres du Commonwealth pour aider les pays en développement.

C'est le 12 juin 1950 que le Canada commence sa contribution au plan de Colombo; ce jour-là, le Cabinet accepte de faire un don de 400 000 \$ au plan et de verser 750 000 \$ additionnels aux programmes d'aide technique des Nations Unies. En février 1951, les contributions du gouvernement canadien au plan de Colombo uniquement atteignent 25 millions de dollars. À la même époque, la participation du Canada à la guerre de Corée sensibilisa encore davantage les Canadiens aux nombreux problèmes des pays du Sud-Est asiatique.

À la fin de 1949, le premier ministre de l'Inde, Jawāharlāl Nehru, se rend à Ottawa. Nehru et St-Laurent avaient constaté, tout au long des négociations devant mener à l'indépendance de l'Inde, qu'ils partageaient les mêmes vues sur le nouveau Commonwealth. La visite de Nehru à Ottawa renforce les relations entre les deux chefs d'État, et St-Laurent promet qu'il se rendra en Inde. Les deux premiers ministres pensent que leur amitié permettra, en quelque sorte, de solidifier les relations entre les pays développés et ceux en développement, et de diminuer les tensions entre les États-Unis et l'Inde. L'aide militaire américaine au Pakistan, dans le but de renforcer les défenses du pays contre l'Union soviétique, n'est pas perçue d'un bon œil par le gouvernement indien. Celui-ci croit que le Pakistan utilisera l'équipement militaire américain dans la lutte pour le Cachemire.

Après sa victoire aux élections générales de 1953, St-Laurent accepte l'invitation de Nehru de se rendre en Inde, dans le cadre d'une tournée mondiale de six semaines, qui le mènera dans douze pays d'Europe et d'Asie. Cette tournée a pour but de renforcer les relations entre les membres du Commonwealth et de sensibiliser davantage le gouvernement canadien aux problèmes du tiers monde.

Le 4 février 1954, St-Laurent entreprend sa tournée mondiale, une première pour un premier ministre canadien. Son premier arrêt est à Londres, où il rencontre le premier ministre Churchill et des membres du Foreign Office pour discuter du nouveau Commonwealth. Il se rend ensuite à Paris et à Bonn pour inspecter les troupes qui y sont stationnées. En Allemagne de l'Ouest, il exprime clairement l'intention du Canada de renforcer ses relations avec ce pays afin d'assurer la paix en Europe de l'Ouest. Ensuite, il va au Vatican et rencontre également des membres du gouvernement italien.

La partie la plus délicate du voyage de St-

Laurent commence le 12 février, lorsqu'il arrive au Pakistan. Il essaie de se tenir à l'écart du conflit entre le Pakistan et l'Inde, dont l'objet est le Cachemire. Il parle de l'amitié entre les États-Unis et le Canada et souhaite que l'Inde et le Pakistan en viennent aussi à créer des liens d'amitié entre eux. Il souligne le rôle du Canada pour la réalisation du plan de Colombo; il visite plusieurs installations où des programmes d'aide technique sont réalisés grâce à l'aide financière du Canada.

Le 21 février, St-Laurent arrive à New Delhi. Il espère que l'amitié qui l'unit à Nehru, porte-parole des pays en développement, cimentera les liens entre les membres du Commonwealth. Le 23 février, il s'adresse au Parlement de l'Inde; dans son allocution, il insiste sur le fait que le Canada et l'Inde partagent les mêmes vues, à savoir que seuls des moyens démocratiques permettront de résoudre les problèmes économiques et sociaux à l'échelon mondial. Il souligne le rôle que le Commonwealth pourra jouer afin de soulager les tensions entre les États-Unis et l'Union soviétique. De plus, St-Laurent parle en faveur de l'OTAN et essaie d'expliquer pourquoi le Canada considère l'OTAN comme un instrument de paix, non comme un outil de l'impérialisme américain. St-Laurent défend également l'aide militaire américaine au Pakistan. D'après lui, en agissant ainsi, les États-Unis ne cherchent pas à faire pencher la balance du pouvoir du côté du Pakistan, aux dépens de l'Inde, mais ils veulent plutôt renforcer les défenses du Pakistan contre la propagation du communisme, en provenance de l'Union soviétique. St-Laurent croit qu'une explication franche aidera Nehru et son gouvernement à mieux comprendre les motifs des Américains.

La visite de St-Laurent en Inde est un succès non seulement à cause de la façon directe dont il défend et explique les politiques de l'OTAN et de l'Ouest, mais aussi parce qu'il donne l'impression de comprendre les problèmes réels auxquels le gouvernement de l'Inde fait face. Il félicite ce dernier pour ses programmes d'alphabétisation et ses efforts en vue de moderniser l'agriculture. Il sait qu'il faudra du temps pour résoudre tous les problèmes de l'Inde et il promet toute l'aide possible de la part du Canada. Comme au Pakistan, il essaie de ne pas parler des problèmes internes de l'Inde ni du conflit entre les deux pays.

Ensuite, le premier ministre se rend en avion à Ceylan, en Indonésie et à Manille, aux Philippines. Dans chacun de ces pays, il souligne le rôle joué par le Commonwealth pour la réalisation du plan de Colombo et il dit espérer que l'aide économique et technique fournie permettra de soulager bon nombre de leurs graves problèmes économiques et, ce faisant, de

renforcer leur démocratie. Après Manille, St-Laurent se rend directement en Corée pour visiter les troupes canadiennes stationnées avec les forces des Nations Unies. Il dévoile un monument dédié aux Canadiens morts au champ d'honneur en Corée. Par la suite, il va à Tokyo pour renforcer davantage les bonnes relations entre le Japon et le Canada. Dans ses discussions avec les membres du gouvernement japonais, il parle des moyens de défense en Extrême-Orient et des nouvelles ententes commerciales proposées. Pour finir, il s'envole vers Hawaii pour un court arrêt en route vers San Francisco et rentre ensuite directement à Ottawa.

Saint-Laurent revient à Ottawa le 9 mars après une tournée qui a été, sans l'ombre d'un doute, un succès. Les réactions à sa visite au Pakistan et en Inde sont favorables et le fait qu'il ait visité les troupes canadiennes en Europe de l'Ouest et en Corée reçoit un bon accueil. Le Canada a montré qu'il s'intéresse aux problèmes des pays en développement membres du nouveau Commonwealth non seulement en fournissant une aide financière et technique, mais aussi par une visite personnelle de son premier ministre.

On peut obtenir des renseignements sur la politique extérieure du gouvernement St-Laurent à la Division des archives gouvernementales dans les dossiers suivants : ministère des Affaires extérieures (Fonds de documents



officiels/RG 25), Bureau du Conseil privé (RG 2), ministère des Finances (RG 19), ministère de l'Industrie et du Commerce (RG 20) et Agence canadienne de développement international (RG 74).

PAULETTE DOZOIS
DIVISION DES ARCHIVES
GOUVERNEMENTALES

Le très honorable Louis St-Laurent serre la main du lieutenant Jim Nesbit, 3^e bataillon, Vingt-Deuxième régiment, en Corée, en mars 1954. Le lieutenant-colonel Poulin est à l'extrême gauche. (PA-128830)



Louis St. Laurent (1882-1973),
ca. 1950-1955. (C-10461)

Canada's gentleman prime minister

Louis St. Laurent became prime minister of Canada on November 15, 1948, at the age of sixty-six. He was the hand-picked successor to the retiring Mackenzie King. St. Laurent was Canada's twelfth prime minister and the second French Canadian to hold this high office. He was perfectly bilingual, having learned English from his mother and French from his father.

In his first speech to Canadians as their prime minister, St. Laurent pledged "a national standard of social security and human welfare, a united Canadian nation based for all Canadians on equality of opportunity and a deep attachment to a common homeland, and complete freedom of Canada as a nation ready to cooperate with other nations to promote the common prosperity of all and to keep the world at peace."

Before joining the government, St. Laurent was one of Canada's most prominent constitutional and corporate lawyers. He had appeared often before the Canadian Supreme Court and the Judicial Committee of the Privy Council in London.

St. Laurent had joined the Cabinet in December 1941 when he agreed to come to

Ottawa as minister of Justice "for the duration of the war." Persuaded to stay on, he also served as secretary of state for External Affairs, 1946-1948.

Mackenzie King passed on to St. Laurent a strong Liberal Party organization and an extremely able Cabinet that included C.D. Howe, minister of Trade and Commerce and senior English minister; Lester B. Pearson, secretary of state for External Affairs; Douglas C. Abbott, minister of Finance; Brooke Claxton, minister of National Defence; and James Gardiner, minister of Agriculture. King also left to St. Laurent his head of the prime minister's office, Jack Pickersgill, who turned out to be an invaluable assistant, advisor and speech writer. The Conservative leader of the opposition during most of St. Laurent's time as prime minister was George Drew, the former premier of Ontario.

Throughout his period as prime minister, St. Laurent was known as a family man, a kind gentleman who was especially fond of children. On a western tour in April 1949, a reporter, seeing the rapport between St. Laurent and a group of children on a railway platform, referred to him as "Uncle Louis," a

name that stayed with him for the rest of his life. St. Laurent loved to spend time with his family at his summer home at St. Patrick on the lower St. Lawrence. He liked golf and fishing, but had given up hunting after shooting a doe only to have her two fawns bounce out of the woods and stand forlornly beside their dead mother. St. Laurent, with his wife Jeanne, was the first prime minister to live at 24 Sussex Drive, bought by the government and transformed into an official residence for the prime minister.

In spite of his reputation for kindness, courtesy and concern for others, St. Laurent was a strong prime minister. He was a good administrator and highly intelligent. In his dealings with the Cabinet he was truly a first among equals. All of his ministers liked and respected him. He was always well prepared for Cabinet meetings and had an ability to see to the heart of a problem. He liked to hear all the arguments and then make a decision. St. Laurent made the heavy burden of governing the country appear simple.

St. Laurent won two elections during his term of office. In the election of 1949 his Liberals won 193 of the 262 seats in the House of Commons, a record majority. Much of this success could be attributed to the man himself; his warmth and sincerity were strong political assets throughout the campaign. In the election of 1953, the Liberals won another majority with 173 out of 265 seats. Again, St. Laurent's popularity had been a factor, along with the many achievements of the Liberal government. Another factor was the prosperity that Canada was enjoying. It was a boom time with little unemployment or inflation, a rising standard of living and a high birth rate.

The St. Laurent government accomplished much between 1948 and 1957. Newfoundland was brought into Confederation on March 31, 1949. The Royal Commission on the Arts, Letters and Sciences was appointed in 1951. The first Canadian Governor General, Vincent Massey, was appointed in 1952. Appeals to the Judicial Committee of the Privy Council in London were abolished, and Canada gained the right to amend its own Constitution in exclusively federal matters. Construction of the Trans-Canada Highway, the St. Lawrence Seaway and a trans-Canada natural gas pipeline was initiated. Atomic Energy of Canada Ltd. was set up to develop atomic power. The first television stations were established by the CBC in Montreal and Toronto in 1952. Hundreds of thousands of immigrants were encouraged to come to Canada during these years, including a large number of Hungarian refugees in 1956-1957.

In foreign affairs, Canada was one of the founding members of the North Atlantic Treaty Organization and was a strong supporter of the United Nations, sending troops to Korea to fight with UN forces from 1951-1953. Lester Pearson brought international acclaim to Canada through his work at the UN, which culminated in his negotiation of a settlement of the Suez Crisis in 1956, for which he won the Nobel Peace Prize in 1957.

In the field of social legislation, old age pensions were made universal in 1951, unemployment insurance was extended to cover seasonal workers and fishermen, legal provision was made for future federal support for hospital insurance, and a new system of equalization payments to the provinces was negotiated.

In 1951 St. Laurent welcomed Princess Elizabeth and Prince Philip to Canada on a royal visit, and in 1953 St. Laurent and most of his Cabinet sailed across the Atlantic to London for the coronation of Queen Elizabeth II.

At the beginning of 1953, St. Laurent's support was eroded somewhat by news of a scandal in the army. Army property had been

"Uncle Louis" with children, probably during election campaign of 1949. (PA-123988)





Mr. and Mrs. St. Laurent's
wedding picture, [1908].
(C-10181)

stolen at Petawawa. In fact, it was reported that there were "horses on the payroll," with army personnel pocketing their paycheques. The opposition and the press had a field day with these charges and kept the scandal in the news for several weeks.

Decline in support for the St. Laurent government increased in 1955 when the government mishandled the passing of a bill to amend the Defence Production Act. The opposition successfully portrayed C.D. Howe as arrogant and St. Laurent as old and tired. In fact, St. Laurent was tired and subject to periods of depression. He had undertaken a world tour in 1954 and took many months to recover.

The government's image also suffered in 1955 when Pickersgill made a speech in Victoria as minister of Citizenship and Immigration, in which he said that he did not believe that an immigrant, no matter where he came from or how good he was, was as good as a Canadian baby because the immigrant had to learn to be a Canadian and the baby was a Canadian to start with. This caused a tremendous uproar. Newspapers pointed out that two Cabinet ministers, C.D. Howe and James Sinclair, were immigrants and reported that Pickersgill had said "colleagues not as good as Canadian babies." Many immigrants never forgave the Liberals for this speech.

Another issue that hurt the St. Laurent government was the Suez Crisis. Many Canadians still felt a strong tie to Britain and agreed with the Conservatives that Pearson and St. Laurent should have supported the actions of Britain and France in Egypt. When St. Laurent rose in the House of Commons to say that the day was over when the "supermen of Europe" could govern the whole world, the Conservatives, led by Howard Green, seized on the phrase to demonstrate that Canada had turned its back on its two founding nations.

The final straw was the pipeline debate of 1956. The government proposed a trans-Canada pipeline, which was eventually built, but its handling of the bill in Parliament was extremely inept. They tried to push it through in record time, applying closure and angering the opposition and the voters with their apparent arrogance. During the debate, St. Laurent, now seventy-five, appeared tired and anxious.

The election of June 10, 1957, heralded the end of twenty-two years of continuous Liberal rule. When the Conservatives won 112 seats to 105 for the Liberals, St. Laurent resigned to make way for John Diefenbaker. Although the St. Laurent years had been good years, Canadians were ready for a change.

Two of St. Laurent's closest colleagues wrote tributes to him in their memoirs. L.B. Pearson wrote:

I have never known a finer gentleman or one who had a greater sense of public duty. His service to his country was without any thought of self, without any meanness of spirit or ever alloyed with personal or unworthy motives. While his Irish temperament could occasionally show in bursts of transitory anger, he was a man of greatest courtesy and kindness, considerate of others, patient, fair-minded and understanding.

J.W. Pickersgill wrote:

What I admired most was not his superb intelligence and his judgment, which rarely failed, but his genuine modesty, his lack of concern for his place in history, and his complete freedom from meanness or malice of any kind.

The St. Laurent Papers, as well as those of many of his cabinet ministers and senior public servants are available to researchers in the Manuscript Division. Many of these papers remain restricted in some way. Some researchers have called St. Laurent's papers "disappointing" because they are nowhere as complete as those of Mackenzie King or L.B. Pearson, but if they are used in conjunction with those of his colleagues and opponents and with the records of the various government departments, it is possible to gain a clear picture of his term of office.

MAUREEN HOOGENRAAD
MANUSCRIPT DIVISION

Exchange between National Archives and Queen's

In a June ceremony at the Queen's University Archives, Dr. Jean-Pierre Wallot, National Archivist, and Mrs. Anne MacDermaid, archivist of Queen's University, exchanged microfilms of original holdings from the two institutions.

The National Archives presented microfilm copies of the papers of two former Canadian prime ministers, John Thompson (1892-1894) and Arthur Meighen (1920-1921, 1926). For its part, Queen's offered microfilms documenting John Buchan, governor general of Canada (1935-1940) and well-known writer. This exchange of microfilms underlines the good relations between the two institutions, and is a step toward future beneficial exchanges between various archival repositories in Canada.

The Archivist

l'Archiviste juillet-août 1987

The Archivist July-August 1987

St. Laurent and the new Commonwealth



Prime Minister St. Laurent and Lester B. Pearson pose with Prime Minister Winston Churchill and Anthony Eden on their arrival at Rockcliffe Airport, Ottawa, June 29, 1954. (C-4047)

On November 15, 1948, Louis St. Laurent replaced William Lyon Mackenzie King as prime minister. In September of that same year Lester B. Pearson became the secretary of state for External Affairs. These two individuals held similar views on Canada's place in world affairs, and their actions throughout the 1950s completed Canada's transformation from an essentially isolationist country to an aggressive middle power. Throughout his tenure as prime minister, Mackenzie King had been suspicious of any attempts to involve Canada in world affairs, and any initiatives taken were hesitant. King feared that international involvement would inevitably lead to domestic tensions. However, Louis St. Laurent believed that in the period following World War II, Canadians were proud of their role in defeating Germany and wanted to contribute to world peace. St.

Laurent's foreign policy demonstrated this belief, as exemplified in Canada's role in the development of a new Commonwealth of nations and St. Laurent's world tour in 1954 taken to cement these new relationships.

Britain had emerged from World War II as a victor, albeit a less influential and poorer one. The relationship with its colonies, both former and present, had undergone a tremendous change. What developed in the late 1940s became known as the new Commonwealth formed by Canada, Australia, New Zealand, India and Pakistan along with other newly independent countries. No longer was Britain the dominant factor in this group. St. Laurent viewed the new Commonwealth as one of the means by which the gap between East and West and between the developed and the developing nations could be bridged. It would

*In the late 1940s
Canada, along with
other
Commonwealth
countries,
attempted to keep
Ireland in the
Commonwealth,
but failed. We were,
however, more
successful with
India.*

help maintain a line of communication between the older, more established democracies and the newly independent nations in Asia and Africa. In addition, because of the small number of nations involved, Canada would be an obvious leader in the new Commonwealth.

Unfortunately, Canada's first attempt as an intermediary in Commonwealth affairs was not successful. In the late 1940s Canada, along with other Commonwealth countries, attempted to keep Ireland in the Commonwealth, but failed. We were, however, more successful with India. The Canadian government supported some of the proposals made by the British government to keep India in the Commonwealth, even though they were not accepted by many British, Australians or New Zealanders. Canada accepted India's proposals, because without India, the new Commonwealth would have much less influence and be destined to fail.

The 1949 Commonwealth Prime Ministers Conference solved many of the constitutional problems associated with the creation of the new Commonwealth. From that time on annual meetings were to be held in the various component countries. In January 1950 the meeting was held in Colombo, Sri Lanka, and out of it grew the Colombo Plan. The Australian government, with the help of the Sri Lankan (Ceylonese) and British governments, pushed for this new initiative. Its purpose was to help nations in South and Southeast Asia by making money and credit available for their economic and social development. Initially Canada supported the idea, but with caution. The government felt that it might be difficult to justify the spending of such sums of money while also being heavily involved with United Nations technical assistance programs. Canada wanted the financial involvement of the American government in order to ensure the success of the plan. At the same time other non-Commonwealth countries were encouraged to contribute and did so. The Plan, however, remained essentially a tool of the Commonwealth in aiding the developing nations.

Canada's financial involvement in the Colombo Plan began on June 12, 1950, when the Cabinet agreed to donate \$400,000 to the Plan, and an additional \$750,000 to the United Nations technical assistance plans. This increased in February 1951 to an amount of \$25 million to the Colombo Plan alone. At the same time, Canada's involvement in the Korean conflict increased Canadians' awareness of the many problems faced by the nations in Southeast Asia.

In late 1949 Prime Minister Nehru of India paid a state visit to Ottawa. Nehru and St. Laurent had discovered throughout the negotiations for Indian independence that they held similar views on the new Commonwealth. Nehru's visit to Ottawa strengthened their relationship, and at that time St. Laurent promised to visit India himself. Both prime ministers viewed their friendship as a means of solidifying the relationship between the developed and the developing nations, and of easing the tensions between the United States and India. American military aid to Pakistan, given to strengthen that country's defences against the Soviet Union, was not well received by the Indian government. The Indians believed that Pakistan would use this military equipment in the fight against India for Kashmir.

After St. Laurent's victory at the polls in the General Election of 1953, he decided to accept Nehru's invitation to visit India. The six-week tour included twelve countries throughout Europe and Asia. Its purpose was to strengthen Commonwealth relations and heighten the Canadian government's awareness of the problems associated with the third world.

On February 4, 1954, St. Laurent left on his world tour, the first of its kind for a Canadian prime minister. St. Laurent's first stop was London, England, for meetings with Prime Minister Churchill and the foreign office concerning the new Commonwealth. He next went to Paris and Bonn to view the troops stationed there. In West Germany he made clear Canada's view of strengthening its friendship with that country in order to ensure peace in western Europe. He next visited the Vatican and also held meetings with members of the Italian government.

The most important part of St. Laurent's trip began on February 12 when he arrived in Pakistan. He attempted to steer clear of the continuing conflict between Pakistan and India over Kashmir. He spoke of the friendship between the United States and Canada and hoped that the future would bring the same results to India and Pakistan. He emphasized the role played by Canada in the Colombo Plan and the various technical assistance programs sponsored by Canadian funds.

On February 21, St. Laurent arrived in New Delhi in the hope that his friendship with Nehru, the premier spokesman for the developing countries, would cement the ties of friendship within the Commonwealth. On February 23, he addressed the Indian Parliament, stressing the similar views held by both countries on the importance of democracy in solving the world's economic and social problems. He emphasized the role that the

Commonwealth could play in confronting the tensions between the United States and the Soviet Union. St. Laurent also spoke in defence of NATO and attempted to explain why Canada believed that NATO was an instrument of peace, not of American imperialism. He also defended American military aid to Pakistan. This he said was not done to shift the balance of power in favour of Pakistan against India, but to strengthen Pakistan's defences against the spread of communism from the Soviet Union. St. Laurent hoped that his frank statements would facilitate a greater understanding of American motives for Nehru and his government.

St. Laurent's visit to India was a success not only because of his straight-forward manner of defending and explaining the policies of NATO and the west, but also because he appeared to understand the real problems faced by the Indian government. He praised its efforts to bring literacy to its population, and its attempts to modernize their agricultural system. All of India's problems would take time to solve, and he promised as much Canadian help as possible. As in Pakistan, he attempted to refrain from commenting on any internal problems or on the conflict between India and Pakistan.

St. Laurent next flew to Ceylon, Indonesia and Manila. In each of these countries he stressed the role played by the Commonwealth in the Colombo Plan and how he hoped that economic and technical assistance would alleviate many of their grave economic problems, and in doing so strengthen democracies. After Manila, St. Laurent went directly to

Korea to visit the Canadian troops serving there with the United Nations forces. He unveiled a monument dedicated to the Canadians who had died there. He next went to Tokyo where the existing good relations between Japan and Canada were strengthened. His talks with members of the Japanese government concerned defence measures in the Far East and newly advanced trade agreements. He then flew to Hawaii for a stopover on his way to San Francisco, and then non-stop to Ottawa.

St. Laurent returned to Ottawa on March 9 after an obviously successful trip. The response to his visit to Pakistan and India was favourable, and his visits to the troops in western Europe and Korea were well received. Canada had shown its interest in the problems confronting the developing nations within the new Commonwealth not only with financial and technical assistance, but also with a personal interest by the Canadian prime minister. Information concerning the foreign policy of the St. Laurent government can be found in the Government Archives Division in the records of the Department of External Affairs (Record Group 25), Privy Council Office (Record Group 2), Department of Finance (Record Group 19), Department of Trade and Commerce (Record Group 20) and the Canadian International Development Agency (Record Group 74).

PAULETTE DOZOIS
GOVERNMENT ARCHIVES
DIVISION